





## DÉBATS

## L'Etat et la culture

## Pas d'œuvre sans pratique

par Roger Chartier

Dans un livre récent, *L'Etat culturel*, dont a rendu compte Bertrand Poirot-Delpech (« la Monde des livres » du 6 septembre), Marc Fumaroli, professeur au Collège de France, s'en prend à la politique culturelle de M. Jack Lang et de ses prédécesseurs, accusés d'avoir favorisé la diffusion de produits de consommation contraires aux exigences de l'esprit.

« L'Etat culturel, écrit-il notamment, c'est l'Etat-loisir, et rien d'autre. » Au-delà de leur aspect polémique, les analyses de Marc Fumaroli relancent le débat sur l'opposition entre deux conceptions de la culture, celle qui met l'accent sur la qualité esthétique des œuvres, dont la fréquentation suppose une initiation préalable, et celle qui s'intéresse plus aux habitudes culturelles des gens, dans leur vie quotidienne, qu'à leur goût artistique.

Danièle Sallenave, écrivain, examine ces deux traditions, qu'elle appelle respectivement « républicaine » et « gauchiste libérale », tandis que Roger Chartier, historien, souligne les relations qu'entretiennent les deux significations du mot « culture ». Marc Fumaroli, en réponse à Bertrand Poirot-Delpech, précise quelques-unes de ses critiques.

D'UN côté, les œuvres de l'esprit, propres aux étudiants et aux amateurs — et qui doivent le rester. De l'autre, les « mentalités » et les « pratiques » qui relèvent des loisirs de masse et de la sociologie culturelle. Entre les uns et les autres, une radicale incommensurabilité que tentent de gommer les usages irraisonnés du mot culture, « mot-écran ». Telle est la thèse du livre de Marc Fumaroli et d'où tout découle.

Mais les choses sont-elles si simples et l'essentiel n'est-il pas d'élucider les relations réiproques qu'entretiennent les deux significations du terme culture ? Celle qui désigne les œuvres et les gestes qui, dans une société donnée, sont justiciables d'une appréciation esthétique ou intellectuelle. Celle qui vise les pratiques ordinaires, « sans qualités », qui expriment la manière dont une communauté qu'elle qu'en soit l'échelle — vit et réfléchit son rapport au monde, aux autres et à elle-même.

Les œuvres, en effet, n'ont pas de sens stable, universel, figé. Elles sont investies de significations multiples et mobiles, construites dans la rencontre entre une proposition et une réception, entre leurs formes et leurs motifs et les compétences ou les attentes des différents publics qui les rencontrent et s'en emparent. Certes, les créateurs, ou les autorités, ou les « censeurs », aspirent toujours à fixer le sens et à énoncer l'interprétation correcte qui devra contraindre la lecture (ou le regard). Mais, toujours aussi, la réception invente, déplace, distord. Produites dans un ordre spécifique, qui a ses règles, ses conventions, ses hiérarchies, les œuvres s'en échappent et prennent densité en pérégrinant, parfois dans la très longue durée, à travers le monde social. Déchiffrées à partir des schèmes mentaux et affectifs qui constituent la « culture » (au sens anthropologique) des communautés qui les reçoivent, elles deviennent, en retour, une ressource précieuse pour penser l'essentiel : la construction du lien social, la subjectivité individuelle, la relation au sacré.

A l'inverse, toute création inscrite dans ses formes et ses thèmes un rapport à la manière dont, en un moment et un site donnés, sont organisés le mode d'exercice du pouvoir, la configuration sociale ou l'économie psychique de la personnalité. Pensé (et se pense) comme un démiurge, l'artiste ou le philosophe crée pourtant dans la dépendance. Dépendance vis-à-vis des règles (du patronage, du mécène, du marché) qui définissent sa condition. Dépendance plus fondamentale encore vis-à-vis des

déterminations non sées qui habitent l'œuvre et qui font qu'elle est concevable, communicable, déchiffrable.

Considérer ainsi que toute œuvre est ancrée sur les pratiques et les institutions du monde social n'est pas, pour autant, postuler une égalité générale entre toutes les productions de l'esprit. Certaines, mieux que d'autres, n'ont jamais leur force de signification — on a l'habitude de les désigner comme des « chefs-d'œuvre ». Pour le comprendre, il est un peu court d'invoquer l'universalité du beau ou l'unité de la nature humaine. L'essentiel se joue ailleurs : dans les rapports complexes, subtils, mobiles, noués entre les formes propres des œuvres, inégalement ouvertes aux approbations et les habitudes ou les inquiétudes de leurs différents publics.

Les débats furiés engagés entre la défense crispée d'une culture sûre de ses tris et les enthousiasmes confus qui posent l'équivalence de toutes les créations et de toutes les pratiques ne sont peut-être qu'un théâtre d'ombres. Le défi lancé est tout autre : penser, ensemble, la différence par laquelle toutes les sociétés (en des modalités variables) ont séparé et séparé du quotidien ordinaire un domaine particulier de l'activité humaine, et les dépendances qui insistent (de diverses manières) l'invention esthétique et intellectuelle dans ses conditions de possibilité et d'intelligibilité.

Il y a quelque chose de pathétique à vouloir dresser une digue étanche, infranchissable, entre les études et les œuvres dont se délectent « les amateurs habiles » de choses de l'esprit et les « apatrides culturelles » du plus grand nombre, alimentées par le marché des loisirs. Le lien qui les unit n'est pas le résultat d'une politique récente, volontariste, absurde et niveleuse. Il réside dans la trajectoire, même qui donne leur sens aux œuvres les plus puissantes, construites à partir de la transfiguration esthétique ou réflexive des expériences ordinaires, comprises à partir des pratiques propres à leurs différents publics, massifs ou choisis, studieux ou non.

Roger Chartier est directeur d'études à l'Ecole des hautes études en sciences sociales, président du conseil scientifique de la Bibliothèque de France.

## Assouvissement ou émancipation ?

par Danièle Sallenave

Si la politique culturelle de la gauche au pouvoir suscite tant de débats de critiques méritées et aussi parfois de malentendus et de reproches injustifiés, c'est qu'elle est l'héritière de deux traditions, de deux courants, de deux philosophies de la culture, qui ne sont malheureusement pas compatibles et qu'elle tente vainement de concilier.

Deux courants, en effet, se partagent, en France, la réflexion de la gauche sur la culture. Le premier, que je dirai républicain, considère la culture comme le lieu de l'arrachement aux pesanteurs de la tradition, comme le lieu de la transmission réfléchie, de la construction de soi (instruire) de même étymologie : il y a le mot « bâtir » dans la culture, est le chemin, le procès, le passage, qui doit être parcouru si l'on veut sortir en possession de soi, penser, rêver et agir par soi-même.

Cette pensée est une pensée de l'émancipation ; elle pose que les livres et les œuvres sont l'instrument de la liberté ; que l'injustice culturelle n'est pas séparée de l'injustice sociale ; qu'on ne peut les résoudre qu'ensemble. Le signe même de l'abandon social, de la « vie mutilée » (Adorno), c'est d'être privé de livres, et, plus généralement, de ne pas participer à l'élaboration et à la production des richesses culturelles de l'humanité.

Ce courant s'étend à toutes les formes de la vie culturelle : le théâtre populaire de Jean Vilar, l'« élitisme pour tous » d'Antoine Vitez en font intrinsèquement partie. Cependant, plus que les musées, les bibliothèques et les activités culturelles, le lieu par excellence où il peut être porté, rendue aux effets culturels de l'injustice sociale est naturellement l'école : car c'est dans et par l'école que peut se réaliser l'accès du plus grand nombre aux œuvres et à l'exercice de la pensée critique. Et son instrument est avant tout le livre, parce qu'il s'adresse à la raison et au cœur, parce qu'il est l'exercice de la logique et de la connaissance de l'autre.

Il faut cependant que cette école soit prise dans toute sa rigueur : la culture est un processus de formation, et non de simple participation. Si l'on veut éviter les ambiguïtés et les bavardages de l'« élitisme », on voit bien le danger d'une généralité abstraite et naïve

(dénoncée justement par Serrre) qui fait des œuvres un « trésor » injustement confisqué par un petit nombre. Et de même, en mettant uniquement l'accent sur les conditions strictement économiques d'une plus large diffusion de la culture — abonnements, billetterie, théâtre sur le parvis des usines — on entretient l'illusion dangereuse que c'est aux œuvres de s'ouvrir aux hommes, non eux hommes de se former à elles, et que l'accès aux œuvres se fait naturellement dès lors qu'il est facilité par des dispositions politiques et sociales. Ce qui est sûr en tout cas, c'est que, pour conserver à cette tradition républicaine toute son exigence, la revendication pour un plus large accès aux œuvres — multiplication des bibliothèques, aménagement des musées, souplesse des horaires — ne peut ni ne doit se passer de l'exigence d'une école républicaine.

## Une imposture

A cet ensemble de thèses et à cette tradition, une autre tradition s'oppose que je dirai gauchiste libérale, issue d'une critique radicale du courant républicain. Ces deux traditions sont inconciliables. Pour la seconde, toute politique éducative ou culturelle inspiquée par le courant précédent est soupçonnée d'« élitisme ». Le thème suivant lequel la culture et les œuvres sont un bienfait, une joie, un plaisir, mais aussi le lieu d'exercice de la liberté, et qu'il faut donc permettre l'accès à un plus grand nombre, loin d'être admise, est totalement réfuté. La culture « cultivée », les grandes œuvres, sont dites telles par la classe dominante, elles en sont à la fois le reflet, l'expression et l'instrument de leur domination. Vouloir y faire participer le plus grand nombre est une imposture doublée d'une mystification : on fait des fils d'ouvriers des traitres, des valets de la bourgeoisie ou une nature élitiste qui se veut de ressentir à l'égard de l'« art ».

Cette thèse du « non » se conjugue à une autre qu'elle perpétue : la culture populaire est constituée sur le déni et des refus de la culture populaire. On ne peut nier que la Sorbonne du dix-neuvième siècle n'ait transmis aux enfants de la bonne société une idée conventionnelle de l'art et des œuvres de l'esprit ; que les résultats de dix années d'enseignement scolaire

et universitaire n'aient donné trop souvent des œuvres de la littérature et des beaux-arts une image desséchée, empreinte d'un académisme bien-pensant, tandis que dans les campagnes, les villes ouvrières, les quartiers populaires, une authentique culture s'élevait et mourait — tradition orale, poèmes de la mine (!) ou des battements, et jusqu'à un art de vivre, une civilisation que la culture dominante ignorait et méprisait. Et de cette ignorance et de ce mépris, bien des clercs sont coupables.

Etait-il juste, cependant, pour se racheter de cette faute, de baptiser du nom de culture toutes les formes par où s'exprime ou dans quoi se reconnaît la grande masse de ceux qui n'ont accès ni à l'école ni à la culture ? La question mérite d'autant plus d'être posée qu'aujourd'hui ce qu'on désigne du nom de culture populaire ou de masses, sur les ruines des « lumières naturelles » du dix-huitième siècle, n'est pas la traduction authentique d'un art et d'un mode de vivre différents de celui des classes possédantes mais tout aussi légitimes, mais ensembles d'objets produits par l'industrie plébéienne du divertissement, proposés à la même heure à tous les enfants des banlieues, à Manchester, à La Courneuve, à Milan, et désormais à Varsovie et à Prague.

Pour les tenants de l'émancipation par les œuvres, l'injuste accusation d'« élitisme » dont ils sont victimes témoigne d'un grave malentendu sur la nature même et la définition de la culture. Mais comment la mauvaise conscience de gauche ne voit-elle pas que ce reproche est désormais habilement déformé par les marchands, tels CBS-France disputant effrontément à la SEPT, au nom d'une prétendue « culture jeune », l'attribution d'une fréquence pour sa « chaîne musicale », en fait une chaîne de clips à vocation publicitaire ?

Au cours des dix dernières années, il n'est pas douteux que la politique culturelle de la gauche française ait été victime d'une équivoque durable et prolongée entre deux déformations antagonistes de la culture. D'un côté, elle a maintenu la tradition républicaine par une politique générale en faveur des livres et de la lecture publique (prix unique du livre, dotation des bibliothèques), par un aménagement sans précédent des grands musées, etc. Mais, d'un autre côté, elle s'est montrée infidèle à la mission émancipatrice de la culture chaque fois qu'elle a cru devoir légitimer sous ce nom toutes les expressions verbales, visuelles, sonores qui font vivre le marché des loisirs.

Car, encore une fois, affirmer une distinction entre les œuvres, affirmer que l'art n'est pas un produit, ni la culture un bien de consommation, ce n'est pas venir au secours des privilégiés d'un élitisme mensongé : c'est donner au plus grand nombre un instrument pour les abattre.

(1) Lire à ce sujet le très bon livre d'Augustin Viesse *Musée de fond (Pion, coll. « Terre humaine », 1991).*

Danièle Sallenave est écrivain.

Une réplique de Marc Fumaroli

## La place de l'esprit dans la cité

M. BERTRAND POIROT-DELPECH reproche à mon essai *L'Etat culturel* ce qu'il peut avoir de véhément. Mais le véhément est-elle nécessairement aveugle ? Elle peut être aussi une méthode pour faire voir ce que l'accoutumance et le conformisme nous voilent. A me prêter trop d'aveuglement, mon reenseur m'attribue des sentiments et des jugements que je ne reconnais pas.

Suis-je un « nostalgique de la III<sup>e</sup> République » ? Je me suis contenté, dans mon commentaire critique du livre de Jeanne Laurent, *La République et les beaux-arts* (1955), de rappeler, avec toute la sympathie qu'elle méritait, les principes libéraux du régime, la priorité qu'il a constamment accordée à l'éducation, et sa réserve prudente en matière d'« encadrement à la création ». Ce sont à mes yeux trois références idéales dans le sujet que je traite, et non pas une réhabilitation de tout ce qui s'est fait entre 1870 et 1940.

Ai-je complété le Front populaire et le Cartel parmi les précédents de la politique culturelle sous la V<sup>e</sup> ? Tout au contraire. J'ai insisté sur l'indépendance du cartel Jovet-Dullin-Baty-Picoff vis-à-vis des pouvoirs publics, et sur le haut de vue de Jean Zay, ministre de l'éducation nationale et des beaux-arts de Léon Blum, ainsi que de Léon Lagrange, son secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports. La fidélité de ces républicains à la tradition de la III<sup>e</sup>, celle de Gambetta et de Ferry, les hissait bien au-dessus des intel-

lectuels postmodernes d'alors et d'aujourd'hui.

Suis-je tombé dans une contradiction grossière à propos de télévision ? Je fais remarquer bien plutôt la contradiction où s'est enfermée à cet égard l'idéologie culturelle de l'Etat. Sa logique aurait dû l'amener à privilégier la démocratisation des chefs-d'œuvre par voie télévisuelle. Mais en temps de monopoles, il n'en a rien été. Elle aurait dû passer, à plus forte raison, par l'école, l'histoire de l'art. Qu'est-ce qu'une culture pour tous qui n'équipe pas, et qui se concurrence elle-même par une télévision inculte ?

## Un alibi pas un modèle

Peut-on enfin me taxer de « militance » de droite ? En réalité, ni mes analyses historiques ni mes sages ne sont dictées par un parti-pris politique, même si je suis bien obligé de faire souvent porter la satire sur un parti au pouvoir depuis dix ans. Cette contrainte de l'actualité historique ne m'empêche pas de faire observer à quel point « le droit » embrasse volontiers les slogans de la culture officielle, quand elle n'en rejette pas. Dans mon analyse historique, Vichy aussi bien que Malraux, la technocratie dite « de droite » autant que la démagogie dite « de gauche », sont équitablement décrits parmi les artisans de l'Etat culturel d'aujourd'hui. Ce consensus de fait, dont les racines sont anciennes, m'inquiète. Et je l'écris, il ne m'inquiète pas pour des raisons de conjoncture partisane. En fil-

grame de cet essai, et explicitement à plusieurs reprises, un principe et les questions qui en découlent soutiennent tout l'édifice. Ce principe, c'est celui qui gouverne les analyses de Tocqueville dans *La Démocratie en Amérique*. On peut le résumer ainsi : un régime politique se juge au sort qu'il réserve à l'esprit.

L'Etat culturel prétend servir l'esprit. Je soutiens qu'il a favorisé surtout une autosatisfaction consummatrice qui compromet à la fois le civisme démocratique et la hauteur de l'esprit français. Il est un alibi, au lieu d'être un modèle. Il encourage l'agitation et la facilité modernes, au lieu de leur opposer des seges contrapoints. On pourra m'opposer une thèse plus rassurante : derrière cet habile rideau de fumée, on sauve quelque part ce qui peut être sauve. Mais, qu'on me conteste ou qu'on m'approuve, le fond du débat et mon anglois se tiennent là. Ils sont donc tout à fait ailleurs que dans une somme polémique de coteries.

[Lire est un métier difficile ! Je n'ai parlé dans mon article ni de véhémence ni d'aveuglement. J'approuve M. Fumaroli : le bonheur d'approcher les chefs-d'œuvre se cache toujours derrière et s'oppose à la consommation et à la compétition. Mais les lois de marché et les échecs de l'école finissent ce livre.]

Le système français d'aide à la culture rend leurs chances aux œuvres non rentables et aux publics évincés. Il a défendu le livre exigeant contre le best-seller, fait rayonner notre théâtre, et sauve notre cinéma d'une mort à l'italienne. Cela me suffit. R. P.-D.]

## Nouveautés «Que Sais-je?»

Les pays baltes, par Pascal Lorot - N° 2584.

La Belgique, par G. H. Dumont - N° 319.

Bergson, par J. L. Vieillard-Baron - N° 2596.

La gestion publique, par A. Giscard d'Estaing - N° 2589.

Le grand marché européen de 1993, par A. Bizaguet - N° 2517.

Histoire de la littérature française, par R. Bakbar - N° 2601.

Histoire de la psychanalyse en France, par J. Chemouni - N° 2590.

Libre échange et protectionnisme, par P. Salin - N° 1032.

Migrants et réfugiés, par J. L. Mathieu - N° 2597.

La musique française du XIX<sup>e</sup> siècle, par F. Robert - N° 1038.

Le vin, par P. Ribereau-Gayon - N° 2606.

Chaque volume 128 pages, 34 F.

puf

COLLECTION «QUE SAIS-JE?»  
L'encyclopédie au format de poche.

## Le Monde

Edité par la SARL Le Monde

Comité de direction :

Jacques Langemann, gérant

directeur de la publication

Bruno Frappat

directeur de la rédaction

Jacques Gué

directeur de la gestion

Manuel Lambert

secrétaire général

Rédacteurs en chef :

Jacques Amalric

Jean-Marie Colombani

Robert Solé

professeur au directeur

de la rédaction

Thomas Farnesi

Philippe Hariman

Jacques Jullien

André Lemaire

André Fontaine

André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SEBES SOCIAL

15, RUE HALLEGUE

75001 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 40-25-25-25

Téléfax : 40-25-25-25

ADMINISTRATION :

1, PLACE HUBERT-ROBERT-MÉRY

94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 40-25-25-25

Télécopieur : 40-25-25-10

هكذا من الأصل



5021

## ÉTRANGER

### Les troubles au Zaïre et l'intervention des troupes françaises et belges

Après les émeutes et pillages des lundi 23 et mardi 24 septembre qui, selon divers témoignages, auraient fait au moins trente morts (l'agence zaïroise de presse AZAP annonçait dix-huit morts mardi après-midi), le chef de l'Etat zaïrois, le maréchal Mobutu, a appelé les militaires à respecter la discipline et à rentrer dans leurs casernes. Dans un discours radiodiffusé dans la nuit de mardi à mercredi, le président zaïrois a confirmé que des émeutes se sont produites dans plusieurs villes du Shaba mais a affirmé que le calme était revenu dans ces villes.

#### Plusieurs centaines d'étrangers évacués

Suite de la première page

Les premiers arrivés à Brazzaville, dans la nuit de lundi à mardi, ont aussitôt franchi le fleuve et, de l'autre côté, ont pris le contrôle de l'aéroport de Kinshasa et à entamer les préparatifs d'évacuation.

Ces troupes françaises, auxquelles devraient se joindre, dès mercredi matin, des renforts militaires belges, ont une lourde tâche. En effet, mardi soir, seuls quelques 300 Occidentaux avaient pu être conduits à Brazzaville. Or, ils sont environ vingt mille résidents au Zaïre - dont 10 500 Belges et près de 4 000 Français.

Malgré la précaire accalmie qui semblait prévaloir, mardi soir, dans le centre de Kinshasa, nul doute que l'immense razzia qui a dévasté la ville auparavant aura peut-être soulevé le glas de la présence étrangère au Zaïre.

Les bandes de pillards, civils et militaires mêlés, qui avaient commencé, lundi, à écorner les magasins du centre, s'en sont pris, mardi, aux villes et aux appartements. « Quand on a entendu, vers 8 h 30, les bruits de la foule et les coups de feu qui se rapprochaient de la maison, on ne s'est pas fait de suite inquiéter. On a dit que ça serait comme la veille, qu'ils passeraient devant chez nous pour aller piller des hôtels ou des magasins plus loin », raconte Lachita, une jeune Française âgée de seize ans. Puis, tout d'un coup, on a entendu des coups de feu. On ne s'est pas fait de suite inquiéter. On a dit que ça serait comme la veille, qu'ils passeraient devant chez nous pour aller piller des hôtels ou des magasins plus loin », raconte Lachita, une jeune Française âgée de seize ans. Puis, tout d'un coup, on a entendu des coups de feu. On ne s'est pas fait de suite inquiéter. On a dit que ça serait comme la veille, qu'ils passeraient devant chez nous pour aller piller des hôtels ou des magasins plus loin », raconte Lachita, une jeune Française âgée de seize ans.

La « petite sœur », âgée d'une douzaine d'années, a encore les yeux rouges de larmes et le visage baigné par la sueur. « Ils m'ont fait le coucou sans la gorge, dit-elle, en montrant son cou. Ils nous ont tout pris, même les chaussures », continue-t-elle en sanglotant.

« Ils étaient des dizaines et des dizaines à entrer et à sortir, à tout casser. C'est vrai que beaucoup étaient excités et qu'ils avaient des armes. Un moment, les militaires nous ont brisées avec leurs mitrail-

l'infanterie de marine, soit quatre cent cinquante hommes, qui étaient en détachement au Tchad et en République centrafricaine, sont arrivés mardi - a contribué à rétablir le calme dans la ville. Mais le chef d'état-major des armées, l'amiral Jacques Lanxade, a indiqué à Paris que « la situation au Zaïre est très peu claire ». Mardi, un militaire français, dont le nom et le régiment n'ont pas été révélés, touché selon un témoin par des tirs de mitrailleurs alors qu'il débarquait à Kinshasa, est décédé des suites de ses blessures.

L'amiral Lanxade a annoncé qu'au moins un millier de ressortissants français avaient été rassemblés mardi en vue d'une évacuation et que la France allait renforcer l'opération par son dispositif militaire. Celui-ci devait se monter à six cents hommes mercredi et à un millier en fin de semaine. Par ailleurs, cinq cents soldats belges, arrivés mardi soir à Brazzaville en provenance de Bruxelles, devaient traverser le fleuve Zaïre mercredi matin afin de gagner la capitale zaïroise. « L'ordre de mission que le gouvernement a donné à nos parachutistes ne concerne pas seulement

Kinshasa, mais l'ensemble de la problématique du Zaïre », a indiqué le ministre belge de la Défense, M. Guy Coombe. Par ailleurs, la Grèce et l'Italie ont annoncé l'envoi d'avions au Zaïre afin d'évacuer leurs ressortissants.

M. Roland Dumas a affirmé avoir donné pour instruction à l'ambassadeur de France au Zaïre « de rappeler à l'autorité zaïroise et en particulier au président Mobutu que, indépendamment du souci qu'il doit avoir de la situation économique et sociale de son pays, il paraît convenable de reprendre le processus démocratique ». Le porte-parole du gouvernement, M. Jack Lang, a affirmé mercredi 25 septembre, au terme des délibérations du conseil des ministres, que la mission des parachutistes français envoyés au Zaïre était « d'assurer la sécurité des civils et rien d'autre », et qu'il n'était « pas question pour le gouvernement français de s'immiscer dans les affaires africaines ni de décider des régimes constitutionnels qui conviennent aux pays africains ».

De source française autorisée, on a déclaré que l'arrivée des forces françaises à Kinshasa avait eu un

« effet dissuasif » sur les émeutiers. La situation reste mal connue dans les autres villes touchées par les troubles, Kisangani (1 200 km au nord-est de Kinshasa), Kolwezi (1 500 km au sud-est), Lubumbashi (1 800 km au sud-est) et Likasi (1 700 km au sud-est). Selon un porte-parole du ministère belge des affaires étrangères, « une grande tension » régnait mardi dans ces villes. Un groupe de Français et de Belges, comprenant trois personnes blessées, est arrivé mardi en Afrique du Sud en provenance de Lubumbashi. D'autres évacués, réfugiés à Harare (Zimbabwe), ont fait état de tirs et d'incendies dans la région minière de Kolwezi, ainsi que de l'avancée de troupes vers Lubumbashi. Le directeur financier de la compagnie minière nationale, Gécamines, a déclaré à l'agence Reuter que le bureau de la mine à Kolwezi était « complètement détruit ». Selon lui, « la situation est très tendue à Lubumbashi ». Les réfugiés ont dit avoir entendu des tirs dans la ville. Les incidents auraient fait deux morts, des personnes qui, semble-t-il, avaient refusé d'obéir aux soldats mutins.

Avant la fin de la semaine

#### Un contingent français de mille hommes

La France n'a jamais signé d'accord de défense avec le Zaïre, à la différence des traités qu'elle a conclus avec la Centrafrique, la Côte d'Ivoire, le Sénégal, le Gabon, le Togo, les Comores, Djibouti ou le Cameroun. Mais, elle a signé, le 22 mai 1974, un protocole de coopération militaire technique dont l'essentiel a consisté à mettre en place des assistants techniques (instructeurs et experts) et à former en France ou sur place des personnels militaires zaïrois.

A ce jour, cette mission française de coopération militaire représente un peu moins d'une centaine de cadres (officiers et sous-officiers) qui sont auprès d'une école de blindés et d'une brigade de parachutistes (la 31<sup>e</sup> brigade) à Kinshasa même et à Kamina.

C'est donc dans le but - avec l'accord du président Mobutu - de protéger en priorité des ressortissants français, dont la sécurité serait menacée, que le gouvernement a lancé une opération militaire de récupération électorale de ses nationaux. Cette action figure, en effet, très nettement dans la liste des missions assignées aux forces françaises dans le préambule de la loi de programmation pluriannuelle.

Si le contingent belge devrait être de quelque cinq cents hommes et cours d'achèvement, l'opération française devrait mobiliser, mercredi 25 septembre, quatre compagnies de Légion étrangère et d'infanterie de marine, soit quelque six cents hommes au total ce jour.

Trois compagnies réunissant quatre cent cinquante hommes, sont déjà sur place à Kinshasa, et une quatrième, avec cent cinquante hommes, devrait l'être dans la journée du 25 à Lubum-

bashi. Dans un premier temps, ces forces ont été prélevées dans les garnisons que la Force d'action rapide (FAR) entretient en permanence en Afrique et qu'elle pré-positionne en accord avec les gouvernements dans chaque pays. Pour cette action au Zaïre, les unités immédiatement déployées sont venues du Centrafrique, du Tchad et du Congo.

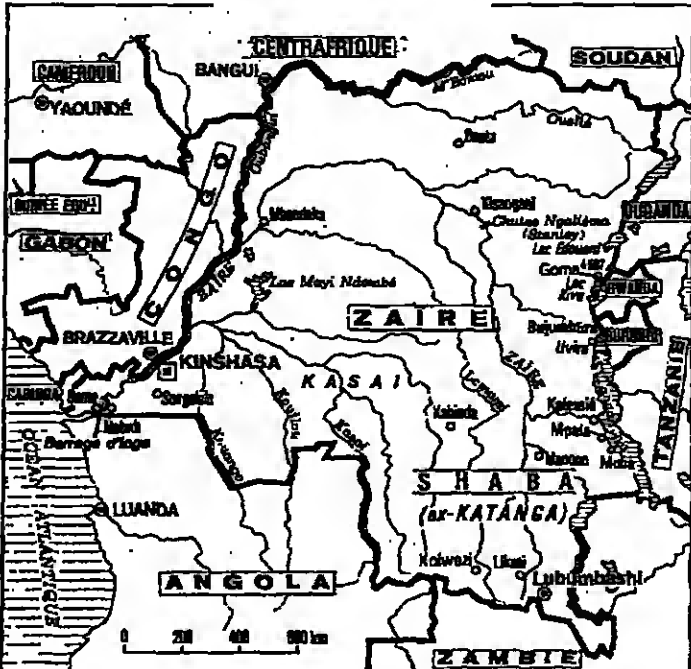
L'armée française procède actuellement, depuis ses bases sur le territoire national, au renforcement de ses garnisons en Afrique qu'elle a dû partiellement dégarnir pour le Zaïre.

#### L'aide américaine suspendue

Avant la fin de cette semaine, selon les prévisions des États-majors, le contingent français au Zaïre serait fort d'un millier d'hommes. Dans cette hypothèse, on observera que ce déploiement est le plus important jamais réalisé par la France au profit de ses ressortissants au Zaïre puisque la précédente opération de taille baptisée « Boite », en mai 1978, sur le Shaba, et spécialement sur la ville de Kolwezi, a réuni sept cents hommes du 2<sup>e</sup> régiment étranger de parachutistes.

Dans les milieux militaires français, on assure que, pour l'instant, il n'a pas été besoin d'en appeler à la logistique américaine, à la différence de l'opération « Bonite » au profit de laquelle les États-Unis avaient envoyé leurs appareils de transport lourd. Du reste, on explique, de même source, que les Américains ont suspendu, il y a une semaine environ, leur aide financière - en dollars - à des fins civiles au Zaïre et que cette initiative a probablement contribué au soulèvement d'une partie des soldats zaïrois contre le président Mobutu.

JACQUES ISNARD



Traversé par l'équateur et baigné sur 37 kilomètres par l'océan Atlantique, le Zaïre est le plus vaste pays d'Afrique centrale avec 2 345 000 kilomètres carrés.

Population : estimée à 39 545 000 habitants en 1991.

Capitale : Kinshasa (près de 4 millions d'habitants).

Langues : français (officiel), lingala, kikongo, kiswahili, shiluba (nationales).

Religions : 70 % de chrétiens (catholiques et protestants), 30 % d'animistes et musulmans.

Histoire : le roi Léopold de Belgique devient président en 1883 de l'Association internationale du Congo, reconnaissant l'indépendance du Zaïre. En 1909, une charte fait du Congo une colonie belge. Le pays obtient son indépendance le 30 juin 1960 sous la présidence de Joseph Kasavubu. Peu après, la province de Katanga, sous la direction de Moïse Tshombe, une sécession qui sera brisée en 1963 par les forces de l'ONU. Le général Mobutu Sese

Seko s'empare du pouvoir le 24 novembre 1965, puis fonde la République démocratique du Congo, qui devient, le 21 octobre 1971, la République du Zaïre. En 1978, quatre mille rebelles katangais, venus d'Angole, assiègent Kolwezi, où des « massacres d'Européens » sont commis, ce qui entraîne l'intervention de parachutistes français. En 1990, M. Mobutu autorise le multipartisme après vingt-trois ans de parti unique. Une « Conférence nationale » s'est réunie en 1991, mais ses travaux sont pratiquement restés au point mort.

Economie et ressources : agriculture : manioc, café ; mines : cuivre (340 000 tonnes produites en 1990), cobalt, diamants. PNB : 280 dollars par habitant en 1989. Dette extérieure : 9,8 milliards de dollars en 1989.

Armées : 51 000 hommes (terre : 22 000 ; air : 2 500 ; marine : 1 500 ; gendarmerie : 25 000).

### La Belgique ne cautionne plus le régime du président Mobutu

BRUXELLES

de notre correspondant

Si l'opération « Blue beam » (Rayon bleu) - l'envoi de cinq cents parachutistes - s'est faite avec le consentement des autorités de Kinshasa, souligne-t-on dans les milieux officiels, il ne s'agit nullement de cautionner le régime du président Mobutu, dans le sens où cette présence militaire serait de nature à calmer ses adversaires. Cette intervention, insiste-t-on, vise seulement à faciliter l'évacuation des ressortissants belges et

étrangers qui choisissent de partir, comme Bruxelles les y encourage.

Environ dix mille cinq cents Belges résident au Zaïre, dont plus de la moitié à Kinshasa. Il s'agit notamment de religieux dont le dévouement est sans limite et de familles établies depuis longtemps dans l'ancien Congo belge et qui, faute de pouvoir se reconstruire en métropole, se sont cramponnées à leurs biens et à leur situation, quelles qu'aient été les tensions entre Kinshasa et Bruxelles.

Le Maroc avait rapproché le Zaïre et la Belgique en juin 1989, après une énième querelle, particu-

lièrement vive. Mais, cette réconciliation du bout des lèvres ne survécut pas au massacre d'étudiants à Lubumbashi, en mai 1990. Furieux que Bruxelles ait alors demandé que toute la lumière soit faite par une commission d'enquête internationale, le président Mobutu avait renvoyé chez eux les coopérateurs belges. Moins d'un an plus tard, il se ravisa et demandait une réunion de la grande commission mixte.

Après mûre réflexion, le gouvernement belge fit savoir que cette réunion n'était « pas indiquée dans

les circonstances actuelles ». Et - seule ouverture - il évoqua la possibilité d'un retour des organisations ogo gouvernementales (ONG) si la conférence nationale qui s'ouvrira à Kinshasa, au cours des trente dernières années :

On en était resté là. Au sein de la coalition gouvernementale, les socialistes francophones tenaient un discours analogue à celui des Flamands, qui sont traditionnellement moins enclins que les Wallons à l'indulgence à l'égard de M. Mobutu. Ces dernières années, la Belgique a été largement supplantée par la France au Zaïre, en partie parce qu'elle était plus soucieuse en matière de respect des droits de l'homme et plus tolérante à l'égard des activités des opposants en exil.

Toutefois, la Société générale de Belgique (SGB), qui contrôlait la quasi-totalité de l'économie zaïroise pendant la période coloniale et qui conserve d'importants intérêts, a exprimé son opinion sur les événements, mardi 24 septembre, par la voix de M. Etienne Davignon, son PDG. « M. Mobutu a cessé de maîtriser la situation depuis un an, a-t-il déclaré au cours d'un déjeuner de presse. Je pense que la conférence nationale allait le renverser, mais elle a été bloquée par les rivalités entre les différents partis ».

JEAN DE LA GUÉRIÈRE

### Les interventions militaires de Paris et Bruxelles en Afrique

La France et la Belgique, qui viennent d'envoyer des militaires au Zaïre, sont intervenues fréquemment en Afrique, au cours des trente dernières années :

- 1960 : Au lendemain de l'indépendance du Congo belge, des militaires belges intervinrent pour faciliter l'évacuation des Belges menacés par des soldats mutins.

- 1962 : Des troupes françaises maintinrent l'ordre au Sénégal, après une tentative de coup d'Etat contre le président Senghor.

- 1964 : Des parachutistes belges intervinrent au Zaïre afin de libérer deux mille Européens retenus en otages.

Des parachutistes français débarquent au Gabon après l'enlèvement du président M'ba.

- 1968-1972 : A l'appel du président Tombalbaye, des troupes françaises participent, au Tchad, à la lutte contre la rébellion du Tibesti.

- 1977 : Lors de la guerre du Shaba, Paris organise un pont aérien entre Rabat et Kolwezi au Zaïre, pour transporter des troupes marocaines.

- 1978 : A l'appel du gouvernement zaïrois, des parachutistes français sautent sur Kolwezi, lors de la seconde guerre du Shaba. Rejoins par un millier de para-

chutistes belges, ils rapatrient 2 700 Européens.

Face à la détérioration de la situation intérieure, la France envoie des renforts au Tchad.

- 1979 : Après la déposition de l'empereur Bokassa, la France envoie un détachement militaire à Bangui en Centrafrique, à la demande du nouveau chef de l'Etat.

- 1983 : A l'appel du président Habib, la France déclenche, au Tchad, l'opération « Manta ».

- 1986 : La France intervient, une nouvelle fois, au Tchad, dans le cadre de l'opération « Epervier ».

- 1986 : 150 parachutistes français sont envoyés au Togo à la suite d'une tentative de coup d'Etat contre le président Eyadéma.

- 1989 : Environ 200 militaires français débarquent aux Comores après l'assassinat du président Abdallah.

- 1990 : Envoyées au Gabon, à la suite de graves émeutes à Libreville et à Port-Gentil, des troupes françaises évacuent quelque 1 800 ressortissants étrangers.

La France et la Belgique envoient des troupes au Rwanda après l'invasion du nord-ouest du pays par des rebelles venus d'Ouganda et évacuent les ressortissants européens. - (AFP)

o ALGERIE : session extraordinaire du Parlement pour la réforme électorale. - L'Assemblée nationale algérienne se réunira le 28 septembre, pour examiner le projet gouvernemental de révision du code électoral, a annoncé, mardi 24 septembre, son président, M. Abdelaziz Belkadem. Le découpage des circonscriptions avait été contesté par le Front islamique du salut (FIS) au cours de manifestations qui ont conduit, en juin, à l'instauration de l'état de siège, à la démission du gouvernement de M. Moudoud Hamrouche et au report des élections législatives. - (AFP)

o CAMEROUN : émeutes à Douala. - Des émeutes ont fait so-

moins deux morts, lundi 23 septembre, à Douala, à la suite de nouvelles manifestations de l'opposition, ont rapporté des journalistes locaux. D'autre part, un responsable de l'opposition, M. Samuel Eboavi, a été arrêté mardi, à Douala, alors qu'il tentait d'obtenir des informations sur le sort réservé à un autre contestataire, M. Jean-Jacques Ekindi, arrêté la veille. - (AFP, Reuter)

o CENTRAFRIQUE : acquisition du général Bozize. - Le général François Bozize, qui était jugé par atteinte à la sûreté de l'Etat, dans le cadre d'une tentative de putsch en mars 1982, a été acquitté, mardi 24 septembre, par



## EUROPE

La crise en Yougoslavie

## La Croatie accuse l'armée de violer le cessez-le-feu

Premier signe d'une fragilisation de la trêve conclue entre le gouvernement croate et l'armée : la Croatie a exigé, mardi 24 septembre, le retrait total des forces armées fédérales de son territoire. « C'est une condition préalable à une paix permanente », s'est déclaré le premier ministre croate, M. Franjo Greguric. Le gouvernement de Zagreb a accusé l'armée fédérale d'avoir commis une grave

violation du cessez-le-feu, « marquant une escalade du conflit », en menant, mardi, un raid aérien contre Vinkovci. Le chef de la police de cette ville, située près de la frontière avec la Serbie, affirme que les avions fédéraux ont attaqué plusieurs quartiers de la cité par vagues pendant huit heures. A Belgrade, le journal *Politika*, considéré comme le porte-parole du gouvernement serbe, a

publié ces derniers jours plusieurs articles contre la trêve. « Pour sauver le peuple serbe épuisé par les batailles », écrivait par exemple le quotidien, il faut que l'armée s'engage beaucoup plus que par un simple déblocage des casernes (...). L'expérience montre que les Croates ne respectent pas les accords mais utilisent les pourparlers pour se donner un répit, reprendre leurs forces avant de repasser

à l'attaque. » D'autre part, les Albanais du Kosovo (province du sud-est sous tutelle serbe) ont décidé d'organiser un référendum sur l'indépendance de leur région entre le 26 et le 30 septembre prochain. Les Albanais de souche constituent près de 90 % de la population du Kosovo, forte de deux millions d'habitants. La décision d'organiser cette consultation a été prise par le « Parle-

ment de la République du Kosovo », une institution clandestine fondée par les anciens députés de l'Assemblée provinciale, suspendue sine die par le Parlement de Serbie en juillet 1990. Ce référendum pourrait déclencher une violente riposte de la part de Belgrade, qui a déployé et maintenu ces deux dernières années un imposant dispositif policier dans la province. — (Ruter, AFP.)

## La bataille pour la terre continue

Les habitants de Dobrovac, village situé à une centaine de kilomètres au sud-est de Zagreb, n'auront connu qu'une trêve de vingt-quatre heures.

## DOBROVAC

de notre envoyé spécial

La « bataille des casernes » avait presque éclipsé l'autre bataille menée en Croatie, celle qui a déclenché le conflit et va l'entretenir pour un long moment encore : la bataille pour la terre. Les combats qui ont directement opposé l'armée fédérale à la garde nationale croate pour le contrôle des arsenaux fédéraux en Croatie ont, un temps, relégué au second plan ceux que mènent les irréguliers serbes pour la conquête des territoires qu'ils jugent leurs à partir du moment où des Serbes — même minoritaires — y vivent. Cette « sale guerre » s'est rappelée, mardi 24 septembre, au souvenir des habitants de Dobrovac, qui n'auront connu qu'un peu plus de vingt-quatre heures de trêve.

A Dobrovac, longue enfilade de maisons soigneusement rangées de chaque côté de la route, au pied de collines boisées, cinquante foyers sont serbes sur les deux cents que compte le village, situé à une centaine de kilomètres au sud-est de Zagreb. Autour, des villages serbes encerclent presque complètement Dobrovac. A quelques kilomètres de là, les explosions se succèdent de façon ininterrompue, soulevant de gros nuages de fumée noire. De temps en temps, un obus vient frapper Dobrovac. C'est Lipik et Pakrac, deux localités croates, que les Serbes bombardent depuis le matin.

## Un armement hétéroclite

Dans une ferme, au bout du village, des hommes vont et viennent, s'agitent, transportent des caisses de munitions. Deux d'entre eux seule-

ment sont en treillis camouflé, les autres n'ont de militaire que le casque : ce sont des villageois munis d'armes hétéroclites allant du fusil d'assaut Kalachnikov à la carabine de chasse en passant par le fusil à pompe.

Dans la porcherie, des caisses de munitions sont empilées pratiquement jusqu'au plafond. A une trentaine de mètres des bâtiments, une demi-douzaine d'hommes tirent un petit canon antiaérien pour le mettre en batterie. Soudain des coups de feu les font s'éparpiller dans les champs de maïs. De la lisière des bois qui descendent de la colline voisine, des tireurs les fixent à terre. Et toujours ces coups sourds qui assomment Lipik, sans que la moindre riposte se fasse entendre.

## Les « terroristes » équipés par l'armée

« Nous resterons ici, nous n'avons nulle part ailleurs où aller », Marja est une voisine venue servir de « cantinière » aux combattants croates. Debout dans la cour, à l'abri d'un mur, à quelques mètres des caisses de munitions, cette femme à l'air résolu laisse parfois passer des expressions de désespoir. Plus en retrait dans le village, des vieux, des vieillies et des enfants sont rassemblés en petits groupes sur la route. Ils discutent, se concertent, hésitent, ne savent visiblement pas quelle décision prendre. Beaucoup de maisons sont fermées : tous les Serbes, à l'exception d'une famille, sont partis depuis longtemps. Un homme passe avec son fusil de chasse, il va rejoindre la ferme qui sert de ligne de défense à Dobrovac : il longe une clôture derrière laquelle deux femmes remoncent de l'eau d'un puits. Au volant de sa Fiat 500, un sac de pommes

de terre sur le toit, un automobiliste ralentit et finit par s'arrêter devant un groupe de villageois. Lui aussi hésite, puis fait demi-tour lorsque les tirs de mitrailleuse éclatent.

La nuit précédente, c'est Novska, à 30 kilomètres au sud, le long de l'autoroute Zagreb-Belgrade (tous jours coupée), qui a été bombardée. Selon la municipalité, il ne fait aucun doute que les irréguliers serbes vont profiter de la trêve conclue dimanche par le gouvernement croate du président Franjo Tudjman avec l'armée fédérale pour grignoter encore du terrain. Il est vrai que les autonomistes serbes de Croatie n'ont pas signé le cessez-le-feu. « Là où dans la région il y a l'armée, le cessez-le-feu est respecté, mais là où ils sont, les terroristes (les irréguliers serbes) n'hésitent pas à violer la trêve », assure un membre de la municipalité de Novska, selon laquelle l'armée a fourni aux rebelles serbes de l'artillerie qu'ils utilisent contre les villages. D'autres ici sont plus sceptiques sur la « neutralité » des militaires, et ceux-ci auraient concentré de nouvelles troupes un peu plus au sud, à la frontière de la Bosnie-Herzégovine, avec l'intention de remonter vers le nord.

Les tireurs isolés signalés un peu partout continuent à faire régner la peur. De nouvelles portions de routes et même d'autoroutes sont régulièrement coupées, sans que l'on sache d'où viennent ni qui sont exactement les francs-tireurs. A Novska, on hésite : « militaires infiltrés ou terroristes », on ne sait pas. Ce qui n'empêche pas de prendre des mesures quelque peu expéditives. Des coups de feu ont été tirés de deux maisons vides de cette localité de 8 000 habitants dans la nuit de lundi à mardi. Il a été décidé de les détruire. Toutes deux appartiennent à des Serbes, dont la communauté constitue 21 % de la population de la cité. « La guerre n'est pas finie », constate un habi-



tant de Novska, où passe un blindé de l'armée capturé par les Croates.

Ce spectacle, impensable il y a peu en Croatie, n'étonne plus aujourd'hui : des véhicules blindés de l'armée fédérale avec au volant des gardes nationaux. Caserne après caserne, convoi après convoi, les Croates auraient réussi à se saisir de 140 tonnes d'armes et de munitions appartenant à l'armée, selon le général Andrija Raseta, adjoint au commandant de la VI région militaire, couvrant la Slovénie et une partie de la Croatie et dont le quartier général se trouve à Zagreb.

YVES HELLER

## Le syndrome...

Suite de la première page

Il ne s'opposent pas aux velléités d'indépendance de la Slovaquie, si le Parlement finit par adopter une déclaration de souveraineté. « Mieux vaut un divorce à

peuples de l'Europe centrale avec une arrogance qui n'a rien à envier à celle de leurs prédécesseurs. Les responsables de la Russie et de Moscou ont par exemple confisqué les biens du Comecon qui se trouvaient sur leur territoire, après la disparition de cet organisme de coopération internationale entre les anciens pays socialistes.

Mais les ex-porte-paroles de l'URSS avaient largement contribué à l'édification des immeubles, bureaux, hôtels, etc., du Comecon, et ils chiffrèrent à plusieurs centaines de millions de dollars la valeur de ces biens, pour lesquels la Hongrie, à elle seule, a contribué à hauteur de 10 %. Les Russes sont prêts à leur rembourser... cent fois moins que ce à quoi ils pensent avoir droit.

Ce n'est qu'un aspect presque anecdotique d'une question plus vaste que la diplomatie tchécoslovaque appelle le problème de « l'héritage » dans quelle mesure les États ou les formations ayant une personnalité en droit international vont-ils reconnaître les engagements et les dettes de feu l'URSS ? Les Soviétiques doivent 3 milliards de dollars à la Tchécoslovaquie (plus de la moitié de sa dette extérieure totale) et 1,7 milliard à la Hongrie. Qui va payer ? Comment les Républiques de l'ex-Union soviétique vont-elles se répartir les remboursements ? Les pays baltes ont déjà annoncé qu'ils ne paieront pas.

Ces incertitudes inquiètent les dirigeants de l'Europe centrale, qui ont conscience de vivre dans « un vide de sédition ». Non qu'ils aient encore peur d'une attaque soviétique frontale. Ce sont plus les sous-bosses de la décolonisation de l'empire qui risquent d'avoir des répercussions chez eux. Ils se sentent opprimés, ayant liquidé de bon gré le pacte de Varsovie, mais n'ayant pas reçu de la part de l'Alliance atlantique les assurances qu'ils espèrent.

Au moment du putsch de Moscou, les dirigeants de la Pologne, de la Tchécoslovaquie et de la Hongrie se sont réunis pour demander d'une part des possibilités d'intervention pour la CSCE et d'autre part un « règlement contractuel » de leurs relations avec l'OTAN. Ils ne demandent pas une participation pleine et entière, mais ils veulent être pris, avec les Occidentaux, dans un réseau de relations multiformes qui garantisse leur sécurité face à l'instabilité moscovite.

## « Tout a changé »

A Moscou, on ne nie guère ces risques, même si, officiellement, on se veut apaisant et si on espère qu'un traité de l'Union, dans sa dernière version, sera enfin signé dans les prochaines semaines. Plus que ne le pensent sans doute les Occidentaux, qui continuent de voir en Mikhail Gorbatchev l'élément stabilisateur de l'ensemble, on ne croit plus que le « centre » soit en mesure d'imposer sa volonté aux Républiques, et d'abord à la plus puissante d'entre elles, la Russie.

La manifestation du « syndrome yougoslave » a changé de sens : avant le putsch, on craignait que les proclamations d'indépendance de la Slovaquie et de la Croatie et les combats qui s'en sont suivis, ne soient un faïen prétexté pour l'URSS. Depuis le putsch, l'exemple yougoslave est plutôt un repoussoir qui inciterait les dirigeants soviétiques à faire toutes les concessions afin d'éviter des affrontements armés entre les Républiques. Ce qui vaut à Moscou comme à Belgrade.

Comme le faisait remarquer un responsable de la diplomatie soviétique, Moscou n'a jamais réitéré sa mise en garde de juillet contre une intervention armée de l'Europe occidentale dans le conflit yougoslave, ni son soutien à l'intégrité des frontières yougoslaves. « C'est avant le putsch. Maintenant, tout a changé. »

DANIEL VERNET

ALLEMAGNE : après s'être rendu à la justice

## M. Markus Wolf, ancien responsable de l'espionnage à l'Est, a été incarcéré

Responsable de l'espionnage est-allemand depuis la guerre froide jusqu'en 1987, M. Markus Wolf, soixante-huit ans, a été emprisonné, mardi 24 septembre, à Karlsruhe après s'être rendu à la justice allemande au poste-frontière de Gmein, venant d'Autriche.

## BERLIN

de notre correspondant

Markus Wolf s'était réfugié il y a un an en Union soviétique pour éviter le sort réservé à son successeur à la tête des services de renseignement est-allemands, le général Grossmann, arrêté le jour de la réunification allemande sous l'inculpation d'espionnage. Défenseur, dans les dernières années de la RDA, de la politique de réforme gorbatchévienne, il avait joué un rôle important, lors de la chute du régime Honecker, dans les rangs des communistes réformateurs. En août, il avait annoncé sa décision de rentrer en Allemagne et avait gagné l'Autriche pour préparer sa reddition.

Y a-t-il des tractations entre l'ancien chef des services est-allemands et la justice allemande ? A Bonn, le ministre de la Justice, M. Klaus Kinkel, qui dirige lui-même parfois les services de renseignement de la RFA, et qui était à ce titre l'adver-

saire direct de M. Wolf, a fait démentir toutes les spéculations concernant un éventuel marché.

On peut imaginer que les informations dont dispose Markus Wolf, responsable pendant la guerre froide de la mise en place du réseau de renseignement est-allemand, pourraient provoquer quelques surprises désagréables si elles venaient à être rendues publiques. Une vaste polémique oppose en ce moment les services de renseignement et la chancellerie à l'opposition sur le sauf-conduit offert à l'ancien secrétaire d'Etat au commerce extérieur est-allemand, M. Schalck-Golodkowski, qui était à la tête d'une organisation tentaculaire dont l'objectif était de pourvoir le régime communiste est-allemand en devises, en échange de ses confessions.

L'arrestation de « Micha » Wolf arrive à point nommé pour la justice allemande, accusée de ne poursuivre que les « petits poissons » et d'être incapable d'entreprendre quoi que ce soit contre les véritables responsables de l'ancien régime de RDA. Alors que l'on traque partout les soutiens de l'ancienne police politique, que quatre gardes-frontières comparaissent actuellement devant la justice berlinoise pour avoir tué un fugitif sur le mur de Berlin (en exécutant les ordres qu'ils avaient reçus), la relative impunité dont bénéficient les anciens dirigeants hauts placés suscite un malaise.

Comme il n'était pas question jus-

qu'ici de faire le procès de l'ancien régime communiste — ce qui aurait pu mettre en péril les relations avec l'Union soviétique, — les bases de l'association contre ces ex-dirigeants étaient forcément fragiles. Les seules condamnations prononcées jusqu'ici ont été pour « abus de biens publics ». M. Erich Honecker et son ancien bras droit, M. Erich Mielke, chef de la Stasi, incarcéré à Berlin, sont inculpés pour « nouvelles » en raison des fameux ordres de tir à la frontière — qui était celle entre les deux Allemagnes mais aussi entre l'Est et l'Ouest.

Le motif d'inculpation de Markus Wolf pour espionnage « aggravé » fait l'objet d'une controverse juridique. Le tribunal de Berlin, qui avait à juger du cas du successeur de M. Wolf, le général Grossmann, a suspendu les poursuites en estimant qu'il relevait du tribunal constitutionnel de décider s'il était juste de poursuivre les anciens responsables de l'espionnage de l'Est et pas ceux de l'Ouest. La Cour de justice fédérale a tranché elle-même à deux reprises en estimant qu'on ne devait pas mettre sur le même pied ceux qui avaient agi pour la défense d'un Etat démocratique et ceux qui avaient agi pour le compte d'un Etat dictatorial. On n'est pas loin, là, du procès politique que l'on prétend par ailleurs ne pas vouloir — ou pouvoir — faire.

HENRI DE BRESSON

## ROUMANIE

## Les mineurs en grève tentent de se rendre à Bucarest

BUCAREST

de notre correspondant

Après leur « descente » à Bucarest en juin 1990 pour « sauver le gouvernement » contre les contestataires qui réclamaient la démocratie, les mineurs du Jiu tentent aujourd'hui de revenir dans la capitale roumaine, mais cette fois pour manifester contre les autorités.

En grève depuis la veille, des milliers de mineurs se livraient mercredi 25 septembre au matin à « de graves actes de violence » dans la gare de Craiova, (à 300 kilomètres de Bucarest) où ils ont été bloqués par les forces de l'ordre, selon un communiqué du gouvernement. Après de violents incidents dans la nuit de mardi à mercredi à la gare de Petrosani, dans la vallée du Jiu, où des policiers ont été agressés et du matériel détruit, les mineurs s'étaient emparés de trois trains pour se rendre à Bucarest.

Ils ont été bloqués sur ordre des autorités roumaines au nord ferroviaire de Craiova d'où ils tentaient, mercredi matin, de repartir par la force pour gagner Bucarest. Dans son communiqué, le gouvernement se dit prêt à « rétablir l'ordre par tous les moyens légaux ». En raison des événements, le premier ministre, M. Petre Roman, a reporté une visite officielle en Autriche, qu'il devait entamer mercredi.

J.-B. N.

## La même arrogance

Instruits par l'expérience faite avec les Russes, ils ne seraient qu'à moitié rassurés par un succès des démocrates. Les dirigeants hongrois reprochent en effet, en privé, aux nouveaux maîtres de la Russie de se comporter à l'égard des « petits

هكذا من الأصل



سكنا من الامم

# EUROPE

URSS : alors que M. Eltsine doit prendre quinze jours de repos

## La tension s'aggrave dans plusieurs Républiques

### TCHÉCOSLOVAQUIE

**Le président Havel demande un référendum sur l'avenir de la fédération avant la fin de l'année**

Le président Václav Havel a souhaité, mardi 24 septembre, la tenue d'un référendum sur l'avenir de la fédération tchécoslovaque, en fixant pour cela une date limite : décembre 1991. « Depuis la révolution démocratique, la situation n'a jamais été aussi grave », a-t-il déclaré à l'ouverture d'une session plénière de l'Assemblée fédérale (Parlement), alors que le Parlement tchèque a voté pour la dissolution de la fédération.

« L'existence de notre Etat est réellement menacée », a ajouté M. Havel, en précisant que les « prochains jours » seraient « les derniers » pour la direction fédérale et que lui-même aurait « à tirer ses conclusions personnelles » si une solution n'était pas trouvée.

### Fixer les compétences

Le président fédéral a demandé aux parlementaires d'adopter « dans les meilleurs délais » les textes permettant la mise en œuvre de la loi sur le référendum, votée par l'Assemblée fédérale déjà en juillet dernier. Ces textes, remis au Parlement la semaine dernière, doivent préciser les modalités et les questions du référendum.

Selon le président Havel, il est nécessaire de fixer précisément les compétences d'un futur Etat fédéral, en permettant aux citoyens d'exprimer leur volonté de vivre dans une « fédération démocratique » tchécoslovaque ou dans « deux Etats indépendants » (tchèque et slovaque). Selon les derniers sondages publiés mardi dans la presse tchèque à Prague, seuls 25 % des Slovaques et 14 % des habitants de la République tchèque (Bohême-Moravie) seraient favorables à la création de deux Etats indépendants. - (AFP)

■ SUÈDE : M. Carl Bildt, président pour former un gouvernement de coalition de centre-droite. - Le dirigeant du Parti conservateur suédois, M. Carl Bildt, a annoncé, mardi 24 septembre, qu'il avait proposé au président du Riksdag (Parlement) de former un gouvernement de coalition « bourgeois » qui réunirait quatre formations politiques de centre-droite. Ce cabinet minoritaire, dirigé par M. Bildt, comprendrait les conservateurs, les libéraux, les centristes et les chrétiens-démocrates. Ces quatre partis disposent de 170 sièges sur 349 au Riksdag. Pour obtenir la majorité, ils devront donc s'appuyer sur la social-démocratie ou sur les populistes de la Nouvelle Démocratie. - (AFP, Reuters)

Le président de Rounin, M. Boris Eltsine, part en vacances au moment où le cessez-le-feu qu'il venait de négocier dans le Haut-Karabakh est déjà violé. La situation se tend encore en Géorgie, où le président Gamsakhourdia a décrété l'état d'urgence, et au Tadjikistan, où des manifestants ont lancé un appel à l'aide aux démocrates de l'Union.

### MOSCOU

de notre correspondant

Sa mission de médiation au Haut-Karabakh terminée sur un succès inattendu, M. Boris Eltsine part en vacances pour quinze jours sur les bords de la mer Noire. En d'autres circonstances, la nouvelle inciterait à l'optimisme. Présentement, elle est surtout inquiétante. D'abord parce que l'accord réalisé entre Arméniens et Azéris (le Monde du 25 septembre) est éminemment fragile. Au moins six Arméniens et un Azerbaïdjanais ont encore été tués lundi, des villages bombardés au canon, des maisons brûlées.

Ensuite, si le président russe prend des vacances (comme tous les autocrates), affirme son porte-parole, alors que tout reste à faire, qu'aucun problème - économique, politique ou ethnique - n'est vraiment réglé, c'est de toute évidence parce que son état de santé le lui impose. Il avait déjà pris quelques jours de repos au début de sep-

tembre, et entre-temps il a été affecté par les ennemis cardiaques qui lui sont familiers : même si certains députés russes veulent y voir une « maladie diplomatique », tout indique que M. Eltsine n'est pas en grande forme.

Il laisse derrière lui une situation fort confuse, marquée par une crise de plus en plus aiguë entre l'exécutif et les élus de Russie. La Fédération de Russie n'a d'ailleurs toujours pas de premier ministre, M. Ivan Silaev ayant renoncé à ce poste pour se consacrer entièrement à sa tâche de président du Comité économique provisoire pour l'ensemble de l'Union.

### Fusillades à Tbilissi

Les négociations pour l'élaboration d'un traité économique entre les Républiques souveraines se poursuivent, et beaucoup doutent de leur succès, même si le nouveau porte-parole de M. Gorbatchev, André Gratchev, ex-secrétaire du comité central, affirme que tout se passe pour le mieux et qu'un projet pourrait être prêt dès la fin de la semaine.

En attendant, l'économie de la Fédération de Russie, comme celle des autres Républiques, continue à trébucher sous le poids de la désorganisation, des pénuries et de l'incertitude générale. Les seules mesures « concrètes » qui apparais-

sent clairement sont des appels à une « aide massive » de l'étranger, pour reprendre l'expression utilisée à New-York par le ministre soviétique des affaires étrangères, M. Boris Pankine.

An moins la situation personnelle de M. Eltsine n'est-elle sérieusement menacée par personne, sinon par sa propre santé. Son « collègue » géorgien, le président Zviad Gamsakhourdia, serait, lui, dans l'impossibilité absolue de prendre des vacances : toujours cloué dans son Parlement, il multiplie les gesticulations guerrières et déclarations inévitables à mesure que son domaine se rétrécit sous la pression d'une opposition de plus en plus résolue.

Mardi 24 septembre, M. Gamsakhourdia a annoncé l'instauration de l'état d'urgence - qui ne sera pas accompagné d'un couvre-feu, a précisé le président géorgien au cours d'une conférence de presse, - qui permettra entre autres de « mettre fin aux occupations illégales d'immeubles ».

S'agissait-il donc de lancer l'assaut contre le bâtiment de la télévision, aux mains de l'opposition et protégé par plusieurs milliers de gardes nationaux hostiles au président géorgien ? « Je ne peux donner aucune garantie », s'est borné à dire M. Gamsakhourdia, ajoutant que « cela dépendra du commandant de la ville », c'est-à-dire d'un colonel qu'il vient de nommer à ce

poste... Pendant que M. Gamsakhourdia brandit ses menaces ambiguës, les incidents graves se multiplient. Plusieurs personnes ont été tuées dans la nuit de mardi à mercredi à Tbilissi : selon la version donnée par les partisans du président géorgien, des opposants auraient attaqué une centrale électrique, et les affrontements auraient fait cinq morts. Selon l'opposition, un membre de la garde nationale et sa femme auraient été froidement abattus par des OMON (miliciens) alors qu'ils passaient à proximité de cette centrale. D'autre part, une brève fusillade a éclaté dans la nuit devant le bâtiment de la télévision.

### Pas d'ingérence de l'armée

A Douchanbé, où les communistes tadjiks ont imposé eux aussi l'état d'urgence, plusieurs milliers de personnes continuaient à manifester dans la soirée de mardi, et d'autres rassemblements étaient signalés en province. L'opposition tadjike a aussi demandé l'aide des démocrates des autres Républiques et réclamé en particulier l'envoi d'un émetteur radio.

En Moldavie, la situation reste bloquée, à l'instar des voies ferrées toujours « occupées » par des femmes de la minorité russe de la région du Dniestr qui exigent la

libération de leurs représentants arrêtés par les autorités de Kichinev. Les responsables de cette République autoproclamée de « Transnistrie » avaient pourtant accepté que le trafic ferroviaire soit rétabli (les Moldaves appliquent des mesures de rétorsion très efficaces) mais « les femmes » ont refusé d'obtempérer.

Au moins les parties en présence, que ce soit en Géorgie, au Tadjikistan, en Moldavie ou ailleurs, ne pourront-elles espérer ou craindre une intervention de l'armée soviétique pour crever l'abcès ? Le général Lobov, chef d'état-major des forces armées, a donné ordre aux commandants des régions militaires « de ne pas s'ingérer dans les conflits intérieurs, notamment à caractère ethnique ».

L'armée est certes toujours présente dans le Haut-Karabakh et ailleurs dans le Caucase, mais avec des effectifs réduits. Et le ministre soviétique de la Défense, le maréchal Chapochnikov, venu participer à la dernière phase des négociations qui ont conduit à l'accord de lundi, avait lancé un avertissement aux deux parties : si les affrontements ne cessent pas, les troupes qui servent de tampon entre les belligérants seront retirées au 1<sup>er</sup> janvier.

JAN KRAUSE

### A la conférence sur les droits de l'homme

**Moscou accepte le principe d'inspections obligatoires sur son territoire**

Le vice-ministre soviétique des affaires étrangères, M. Iouri Deriabine, a soutenu, mardi 24 septembre, un système de contrôle du respect des droits de l'homme dans lequel aucun pays signataire de la charte d'Helsinki ne pourrait s'opposer à une inspection sur son territoire. M. Deriabine, co-président de la conférence de la CSCE sur « la dimension humaine » qui se tient à Moscou, a déclaré que la délégation soviétique appuie une proposition allemande - concernant les pays qui se trouvent sous état d'urgence, par exemple à la suite d'un coup d'Etat - qui autoriserait la CSCE à voter à la majorité une inspection que refuserait l'Etat concerné. M. Deriabine a reconnu que cette proposition allemande contredit le principe du consensus qui régit actuellement la CSCE et que l'URSS avait jusqu'ici vigoureusement décliné. - (UPI)

## OUVERT, C'EST MIEUX !



La semaine prochaine, tous les décideurs européens comprendront pourquoi.

digital™

On y prend gout  
**NOUVELLES FRONTIERES**

**b**

banlieue, ou Bangkok dort, comment éviter sa sécheresse ? la légende, les offrandes, sont parties ! alors j'ai goûté cette paix et j'ai trouvé le secret du sourire thaïlandais.

**BANGKOK 3 890 F**

101 ALLER RETOUR, DÉPART DE PARIS  
PRIVÉ A CERTAINES DATES  
TAPES 2, 36, 45 NE, 11 TÉLÉPHONEZ AU (01) 42 73 10 64



## DIPLOMATIE

Le discours de M. Roland Dumas  
devant l'Assemblée généraleIl incombe aux Nations unies  
de rappeler les Yougoslaves à la raison  
déclare le ministre français des affaires étrangères

A chacun ses préoccupations. M. George Bush s'est livré lundi à l'ONU à un violent réquisitoire contre M. Sédam Hussein; c'est à la Yougoslavie que le ministre français des affaires étrangères, M. Roland Dumas, a consacré mardi 24 septembre une large partie de son discours devant l'Assemblée générale.

NEW-YORK (Nations unies)  
de nos correspondants

« Le temps presse », a assuré le ministre, estimant qu'il incombe aux Nations unies « de rappeler les parties à la raison en exigeant le respect du cessez-le-feu, de montrer la voie du dialogue et de la négociation, tracée avec leur accord, par la Communauté européenne, de dire à tous que la paix a des exigences ». La France ne négligera rien pour parvenir à cette fin, a indiqué M. Dumas, faisant allusion à la réunion, le 25 septembre, du Conseil de sécurité en vue d'examiner un projet de résolution sur la Yougoslavie.

Dans ce texte, les Nations unies devraient approuver l'instauration d'un cessez-le-feu et d'un embargo sur les livraisons d'armes à ce pays, tout en se bornant pour l'instant à soutenir « tous les arrangements (...), notamment d'assistance et d'appui aux observateurs du cessez-le-feu », qui seront conclus et en écartant toute idée d'interposition des « casques bleus » onusiens.

Espoir de paix  
pour le Cambodge

Le ministre français a d'autre part évoqué les espoirs que suscite le processus de paix au Cambodge (une résolution devrait être examinée sur ce thème en fin de semaine) et au Proche-Orient où « un règlement de paix global » devrait « consacrer le droit de chacun à vivre en paix dans des

frontières sûres et reconnues, en donnant aux Palestiniens une terre et un Etat ».

Le ministre, qui a confirmé à son homologue syrien, M. Farouk Al Chareh, son intention de se rendre en visite à Damas avant la fin de l'année, a également évoqué le cas du Liban, qui « doit affirmer sa souveraineté sur la totalité de son territoire national, par le désarmement des milices, le départ des troupes étrangères et l'application de la résolution 425 ». Dans un autre registre, il a souhaité un rôle accru de l'ONU et l'adoption d'un code de conduite « affirmant le droit à l'assistance humanitaire chaque fois qu'un peuple est menacé dans son intégrité et dans sa survie ».

M. Pankine et le « virus  
du nationalisme »

Le nouveau ministre soviétique des affaires étrangères, M. Boris Pankine, dont c'était la première intervention devant une organisation internationale, a exprimé, à propos de la Yougoslavie, ses craintes face au « virus du nationalisme ». Le chef de la diplomatie soviétique a parlé du danger que pouvait constituer « une tentative de diviser les pays, les peuples et les nations sur des bases ethniques ou religieuses » en substitution à l'ancienne « division idéologique du monde ». Les problèmes, actuels, a-t-il souligné, surviennent dans la « zone grise » établie entre la juridiction interne et la responsabilité internationale.

M. Pankine, reprenant l'une des principales idées évoquées la veille par le président américain, a enfin demandé que soit abandonnée la résolution votée en 1975 par l'Assemblée générale (notamment par l'URSS) et qui assimile le sionisme au racisme. M. Pankine a qualifié de « scandaleuse » cette assimilation.

AFSANÉ BASSIR POUR  
et SERGE MARTIL'ÉTAT DU MONDE  
1992

Annuaire économique et géopolitique mondial



Le seul annuaire qui offre un diagnostic à la fois politique et économique sur tous les États du monde. Le plus complet, le plus fiable, le plus lu.

270 articles inédits rédigés par 130 spécialistes, 43 pages de cartes, 75 pages de tableaux statistiques, 90 bibliographies, présentant plus de 800 références, 14 chronologies thématiques, un index de plus de 3000 entrées, des dessins de Plantu...

Le dossier de l'année :  
"Le fait national en question".

LA DÉCOUVERTE

## PROCHE-ORIENT

IRAK : jugé « inacceptable » par le président Bush

Un nouvel incident grave oppose Bagdad  
à des experts de l'ONU

Les incidents qui, depuis quarante-huit heures, envahissent les rapports entre l'Irak et les Nations unies, ont pris une nouvelle dimension lorsque, le 24 septembre, le Conseil de sécurité des Nations unies s'est heurté à une fin de non-recevoir de l'Irak alors qu'il exigeait la libération de tous les experts de la mission nucléaire de l'ONU, retenus une nouvelle fois contre leur gré par des soldats à Bagdad après avoir découvert des documents prouvant l'existence d'un programme nucléaire irakien à des fins mili-

NEW-YORK (Nations unies)  
de nos correspondants

Mercredi matin, les quarante-deux experts étaient toujours cernés dans un bâtiment où ils avaient pu filmer et saisir des documents relatifs à ce programme nucléaire clandestin.

Refusant de quitter les lieux sans emporter les documents qu'ils estimaient indispensables à leur mission, ces inspecteurs mandatés par les Nations unies ont passé la nuit sur place, toujours sous la surveillance de l'armée irakienne, qui, d'après des sources diplomatiques à New-York, « a fourni de l'eau et de la nourriture aux experts, lesquels pouvaient continuer à communiquer avec l'extérieur grâce à leur téléphone cellulaire ».

Interrogé sur cet incident durant une réunion de consultations du Conseil de sécurité, M. Ralph Eizen, le président de la Commission spéciale, a indiqué qu'il n'avait pas encore connaissance du contenu exact des documents saisis par les experts sur place mais qu'à première vue ils lui semblaient « utiles pour comprendre la structure de la filière nucléaire militaire irakienne et que la Commission en avait besoin pour remplir sa mission ». D'autre part, il paraît acquis que certains pièces concernaient « des achats d'équipements effectués à l'étranger » pour le compte

de l'Irak, des documents que Bagdad considère sans doute compromettants pour des pays tiers.

Dans une lettre officielle remise par le représentant irakien à l'ambassadeur français et président du Conseil de sécurité, M. Jean-Bernard Mérimée, avant son entrée en séance, Bagdad s'insurge des « agissements de l'équipe d'inspection présente dans la capitale irakienne et conduite par M. David Kay, laquelle a outrepassé son mandat initial en photographiant les dossiers personnels des employés de l'industrie et de la métallurgie, ce qui ne relève pas de ses compétences et qui met en péril la sécurité de ces employés et de leurs familles ». D'après Bagdad, les dossiers saisis contiennent des informations sur la vie privée, les adresses personnelles et d'autres détails concernant ces personnes, et qui n'ont aucun rapport avec les résolutions des Nations unies.

Un mauvais calcul  
de Saddam Hussein ?

Réagissant à cette lettre, le Conseil a exigé « la libération immédiate des experts de l'ONU et l'autorisation de partir avec les documents en leur possession ». Dans l'intervalle, sur un autre point de friction entre l'Irak et l'ONU, celui des hélicoptères destinés à surveiller l'application des mesures de destruction des armes non

conventionnelles irakiennes, l'ambassadeur El Anbar a remis au président du Conseil un texte plus conciliant dans lequel Bagdad donne son accord pour que les hélicoptères en question « entrent dans l'espace aérien irakien et soient accueillis par les autorités irakiennes compétentes ».

Ultré par les comportements de Bagdad qu'il juge « inacceptables », M. Bush, qui se trouvait encore à New-York, a toutefois écarté l'idée d'un ultimatum, le délai de quarante-huit heures évoqué précédemment de source proche de l'administration pour faire plier Bagdad n'étant que l'une des hypothèses envisagées.

Le président américain, qui s'est entretenu mardi avec son homologue français sur la suite à donner à ces affaires, a réaffirmé à plusieurs reprises qu'il s'agissait d'une affaire « très, très grave », estimant qu'il ne faudrait pas que « Saddam Hussein fasse à nouveau un mauvais calcul » à propos de la capacité de réaction tant des États-Unis que de la communauté internationale.

À Washington, on estime qu'un cran de plus vient d'être franchi dans la « guerre des nerfs » avec M. Saddam Hussein. Peu après l'annonce du nouvel incident entre les observateurs de l'ONU et les autorités irakiennes, le Pentagone avait fait savoir que des renforts en personnel et matériel militaires allaient être dépêchés mercredi en Arabie saoudite à partir de l'Al-

employés irakiens. Cela est inacceptable et nous ne le permettrons jamais ».

M. Tarek Aziz a affirmé que les membres de la mission n'étaient pas détenus sur le site et qu'ils pourraient quitter les lieux « dès qu'ils auront rendu les documents et les photographies concernant les dossiers administratifs du personnel. Ils peuvent rester sur le site pour examiner les documents, mais nous ne les laisserons pas les photographier ou les prendre par la force ».

magne. Il s'agit de batteries de missiles antimissiles Patriot (une centaine d'engins) et de leurs servants (plus de mille hommes).

Dès la semaine dernière, les États-Unis avaient annoncé qu'ils s'apprêtaient à muscler leur présence militaire dans la région, où ils disposent déjà de près de 40 000 hommes et de deux porte-avions. Plusieurs unités aériennes ont été placées en état de prêt. L'opération la plus couramment envisagée consistait à placer les observateurs de l'ONU à bord d'hélicoptères de l'armée américaine lesquels seraient escortés par des avions britanniques, français et américains.

Si cela ne devait pas suffire à assurer le libre-mouvement des missions des Nations unies, des bombardements aériens de certaines cibles - repérées depuis pas mal de temps déjà - pourraient avoir lieu. Les États-Unis et leurs alliés estiment qu'ils n'ont pas besoin de nouvelle résolution du Conseil pour utiliser la force afin de faire respecter les textes que l'Irak n'applique pas. Intervenant sur toutes les chaînes de télévision grâce à son téléphone portable, le chef de la mission d'observation de l'ONU à Bagdad, l'Américain David Kay, a catégoriquement démenti les accusations portées contre lui par le vice-premier ministre irakien, M. Tarek Aziz. Expert auprès de l'Agence internationale de l'énergie atomique, M. Kay a expliqué qu'il était « essentiel » pour les observateurs de l'ONU d'avoir accès aux documents et équipements du site saisi afin de pouvoir les examiner correctement.

À ce titre, les informations de la presse américaine, ces documents, comprennent un organigramme du personnel et des données relatives au programme nucléaire militaire irakien; ils détaillent aussi certaines commandes à l'étranger de matériel ultra-sensible. En somme, pour reprendre l'expression d'un diplomate de l'ONU, ce serait une « mine d'or » établissant le plus clairement possible que l'Irak était bien sur la voie de devenir une puissance militaire nucléaire. De nombreux experts à Washington ont cependant estimé que les bombardements qui ont eu lieu durant la guerre ont sans doute détruit l'essentiel des capacités nucléaires de l'Irak. S'il reste un potentiel, il doit être réduit à peu de chose.

On s'interroge à Washington sur le comportement de M. Sédam Hussein. On spéculait sur les motifs qui poussaient à multiplier les provocations et, peut-être, à chercher l'affrontement. Pour certains, l'affaire relève d'un problème intérieur irakien. Pour d'autres, M. Sédam Hussein est convaincu que les États-Unis n'ont pas le cœur à s'engager de nouveau dans la région à l'heure où ils s'efforcent de convoquer une conférence de paix sur le conflit israélo-arabe. Les pays arabes membres de la coalition anti-irakienne durant la guerre ne seraient pas favorables à la reprise d'opérations militaires contre l'Irak. Un des alliés des États-Unis dans la région, l'Égypte, n'appellerait pas récemment à « normaliser » les relations avec le régime irakien maintenant que celui-ci a été sanctionné et chassé du Koweït ?

ALAIN FRACHON  
et SERGE MARTI

## ASIE

HONGKONG : pour ne pas compromettre le processus de rétrocession de sa colonie à la Chine

La Grande-Bretagne a nommé  
des représentants apolitiques au Conseil législatif

À la suite de l'entrée dans l'ère politique de Hongkong de plusieurs personnalités réservées à l'égard de la Chine populaire, le gouverneur, Sir David Wilson, a nommé, samedi 21 septembre, un groupe de représentants des milieux professionnels, au profil apolitique pour siéger au Conseil législatif, en remplacement de conservateurs pro-Pékin notoires.

HONGKONG

de notre envoyé spécial

Si la situation où se retrouve Hongkong à mi-parcours du processus de rétrocession à la Chine ne manque pas d'ironie, ce n'est pas Sir David qui risque de la goûter : à l'heure où le monde occidental célèbre la mort du totalitarisme communiste, la Grande-Bretagne, mère de la démocratie parlementaire, est dans la délicate position de devoir tempérer autant que possible une poussée de fièvre démocratique sans précédent dans la colonie, quelles qu'en soient les limites. La solution alternative - accéder trop franchement à l'exigence de démocratie - provoquerait la colère de Pékin et risquerait, du point de vue de Londres, de compromettre la « transition en douceur » promise à la quatrième place financière du monde.

C'est pourquoi le gouverneur de Hongkong n'a pas donné suite à la demande formulée par les démocrates de l'opposition de voir la part des soixante sièges du Conseil législatif qu'il lui revient de nommer, refléter les résultats du scrutin du 15 septembre. Sur les dix-sept membres qu'il a désignés, deux seulement, des universitaires, sont connus pour des positions critiques envers le gouvernement, mais sur une base purement technique comme la politique économique, et non pas sur la question cruciale des relations avec la Chine communiste.

Sir David a certes effectué une concession tacite envers le lobby libéral en écartant du Conseil tous les « poids lourds » du milieu ouver-

tement partisans de la plus grande conciliation envers Pékin. Mais, fait remarquer l'opposition, le gouvernement colonial devrait pouvoir compter sur une majorité quasi automatique dans la nouvelle assemblée législative, constituée pour quatre ans.

Complicité inavouée  
sino-britannique

En tout état de cause, cette chambre dispose de pouvoirs limités. La réalité du pouvoir est entre les mains du gouverneur, nommé par Londres, et du Conseil exécutif, qui régit par consensus et dont les délibérations sont secrètes. Les appels des opposants pour entrer dans cette instance supérieure ont fort peu de chances d'être entendus, la présence d'un seul d'entre eux étant suffisante pour compromettre le *modus operandi* sino-britannique qui repose désormais sur une complicité inscrite dans la gestion de la colonie.

La presse locale a révélé que l'un des représentants officiels de Pékin à Hongkong s'était, dès les résultats du scrutin du 15 septembre connus, empressé de rappeler cette réalité à Sir David. Un commentateur en

vue, Frank Ching, a estimé que devant cette volonté marquée de la Chine de réaffirmer en un tel moment l'autorité qu'elle s'est d'ores et déjà acquise à Hongkong, bien avant la rétrocession fixée au 1<sup>er</sup> juillet 1997, tout dépend maintenant de la « sincérité » des hommes au pouvoir à Pékin dans leur promesse de laisser Hongkong continuer à faire ses affaires sous souveraineté communiste.

Par ses relais dans la colonie, la Chine populaire cherche à amener le doute dans les esprits sur l'intégrité morale des libéraux élus au Conseil législatif, en les dénonçant par exemple pour le fait que certains d'entre eux disposent d'un passeport « étranger » (c'est-à-dire occidental). Les intéressés ont fait savoir qu'ils étaient prêts à renoncer à cette « police d'assurance » pour l'après-1997.

Mais « Pékin n'a pas l'air d'avoir pleinement compris ce qui s'est produit ici » lors des élections de la mi-septembre, estime un banquier occidental. Le régime communiste, de fait, ne semble pas avoir arrêté de stratégie précise pour contrer le vote pro-démocratique de la population.

FRANCIS DERON

■ CAMBODGE : M. Bush préoccupé par les Khmers rouges. - Le président George Bush a exprimé, mardi 24 septembre, au prince Sihanouk, président du Conseil national suprême (CNS) cambodgien, son souci que les Khmers rouges n'aient pas de nouveau un rôle dominant au Cambodge après la signature des accords qui devaient mettre fin le 31 octobre à la guerre civile dans ce pays. Rencontrant le prince à New-York, en marge des débats de l'ONU, M. Bush a exprimé sa « préoccupation permanente concernant les Khmers rouges » et son « souci qu'ils ne reviennent pas pour dominer la scène politique cambodgienne ». Le prince a répondu que « le sentiment populaire était tel qu'il estimait que la force prédominante serait M. Hun Sen », le premier ministre cambodgien soutenu par le Vietnam. - (AFP)

alternatives  
économiques

EN KIOSQUE 18 F

Sept. - oct. 91

L'URSS FACE À SES RÊVES  
LA DÉCONVENUE  
DES CHANGES FLOTTANTS  
20 ANS DE THÉORIE  
DU DÉVELOPPEMENTALTERNATIVES ÉCONOMIQUES - 12 RUE DU CHAIGNOT  
21000 DIJON - TEL : 80 30 97 76

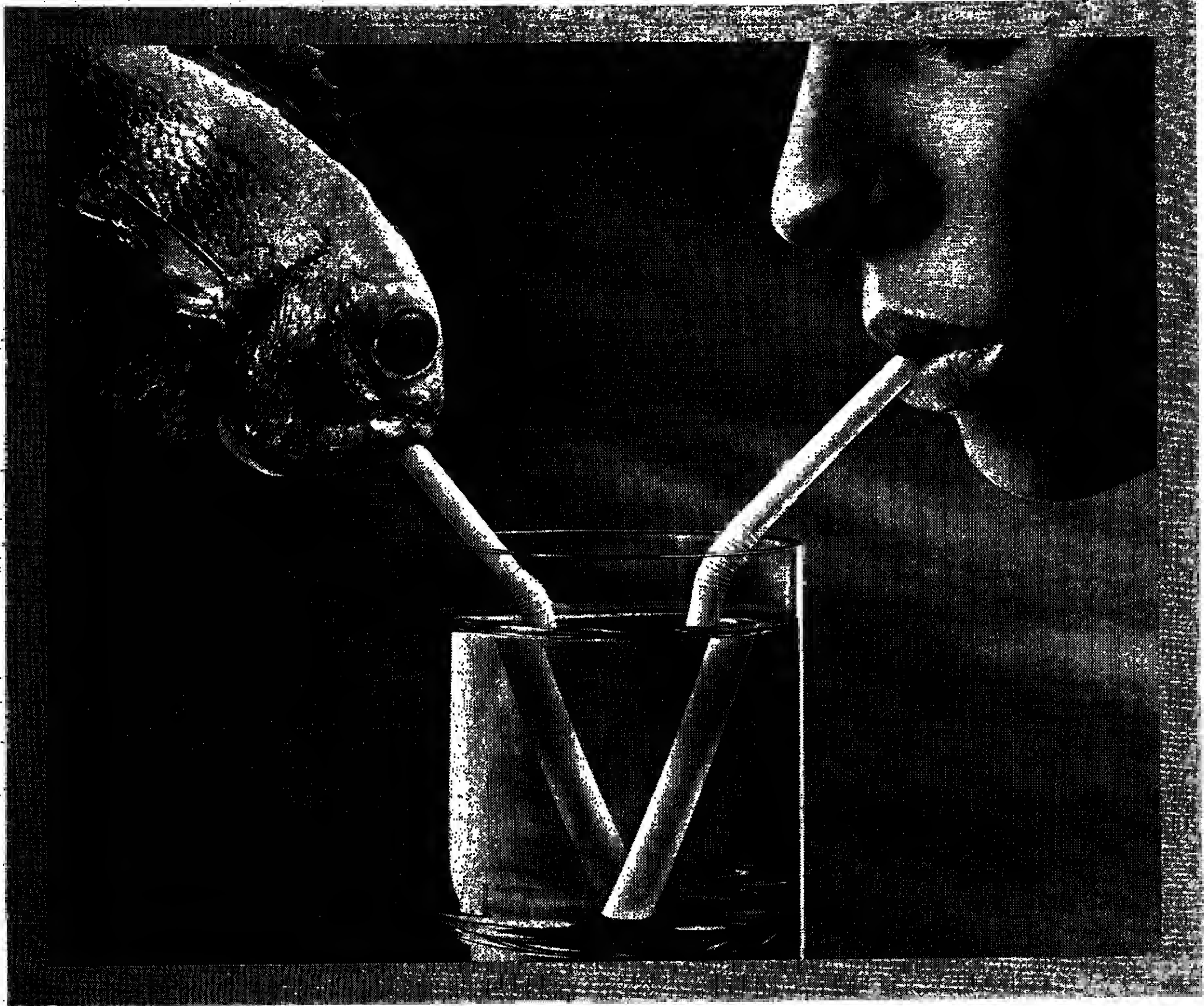
مكتبة من الأصل



هكذا من الاجل

Orient

ive oppose Bagdad  
de l'ONU



## Plus besoin d'être un poisson pour boire de l'eau de mer !

Quand on sait que 70 % de la surface du globe sont recouverts d'eau, on ne peut s'empêcher de penser à une tragique ironie : 400 millions d'hommes vivent en bordure de mer et manquent d'eau potable. En association avec les spécialistes et les autorités, les chercheurs de Du Pont de Nemours ont réussi à transformer l'eau de mer en eau potable. La solution : le filtre

PERMASEP®, une fibre creuse et ultra-fine pour le dessalement des eaux de mer ou saumâtres. Chaque jour, ce sont ainsi deux milliards de litres d'eau potable qui sont produits dans plus de quarante pays !

Du Pont de Nemours fournit à des millions d'êtres humains ce qu'ils désirent le plus : un verre d'eau fraîche.

### Du Pont et la vie.

PERMASEP fait partie des centaines de nouveaux produits développés par Du Pont de Nemours qui participent à la sauvegarde de l'homme à travers le monde. Une étroite collaboration

avec des spécialistes d'horizons aussi variés que l'agriculture, la médecine et l'énergie, permet aux hommes de Du Pont de Nemours de mettre la technologie au service de la vie.

Pour toute information concernant Du Pont de Nemours, contacter : Du Pont de Nemours (France) S.A., 137, rue de l'Université, 75334 Paris Cedex 07 - Tél : (1) 45.50.63.81.

\* Marque déposée de Du Pont de Nemours

De meilleurs produits pour une vie meilleure.

**DU PONT**

LA DÉCONOMIE  
DES CHARGES FLUOTANTS  
30 ANS DE THÉORIE  
DU DÉVELOPPEMENT







سكزا من الاصل

## POLITIQUE

### La polémique sur l'immigration

## « Je n'accepte ni la déformation ni les invectives »

déclare M. Giscard d'Estaing

M. Valéry Giscard d'Estaing a consacré l'essentiel de son propos à justifier, mardi 24 septembre, devant les députés UDF réunis à Nîmes, l'analyse qu'il avait développée, trois jours auparavant, dans un article publié par le Figaro-Magazine, à propos de l'immigration. Après avoir laissé le soin à son entourage de contenir le malaise de nombre de députés UDF, l'ancien chef de l'État a affirmé, dans une déclaration solennelle, qu'il n'acceptait « ni la déformation ni les invectives » et qu'il était « attaché à la liberté d'expression » sur « tous les grands sujets de notre vie nationale ».

NIMES

de notre envoyé spécial

Comment a-t-on pu en arriver là ? Dans la très belle chapelle des jésuites, à Nîmes, quelques dizaines de députés UDF sont en train de débattre, mardi 24 septembre, de l'aménagement du territoire et de l'égalité des chances. C'est un débat fort sérieux, et, après un échange de vues, le débat est venu à la gauche de n'avoir pas mené jusqu'à son terme la décentralisation. Alors pourquoi, au même moment, les journalistes préféraient-ils attendre, le nez au vent, dans la cour voisine ?

C'est que, dès 10 heures, ce jour-là, le service de presse de l'UDF, qui se confond avec celui de M. Giscard d'Estaing, est venu en éclaireur. Et, devant le malaise exprimé, la veille, par bon nombre de députés du groupe, il a entrepris, sans plus tarder, une véritable campagne de « lobbying ». « On est en plein débat lorsqu'on évoque l'immigration », nous assure-t-on. « Mais vous avez lu son texte ? Oui, il n'a pas plus loin que Villépinte (1), mais à peine... En tout cas, une clarification sera nécessaire, lors des prochaines réunions des instances de l'UDF... Car cela est clair, désormais : Léotard a choisi de bâtir son fonds de commerce sur l'antigiscardisme. » Les contre-foix sont allumés.

Un sondage d'opinion récent et les commentaires qui l'accompagnent sur l'attitude des Français vis-à-vis de l'immigration risquent d'induire en erreur l'opinion et de jeter le discrédit sur le système d'information statistique public.

Une confusion manifeste apparaît en effet entre le concept d'étranger et celui d'immigré. Le concept retenu dans les recensements de la population en France est celui de la nationalité. Sont comptés comme « étrangers » les personnes qui ont leur résidence permanente en France à l'époque du recensement et qui déclarent n'avoir pas la nationalité française. Il est bien vrai que le nombre des étrangers est stable : c'est un des résultats importants qu'apporte le dépouillement de recensement de mars 1990.

En revanche, il faut soigneusement éviter d'extrapoler cette observation au cas des immigrés qui constituent une population différente. Pour l'INSEE, ont été classées comme immigrées les personnes nées hors de France, étrangères ou françaises par acquisition (voir tableau). Il existe, faut-il y insister, des étrangers, nés en

Le premier l'est par M. Alain Madelin. « Je ne comprends rien à cette agitation politico-médiatique », explique-t-il aux journalistes. Valéry Giscard d'Estaing a totalement raison. D'ailleurs, le commandant Cousteau et l'abbé Pierre ont déjà parlé d'invasion. Alors, pourquoi l'ancien président de la République aurait-il le devoir de pratiquer la politique de l'autruche ? La nationalité française, ce n'est pas la carte orange. On ne doit pas l'obtenir à un distributeur automatique.

Le secrétaire général des clubs Perspectives et réalités, M. Pierre Lequillier, député des Yvelines, profite alors du petit attroupement pour distribuer un communiqué manuscrit : « Il n'est plus admissible que des étrangers deviennent français sans le savoir. » Un peu plus loin, le président du Parti républicain, M. Gérard Longuet, qui, la veille, avait pris certaines distances avec la dernière initiative de M. Giscard d'Estaing, est en train de se faire sermonner. Il pointe le doigt, comme pour se ficher, puis lève les bras au ciel, vaincu. On le retrouve, peu après, « consterné, très mécontent de la façon dont l'opposition est en train de glisser ses chances ». On avait pu croire qu'en dénonçant ceux qui réservent des « propos importuns aux magazines », M. Longuet s'était pas vraiment accordé avec M. Giscard d'Estaing. Mais le temps a fait son office : le député de la Meuse précise qu'il n'avait alors voulu que réaffirmer les règles de la procédure.

Méthodiquement, les émissaires du président continuent de présenter leurs offres de services. Du grand art. « M. Moreau trouve qu'il n'y a que pour les hommes. Vous voulez l'entendre ? Solidarité féminine, sans doute, deux discours se dévouent. « Le président a souligné un vrai problème », affirme le maire de Mandieu-le-Napoule, non sans rappeler ses états de service d'ancienne résistante : « J'ai fait la guerre, j'ai lutté contre le racisme. » Et la tribune de M. François Léotard ? « Il a voté pour François Mitterrand. » La condamnation ne saurait être plus claire.

### Opération contre-foix

Mais, pendant ce temps, dans la chapelle, les députés « de base » commencent à s'impatienter devant ce défilé permanent de quelques-uns des leurs devant les caméras. A l'heure du déjeuner, la cause sera entendue : toute cette agitation n'est que qu'aux médias. (Écumenisme en diable, le président du groupe UDF, M. Charles Millon, lui-même un peu agacé de voir ses journaux parlementaires piratés par les deux principaux dirigeants de sa propre formation, suggère aux journalistes : « Vous devriez faire deux colonnes, l'une pour les vrais problèmes, l'autre pour les petites phrases. Comme ça, le lecteur pourrait choisir. »

Pourtant, lorsque arrive l'ancien président de la République, les députés, qui, hier encore, avaient

peu goûté la manœuvre, se présentent à ses côtés. Deux députés des Alpes-Maritimes, MM. Charles Ehrmann et Rudy Salles, lui font grand compliment de ses propositions, parce que, explique l'un d'eux, « j'ai plus de quatre mille HLM dans ma circonscription ». « Si ça peut vous rendre service, tant mieux », répond discrètement le président.

Bien conscient du trouble qu'il a pu causer, M. Giscard d'Estaing s'en excuse en ces termes : « Je ne souhaite pas du tout que les comptes-rendus de vos travaux soient réduits à la réaction de tel ou tel. Il est venu parler de l'Europe, et c'est vraiment parce qu'on le lui a demandé qu'il consacrera une petite digression sur le débat qu'il a lancé. Sa déclaration est aussitôt distribuée. Il s'agit de sept pages dactylographées, qui ont été retravaillées jusqu'à la dernière minute. L'opération contre-foix est terminée. Les députés applaudissent longuement, à une exception près : le président du principal parti de l'UDF, M. Gérard Longuet, qui disait, quelques heures plus tôt, pour expliquer l'inconfort de sa situation personnelle : « L'avantage, c'est que personne ne veut ma place. »

JEAN-LOUIS SAUX

(1) Du nom des états généraux de l'opposition réunis à Villépinte (Seine-Saint-Denis) en mars 1990 sur le thème de l'immigration.

### La « déclaration » de l'ancien président de la République

Dans sa déclaration en forme de mise au point sur le débat suscité par son article dans le Figaro-Magazine, M. Giscard d'Estaing a notamment déclaré : « Je n'accepte ni la déformation ni les invectives. Je veux que les Français puissent parler librement, calmement, sans intolérance, des grands problèmes qui les concernent. Je suis attaché à la liberté d'expression, sans déformation, ni intolérance, sur tous les grands sujets de notre vie nationale. »

Après avoir cité cinq exemples de déformations, tels que le fait de citer un mot sans citer l'ensemble de la phrase ou celui de confondre l'acquisition de la nationalité et le racisme, l'ancien président de la République

a insisté sur la nécessité de se préparer à faire face à « des mouvements de population de grande ampleur » et de « réduire le nombre des cas d'acquisition automatique de la nationalité (...) en privilégiant la prise en compte de la nationalité des parents, c'est-à-dire le droit de filiation ». Puis il a demandé l'inscription, à l'ordre du jour de la prochaine session du Parlement, d'une discussion et d'un vote sur les recommandations de la commission Marceau Long sur la réforme du code de la nationalité.

Enfin, M. Giscard d'Estaing a insisté sur « le devoir d'intégration des jeunes Français d'origine étrangère » et sur « l'augmentation de notre aide en direction de pays de départ ».

M. Le Gallou invite l'ancien président de la République à adhérer au Front national. — Dans son édition du mardi 25 septembre, le quotidien d'extrême droite Présent publie un point de vue de M. Jacques Le Gallou, ancien membre du Parti républicain, président du groupe du Front national au conseil régional d'Ile-de-France, qui invite M. Giscard d'Estaing à rallier M. Jean-Marie Le Pen. « J'ai l'impression que vous êtes en train d'adopter la démarche que j'ai suivie en 1983-1985, écrit notamment M. Le Gallou. Après avoir étudié en profondeur la question de l'immigration (...), j'ai rejoint le mouvement lepéniste. Parti comme vous êtes, monsieur le Président, je suis convaincu que vous arriverez aux mêmes conclusions. (...) Quand allez-vous solliciter votre adhésion au Front national ? »

## Une mise au point commune des dirigeants de l'INED, de l'INSEE et du Haut Conseil à l'intégration

Pour la première fois, les dirigeants de l'INED (Institut national d'études démographiques), de l'INSEE (Institut national de la statistique et des études économiques) et du Haut Conseil à l'intégration publient un texte commun à propos de la polémique sur l'immigration. Nous publions ci-dessous cette mise au point de MM. Calot, Long et Milleron, qui est accompagnée d'un tableau chiffré.

Un sondage d'opinion récent et les commentaires qui l'accompagnent sur l'attitude des Français vis-à-vis de l'immigration risquent d'induire en erreur l'opinion et de jeter le discrédit sur le système d'information statistique public.

Une confusion manifeste apparaît en effet entre le concept d'étranger et celui d'immigré. Le concept retenu dans les recensements de la population en France est celui de la nationalité. Sont comptés comme « étrangers » les personnes qui ont leur résidence permanente en France à l'époque du recensement et qui déclarent n'avoir pas la nationalité française. Il est bien vrai que le nombre des étrangers est stable : c'est un des résultats importants qu'apporte le dépouillement de recensement de mars 1990.

En revanche, il faut soigneusement éviter d'extrapoler cette observation au cas des immigrés qui constituent une population différente. Pour l'INSEE, ont été classées comme immigrées les personnes nées hors de France, étrangères ou françaises par acquisition (voir tableau). Il existe, faut-il y insister, des étrangers, nés en

France, qui ne sont pas des immigrés.

Au total et avec cette définition, le nombre des immigrés a augmenté d'une centaine de mille entre les recensements de 1982 et de 1990. Naturellement, cette population s'est renouvelée par décès, naturalisation et mouvements migratoires (seraient entrés depuis 1982 environ quatre cent cinquante mille étrangers nés hors de France de plus qu'il n'en est parti).

Enfin, et pour éviter tout malentendu, on ne peut pas confondre la notion de personne d'origine étrangère avec celle d'immigré ou

d'étranger. En effet, il s'agit selon la définition de l'INED d'une « personne née en France d'un parent ou d'un grand-parent ayant immigré en France ». Dix millions de personnes sont dans ce cas. Comme l'indique le rapport de 1990 du Haut Conseil à l'intégration « le grand intérêt de la prise en compte de cette troisième catégorie est double : sur le plan sociologique il correspond à une réalité qui est assez aisément perceptible ; sur le plan de la compréhension du processus dynamique de l'intégration, il permet de mettre en valeur l'effet du temps, non seulement en

### Français, étrangers et immigrés résidant en France métropolitaine (chiffres des recensements de 1982 et de 1990)

	Français de naissance et Français par acquisition nés en France		Ensemble des Français
	1990	1982	
Ensemble des Français	51,76 millions en 1990 (49,42 millions en 1982)		53 millions en 1990 (50,6 millions en 1982)
Ensemble des étrangers	4,1 millions en 1990 (4 millions en 1982)		3,6 millions en 1990 (3,7 millions en 1982)
Population totale : 56,6 millions en 1990 (54,3 millions en 1982)			

Sur décision de la cour d'appel de Lyon

### Une information judiciaire est ouverte sur l'affaire de Port-Fréjus

Interrogé au sujet d'informations diffusées sur les développements de l'affaire de Port-Fréjus, mardi 24 septembre, par l'agence Reuter et l'AFP, M. Jean-Marc Varaut, avocat de M. François Léotard, a confirmé, le même jour, qu'une information judiciaire était ouverte, depuis la fin du mois de juillet, sur décision de la chambre d'accusation de la cour d'appel de Lyon, suite à la plainte déposée le 22 mai 1990 par M. René Espagnol, le promoteur immobilier de Fréjus qui accuse d'ingérence, corruption ou trafic d'influences le maire de la ville, en tant que président de la SEMAF (Société d'économie mixte d'aménagement de l'aire de Fréjus), et plusieurs autres administrateurs de celle-ci.

que M. Léotard « n'a pu être entendu » et que les personnes visées par la plainte « ont le droit de déposer à leur tour plainte ». dénonciation calomnieuse, contre René Espagnol et poursuite en diffamation tous ceux qui se seraient égarés complaisamment de calomnies ».

Le président de la chambre d'accusation a délégué une commission rogatoire à la police judiciaire de Marseille. Au terme des enquêtes en cours, l'éventualité d'une inculpation de M. Léotard et des autres administrateurs de la SEMAF impliqués dans cette affaire n'est pas exclue, mais en tant que député le maire de Fréjus bénéficie de l'immunité parlementaire pendant toute la durée des sessions de l'Assemblée nationale.

M. Varaut a toutefois précisé

En Nouvelle-Calédonie

### M. Lafleur (RPCR) est inquiet pour l'application des accords de Matignon

Le président du Rassemblement pour la Calédonie dans la République (RPCR), M. Jacques Lafleur, député RPR, a exprimé son inquiétude, mardi 24 septembre, à Nouméa, sur l'application des accords de Matignon concernant l'avenir de la Nouvelle-Calédonie. « J'ai l'impression, depuis quelque temps, a-t-il dit à la presse, à propos de la prochaine réunion du « comité de suivi » de ces accords, prévue les 17 et 18 octobre à Paris, que nous avons perdu un partenaire en route. Nous étions trois à signer les accords de Matignon, le gouvernement, les

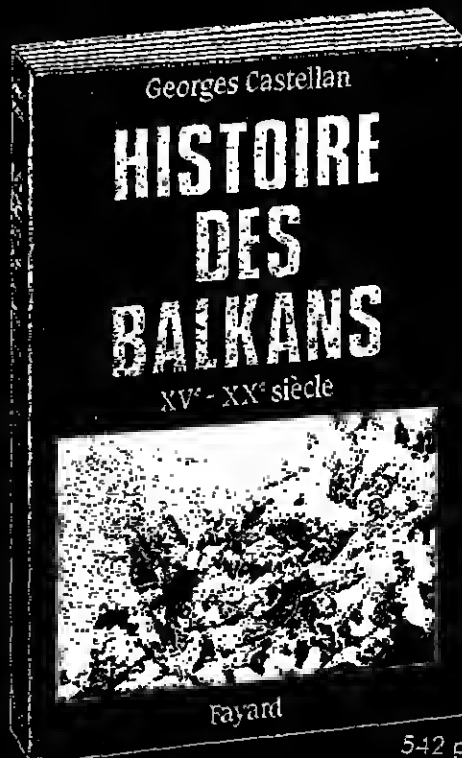
indépendantistes et le RNCV, mais aujourd'hui, j'ai le sentiment que seuls restent en piste les indépendantistes et le RPCR. »

« Je crois, a ajouté M. Lafleur, que nous avons perdu en route le haut-commissaire (M. Alain Christnacht). Il y a une espèce de manie du pouvoir et du secret qui fait qu'aujourd'hui l'entente demeure entre les élus, mais ils ne savent pas ce que fait, de son côté, le délégué du gouvernement, qui prend des initiatives qui reviennent aux élus. Ce n'est pas grave, mais cela risque de compliquer la situation. »

## ORIGINES ET ACTUALITÉ DES BALKANS

Rien de plus roboratif que cette non conformiste « Histoire des Balkans » publiée par Georges Castellan. L'auteur, dont la maîtrise force l'estime, renverse lieux communs et idées reçues avec jubilation.

Éric Roussel, Le Figaro



Le mérite majeur de cet ouvrage est de montrer à quelles profondeurs plongent les racines des conflits qui ensanglantent aujourd'hui la Yougoslavie, mais aussi les antagonismes entre Turcs et Bulgares, les tensions persistantes en Transylvanie, l'antisémitisme latent en Roumanie, les revendications des Albanois du Kosovo, l'irrésistible mouvement qui annonce le détachement des Moldaves de l'ex-Union soviétique. Bref, l'essentiel de ce qui fait aujourd'hui l'actualité des Balkans.

Alain Jacob, Le Monde

FAYARD



## POLITIQUE

La préparation des élections régionales

## Un entretien avec M. Julien Dray

Le chef de file de la Gauche socialiste veut être candidat contre M. Le Pen dans les Alpes-Maritimes

Député (PS) de l'Essonne, chef de file - avec M. Jean-Luc Mélenchon et M. Marie-Noëlle Liennemann - de la Gauche socialiste, ancien vice-président de SOS-Racisme, M. Julien Dray se propose de conduire la bataille du Parti socialiste contre M. Jean-Marie Le Pen aux élections régionales dans les Alpes-Maritimes, l'un des départements de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur où le PS n'a pas encore désigné de tête de liste. Il s'en explique dans l'entretien qu'il nous a accordé.

« L'ancien « parain » de SOS-Racisme, M. Pierre Bergé, invité récemment le PS à se ressaisir face à M. Bernard Tapie. Allez-vous répondre à son appel ?

— Il y a eu un débat, qui a permis de crever certains abcès, mais l'heure n'est pas aux querelles dans la majorité. M. Tapie a été investi par le PS pour mener la bataille dans la région. Le pari des socialistes est qu'il parvienne à rassembler au-delà des frontières électorales traditionnelles. Pour battre M. Le Pen, il faut mettre en place des locomotives dans chaque département. La fédération socialiste des Alpes-Maritimes a demandé à être renforcée dans son combat. J'ai fait acte de candidature auprès de cette fédération et du premier secrétaire du PS pour

être tête de liste dans les Alpes-Maritimes.

— Il va y avoir dans cette région un rassemblement exceptionnel de notoriétés « roses ». N'est-ce pas un formidable cadeau fait à M. Le Pen ?

— Si nous ne sommes pas là, nous reprocheront de ne pas l'avoir combattu. Nous nous devons d'être là dans notre diversité, avec tout ce qui fait, aujourd'hui, la majorité présidentielle. Si c'est un combat de « starsystem », ce ne sera pas la meilleure manière de faire reculer l'influence du Front national. Si nous venons défendre des idées, des valeurs, des positions concrètes pour cette région et ces départements, si nous le faisons sans démagogie et en toute fidélité à ce que nous sommes, nous favoriserons un débat démocratique dans la société française à besoin. Quelle France ? Dans quelle Europe ? Quelles relations avec la Méditerranée ? Comment favoriser l'industrialisation ? Et puis cette région vit le drame d'une spéculation foncière sordide, engendrant un bétonnage insupportable, sans parler du chômage et du désastre social qui en découle. Nous devons forcer M. Le Pen et M. Gaudin à en débattre.

— Ne peut-on pas vous opposer que vous êtes minoritaire dans votre parti - qui vous a sanctionné - lors de la guerre du Golfe et que vous n'êtes pas la mieux placée pour porter

ses couleurs face à M. Le Pen ?

— Contre M. Le Pen, les socialistes qualifiés sont ceux qui veulent se battre. Dans ce contexte, les clivages entre socialistes n'ont pas leur place. Finalement, c'est le Parti socialiste qui décidera. Mais, je suis prêt et disponible. Dans cette bataille, il n'y a que des coups à prendre. J'assume ce risque. Compte tenu de ce qu'a été mon engagement militant, depuis tant d'années, contre le racisme et pour une vraie intégration, je ne pouvais pas me contenter de commenter le match.

— L'électorat du département des Alpes-Maritimes ne ressemble pas à celui de votre circonscription de l'Essonne...

— Les Alpes-Maritimes sont un département jeune : il n'est entré dans la communauté nationale qu'il y a un peu plus d'un siècle. Adhérent au pacte français, il a brassé beaucoup de populations et offre un bel exemple d'intégration réussie. Il y a tout intérêt à mener le débat, face à M. Le Pen, en fonction de cette histoire, de cette ouverture sur la Méditerranée.

« Il est bon que le PS soit clairement identifié »

— Que pensez-vous de la stratégie de M. Tapie, qui se soucie davantage de détacher des parts de droite plutôt que de rassembler la gauche ?

— Il faut une stratégie de rassemblement. Chacun doit y avoir sa place. Le PS doit avoir toute la sienne, au côté d'autres, parce qu'il a ses propres idées et qu'il se doit de les défendre. Dans la bataille qui va avoir lieu, et afin qu'il n'y ait aucun soupçon de manipulation que la droite puisse exploiter, il est bon que le Parti socialiste soit clairement identifié et qu'il assume sa part de responsabilité, plus particulièrement dans ce département où M. Le Pen a choisi de se présenter. Ainsi, on ne pourra pas dire qu'il choisit l'esquive.

— La droite gouverne cette région avec le Front national. Elle veut continuer à le faire. Nous devons proposer autre chose, d'autant plus qu'elle gère mal : ce qui s'est passé ces dernières années dans les Alpes-Maritimes n'est pas vraiment exemplaire, et ce département vaut mieux que l'image donnée de lui par M. Médecin. Dans cette région, il est temps de rendre à chacun le sens de sa dignité et l'espoir des lendemains. En ce sens, toutes les bonnes volontés sont les bienvenues.

Propos recueillis par PATRICK JARREAU

## Les Verts refusent toute liste d'union avec Génération Ecologie

Le chef de file des Verts, M. Antoine Waechter, a annoncé, mardi 24 septembre, que le collège exécutif de son mouvement rejetait la proposition de M. Brice Lalonde, ministre de l'Environnement et président de Génération Ecologie, de constituer des listes d'union à l'occasion des prochaines échéances électorales.

La « guéguerre » entre les frères ennemis de l'écologie ne faiblit pas. M. Waechter s'est à nouveau livré, mardi 24 septembre, à une attaque en règle contre ses rivaux de Génération Ecologie, mouvement qu'il a qualifié d'« entreprise à base de capitaux socialistes et à l'enseigne de M. Lalonde, « instrumentalisée par l'Elysée », selon M. Waechter, est « une structure sans démocratie interne » dirigée par « un guide suprême » et ne dissimulant « aucune doctrine ».

A l'égard de M. Jacques Chirac, qui avait, lors de la journée de réflexion du groupe RPR de l'Assemblée nationale, le 18 septembre, évoqué la perspective de « travailler, au plan national, avec des représentants des mouvements écologistes », M. Waechter laisse la porte grande ouverte. « Nous n'avons jamais écarté, a-t-il indiqué, la possibilité d'accéder à des responsabilités gouvernementales » sur la base d'un « contrat programmatique » et sous réserve de disposer « préalablement d'élus à l'Assemblée nationale », cette condition impliquant une « modification du scrutin au bénéfice de la proportionnelle ».

F. B.

## Le « programme Matignon »

Suite de la première page

D'où l'émergence dans ses discours publics, depuis celui de Bordeaux, lundi 16 septembre, de l'expression « le programme Matignon ».

C'est ce programme qu'elle va présenter mercredi après-midi aux parlementaires socialistes. Il s'articule autour de cinq thèmes : la lutte contre le chômage ; le développement industriel ; la protection de la cohésion sociale ; la sauvegarde de l'environnement et de l'espace rural ; la préparation au grand marché européen.

Pour chacun d'eux, le premier ministre veut à la fois dessiner un plan pour les quinze mois à venir et annoncer des mesures immédiates à effet concret. Dans son esprit, leur annonce devrait suffire pour convaincre ses interlocuteurs que son plan est assis de mettre le PS en meilleure position qu'aujourd'hui pour affronter le jugement des électeurs au printemps 1993.

Encore faut-il que M. Cresson ait les moyens de cette ambition. L'été a été utilisé pour remettre de l'ordre dans son cabinet. Aujourd'hui elle peut espérer que la réorganisation à laquelle ont procédé M. Abel Farnoux, plus que jamais renforcé dans son rôle de conseiller privilégié, et M. Gérard Moine, le directeur de son cabinet, la dote d'une équipe en état de marche. Il lui reste - et la tâche est autrement plus difficile - à faire comprendre aux ministres qu'elle est le chef du gouvernement et que c'est à elle de décider de la politique à suivre dans le cadre des orientations fixées par le président de

la République. Ce n'est pas dévoiler un secret que de constater que le successeur de M. Michel Rocard n'a pas constitué le gouvernement de ses rêves. Pour une Martine Aubry avec qui elle est en parfaite symbiose, combien d'autres ministres lui ont été imposés, par la volonté de M. François Mitterrand, par le jeu des équilibres internes au PS, par leur refus d'abandonner leur portefeuille ? Particulièrement délicats sont ses rapports avec les deux hommes qui contrôlent des administrations essentielles pour le succès de son programme : MM. Lionel Jospin et Pierre Bérégovoy.

La bataille de l'apprentissage a été sévère avec le premier. M. Cresson rêve d'aller plus loin et d'instiller la décentralisation dans la lourde machine de l'éducation nationale. Mais elle sait que ce sera une œuvre de très longue haleine et tient aujourd'hui à poser quelques cailloux pour indiquer la direction à suivre. D'où sa satisfaction discrète d'avoir pu annoncer, jeudi 19 septembre, devant les patrons des industries métallurgiques et minières, que 30 % du programme pédagogique des CAP seraient dorénavant fixés localement.

Au ministre de l'Économie et des finances il a fallu faire comprendre que l'extension de ses compétences, qu'il avait attachée lors de la composition du gouvernement, ne faisait pas de lui le vice-premier ministre. Le moins que l'on puisse dire est que l'hôtel Matignon n'apprécie pas du tout l'art de M. Bérégovoy de faire passer son message par la presse et de présenter comme étant ses décisions ce qui n'est, selon Matignon,

par Jérôme Jaffré

Cinq élections législatives partielles ont eu lieu au cours de l'année 1991. Trois en janvier à la suite des démissions de MM. Noir, Dubernard et de M. Berzsch, deux après le changement de gouvernement pour permettre à MM. Chevènement et Evain de retrouver leur siège. S'il ne faut pas oublier les limites inhérentes au petit nombre de cas étudiés et aux contextes locaux, ces cinq scrutins témoignent du bouleversement profond de notre système politique.

1) La désaffection des électeurs. — Pour ces cinq élections, le taux d'abstention au premier tour de scrutin s'élevait à 62,1 % des inscrits. En janvier, on avait pu expliquer le phénomène par la guerre du Golfe mais en juin on a enregistré 47,4 % d'abstentions dans le Territoire de Belfort et en septembre 62,3 % en Loire-Atlantique. Sur l'ensemble des seize partielles qui ont eu lieu depuis janvier 1988, la huitième circonscription de Loire-Atlantique, loin d'établir un record, ne vient qu'en sixième position au tableau noir de la démobilisation. Phénomène classique, dira-t-on, les législatives partielles n'ont jamais fait recette. Mais, en réalité, le phénomène a changé de nature : jusqu'alors sous la V<sup>e</sup> République, le taux moyen d'abstention pour les soixante-treize élections partielles organisées en France métropolitaine entre 1958 et 1986 était de 37,5 %

Les législatives partielles de 1991

## Les cinq bouleversements du système politique

des inscrits, variant de 30 % dans la législature 1967-1968 à un maximum de 40 % dans les législatures 1958-1962 et 1968-1973 (tableau 1). Pour la période 1988-1991, il s'élevait à 56,4 %, soit une progression de 19 points !

Il y a là un changement du comportement politique en France où l'abstention a changé de dimension. On avait déjà pu le constater entre juin 1988 et juin 1989 où, à chaque occasion, le record d'abstention de l'après-guerre avait été battu pour tous les types de consultations (législatives, cantonales, référendum, municipales, européennes). Un tel niveau ne

permet pas d'écarter que, dans des élections législatives générales, l'abstention puisse dépasser le seuil des 35 % alors que la moyenne de la V<sup>e</sup> République est de 23,7 %.

2) La confirmation électorale. — Les partielles confirment l'installation des écologistes à un haut niveau électoral. Plus frappant, ils semblent progresser d'élection en election : 6 % des suffrages exprimés en moyenne en janvier, 10,6 % à Belfort, 16 % en Loire-Atlantique. Le mouvement Génération Ecologie, de Brice Lalonde, concurrence sérieusement les Verts en recueillant, lorsqu'il est effectivement présent, 40 % du total des voix obtenues contre 60 % à la formation d'Antoine Waechter.

3) La montée limitée du Front national. — L'extrême droite enregistre de nouveaux progrès mais seulement par rapport aux suffrages exprimés. Il reste que, contrairement aux idées qui ont cours, il y a progrès mais en aucune façon perçue : stabilité à Paris en janvier, gain de 3 points dans le Rhône, de 1 point à Belfort, de 3,5 points en Loire-Atlantique. Tout se passe comme si, pour l'heure, Jean-Marie Le Pen conquerrait davantage les esprits que les urnes.

4) L'affaiblissement des « partis de gouvernement ». — Le Parti socialiste est, à un moindre degré, l'UDF et le RPR pâtissent de l'évolution politique. L'électeur français paraît aujourd'hui affecté par un double mécanisme d'indifférence et de volatilité. A la lecture du tableau 2, le phénomène est bien sûr grossi par les résultats de M. Barzach, MM. Noir et Dubernard qui sont désormais comptabilisés en « divers droite », mais, à Belfort, le candidat d'union, M. Jean Rossetot, ne gague au premier tour que 0,2 point en pourcentage par rapport à 1988 et, en Loire-Atlantique, le candidat RPR-UDF, M. Etienne Garnier, en perd 1,4. Ajouté aux portés abyssales du Parti socialiste, le phénomène signifie que les trois « partis de gouvernement » (PS, UDF, RPR), en y adjoignant même les divers droite, n'ont recueilli dans ces cinq circonscriptions que 25 % des électeurs inscrits, au lieu de 49 % en juin 1988, 67,5 % des suffrages exprimés au lieu de 80 %.

5) La perte de capacité de rassemblement du PS. — Le recul de M. Claude Evain au premier tour de l'élection partielle de Loire-Atlantique (-19,7 points par rapport à 1988) a beaucoup frappé les observateurs. Mais il est, en réalité, très proche du recul moyen observé dans les cinq élections de l'année (-17,5 points) et était déjà annoncé par le recul socialiste aux européennes de 1989 (-13,6 points). Le PS est la première victime de l'émergence du phénomène écologiste à un haut niveau.

Cependant, les socialistes s'accoutument au phénomène en tablant sur leur capacité de rassemblement des différents électeurs au second tour des scrutins. Le PS paraissait de plus en plus rassembler au Parti radical de l'entre-deux-guerres : faible dans les premiers tours, fort dans les seconds. Ce raisonnement a perdu beaucoup de sa justesse. A Belfort, alors que le total gauche + écologie du premier tour était de 58,2 % des suffrages exprimés, l'ancien ministre de la défense ne l'a emporté au second qu'avec 52,1 % des voix. A Saint-Nazaire, le phénomène s'est amplifié puisque sur un capital théorique gauche + écologie de 66,3 % des voix, M. Evain n'a été élu qu'avec 50,7 %.

Ces résultats sont d'autant plus inquiétants pour le PS que ces deux circonscriptions figuraient parmi les plus à gauche du pays. En 1988, la huitième circonscription de Loire-Atlantique venait en quatorzième position sur les deux cent soixante-douze revenant au PS, et la deuxième circonscription du territoire de Belfort en soixante-huitième. A en juger par ces résultats, dans une extrapolation à l'évidence abusive, cent quatre-vingt à deux cents députés socialistes pourraient nourrir des inquiétudes sur leur propre réélection ! De surcroît, les deux candidats réélus de justesse offrent la palette des évolutions politiques possibles : une ligne de gauche incarnée par le maire de Belfort, une ligne rocardienne à l'écoute des Français représentée par l'ancien ministre de la solidarité. L'une et l'autre sortent affaiblies de ces deux scrutins.

► Jérôme Jaffré est directeur des études politiques de la SOFRES.

Tableau 1  
La moyenne des abstentions aux législatives partielles sous la Cinquième République en France métropolitaine

Législature	Nombre de partielles	Moyenne des abstentions
1958-62	6	40,4
1962-67	8	38,1
1967-68	5	30,3
1968-73	15	40,1
1973-78	18	34,9
1978-81	13	39,4
1981-86	8	37,8
1988-91	16	56,4

N.B. — La législature 1986-1988 ne figure pas dans ce tableau. Le mode d'élection étant départemental et à la représentation proportionnelle, seules deux élections partielles ont eu lieu après l'annulation des élections de mars (en Haute-Garonne et Haute-Corse).

Tableau 2  
L'évolution politique dans les cinq législatives partielles de 1991

	LÉGISLATIVES GÉNÉRALES 1988 (1 <sup>er</sup> tour)		LÉGISLATIVES PARTIELLES 1991 (1 <sup>er</sup> tour)	
	% inscrits	% exprimés	% inscrits	% exprimés
Abstentions	37,7	—	62,1	—
Blancs et nuls	1,0	—	1,5	—
Parti communiste	4,8	7,8	2,5	7,0
Extrême-gauche	0,8	1,2	0,7	1,8
Parti socialiste	25,8	38,8	7,8	21,2
Divers gauche	—	—	0,2	0,6
TOTAL GAUCHE	29,4	47,8	11,2	36,7
Génération Ecologie	—	—	1,0	2,9
Verts-Ecologie	0,3	0,5	2,3	6,4
Inclassables	—	—	0,2	0,6
TOTAL HORS GAUCHE/DROITE	0,3	0,5	3,5	9,9
UDF-RPR	24,9	40,7	9,1	25,0
Divers droite	0,2	0,3	7,7	21,2
Front national	6,6	10,8	4,8	13,3
TOTAL DROITE	31,7	51,8	21,6	59,5

que le fruit d'arbitrages rendus par le premier ministre, parfois contre le ministre d'Etat lui-même. Depuis la fin août, Matignon a voulu montrer à Bercy, à travers une bataille d'échecs, que M. Cresson était capable de rendre coup pour coup.

M. Cresson a obtenu de M. Mitterrand que ce soit elle qui gère directement le dossier de la vente d'une partie du capital des entreprises publiques. Le groupe de travail qui suivra ce dossier s'est déjà réuni une fois. Il regroupe, autour du Premier ministre, M. Abel Farnoux, M. Moine, M. François Lamoureux, directeur adjoint du cabinet, M. Hanoune, directeur du cabinet de M. Bérégovoy, et M. Anne Lauvergeon, secrétaire générale adjointe de l'Elysée.

## Eviter la défaite

Reste au chef du gouvernement de mettre de l'ordre dans le dossier de la République à faire comprendre aux socialistes que tout cela est fait dans leur intérêt. Or, là encore, M. Cresson se heurte aux hommes qui tiennent l'appareil partiel. Elle ne s'entend guère, comme nul ne l'ignore, avec les chefs d'écologie du PS, pas plus avec M. Rocard qu'avec M. Jospin ou avec M. Fabius. Elle ne comprend pas leur mode de pensée. Elle n'accepte guère leurs moyens d'action.

Mais si son entourage est persuadé que sa réussite à Matignon lui permettra de casser les rapports de forces actuels et de porter complètement le jeu, elle veut faire comprendre aux militants qu'elle n'est pas en conflit avec les socialistes. D'où son souci, à chacun de ses déplacements en province, de les rencontrer au cours de ce que son programme officiel appelle pudiquement une « visite privée ».

Depuis la semaine dernière, le premier ministre va même au-delà. Elle a décidé - et elle a commencé le

hundi 23 septembre - de rencontrer les députés socialistes de base, par petits groupes. Elle va aussi recevoir, à Matignon, pour un entretien à bâtons rompus autour d'un buffet froid, les animateurs des fédérations départementales du PS.

Les premiers secrétaires sont priés de composer une délégation qui soit représentative de l'ensemble du parti et non pas réduite aux appareils fédéraux, aux grands maires et aux parlementaires. Pour bien montrer qu'il ne s'agit pas, malgré cela, d'une déclaration de guerre aux dirigeants nationaux, la première délégation reçue a été, la semaine dernière, celle du Nord, celle de M. Pierre Manuzy, et va être suivie par celle de la Loire, celle de M. Jean Auroux, le président fabusien du groupe PS à l'Assemblée nationale.

A tous ces interlocuteurs, M. Cresson rappelle qu'elle est un des leurs, qu'elle n'a jamais hésité à passer ses dimanches dans les Fêtes de la Rose. Elle explique que, si elle aide les entreprises, c'est pour l'emploi.

Elle affirme qu'elle est bien décidée à remplir son rôle de chef de la majorité et donc à faire le nécessaire pour éviter la défaite aux prochaines législatives. Pour cela, elle n'écrit pas une modification de la loi électorale, et cherche à satisfaire les électeurs attirés par l'écologie.

Mais elle sait aussi que les socialistes seront d'abord jugés sur le niveau du chômage. D'où l'attention qu'elle porte au plan que doit présenter M. Aubry au début du mois d'octobre, d'où son désir de dégonfler les listes de chômeurs, certes on fait sauter ceux qui n'ont pas de raison d'être inscrits, mais aussi en incitant ceux qui peuvent obtenir un travail déclaré à l'accepter, et en modifiant le fonctionnement de l'ANPE.

THIERRY BRÉHIER

**ENGLISH**

**L'ANGLAIS DE LA BBC**

1 livre + 2 audiocassettes

**199 F \***

Renseignements gratuits sur demande

**ÉDITIONS DISQUES BBC (M)**

8, rue de Berri, Paris 8

**45-62-44-24**

\* PLUS PORT

مكتبة من الأصل



هكذا من الامم

# COMMUNICATION

Malgré les difficultés des périodiques économiques

## Le groupe Prisma-Presse lance le mensuel « Capital »

Le groupe Prisma-Presse, fort de ses succès récents, s'attaque au domaine de l'information économique en lançant, le 25 septembre, le mensuel *Capital*. Les réactions de ses principaux concurrents ne se sont pas fait attendre.

Le goût du secret engendre la psychose mais éveille aussi l'intérêt. Depuis presque un an, la presse économique, loin d'échapper à cette règle et de s'abriter derrière la rigueur des chiffres pourtant chers aux managers, bruit de différentes rumeurs concernant le lancement d'un nouveau mensuel, *Capital*, et des dégâts qu'il pourrait occasionner dans un secteur déjà ébranlé par la crise et la récession publicitaire.

Il est vrai que son maître d'œuvre, M. Axel Ganz, a de quoi inquiéter le microcosme. Le patron de Prisma-Presse, filiale française du géant de la presse magazine d'entre-Rhin Gruner und Jahr (groupe Bertelsmann), a dirigé depuis 1979 un groupe diversifié dans la presse (hebdomadaire *Prima*, *Femme actuelle*, *Voilà*), la presse de loisirs (*Géo*, *Co* m'intéresse) et de programmes de télévision (*Télé-loisirs*), avec lequel il faut dorénavant compter : plusieurs de ces titres dépassent le million d'exemplaires diffusés.

Enfin, à la mi-juillet, agences publicitaires et annonceurs ont pu avoir accès à *Capital*, dont la date de parution a été fixée à la fin du mois de septembre, plutôt qu'en novembre ou au début 1992.

« Nous arrivons au bon moment : le groupe Prisma se porte bien, tous ses titres sont équilibrés, souligne M. Rémy Dessarts, rédacteur en chef du nouveau magazine. En outre, la création de *Capital* correspond à une insatiation vis-à-vis de ce qui se fait en matière de presse économique en France, à la fois de la part de M. Axel Ganz et des lecteurs que nous avons interrogés. Il répond aussi à un besoin. Trop de magazines économiques ont été « bricolés » avec des rédactions réduites et une information approximative, ce qui frustrait lecteurs et annonceurs. Enfin, la récession ne va pas durer éternellement, et le secteur de la presse économique, avec son cortège de restructurations, va entrer dans sa maturité. » *Capital* existe depuis 1962 en Allemagne, pays où il se vend à 250 000 exemplaires et séduit 1,3 million de lecteurs.

Un investissement de 110 millions de francs

Mais le magazine de Prisma-Presse n'est pas un décalage de son homologue germanique. Avec son sous-titre *l'essentiel de l'économie*, le nouveau journal entend traiter sur 110 pages à la fois de conjoncture économique - dans un cahier central de couleur saumon - de grands dossiers d'actualité (le premier est consacré au défi de l'industrie automobile européenne face aux Japonais), de portraits intégrant à la fois les réussites et les échecs d'en-

trepreneurs, de pages à vocation plus « consumériste » (du costume du financier aux plateaux-repas) ainsi que de rubriques plus classiques (placements, carrières, vie de l'entreprise, etc.).

*Capital*, qui s'est penché avec un soin jaloux sur la finition de la maquette et de l'illustration, sera vendu au prix attractif de 15 francs. Car le journal table surtout sur une vente en kiosques, la politique d'abonnement devant suivre après « qu'auront été testées les réactions du lectorat ». Le tirage du premier numéro est de plus de 200 000 exemplaires et la vente espérée de l'ordre de 80 000 exemplaires. Ce chiffre, qui peut sembler faible, ne constitue qu'une première étape. A terme, le magazine de Prisma-Presse voudrait devenir leader des magazines économiques et dépasser rapidement le seuil des 100 000 exemplaires. 10 millions de francs ont été investis dans la première année d'existence du titre, mais le groupe a provisionné 100 millions de francs afin d'atteindre ses objectifs.

Une telle mobilisation financière et stratégique a de quoi inquiéter les autres titres économiques. Car *Capital*, même s'il s'efforce d'expliquer qu'il s'intéresse d'abord aux 45 % de cadres qui, en France, ne lisent pas de magazine économique, « va marquer sur le lectorat de ses principaux rivaux, l'*Expansion*, l'*Entreprise* et le *Nouvel Economiste*. Or, à des degrés divers, la presse magazine économique peine depuis quelques années.

La vague porteuse de l'entreprise et de la Bourse dans les années 1980, grossie par le flot des privatisations de 1987, est retombée. La diffusion stagne ou régresse. Et la récession publicitaire fait souffrir ces journaux qui tirent 60 % à 75 % de leurs ressources de la publicité. Au premier semestre, les magazines économiques généralistes ont perdu 18,1 % de leur volume publicitaire, selon la SECODIP. En un an, les titres économiques généralistes qui s'étaient lancés dans les dernières années ont subi les coups de boutoir de la crise : *Fortune*, le mensuel

des groupes Hachette-Filippacchi et *Time*, est arrêté. *A pour affaires* a été vendu par CEP-communication au groupe Expansion pour fusionner avec l'*Entreprise*, tandis que le *Nouvel Economiste* traverse une phase financière difficile, son actionnaire principal, Hachette, semblant vouloir rompre avec la logique de son directeur, Michel Tardieu. Quant à *Dynasteurs*, le magazine économique du groupe Les Echos, il n'est pas non plus épargné.

Le repli, voire la restructuration, du secteur de cette presse économique généraliste ainsi que l'arrivée de *Capital* n'empêchent pas les contre-attaques. Au début de cette semaine, tout en démentant tout lien avec la simultanéité de parution du titre de Prisma-Presse, le bimensuel *l'Expansion* a annoncé une nouvelle formule, prévue début janvier 1992. « Il est temps de revaloriser la presse économique », reconnaît M. Jean Boissonnat, directeur des rédactions du groupe Expansion, qui va lancer une étude sur la spécificité des lecteurs de ce secteur.

D'ici là, l'*Expansion* (155 012 exemplaires diffusés en 1990 selon l'Office de justification de la diffusion) entend bien rester leader du marché, devant le *Nouvel Economiste*, en offrant une maquette entièrement renouvelée, de grandes enquêtes, un renforcement de l'information économique internationale, un traitement développé de l'entreprise et de « grands documents » qui donneront une coloration prospective au titre-phare du groupe de M. Jean-Louis Servan-Schreiber. La rédaction s'est étoffée. Mais il n'est pas question, actuellement, d'augmenter le prix de vente (25 francs) : le journal, traditionnellement riche en abonnements, entend fidéliser cet acquis. « Nous ne sommes pas sûrs d'être sur le même terrain que *Capital*, qui serait plutôt un Que choisir ? du cadre moyen », précise M. Dominique Bernard, directeur général adjoint des magazines du groupe Expansion. Cette formule assassine laisse prévoir une véritable bataille entre les deux magazines.

YVES-MARIE LABÉ

Lancement d'un journal francophone en Suisse

## « Le Nouveau Quotidien » entend dépasser les frontières cantonales

BERNE

de notre correspondant

Avec l'automne, le quotidien nouveau est arrivé. Lancé avec grand tapage publicitaire, le petit dernier de la presse helvétique de langue française, le *Nouveau Quotidien*, est paru mardi 24 septembre après plusieurs mois de suspense soigneusement entretenu (*Le Monde* du 19 octobre 1990).

Propriété à 70 % de la société Edipresse de Lausanne, il se définit comme un journal romand venant s'ajouter aux deux autres titres du groupe, le *Matin*, à vocation populaire, et *24 Heures*, à caractère régional vaudois. L'éditeur allemand Ringier détient 30 % du capital, et 10 % ont été cédés au quotidien français *Libération*, en échange d'une collaboration rédactionnelle (*Le Monde* du 8 mai).

Dans le panorama actuel assez morose de la presse, la création d'un nouveau journal peut sembler une gageure. Avec moins de 1,5 million d'habitants, la Suisse francophone dispose déjà de dix-huit quotidiens et son marché n'est pas extensible. Comme ailleurs, la baisse des recettes publicitaires se fait aussi cruellement sentir et la tendance est plutôt aux regroupements, voire à la disparition de titres. Dernier exemple en date : l'absorption de la *Gazette de Lausanne* par le *Journal de Genève*.

Pourtant, le groupe Edipresse estime avoir les reins suffisamment solides pour tenter l'expérience. Ainsi les promoteurs n'ont-ils pas

hésité à investir 30 millions de francs suisses - soit un peu moins de 120 millions de francs - dans le *Nouveau Quotidien*. Ils se sont donné cinq ans pour assurer la réussite de leur nouveau titre.

Tiré à 40 000 exemplaires sur vingt-quatre pages en semaine sauf le lundi, il montera à 50 000 exemplaires le dimanche (sur trente-deux pages) et compte bien trouver 30 000 acheteurs par jour pour devenir rentable. Se prévalant du succès du magazine *l'Hebdo* qu'il a dirigé pendant dix ans, le rédacteur en chef du *Nouveau Quotidien*, Jacques Pilet, entend bien relever le défi. Le nouveau venu ne prétend pas se substituer aux journaux régionaux mais veut en être complémentaire et cherche à se faire une place sur un marché suisse où 600 000 exemplaires de journaux francophones sont vendus quotidiennement.

Aspirant à jouer un rôle analogue à celui de la presse nationale en France, le *Nouveau Quotidien* souhaite proposer « un dosage différent de l'actualité, celle-ci n'étant plus découpée géographiquement mais par thèmes », écrit son rédacteur en chef. Se présentant comme un journal d'ouverture et de réflexion, il entend dépasser les frontières cantonales en donnant la priorité aux problèmes romands, suisses, européens et internationaux. La rédaction comprend quarante-deux journalistes, dont des correspondants à Bruxelles et à Paris.

JEAN-CLAUDE BUHRER



LES ELEMENTS DE RANGEMENT EN VRAI BOIS

Nombreuses combinaisons possibles, avec ou sans lit relevable, tous styles : chéna, ocolou, merisier ou laqué.

**CAPELOU**

37 AV. DE LA REPUBLIQUE 75011 PARIS TEL. 45 57 46 35 - METRO PARENTIER

## L'AUTRE JOURNAL

La formule : Mensuel, 128 pages, 30 F. 80 000 exemplaires vendus chaque mois.

Le directeur : « Nous voulons faire le plus beau journal du monde. »

(Michel Butel à Frédéric Mitterrand, Etoile-Etoiles, A2, le 17 décembre 1990).

L'équipe : 17 personnes. Directeur : Michel Butel. Rédacteur en chef : Marc Laimé. Photographe : Laurence Reynaert. Direction artistique : Sophie-Anne Delhomme, Eric Mouton. Maquette : Giuliana Poletto. Photographie : Maria Bianchini. Rédactrice en chef technique : Marie-Rose Lefèvre. Secrétaires de rédaction : Monique Blandin, Françoise Moussu. Révision : Lyse Maginot. Secrétaire générale : Dominique Meurice. Comptabilité : Renée Clévy. Attachée de promotion : Isabelle Ladas. Accueil : Isabelle Mury, Nathalie De Spirt. Coursier : Emmanuel Barrault.

Les collaborateurs réguliers : Christian Bobin, Michel Cressole, Paola De Luca, Delfeil de Ton, Philippe Jaenada, Sabine Laran, Thierry Lévy, Francis Marmande, Marianne Merleau-Ponty, Paul Pavlowitch, Sélim Nassib, Reporters sans frontières, Catherine Véglio.

Le genre : « Il ne se passera cinq ans que l'ensemble de la jeunesse française ne parle de révolution. » (Michel Butel, n° 16 de *L'Autre Journal*).

Le numéro 16 : Putsch à Moscou. Le polar de l'année. Aucun indice. Coupable inconnu de tous (en tout cas de tous les médias français). Solution : dans *L'Autre Journal* du mois de septembre.

L'Autre Journal.  
Mensuel n°16.  
Septembre 1991.

À SES RYTHMES  
CONVERGENCE  
DES ROTATIONS  
DE THÈME  
LOPPMENT



## SOCIÉTÉ

## JUSTICE

## L'affaire des Irlandais de Vincennes

## Le préfet Christian Prouteau est condamné à quinze mois de prison avec sursis pour « complicité de subornation de témoins »

Le préfet Christian Prouteau, quarante-sept ans, a été condamné mardi 24 septembre, à quinze mois de prison avec sursis, par la dix-septième chambre correctionnelle de Paris, qui l'a déclaré coupable de « complicité de subornation de témoins » pour avoir participé à l'élaboration des mensonges destinés à couvrir les irrégularités commises lors de l'arrestation de trois Irlandais à Vincennes le 28 août 1982. La même peine a été infligée à M. Jean-Michel Beau, quarante-sept ans, ancien lieutenant-colonel de gendarmerie, juridiquement considéré comme l'auteur principal de la subornation de témoins. Son adjoint à la brigade de recherches de Vincennes, le major José Windels, cinquante-sept ans, a été condamné à quatre mois de prison avec sursis. Enfin, dans un jugement distinct, Bernard Jegat, quarante-deux ans, informateur de l'ancien capitaine Paul Barril, a été condamné à quinze mois de prison avec sursis pour « détention d'armes et de munitions ».

« C'est la condamnation de la raison d'Etat », déclare aussitôt après le jugement, M. Antoine Comte, conseil des trois Irlandais, alors que le préfet Prouteau, visiblement stupéfait, portait son regard dans tous les sens comme pour quitter un secours. Certes, M. Comte avait tout lieu d'être satisfait. Près de dix ans après les faits, une certaine vérité a émergé : même si le délit retenu de « subornation de témoins » peut sembler dérisoire.

Ce 28 août 1982, les gendarmes du GIGN, sous la direction du capitaine Paul Barril, procédaient, dans un immeuble de Vincennes, à l'arrestation de Michael Plunkett, Mary Rod et Stephen King. L'arrestation était annoncée par un communiqué de l'Elysée, qui présentait les trois Irlandais comme des terroristes internationaux. Pourtant, on devait apprendre rapidement que celle arrestation n'avait pas l'importance qui lui avait été attribuée, mais que pour faire « tenir » un succès obtenu par la cellule anti-terroriste de l'Elysée, nouvellement créée, de nombreuses irrégularités avaient été commises.

Certaines étaient de pure forme. Ainsi, la perquisition avait été menée par le commandant Jean-Michel Beau et le capitaine Paul Barril alors que ces deux officiers n'avaient pas l'habilitation pour accomplir des actes de police judiciaire. Mais, surtout, la perquisition avait eu lieu en l'absence des personnes interpellées, et il est maintenant établi que des armes et des explosifs avaient été « apportés » sur place pour renforcer la coloration terroriste des suspects.

## Le feu vert de la cellule élyséenne

Enfin, pour cacher ce « montage » à la justice, le commandant Jean-Michel Beau avait organisé le 15 novembre 1982 une réunion avec les gendarmes ayant participé à l'opération afin de « mettre au point » les dépositions de chacun devant le juge d'instruction. Mais la procédure judiciaire suit parfois des chemins tortueux et c'est seulement ce dernier comportement qui a été poursuivi sous la qualification de subornation de témoins.

Limitée à ce délit, la poursuite ne semblait pouvoir concerner que des officiers subalternes qui ont d'ailleurs reconnu les faits. Aussi, à propos du commandant Beau, le jugement déclare : « Le fait, pour le commandant d'une unité de gendarmerie, d'avoir donné l'ordre à ses subordonnés de faire des dépositions mensongères devant un juge d'instruction constitue incontestablement, eu égard aux relations hiérarchiques existant entre ces militaires, l'acte matériel caractéristique du délit de subornation de témoins ».

Son adjoint, le major Windels, avait invoqué le fait qu'il ait été contraint d'obéir à son chef. Mais les juges remarquent : « Ce moyen de défense doit être rejeté, l'obéissance aux ordres illégaux d'un supérieur hiérarchique n'étant ni un fait justificatif ni une excuse et pouvant seulement justifier l'octroi au fonctionnaire de circonstances atténuantes ».

L'affaire aurait pu s'arrêter à ce niveau si le commandant Beau n'avait pas eu le sentiment d'être abandonné par sa hiérarchie. Le 16 mai 1984, il mettait en cause Christian Prouteau qui exerçait, au moment des faits, les fonctions de conseiller technique auprès du président de la République, chargé de la centralisation et de la coordina-

tion en matière de terrorisme. Selon le commandant Beau, M. Prouteau aurait été le véritable maître d'œuvre, avec Paul Barril, de l'ensemble de l'affaire de Vincennes. Inculpé de complicité de subornation de témoins, M. Prouteau s'était défendu d'avoir joué un rôle actif dans l'arrestation, et encore moins dans les dissimulations qui ont suivi.



Application sévère de la loi pénale

Le tribunal, présidé par M. Alain Lacabarats, a particulièrement développé cette partie d'un jugement. Il est tout d'abord observé : « Contrairement à ce qu'il prétend, Christian Prouteau avait conservé, malgré sa nomination auprès du président de la République, le commandement du GIGN ». Après avoir démontré cette autorité, confirmée par plusieurs témoignages, les magistrats ajoutent : « Même si l'on peut considérer, comme l'a précisé le général Boyer, que l'insubordination de l'opération du 28 août 1982 a été Paul Barril (...), Christian Prouteau n'a pas été un simple spectateur des événements qui se sont alors produits ». Et le jugement souligne plusieurs dépositions attestant que M. Prouteau était tenu informé et a même

été suivi à un niveau hiérarchique autre que celui du commandant Beau et du capitaine Barril et Christian Prouteau ne peut sérieusement prétendre être totalement étranger à sa préparation ». Les juges déduisent donc : « Il résulte ainsi de l'information et des débats que, contrairement à ce qu'il prétend, Christian Prouteau a été personnellement impliqué dans la préparation et l'exécution de l'opération ».

Le rôle tenu par M. Prouteau à ce stade permet aux magistrats d'amoindrir une logique en écrivant : « Ces circonstances sont incontestablement de nature à démontrer que M. Prouteau pouvait avoir un intérêt à ce que les irrégularités de la procédure ne soient pas révélées ». L'argument serait insuffisant. Le tribunal s'est donc penché sur les nombreuses visites faites à l'Elysée par le commandant Beau, dont certaines coïncident étrangement avec l'audition de gendarmes par le juge. Le jugement constate aussi : « Il convient de souligner que les mêmes propos mensongers relatifs au déroulement de la perquisition effectuée au domicile de M. Plunkett ont été tenus, non seulement par les gendarmes dépendant du commandant Beau, mais aussi par d'autres intervenants, sans

rapport hiérarchique avec lui, et liés au contraire, au responsable de la cellule élyséenne de lutte anti-terroriste ».

Mais surtout les magistrats relèvent que les procès verbaux des interrogatoires ont été transmis au commandant Beau pendant toute la durée de l'instruction, en observant qu'un gendarme désigné à l'Elysée par le GIGN apportait régulièrement des papiers à M. Beau de la part de M. Prouteau. Il s'agit pour les juges « de présomptions graves, précises et concordantes » sur l'implication de M. Prouteau.

Le tribunal résume donc l'affaire par cette phrase : « Pour préserver la crédibilité du service de centralisation et de coordination en matière de terrorisme dont un officier de gendarmerie venait de prendre la tête et sauvegarder la réputation des unités de cette arme impliquées pour la première fois de manière prépondérante dans la lutte contre le terrorisme, les prévenus ont caché au juge d'instruction les vices affectant le déroulement de la procédure menée le 28 août 1982 ».

« Ces faits sont graves : par les mensonges qu'ils ont ordonnés ou facilités, les prévenus ont cherché à égarer la justice et contribué au maintien en détention provisoire d'innocents (...). Il y a lieu en conséquence de faire une application sévère de la loi pénale ».

Le mot « sévère » pour une condamnation avec sursis surprendra. Cependant, il s'agit bien là de sanctions graves si l'on considère l'ancienneté des faits et la qualité des personnes poursuivies. Embarrassé, le parquet avait demandé des peines de un an de prison avec sursis contre MM. Beau et Windels, laissant au tribunal le soin d'apprécier le degré de culpabilité de M. Prouteau. Les juges sont allés au-delà, franchissant le seuil de l'année qui est d'un an. Pour M. Prouteau, une telle condamnation est incompatible avec l'appartenance au corps préfectoral (1). Aussi, son défenseur, M. Yves Baudet, a-t-il indiqué immédiatement son intention de faire appel.

Témoin à ce procès, mis en cause dans le jugement, l'ancien capitaine Barril a bénéficié des effets de la prescription de trois ans. Mais son nom figure aussi dans le jugement condamnant Bernard Jegat pour détention d'armes. Ce sympathisant de la cause irlandaise affirmait avoir remis au capitaine Barril des armes et des explosifs que M. Plunkett lui aurait confiés en 1979. Ce sont ces mêmes armes qui ont été « découvertes » à Vincennes.

MAURICE PEYROT

(1) M. Prouteau est actuellement chargé de la sécurité au sein de la délégation interministérielle aux Jeux olympiques d'hiver.

## DÉFENSE

## Ancien « patron » des opérations à la DGSE

## Le général Heinrich est chargé de mettre en place la nouvelle direction du renseignement militaire

A la Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE), le général Heinrich vient de quitter la Direction des opérations au sein des services secrets et il a été chargé, à la requête de M. Pierre Joxe, d'installer, au ministère de la défense, la nouvelle Direction du renseignement militaire (DRM) pour la printemps prochain.

C'est sur la base d'un rapport du général d'armée aérienne François Mermot, un ancien « patron » de la DGSE, auquel M. Jean-Pierre Chevènement avait demandé en 1989 de réfléchir à la nécessité de moderniser et de « muscler » le renseignement français, que se met en place cette nouvelle organisation.

Au début de cette année (le Monde du 8 mai), M. Joxe en reprenait l'idée dont il ébauchait les modalités devant les stagiaires de l'Institut des hautes études de défense nationale (IHEDN), en préconisant la constitution d'une véritable « armée » spécialisée en matière et la création d'un organisme central dénommé Direction du renseignement militaire.

Le projet consiste à réunir et à concentrer sous une même autorité divers moyens qui sont, aujourd'hui, répartis sous le contrôle de responsables plus concurrents que complémentaires au sein du ministère de la défense et des états-majors.

C'est le cas du Centre d'exploitation du renseignement militaire (CERM), qui relève du chef d'état-major des armées ; de ce qu'il est convenu d'appeler les « deuxième bureaux » dans chaque état-major ; de la Direction de la protection et de la sécurité de la défense (DPSD), qui est l'ancienne Sécurité militaire relevant directement du ministre de la défense ; des services d'analyse et d'expertise de la Délégation générale pour l'armement, sans oublier les moyens techniques (écoutes et interceptions) de la DGSE dont le travail habituel est loin de se limiter au seul domaine militaire même si elle est, elle aussi, rattachée au ministère de la défense.

## Une chaîne du recueil de l'information

Or, la technologie moderne, qui se met en place en France avec l'arrivée de nouveaux équipements, condamne ces différents organismes de renseignement à

œuvrer désormais en bonne entente.

Toute une chaîne du recueil de l'information est en passe d'être bientôt opérationnelle. Le renseignement électronique et électromagnétique se renforce progressivement avec la mise en service des avions-radar AWACS à Avord (Cher). Bientôt, des satellites d'observation Helios fourniront des renseignements avec une précision à quelques mètres près. Il existe déjà - certains ont opéré dans le Golfe - des avions de guerre électronique DC-8 Serigne et C-160 Transall-Gabriel, ainsi qu'un bâtiment d'écoutes-interceptions et d'intelligence électroacoustique (le Berry). Des avions Mirage-FI CR sont aptes à la reconnaissance et des balises automatiques de renseignement peuvent être larguées dans la profondeur d'un territoire. Des projets d'un hélicoptère-radar Horizon et d'un engin sans pilote, équipé de caméras pour la surveillance, sont dans les cartons des industriels et ils pourraient être retenus dans le cadre de la programmation militaire soumise, l'an prochain, au Parlement.

D'où l'idée de M. Chevènement, qui en est à l'origine, puis de M. Joxe, qui met toute son énergie à l'appliquer depuis que la guerre contre l'Irak a démontré la carence

française en la matière, de disposer d'une Direction du renseignement militaire capable de centraliser l'exploitation de ces différents moyens.

Il y a une quinzaine de jours, le général Heinrich a reçu du ministre de la défense une lettre de mission qui lui assigne la tâche de proposer, pour mai prochain, les structures et le schéma de fonctionnement de la nouvelle DRM à installer en France. Agé de cinquante et un ans et ancien officier de la légion étrangère, Jean Heinrich est général de brigade depuis février 1989. Il a appartenu au cabinet militaire de plusieurs ministres de la défense avant d'entrer en septembre 1987 à la DGSE où il a d'abord dirigé le service « action » et où, depuis la nomination de M. Claude Silberzahn à la tête des services secrets en mars 1989, il était directeur des opérations au sein d'un « collège » de direction mêlant civils et militaires.

Actuellement, le général Heinrich constitue, dans le cadre de la lettre ministérielle qui lui fixe sa mission, l'équipe interarmées de collaborateurs à partir de laquelle il doit faire ses propositions d'organisation de la DRM en mai 1992.

Le choix du général Heinrich

s'explique, semble-t-il, par le fait qu'il est l'un des rares officiers généraux en activité à avoir réussi à accumuler autant d'expérience professionnelle au sein de structures civiles-militaires qui cherchent - on qui sont censées le faire - à décloisonner le renseignement.

Car la DRM ne se substituera pas à la DGSE dont les missions sont désormais encore plus diversifiées et touchent aux aspects politico-stratégiques, économiques, scientifiques, technologiques, industriels, financiers ou bancaires pour l'ensemble des besoins gouvernementaux. A terme, le ministre de la défense gèrera deux organismes de renseignement complémentaires : la DRM et la DGSE, qui devront éviter de fonctionner dans le même espace de responsabilités et qui devront avoir appris à dialoguer entre eux.

Pour prendre la direction des opérations de la DGSE après le départ du général Heinrich, le nom le plus souvent avancé est celui du colonel Pierre-Jacques Costedoat. Agé de quarante-neuf ans, ancien officier d'artillerie, le colonel Costedoat commande actuellement le service « action » et il serait, dit-on, « généralisable » l'an prochain.

JACQUES ISNARD

## Touchant vingt-sept établissements

## Le mouvement des surveillants de prison s'étend

Le mouvement de protestation des surveillants de prison, lancé par les autonomes de l'UFAP (35 % des surveillants aux élections professionnelles de janvier 1991), s'étend : selon le ministère de la justice, il touchait, mardi 24 septembre, vingt-sept établissements français. Dans ces prisons, les surveillants, qui demandent la création de mille emplois, une amélioration des systèmes de retraite et une augmentation des primes, ont bloqué les portes et parfois supprimé les parloirs accordés aux familles. Les détenus ont commencé à protester mardi à la prison de Fleury-Mérogis

(Essonnes), environ deux cents détenus ont refusé de regagner leurs cellules après la promenade, et au centre pénitentiaire de Nantes, un mouvement similaire a touché quatre-vingts détenus. Force ouvrière (32,48 % des surveillants en 1991) menace de rentrer dans le mouvement jeudi si les primes et indemnités du personnel pénitentiaire ne sont pas revalorisées. Le directeur de l'administration pénitentiaire, M. Jean-Claude Karsenty, devait recevoir une délégation du syndicat autonome, l'UFAP, mercredi dans la matinée.

## Par décision du juge des enfants

## Le petit Yoann ne retournera pas en Inde

RENNES

de notre correspondant

Le petit Yoann, aujourd'hui âgé de huit ans, ne retournera pas en Inde, à Dharamsala, dans l'école où, d'avril 1990 à mai 1991, ses parents, adeptes du Sahaja Yoga, l'avaient envoyé suivre l'enseignement de Sri Mataji, « mère divine », « éminente spiritualité mondiale ». Dans un jugement rendu lundi 23 septembre, le juge des enfants de Rennes, M. Michel Huyette, a ordonné le maintien de Yoann et de sa sœur Karina, âgée de quinze mois, sous l'autorité de leurs parents, en imposant leur résidence au domicile familial.

Le juge a ainsi maintenu la mesure d'assistance éducative, prononcée le 11 juin, au bénéfice des deux enfants. Le jugement rappelle

que « les enfants peuvent être instruits par leurs parents ou par des tiers désignés par eux, mais à condition de suivre les programmes scolaires officiels ». Il fait observer qu'on ignore tout de la qualité de l'enseignement dispensé, en anglais, à de très jeunes Européens dans l'école de Dharamsala, où « les enfants vivent en vase clos, sans ouverture sur l'extérieur, sans contact avec d'autres familles, avec d'autres enfants d'autres écoles ».

Yoann, qui était devenu Yogesh, et Karina, que ses parents appellent Shalini, devront donc rester en France, ainsi que l'avaient souhaité leurs grands-parents maternels qui avaient saisi la justice en mai 1991. Le délai d'appel des parents est de quinze jours.

Ch. T.

## FAITS DIVERS

## Paroles d'après-coma

Le 4 juin dernier, M. Gilbert Le Flohic tombait dans le coma, à la suite d'une blessure par balle à la tête. « C'est un accident », avait déclaré à l'époque Colette Le Flohic, pour expliquer la blessure. Selon elle, son mari essayait de faire fonctionner une carabine, dans le bar tenu par la couple à Loyat (Morbihan), et le coup était parti tout seul.

Hospitalisé, Gilbert Le Flohic n'a pas retrouvé l'usage de la parole que près de quatre mois plus tard, pour donner sa ver-

sion du prétendu accident. Sa femme avait acheté la carabine la veille et lui avait tiré dans la nuque alors qu'il faisait les comptes.

Colette Le Flohic a été inculpée, lundi 23 septembre, de tentative d'assassinat et de coups et blessures volontaires. Elle a été jugée à Vannes. Elle a indiqué qu'elle ne voulait pas que son mari découvre le survenant de la famille, et qu'elle avait décidé de le tuer quand il s'est penché sur leur comptabilité, dont elle s'occupait seule.

مكتبة من الأصل



سكنا من الاصل

Le Monde

## EDUCATION • CAMPUS

# L'enseignement sous l'œil de l'OCDE

Des experts du monde entier se sont mis d'accord pour publier prochainement des indicateurs sur les performances des systèmes éducatifs

LUGAND

de notre envoyé spécial

Les chiffres font peur. Par leur rigueur, et bien plus encore par leur utilisation à des fins politiques. Cependant, depuis une dizaine d'années, la tentation est grande, pour les pays développés, de mesurer, baliser, évaluer leur propre système éducatif et, dans le même temps, de pouvoir le comparer à celui de leurs voisins. L'évaluation ainsi souhaitée dépasse le simple cadre de la collecte de données brutes. Il s'agit, par conséquent, et recoupements de chiffres, d'ausculter les rouages d'un système, d'en soupeser l'efficacité, d'en comprendre les travers. L'examen doit pouvoir être fait dans le temps, quels que soit les aléas conjoncturels, politiques notamment. Comme cela se fait, somme toute, depuis vingt ans en économie.

Certains, en la matière, ont déjà acquis une certaine expérience. Depuis 1986, les États-Unis établissent chaque année deux séries d'une trentaine d'indicateurs concernant, l'un, la scolarité primaire et secondaire, l'autre, l'enseignement supérieur. Quant au Québec, il publie cette année sa sixième brochure grand public annuelle, contenant une bonne vingtaine d'indicateurs, comparables à ceux de son voisin de l'Ontario ou des États-Unis.

Une photographie pour 1992

En France, M. Lionel Jospin, ministre de l'éducation nationale, vient de donner son feu vert pour la constitution d'une banque de trente indicateurs « internes », sur lesquels travaillerait désormais la direction de l'évaluation et de la prospective (DEP). Destinés non à devenir un outil de pilotage ministériel mais à fournir les bases d'un nouveau langage adapté à l'analyse du système éducatif français, ces trente indicateurs statistiques s'adresseront non seulement aux politiques, mais aussi à tous les acteurs de l'éducation, enseignants, parents, etc. L'objectif est clairement annoncé : avoir la possibilité de se faire une idée nette, actualisée dans le temps, du système

et de « sortir des traditionnels clichés réducteurs » : taux de réussite au baccalauréat, ratio enseignants/élèves, par exemple, dont les données, expliquent les statisticiens, « ne veulent rien dire en abstraction ». La publication de ces indicateurs permanents est prévue pour le premier trimestre 1992.

La DEP ne pouvait donc rester insensible aux travaux menés depuis bientôt quatre ans au plan international par les experts de l'OCDE. Deux conférences, en 1987 et 1988, avaient déjà jeté les bases de la réflexion. Réunis du 16 au 18 septembre à Lugano (Suisse), sous la houlette du Centre pour la recherche et l'innovation dans l'enseignement (CERI) de l'OCDE, chercheurs et statisticiens ont franchi une nouvelle étape et peaufiné une première liste de vingt-six indicateurs, consignés dans un document encore confidentiel dont la publication est prévue pour janvier 1992.

Fruit d'un long travail de consultations techniques et d'efforts diplomatiques, ce document, intitulé *Coup d'œil sur l'éducation*, montre ce que peut être cette photographie instantanée des systèmes éducatifs. Il recense des indicateurs liés au contexte démographique (niveau général de formation, part de PIB dévolue aux jeunes), aux cursus scolaires et aux processus éducatifs (dépenses publiques d'éducation rapportées aux dépenses publiques totales, répartition et analyse de ces dépenses, coût d'un élève, taux de scolarisation avant et après le seuil obligatoire de scolarité, taux d'entrée dans le supérieur, autonomie des établissements post-secondaire page 14) et enfin aux résultats de l'enseignement (réussite de la scolarité post-obligatoire, espérance de vie universitaire, effort en faveur des formations scientifiques, chômage et niveau de formation, salaires et niveau de formation).

Ce premier travail des experts, s'il doit encore être utilisé avec prudence, est déjà très instructif. Il révèle, notamment, les disparités dans le niveau général de formation de la population des pays de l'OCDE (1). Si la quasi-totalité des quinze-vingt-quatre ans a effectivement été scolarisée dans le primaire et le



secondaire, la part de la population ayant atteint un niveau d'études supérieures, en revanche, est relativement faible et variée : de 4 % pour l'Italie à 31 % pour les États-Unis (10 % pour la France). Les pays anglo-saxons (Australie, Canada, Nouvelle-Zélande et États-Unis) se taillent, en ce domaine, la part du lion.

Les systèmes décentralisés plus dépensiers

Par ailleurs, bien que dépensant légèrement plus pour l'éducation (en % du PIB) que la moyenne, la France serait l'un des pays qui dépenseraient le moins en proportion de ses dépenses publiques totales, loin derrière la Suisse, le Canada, l'Australie, les États-Unis, la Norvège, mais devant l'Italie et la Suède. L'antenne rouge ou presque également pour la France, qui consacrerait, en proportion de son budget, deux fois moins de crédits à l'enseignement supérieur que le Canada ou l'Australie.

Un indicateur expérimental en revanche prouverait que l'« espé-

rance de vie universitaire » (la proportion de ceux qui arrivent à obtenir un diplôme par rapport à ceux qui sont entrés dans l'enseignement universitaire) n'est pas si faible qu'on le déplore souvent en France : elle avoisine les 60 %, soit un taux moins élevé qu'au Japon, aux États-Unis, en Allemagne ou aux Pays-Bas, mais supérieur au Danemark, à l'Autriche, l'Espagne ou l'Italie.

Moins qu'un minutieux inventaire chiffré destiné à de périlleux classements, ces premières maquettes présentent surtout l'intérêt de dresser un constat global sur les systèmes d'enseignement : ainsi, il apparaît que la part des dépenses publiques consacrée à l'éducation serait plus élevée dans les pays où le système éducatif est décentralisé par opposition à ceux où il est centralisé. Les taux de réussite en fin de second cycle et les taux d'entrée dans l'enseignement supérieur semblent plus élevés dans les pays ayant un modèle d'école unique tout au long du secondaire (comme au Japon et aux États-Unis) que ceux des pays ayant des systèmes d'enseignement plus différenciés (comme en

France, où l'on distingue collège et lycée).

La publication, officielle, de ces premières projections a provoqué de sérieuses turbulences. Outre la gêne à comparer pour la première fois ses résultats avec ceux du voisin, certains pays se sont plaints de la « précipitation » avec laquelle le CERI souhaitait divulguer ses travaux.

Qualitatif contre quantitatif

Ainsi le Royaume-Uni, où le poids du corps d'inspection est important, a fait part de ses réticences. Dans une étude, publiée récemment, concernant le système d'indicateurs en vigueur aux États-Unis, les inspecteurs britanniques, pragmatiques, suggèrent qu'il serait associé aux chiffres des éléments d'évaluation externe, plus qualitatifs et moins réducteurs. D'une manière générale, les statisticiens, puristes, soulignent les difficultés méthodologiques ou terminologiques liées à l'établissement d'indicateurs globaux. La notion d'enseignement, par exemple, peut faire l'objet de débats infinis.

Is ont également pointé l'une des grosses ombres au tableau noir des experts : l'absence d'indicateurs concernant les acquis des élèves. « À quoi sert de produire des indicateurs sur des systèmes d'enseignement », s'est interrogé un expert canadien, si l'on ne peut mesurer l'efficacité de ces systèmes en termes d'apprentissage ? Le groupe de travail sur les indicateurs d'acquis scolaire, bien qu'ayant mené une intéressante étude comparative sur les systèmes d'évaluation de dix-sept pays de l'OCDE (tests, examens, évaluation type CE 2-6 en France...), n'a pu définir clairement, faute de comparabilité, un panel d'indicateurs spécifiques. Au contraire, il a pu mettre à jour les différences d'exigence en la matière selon les pays : l'expression écrite « à la française », par exemple, étant quasi absente du cursus scolaire américain, avant l'enseignement supérieur.

JEAN-MICHEL DUMAY  
Lire la suite page 14

(1) Les premiers indicateurs ont été établis par l'OCDE sur la base de données 1988.

### Les socialistes corrigent leur copie

Depuis le « grand service public unifié » en laïc jusqu'à l'apprentissage en passant par « l'édifice républicain », les socialistes ont tout tenté, en une dizaine d'années, pour sortir du guépier de l'éducation nationale. Au risque de donner le tournis à une gauche déboussolée. C'est tout l'intérêt du document de travail élaboré par le secrétariat national à l'éducation et qui vient nourrir la réflexion menée par la PS pour élaborer son « projet ». L'exercice pourra paraître vain aux blasés. Il est pourtant révélateur du chemin parcouru.

L'ambition est triple : faire de l'éducation un « passeport pour l'emploi », réusir une « nouvelle décentralisation », enfin construire, par l'école, la « citoyenneté de l'an 2000 ». Ainsi, pour qualifier tous les jeunes, le document du travail du PS note carrément que l'enseignement technique ne pourra assumer seul l'effort nécessaire ; il recommande la création, au même niveau que la CAP, d'un nouveau diplôme moins spécialisé, le « baccalauréat général ».

De même, « l'obligation de résultats » à laquelle est désormais conduit le système suppose de casser sans ménagement la « rigidité des rythmes scolaires », de créer dans chaque académie des « médiateurs scolaires » pour assurer l'égalité des chances devant l'information et l'orientation, enfin de ne plus se contenter d'un simple rapprochement entre école et entreprise. Les lycées techniques pourraient ainsi devenir des « centres de formation technique associant des formations initiales et des formations continues autour de réseaux d'entreprises » et fonctionnant en cogestion avec les milieux professionnels.

Quant à la décentralisation, elle doit être relancée avec vigueur. Mais les experts du PS préfèrent modifier en profondeur la gestion de l'ensemble du service public d'enseignement plutôt que d'accentuer la responsabilité des collectivités locales. Le renforcement vital de l'autonomie des établissements devrait, à leurs yeux, s'inscrire dans le cadre de « contrats éducatifs locaux » négociés pour trois ans. Les pistes tracées, on le voit, ne manquent pas de hardiesse.

GÉRARD COURTOIS

## Délicate mise à flot pour l'université de La Rochelle

Annoncée au printemps dernier, la création d'un pôle universitaire fort en Charente-Maritime soulève bien des réticences

LA ROCHELLE

de notre envoyé spécial

L'annonce de la création de la future université de La Rochelle sera intermédiaire entre celle de la femme et celle de l'été. En 1993 au plus tard, la préfecture de la Charente-Maritime sera propulsée, si le bébé est viable, au rang de ville universitaire. Un titre que beaucoup convoitaient jusqu'à la présentation, le 7 mai dernier, par le ministre de l'éducation nationale, du schéma Université 2000. La création de sept nouvelles universités fut alors programmée, quatre en Ile-de-France, deux dans le Nord-Pas-de-Calais, la petite dernière, enfin, dans la cité dont Michel Crépeau est le maire.

L'annonce de cette naissance inattendue n'a provoqué remous et tempêtes. Chez les candidats réalistes, bien sûr, enclins à soupçonner le gouvernement d'avoir choisi ce site pour des raisons politiques. Mais aussi dans bien des grandes villes, qui espéraient pouvoir, grâce à de nouveaux établissements, désengorger leurs universités. Toutefois, la salve la plus étonnante fut tirée par des Poitevins. Si la région Poitou-Charentes obtenait ainsi une seconde université, la capitale régionale, qui avait tout fait pour éviter cette partition, s'est sentie directement menacée. Elle craignait de voir émerger un nouvel établissement au détriment de ses propres formations, de perdre

toute singularité et, pis encore, de voir son prestige de ville universitaire depuis plus de cinq siècles éclipsé par ce petit nouveau turbulent.

« Décision politique », « jalouse d'antirégionalisme », « projet démesuré », « archaïsme de notables », les amabilités échangées, avant l'été, entre les deux villes distantes de 140 kilomètres ont fait croire à une renaissance des guerres picrocholines. De piques en querelles, de débats en bouderies, la hache de guerre est aujourd'hui enterrée au motif de la raison. En octobre, près de trois cents nouveaux étudiants, alléchés par l'annonce et l'environnement, viendront suivre des cours à La Rochelle.

Profil scientifique

Mais la querelle sous-tend encore le processus de création. Sa mise en orbite est confiée, jusqu'à la fin de la période probatoire, à l'université de Poitiers, que certains Rochelais soupçonnent de pulsions infantiles. L'enjeu est de taille. La future université pourrait bien être le reflet de la capacité du système éducatif à répondre à des besoins sans la contrainte du passé, à l'aménagement du territoire et à la coopération entre trois acteurs fort différents : l'État, les universitaires et les élus locaux. Quelques indices démontrent qu'il n'est pas si simple de passer les obstacles.

Ainsi, le profil scientifique

marqué de ce nouvel établissement apparaît autant comme une réponse à un besoin que comme la conséquence de querelles entre universitaires. En effet, le taux de poursuite des études après le baccalauréat dans le « secteur » de La Rochelle, qui compte près de la moitié des bacheliers de l'académie de Poitiers, est l'un des plus faibles de France, 81,2 %, pour une moyenne nationale de 91 %.

Alors que les diplômés de filières scientifiques sont plus nombreux à continuer leurs études, La Rochelle ne parvient à fixer sur place que ceux qui intègrent l'UTUT (Institut universitaire de technologie) installé depuis plus de vingt ans. La situation est d'autant plus préoccupante que Bordeaux, submergé par la croissance de ses effectifs, a décidé de n'accepter en priorité que les étudiants originaires de son académie. Ce constat a entraîné, cette année, la mise en place d'une maîtrise de sciences et techniques (MST) en génie informatique. Elle a attiré quatre cents dossiers d'inscriptions pour vingt-sept places.

Il n'est pas surprenant, par conséquent, que les scientifiques poitevins se soient lancés à bras-armés dans la construction de l'université. De façon symptomatique, c'est M. Guy Renault, doyen de la faculté de sciences, qui a été nommé coordinateur du projet rochelais par le président de l'université de Poitiers. Pour la rentrée 1991, en vue d'un enseignement plus complet dans

les années à venir, des DEUG de sciences sont mis en place. Signe de sa motivation, la faculté de sciences a demandé trente-quatre postes rattachés à La Rochelle. En attendant de les obtenir, l'enseignement sera assuré par des volontaires de Poitiers, de l'UTUT et des agrégés du secondaire déjà sur place. Pour le futur, les scientifiques fourmillent d'idées : MST (maîtrise de sciences et techniques) en matériaux composites ou en génie alimentaire, par exemple, qui ne sont pas présents à Poitiers.

Mais il n'est pas moins évident que le caractère scientifique de La Rochelle est aussi dû au... manque d'enthousiasme des juristes poitevins. Bien qu'ils dirigent un premier cycle de droit sur le site depuis 1974, ils sont extrêmement réservés quant à la création d'une université de plein exercice. Ils n'ont d'ailleurs demandé que quatre postes rattachés sur La Rochelle pour 1992, un nombre ridiculement bas par rapport aux besoins. « Un enseignement de qualité est incompatible avec une dispersion des moyens », martèle M. Dominique Breillat, premier assesseur à Poitiers. Devant aujourd'hui composer avec le statut d'université pour le site délocalisé, il précise que les juristes envisagent pas de développer de deuxième cycle académique à La Rochelle, « pour ne pas faire doublement avec Poitiers ».

Cette théorie de la complémentarité entre les deux villes, si elle

est séduisante, est aussi la grande bannière des Rochelais. « L'université ne doit pas être cantonnée dans des créneaux trop étroits comme les sciences de la mer, le tourisme ou le tourisme », rappelle M. Crépeau, qui refuse aussi le schéma d'un « enseignement secondaire prolongé qui n'aurait de supérieur que le nom ». D'où la nécessité d'instaurer rapidement des deuxième et troisième cycles d'activités des enseignants-chercheurs de bon niveau pour donner à l'université les moyens d'exister par elle-même.

Le financement dépasse les clivages politiques

Le financement du projet a été, paradoxalement, l'occasion de panser les plaies. La volonté conjointe de la mairie de La Rochelle et du conseil général de la Charente-Maritime, dépassant les clivages politiques, a entraîné l'adoption, le plan de financement prévoit, au total, 240 millions de francs pour le développement du pôle universitaire, dont 90 millions versés par l'État, 30 au titre du FEDER (Fonds européen de développement régional), 30 pour la région Poitou-Charentes, le reste étant à la charge de la commune et du département. La ville de La Rochelle fournira une partie de sa quote-part en offrant des terrains situés sur le site des Minimes, à quelques centaines de mètres du centre-ville.

Certains crédits sont déjà affectés entre les différentes filières et

la création de nouveaux bâtiments. A terme, en l'an 2000, les services de la préfecture de la Charente-Maritime prévoient d'accueillir près de dix mille étudiants. Si, dans le cadre du contrat de plan Etat-région signé en 1989, l'Etat a construit un bâtiment pour les DEUG de droit, les premiers cycles de sciences seront, pour les deux années à venir, installés dans des locaux provisoires. Un deuxième restaurant universitaire devrait être mis en service au printemps de 1992, et l'office municipal de HLM va aménager et gérer quatre cents logements étudiants, ce qui permettra de doubler la capacité d'accueil sur le site.

La signature du schéma de développement de l'université, prévue le 3 octobre, devrait permettre de passer un cap. En effet, tant que la programmation n'est pas effectuée précisément, les services du rectorat, les universitaires de Poitiers et les élus ne peuvent passer totalement à la phase de mise en œuvre. Mi-septembre, les différentes parties en présence déploreraient unanimement l'absence de chargé de mission pour la nouvelle université. Sa nomination, imminente, devrait lever une première hypothèque.

MICHELLE AULAGNON



## EDUCATION • CAMPUS

## REPÈRES

**BOURSES.** Environ 255 000 étudiants bénéficient d'une bourse universitaire attribuée sur critères sociaux. L'arrêté du 18 juillet 1991, publié au JO du 18 septembre, fixe les nouveaux montants de ces bourses. Elles augmentent en moyenne de 4,9 % mais les bourses aux taux les plus faibles, en passant de 4 680 francs à 6 210 francs, augmentent de près de 33 %. Près de 50 % des étudiants boursiers bénéficiant d'une bourse au taux le plus élevé. Les bourses du dernier échelon passent de 16 236 francs à 16 740 francs (soit une augmentation de 3 %).

**ESSEC.** M. Jean-Pierre Boisvion, directeur général du groupe ESSEC, a nommé, le 1<sup>er</sup> septembre 1991, M. André-Paul Weber au poste de directeur de l'ESSEC (École supérieure des sciences économiques et commerciales) en remplacement de M. Jean-Claude de Schietera.

[Professeur à l'ESSEC, M. André-Paul Weber a été chargé de cours à l'université de Reims entre 1970 et 1973, et chargé de la prévision au ministère de l'économie et des finances. Depuis 1987, il exerce les fonctions de rapporteur général adjoint au Conseil de la concurrence.]

**FRANCO-ESPAGNOL.** L'institut d'administration des entreprises de l'université de Bordeaux-I vient de mettre sur pied, pour la rentrée, un diplôme d'études supérieures spécialisées (DESS) consacré au commerce et au management franco-espagnol. L'objectif est de former des cadres commerciaux et des gestionnaires pour des entreprises implantées en Espagne. La formation se déroulera sur deux ans et comprendra deux trimestres d'études et un stage de six mois en Espagne.

**PRÊTS ÉTUDIANTS.** La MNEF (Mutuelle nationale des étudiants de France) et trois des neuf SMER (sociétés mutualistes étudiantes régionales de Rhône-Alpes, du Centre-Ouest et de Bourgogne-Franche-Comté) viennent de créer une Association mutuelle de responsabilité et de financement (AMRF) destinée à améliorer le

fonctionnement du système de prêts aux étudiants lancé au printemps par le gouvernement. Ce plan social étudiant, mis en place par la ministre de l'éducation nationale, prévoit en effet un système de prêts sociaux et garantis à hauteur de 25 % par l'État et de 25 % par l'étudiant lui-même. Grâce au concours financier de collectivités locales, l'Association mutuelle pourra apporter une garantie complémentaire de 20 % aux étudiants qui remplissent les conditions d'obtention mais qui se seraient vu refuser un prêt par l'une des quatre banques partenaires du système (Crédit Lyonnais, BNP, Crédit agricole, Crédit municipal).

► Les dossiers de demande sont à adresser, par les étudiants, à l'AMRF, BP 66, 47, av. Paul-Vaillant-Couturier, 94252 Gentilly.

**UNIVERSITÉS 2000.** Les premiers schémas régionaux de développement universitaire, négociés entre l'État et les collectivités territoriales dans le cadre du plan Université 2000, devraient être entérinés lors d'un comité interministériel d'aménagement du territoire (CIAT), probablement le 3 octobre. Mais compte tenu de l'état d'avancement des travaux, très inégal dans les vingt-deux régions, on n'espère guère, au ministère de l'éducation nationale comme à l'ATAR, pouvoir adopter, dès ce premier CIAT, plus d'une dizaine de schémas régionaux.

**VIE LYCÉENNE.** Le décret relatif à la création des conseils académiques de la vie lycéenne a été publié le 16 septembre (Journal officiel du 17 septembre). Présidés par les recteurs, ces conseils sont composés au maximum de quarante membres, dont la moitié sont des lycéens élus appartenant aux conseils de délégués des élèves des établissements de l'académie. Le conseil académique de la vie lycéenne formule des avis sur l'organisation de la vie et du travail scolaire. Il se réunit au moins trois fois par année scolaire.

## Les juristes gardent le cap

Face aux projets de réforme des premiers cycles universitaires, le droit maintient sa spécificité

**L**e droit a résisté. La réforme annoncée des DEUG, visant à dispenser durant les deux premières années de cycle universitaire des formations élargies afin de permettre aux étudiants une éventuelle réorientation, s'est arrêtée aux frontières des sciences juridiques.

Ce n'est pas pour méconnaître le milieu universitaire qui avait largement œuvré en ce sens. L'idée que l'enseignement juridique constitue un corpus à part est, en effet, une idée largement mise en avant par les enseignants de droit.

Doté d'un nombre d'étudiants impressionnant — plus de 155 000 étudiants inscrits et plus de 400 thèses soutenues pour la seule année 1989-90 — cet enseignement a depuis quelques années, avec les nombreux débouchés qu'il offre en plus, PME, PMI et surtout banques et compagnies d'assurance, connu une véritable « crise » quand ce n'est pas pour « service juridique » (1).

## Savoir ou esprit critique ?

Nombre d'enseignants ont alors beau jeu d'arguer qu'il n'est pas trop de quatre années pour enseigner aux étudiants l'essentiel de ce qu'ils doivent savoir pour être de bons juristes. « Chez nous, nous faisons des études juridiques pures », affirme Georges Durry, président de l'université Paris-II (Assas). Pas seulement par attachement à la chose, mais parce que seule une solide formation préparera les étudiants à leurs futures tâches. Et il n'est pas trop de quatre années pour dispenser cette formation.

La réforme était jugée d'autant moins nécessaire que nombre d'enseignants considéraient que la moitié des enseignements de première année est déjà généraliste avec des cours d'histoire du droit, de sciences économiques et de sciences politiques.

Les défenseurs de la réforme objectent, quant à eux, que ces enseignements n'ont rien à voir

avec les besoins nouveaux créés par l'évolution du droit. Avec le développement technologique, et notamment, celui de l'informatique, avec un droit de plus en plus international et communautaire, il devient aujourd'hui, à leurs yeux, impossible au jeune juriste de connaître le droit dans toutes les composantes. En revanche, il apparaît de plus en plus nécessaire que les diplômés aient acquis des bases solides de comptabilité, d'informatique et d'anglais.

« À l'époque où nous étions étudiants, le droit était le droit national et constituait un ensemble stable », affirme Brigitte Stern, professeur à Paris-X. Ce n'est pas le cas aujourd'hui. Le droit s'est complexifié. Il est plus important de développer l'esprit critique, l'esprit d'analyse juridique plutôt que de verser un savoir par rapport auquel les étudiants ne prennent aucun recul. Il faut leur donner les acquis juridiques nécessaires mais il faut aussi leur donner autre chose. Les enseignants qui sont contre la réforme voient le droit comme une technique ou lieu de la voir comme une méthode de réflexion.

Un raisonnement qui n'a pas convaincu le ministère et qui n'ébranla pas les certitudes des adversaires de la réforme. Ceux-ci, en effet, font valoir que cet « outre

chose » en plus que les juristes doivent aujourd'hui connaître est acquis lors de leur(s) année(s) de spécialisation, au cours d'un DEA, d'un DESS ou d'un magistère.

## Un transfert très difficile

Reste la question des modules. Les professeurs de droit n'y semblent pas davantage favorables. Ceux qui ne seraient pas tout à fait hostiles au principe soulignent cependant les énormes problèmes d'organisation matérielle que leur mise en place susciterait. « Nous avons des effectifs pléthoriques de 3 000 à 4 000 étudiants », explique Yves Jegouzo, directeur du département de droit de Paris-I. Nous ne pouvons pas fonctionner comme une grande école qui a des effectifs réduits. Les examens font déjà perdre un temps fou, notamment, à cause de la deuxième session, nous ne commençons les cours que le 15 octobre. Vous pouvez imaginer le désordre si, en plus, chacun allait à une vitesse différente des autres !

Surtout, la plupart des enseignants soulignent que leur clientèle est très peu concernée par les problèmes de réorientation qui peuvent exister dans d'autres disciplines. Les étudiants qui choisissent des études de droit ne manifestent pratiquement jamais l'envie de

changer pour un DEUG de sciences économiques, soulignent-ils. Le niveau de mathématiques exigé en sciences économiques rendrait, de toute façon, le transfert très difficile. « Chez nous, ce cas de figure n'existe pas », affirme Georges Durry. Il y a chez les étudiants d'AES (administration économique et sociale) quelques étudiants qui, après deux mois, sont rebutés par le niveau de mathématiques exigé et voudraient aller vers le droit. Ces cas posent un réel problème car il est impossible, en l'état actuel, de les accueillir en droit après deux mois. Mais leur nombre est infime.

Autant de raisons grâce auxquelles le droit aura réussi à faire entendre la différence, à maintenir sa spécificité, voire sa teneur.

VERONIQUE MAUMUSSON.

(1) A noter, à cet égard, la publication, dans la collection « Vos études » du Monde Éditions, d'un guide des formations juridiques qui analyse l'évolution de cette discipline, l'augmentation de ses effectifs et de ses débouchés et la nécessaire adaptation aux attentes des employeurs et en particulier des entreprises. Cet ouvrage présente également l'ensemble des filières de formation, en France et en Europe. Le Droit, par Jean-Paul Meyronne et Claire Vital-Maurelle, Le Monde Éditions, 122 p., 79 F.

## Les éducateurs spécialisés entre théorie et pratique

La grève qui touche le centre de formation d'Evry pose le problème de la promotion des travailleurs sociaux

« **J**e suis en grève par solidarité, pour que le centre de formation continue d'exister et que d'autres puissent, comme moi, en profiter. » Yves Milcent, trente-trois ans, occupe depuis le 16 septembre, avec quelques camarades et des formateurs, les locaux du centre de formation des éducateurs spécialisés d'Evry (CFE). Élève de deuxième année, il a commencé sa carrière d'éducateur en 1980, dans un quartier de Dreux (Eure-et-Loir), avec en poche... un BEP de comptabilité. Au fil des années, il a multiplié les remplacements dans différents centres spécialisés. « Je n'avais pas de diplôme mais je faisais le même travail et j'avais les mêmes responsabilités qu'un éducateur spécialisé », précise-t-il. Car en France le quart des postes d'éducateurs spécialisés sont tenus par des non-diplômés comme Yves Milcent. Il y a deux ans, ce dernier décide de postuler au CFE, alors ouvert aux éducateurs non titulaires du baccalauréat. « La pratique, j'avais mais pas le recul théorique. J'avais aussi besoin de prouver que je pouvais surmonter mon échec scolaire. »

A l'origine de la grève qui perturbe la reprise des cours se trouve la réforme mise en place, en juillet 1990, par le ministère des affaires sociales et de l'intégration. Elle rend dorénavant obligatoire le baccalauréat ou l'obtention de l'examen de culture générale organisé par les directions régionales de l'action sanitaire et sociale (DRASS), pour tout candidat voulant accéder à la formation préparant au diplôme d'État d'éducateur spécialisé. Bien qu'elle soit en désaccord avec cette réforme, l'association de gestion du centre — l'AGCSSAE — décide de se conformer au texte pour la rentrée 1991 mais elle demande une dérogation lui permettant d'accueillir les non-bacheliers.

Coup de théâtre début septembre : à quelques jours de la rentrée, le ministère lui retire son agrément, mettant en péril l'existence même de l'école. « Le projet pédagogique proposé par l'association de gestion n'était pas conforme avec les nouveaux textes réglementaires entrés en vigueur cette année », déclare M. Michel Thierry, directeur de l'action sociale au ministère des affaires sociales.

Toutefois, pour éviter toute rupture de l'enseignement, la direction de l'action sociale donne son agrément à un organisme concurrent, l'Association gestionnaire de l'institut de recherche et de formation à l'action sociale de l'Essonne (AGIRFAS), qui prend en charge le CFE. Présidé par M. Jacques Rigaudat, conseiller référendaire à la Cour des comptes, elle est composée de représentants des pouvoirs publics et des collectivités territoriales

comme le conseil général de l'Essonne ou la ville d'Evry, d'institutions sociales et de gros employeurs locaux.

M. Bernard Puda, président de l'AGCSSAE, qui continue à défendre l'école aux non-bacheliers, est soutenu par des personnalités comme le pédopsychiatre Tony Lainé, le sociologue Pierre Bourdieu, ou Julien Dray, député de l'Essonne. Il s'interroge sur les motivations du ministère. « À l'heure où le président de la République, comme l'ensemble des forces politiques et syndicales, considère la formation comme un atout pour la France, cette décision institue une véritable sélection par le niveau scolaire. » Selon lui, elle exclut près de huit mille éducateurs non diplômés. Pour l'AGCSSAE, toute l'œuvre de promotion sociale défendue jusqu'à maintenant par le CFE est remise en cause.

CATHERINE DELISLE

## Sous l'œil de l'OCDE

Suite de la page 13

En outre, l'idée même d'évaluation des acquis des élèves n'est pas la même outre-Atlantique et en Europe. Ainsi les Américains attachés depuis toujours au système des QCM (questionnaire à choix multiples) en reviennent depuis quelques années.

Quant aux Européens, à l'instar des projets envisagés en Suède, ils s'efforcent aujourd'hui d'élargir le champ d'évaluation des élèves en y introduisant des critères extra-scolaires.

A défaut de données propres, l'OCDE devrait vraisemblablement être amené à collaborer avec divers organismes privés, comme Education Testing Service (ETS), association privée travaillant pour le compte du gouvernement américain. ETS a en effet

mené cette année dans une vingtaine de pays une étude portant sur les sciences et les mathématiques, dont les résultats sont attendus d'ici à la fin de l'année. Ce qui complèterait ainsi le

## Qui décide, et comment ?

Où et comment sont prises les décisions dans un système éducatif ? Pour tenter de comprendre la liana qui unissent décideurs et acteurs de l'éducation, un groupe de travail franco-européen a été chargé, par l'OCDE, de décrire les systèmes de décision dans les établissements secondaires de onze pays (1).

Le premier constat est sans surprise : lorsque l'État a du poids, les niveaux intermédiaires en ont peu et réciproquement. Plus étendue en revanche, les systèmes décentralisés ne sont pas forcément ceux où les établissements disposent de la plus grande marge de responsabilité. Les résultats de l'étude établissent notamment que, parmi les cinq pays les plus centralisés (Italie, Portugal, Norvège, France et Pays-Bas), trois d'entre eux ont parmi ceux dont les établissements jouissent de beaucoup d'autonomie (Pays-Bas, France et Portugal). « L'existence d'une pluralité de modèles, nient les experts de l'OCDE, semble bien devoir inviter l'opposition simpliste souvent mise en avant entre les systèmes centralisés, où l'État central décide de tout, et les systèmes décentralisés, réputés laisser davantage de libertés aux divers acteurs du système. »

## L'absence de concertation

L'étude confirme, pour la plupart des pays, le poids très important de l'établissement en matière pédagogique. En revanche, les compétences de l'État sont plus diversifiées : la France, la Belgique, la Finlande, le Portugal mettent l'accent sur la gestion du personnel. Les

Pays-Bas et l'Italie sur la gestion des ressources, la Norvège sur la planification.

Par ailleurs, les experts soulignent la diversité des systèmes de prise de décision : soit en pleine autonomie, soit par la bielle de la concertation, soit encore dans un cadre réglementaire rigide. Il apparaît que l'autonomie et le cadre réglementaire constituent les modes de décision les plus courants, la concertation demeurant le parent pauvre des systèmes étudiés. En France, par exemple, plus de 50 % des décisions prises dans l'enseignement primaire et secondaire s'inscrivent dans un cadre fixé par l'administration centrale. Aux Pays-Bas, en revanche — exception à la règle — près de 40 % des décisions sont le résultat de la concertation.

Où cette conclusion réaliste des experts face à l'hétérogénéité des systèmes éducatifs : « La grande diversité des structures de décisions selon le niveau (primaire, secondaire, supérieur) semble indiquer que l'organisation des systèmes éducatifs n'obéit pas à des considérations d'efficacité, mais procède davantage de l'histoire, plus précisément du poids que l'histoire ou les politiques actuelles confèrent à telle ou telle collectivité régionale ou locale. »

J.-M. Dy.

(1) Belgique, Espagne, États-Unis, Finlande, France, Italie, Norvège, Pays-Bas, Portugal, Suède et Suisse.

**UNIVERSITÉ DE PARIS-SORBONNE (PARIS-IV)**  
**FORMATION CONTINUE**  
**COURS D'ESPAGNOL PORTUGAIS DU BRÉSIL**  
Initiation et perfectionnement. Pratique de la langue orale. Le soir à partir de 18h30.  
**INSTITUT D'ETUDES IBERIQUES**  
et latino-américaines  
31, rue Gay-Lussac  
75005 PARIS  
40.51.25.13 de 17h30 à 19h30

**MUSEOLOGIE**  
Nouvelle Option du DEA de « Didactique des disciplines scientifiques »  
Envoyer lettre candidature avant le 10 octobre 1991  
au LAMURAL, 401 C, Université Lyon I  
69622 Villeurbanne  
Tél. : 72-44-82-72

**Ecole d'Architecture de Paris La Villette**  
**Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales**  
**D.E.A.**  
**Diplôme d'Etudes Approfondies**  
**Jardins Paysages Territoires**  
Responsable : Bernard LASSUS  
Augustin Berque, Lucien Chabason, Michel Conan, Pierre Donadieu, Alain Roger  
Renseignements : R.A.P.L.V. 144, rue de Valenciennes, 75019 Paris. Tél. : 40-36-79-70, poste 41  
R.E.S.S. 24, boulevard Raspail, 75006 Paris. Tél. : 49-54-23-21.

**TOUT POUR REUSSIR en MEDECINE ou PHARMACIE**  
Classes préparatoires d'un an après le bac D ou C. Renforcement scientifique approfondi et étude du programme de 1<sup>re</sup> année "à blanc".  
70% à 80% de réussite au 1<sup>er</sup> concours  
CPES 57, rue Charles Laffitte 92200 Neuilly 47 45 09 19

**Le Monde L'EDUCATION**  
SEPTEMBRE 1991  
**ENQUÊTE**  
**ÉCOLE PRIMAIRE LA GRANDE RÉFORME**  
EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

مكتبة الأصل



هكذا من الاجل

## EDUCATION • CAMPUS

### SOURCES

#### POINT DE VUE

### A quoi sert l'école ?

par Jean-Pierre Obin

DEPUIS la Libération, le développement d'un enseignement technique professionnel, le système éducatif français poursuit trois finalités, qui ont été de nouveau affirmées par la loi d'orientation de juillet 1989 : la transmission du patrimoine scientifique et culturel (former l'homme) ; la préparation à l'insertion professionnelle (former le travailleur) ; la socialisation et l'éducation civique (former le citoyen). Certes, depuis les travaux de la commission Langevin-Wallon, de nouvelles analyses ont surgi. Mais, surtout, l'histoire s'est accélérée, à partir des années 70, avec l'arrivée dans les premiers, puis dans les seconds cycles, de l'ensemble des jeunes d'une classe d'âge, faisant apparaître de nouveaux problèmes, pédagogiques et sociaux, difficilement prévisibles à la Libération.

Bien que les structures aient été modifiées (suppression des filières de premier et de second degré, création du collège et du lycée, intégration de l'enseignement technique long...), les finalités assignées dans l'ancien système aux différentes catégories d'établissements n'ont pas été, quant à elles, profondément remaniées. La répartition des rôles est restée en effet sensiblement identique : à l'école primaire incombent : outre les apprentissages fondamentaux - la socialisation des enfants et la formation du citoyen ; au centre d'apprentissage devenu lycée professionnel échoit la formation des travailleurs ; et à l'enseignement secondaire (collèges et lycées) sont dévolues la transmission de l'héritage culturel, la formation de l'homme et la socialisation des étudiants universitaires.

L'arrivée progressive dans le second degré, entre 1965 et 1975, de l'ensemble des enfants de 11 à 15 ans, puis la fusion des lycées et des lycées techniques et la suppression des filières des collèges en 1975-1977, n'ont pas déstabilisé profondément ce partage des tâches. En revanche, l'arrivée, plus rapide qu'il y a vingt ans pour le premier cycle, de la quasi-totalité des classes d'âge dans le second cycle modifie de manière plus profonde les conditions du maintien de cette ancienne division du travail.

#### Le décalage des valeurs

D'abord parce qu'on ne peut repousser une nouvelle fois (vers où ? vers l'enseignement supérieur ?) l'orientation des élèves, et prolonger la durée de la scolarité des jeunes qui occupent un emploi de niveau V ou IV et qui ont besoin pour cela d'un CAP ou d'un baccalauréat professionnel. Pour autant, ces jeunes ne peuvent continuer à être exclus d'un accès à la culture générale et technique, sans laquelle leur formation leur apparaît de plus en plus comme purement instrumentale et socialement dévalorisée.

Ensuite parce que l'arrivée dans les lycées et dans les lycées professionnels des jeunes qui en étaient jusqu'alors exclus - et qui ont de 16 à 22 ans - fait entrer dans des établissements scolaires qui ne sont aucunement préparés à les traiter leurs problèmes, c'est-à-dire l'effet du décalage croissant entre le système de normes, de valeurs, de représentations et de comportements de ces jeunes et celui de l'institution.

Autant dire qu'un système basé sur la communauté de références culturelles entre jeunes et adultes, et qui fondait depuis toujours la relative harmonie des relations de travail dans les lycées et les lycées professionnels, vole en éclats dans

ceux d'entre eux dont la sociologie du recrutement s'est profondément modifiée. Pour ces jeunes - les « nouveaux lycéens » - la « socialisation », la « formation du citoyen » restent largement à construire. Hier cette question ne se posait même pas : les familles des « anciens lycéens » présentaient efficacement en charge ces tâches. Dans les lycées professionnels, la communauté d'appartenance culturelle des élèves et des professeurs (originairement une et les autres de l'« aristocratie ouvrière ») facilitait bien les choses et constituait le point d'appui d'une véritable fonction « réparatrice », c'est-à-dire socialisatrice.

L'évolution nécessaire est donc considérable : il s'agit en effet de passer d'une répartition à une intégration des finalités. On peut dès à présent, et notamment grâce à la crise de novembre dernier, en distinguer trois séries de conséquences.

#### Le rôle-clé des IUFM

D'abord progresse l'idée que la formation culturelle ne peut plus être réservée à une élite. Que tous les jeunes y ont droit. Alors, plus d'impassé, ni sur la philosophie, la littérature, les arts, l'histoire et une langue étrangère pour les uns, ni sur la culture technique pour les autres. Elle forme sur ces fins ne signifie pas que les moyens d'y parvenir sont évidents. C'est justement là qu'intervient le rôle éminent de la pédagogie : comment ancrer par exemple - la philosophie aux élèves de baccalauréat professionnel ? Le collège international devrait dès aujourd'hui se pencher sur cette question.

Ensuite, il s'avère nécessaire de « construire » la formation professionnelle en la préparant dès l'école, et le collège par l'enseignement de la technologie, en la poursuivant par l'engagement des enseignants dans la construction progressive d'une orientation positive, et en l'achevant par la préparation d'un diplôme professionnel.

Enfin, la nécessité d'une formation civique continue suppose non seulement l'acquisition de connaissances et de valeurs communes, mais aussi l'apprentissage et la pratique de la démocratie, en particulier dans la classe et dans l'établissement scolaire. Tous les professeurs sont-ils aptes aujourd'hui à répondre à toutes les questions posées par les élèves, sur leur avenir, leur place dans la société, les valeurs ? A se comporter non seulement comme des adultes « professionnels », mais également comme des adultes « citoyens », c'est-à-dire les « établissements » progressivement dans le jeu social en assumant pleinement, dans leur discours et leur comportement professionnels, les valeurs, les règles et les implications institutionnelles de l'idéal démocratique ?

On mesure combien une véritable intégration des finalités dévolues à l'école nécessiterait de nouvelles compétences pour tous les maîtres. Voilà selon moi la justification principale de la création de centres de formation communs à tous les enseignants que sont les nouveaux IUFM : former des maîtres qui sauront - en tenant compte, bien entendu, de la diversité des niveaux, des situations et des élèves - assumer l'ensemble des composantes de la mission éducative : former l'homme, le travailleur et le citoyen.

► Jean-Pierre Obin est inspecteur général de l'éducation nationale, ancien conseiller technique de Robert Chapuis.

### Feu les « hussards noirs »

SANS fleur ni couronne, la rentrée 1991 est marquée par le mort d'un mythe profondément ancré dans l'incantation républicaine des Français et qui a nourri, depuis près de deux siècles, les grandes heures de l'histoire de l'éducation en France. Dans toutes les académies, en effet, l'ouverture des instituts universitaires de formation des maîtres (IUFM) entraîne la disparition des écoles normales primaires, qui ont formé, façonné même, des générations d'instituteurs, ces « hussards noirs » de l'école de Jules Ferry.

La mythologie fut si forte qu'on avait presque fini par croire que « séminaires laïques » sortis tout armés de la III<sup>e</sup> République naissante, à la fin du dix-neuvième siècle. C'est tout l'intérêt de l'ouvrage que M. Christian Nique vient de leur consacrer : à l'écarter d'une hagiographie nostalgique, ces anciens élèves de l'école normale de Laon, aujourd'hui conseiller technique auprès du président de la République - notamment pour les questions d'éducation - retrace tous les avatars d'une ambition née dans la tumultueuse de la Révolution française, et qui mit un siècle à triompher puis un siècle encore à s'effacer.

C'est le 20 janvier 1795 que voit le jour la première école normale française, hébergée tant bien que mal dans l'opéra de la ville de Laon. Plus d'un millier de candidats se sont pressés de tous la France pour écouter les « jumières » dis-

pensées par les plus grands savants du moment : Lagrange, Voiney, Berthollet, Monge, Garet, Lakanal. Les besoins sont immenses, dans une France où l'analphabétisme touche plus de 90 % de la population. L'enthousiasme pour le projet ne l'est pas moins. La débauche sera d'autant plus brutale : en quelques semaines, « l'école normale » de Paris butte sur mille difficultés, et la rêve s'écroule, avec, en guise d'épilogue, le verdict lancé à la Convention, le 7 floréal de la même année : « Cette école n'a point pris la direction que vous aviez cru lui prescrire et les cours ont plus offert jusqu'ici un enseignement direct des sciences qu'une exposition des méthodes qu'il faut suivre en les enseignant. » Étonnante permanence des débats pédagogiques sur la formation des maîtres.

#### Gouverner les esprits

Dès lors, pendant un siècle, le débat rebondit de crises politiques en changements de cap, du Directoire à la Restauration, de la monarchie de Juillet au second Empire, de la III<sup>e</sup> à la IV<sup>e</sup> République, rythmé par les flux et reflux des libéraux, soucieux de développer l'instruction du peuple et de former des instituteurs de qualité, et les conservateurs de tout poil, attachés à maintenir la tutelle de l'Église sur l'éducation. Aux grandes lois de Guizot, qui décide, en 1833, de créer, sur la

modèle quasi monacal, une école normale dans chaque département, répond la reprise en main par la loi Falloux (1851) de ces dangereuses « pépinières socialistes » que seraient devenues les écoles normales.

Pour Christian Nique, cependant, l'ambition, des décennies durant, reste constante : au-delà de la conquête progressive du droit à l'instruction pour tous, chacun entend faire des écoles normales un levier pour « gouverner les esprits », selon l'expression de Guizot. « Tout au long du dix-neuvième siècle, les écoles normales ont été au cœur des débats politiques. Sous tous les régimes, on a pensé qu'elles pourraient constituer un excellent outil de direction de l'opinion », souligne M. Nique. Et les écoles normales atteignent leur « âge d'or » avec les grandes lois scolaires de la III<sup>e</sup> République, qui font de ces établissements le pilier de l'enseignement primaire, conçu « pour instruire et éduquer le peuple ». Jamais, ajoute-t-il, les écoles normales n'ont été « aussi nécessaires à l'accomplissement d'un programme politique ».

Il faudra près d'un siècle encore, au prix de bien des déchirements et des débats, pour renverser l'ordre des priorités, pour concevoir les écoles normales comme des lieux de formation à un métier, plutôt que comme des centres de diffusion de valeurs et de comportements. Le premier rapport officiel proposant leur suppression et leur

remplacement par des instituts de formation professionnelle recrutant après le baccalauréat date... de 1904 ! C'était, en filigrane et à l'Université en moins, tracer la voie aux IUFM qui viennent d'ouvrir leurs portes. La lenteur de cette mutation démontre, s'il était besoin, la force des enjeux pédagogiques et idéologiques qui sous-tendent l'histoire de la formation des enseignants.

G. C.

► L'impossible gouvernement des esprits, histoire politique des écoles normales primaires, par Christian Nique, Nathan, 1991, 200 p.

► A l'école, l'intégration. - Zones d'éducation prioritaire (ZEP), classes d'accueil pour les enfants non francophones, soutien scolaire hors l'école : la politique de « discrimination positive » menée par l'éducation nationale à l'égard des enfants issus de l'immigration est à un tournant. En collaboration avec la revue Hommes et Migrations, les Cahiers pédagogiques dressent le bilan de vingt ans de réflexion et d'expériences sur le terrain. N° 296, septembre 1991.

► Evaluer les acquis des élèves. - Au moment où a lieu, pour la troisième année consécutive, une évaluation nationale des acquis des élèves de CE2 et de système en français et en mathématiques, la revue Éducation et Formations de la direction de l'évaluation et de la prospective (DEP) du ministère de l'éducation nationale tire les leçons de deux années d'expérience. N° 27-28, août 1991.

## LOCATION LONGUE DUREE

### Pourquoi préférer Renault ?



Numéro Vert  
05 05 20 01  
APPEL GRATUIT

■ Pour votre entreprise, le parc automobile est un authentique outil de travail. La location longue durée constitue aujourd'hui la solution la plus simple et la plus complète pour gérer cet outil avec rigueur tout en maîtrisant les coûts. Chez Renault, des spécialistes de la location

longue durée et de la vente sont là pour vous conseiller. Ils sauront apporter à vos exigences les réponses les mieux adaptées : choix de véhicules, financement, assistance, sans oublier l'accueil, le service et la qualité ■

**Direction Regionale Paris-Ile de France**  
330, Bureaux de la colline. 92213 Saint Cloud

Je souhaite recevoir :

☐ Votre dossier Location Longue Durée

☐ La visite de l'un de vos conseillers

Société :

Nom, prénom :

Adresse :

Tél. :

Fonction :

Nombre de véhicules du parc :

#### COURRIER

##### Fenêtres sur la ville

Les brevets d'enseignement professionnel (BEP) sont passés, corrigés. J'ai surveillé au lycée professionnel de Bondy l'épreuve de français (texte d'Yves Simon : le Voyageur magnétique) : « Que représente la ville pour vous : le territoire des possibles ou un espace de solitude ? » J'ai eu le coup de foudre pour cette copie d'une élève de Bondy, M<sup>lle</sup> Amalia Kalai. Avec son accord, je vous l'adresse. Mieux qu'un article de nos spécialistes (ou au moins aussi intéressant) mais provenant d'une fille de la ville :

« Des babouins, des soris, des jeun, des djellababs, des épices, des odeurs de couscous, frites, cuisines asiatiques, des langues aux consonances aussi nombreuses que variées... Formidable brassage humain, ethnique, la ville repré-

sente autant de fenêtres ouvertes que nous laissons se refermer sans bruit, que nous ignorons, trop souvent.

» On n'ose pas aller vers les autres, quelque chose, qui d'ailleurs n'existe peut-être pas, nous fige dans l'anonymat, nous stoppe net dans notre élan de communication. La peur d'être ridicules ? Pris pour fou ? Ou ignore ? Un peu d'audace de notre part suffirait à briser cet espace de solitude qu'est la ville, suffirait à lui redonner un visage plus humain.

On ne devrait plus attendre que le hasard fasse les choses pour nous, on devrait aller vers les autres. Nous avons tout à notre disposition pour faire d'une ville quelconque chose d'agréable, de gai, et nous n'en profitons pas. Nous nous murons dans notre silence et la ville, dans son espace de solitude, se tait aussi.

ERIC GARNIER  
professeur de lettres en lycée professionnel

ENT POUR REUSSIR M  
DECINE DU PHARMACE  
DUCTION  
ENQUETE  
ECOLE PRIMAIRE  
A GRANDE REFORME



## SOCIÉTÉ

## SCIENCES

Avec un projet de budget en progression de 7 %

## La recherche est confirmée comme une « priorité majeure »

Avec un projet de budget de 51,1 milliards de francs en 1992, en progression de 7 % par rapport à 1991, le domaine de la recherche civile et du développement technologique est confirmé comme « priorité majeure » des crédits de l'Etat, dont le total devrait croître d'un peu moins de 3 % en 1992 (le Monde du 26 juillet). Selon les estimations présentées mardi 24 septembre par M. Hubert Curien, ministre de la recherche et de la technologie, la dépense de recherche et développement devrait atteindre, en 1992, 2,44 % du produit intérieur brut (PIB), contre 2,41 % en 1991. La France se maintient ainsi au quatrième rang pour l'effort de recherche, derrière les Etats-Unis, l'Allemagne et le Japon.

« En maintenant le cap des budgets antérieurs dans un environnement international et économique difficile, la progression du BCRD [budget civil de la recherche et du développement technologique] confirme que la recherche est une des principales priorités de l'action gouvernementale », a affirmé M. Curien. La progression de 7 % annoncée par le ministre pour 1992 est comparable, certes, à celle de 1989 (7,6 %) et de 1990 (7,1 %), ainsi qu'à celle prévue pour le budget 1991 (+ 7,3 %).

Elle oublie cependant les directives budgétaires du 10 mars 1991, qui avaient entraîné une réduction du BCRD de 48,67 milliards à 47,7 milliards. Rapporté effectivement au budget 1991, amputé de près de 1 milliard, le BCRD 1992 connaît donc une progression réelle de 7 %, alors que, par rapport au budget initial de l'an dernier, cette progression n'est en fait que de 5 %.

Consenti pour 55 % (28 milliards) par le ministère de la recherche, ce budget se répartit en trois secteurs : 27,9 milliards de francs sont attribués aux organismes publics et à la recherche universitaire, soit une progression de 8,5 % (+ 9 % pour les dépenses ordinaires de salaires et de formation, + 5,5 % pour le soutien des programmes et le fonctionnement des laboratoires, + 9,7 % pour les autres dépenses d'investissement) ; 17,1 milliards (+ 1,9 %) vont aux grands programmes technologiques (espace, nucléaire, aéronautique) et 6,1 milliards (+ 15,7 %) à la recherche industrielle.

## Le respect des engagements européens

Les crédits d'intervention en faveur de la recherche industrielle ont progressé de 1991 à 1992 (+ 9,6 %), une progression marquée. « Malgré une augmentation de l'effort des entreprises de l'ordre de 10 % par an, les sommes qu'elles consacrent au financement des dépenses de recherche sont encore insuffisantes », a précisé M. Curien.

Le renforcement des mesures incitatives, qui vise notamment à respecter « les engagements en matière de programmes européens (TVHD, programme européen Eurka), s'adresse pour une large part aux PME-PMI, par l'intermédiaire de l'Agence nationale pour la valorisation de la recherche (ANVAR), dont les crédits, portés à 1 140 MF, progressent de 21 %. Une tendance que confirme également l'évolution du crédit d'impôt-recherche, dont le montant, estimé à 4,5 milliards pour 1992 (+ 9,7 %), devrait bénéficier à 8 800 entreprises, soit 800 de plus qu'en 1991.

## L'espace d'abord

En comparaison, l'effort accordé aux grands programmes technologiques s'inscrit dans la continuité. D'un montant de 6 273 MF (6 254 MF en 1991), la dotation budgétaire du Commissariat à l'énergie atomique (CEA) est reconduite, avec une légère diminution en francs constants. L'enveloppe de 8 600 MF attribuée au Centre national d'études spatiales (CNES), calculée au plus strict pour couvrir les besoins nationaux et européens du programme spatial, augmente de 8 % (+ 13 % en 1991). Les crédits consentis à l'aéronautique civile, soit 2 290 MF (- 12,7 %), assurent essentiellement la poursuite du soutien aux programmes en cours (Airbus A-330-340) ou lancés en 1991 (Falcon

2000, moteur d'hélicoptère Ariel 2).

Sur les 27,9 milliards attribués aux organismes publics et à la recherche universitaire, le Centre national de la recherche scientifique (CNRS) se voit attribuer 11 832 MF (+ 8,1 %), l'Institut national de la recherche agronomique (INRA) 2 908 MF (+ 9,2 %), l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM) 2 156 MF (+ 8,5 %). Dans l'ensemble des établissements publics, scientifiques et techniques, la politique de relance de l'emploi scientifique sera poursuivie avec six cents créations d'emplois, réparties pour moitié entre chercheurs et ingénieurs, techniciens et personnels administratifs.

Faisant le bilan, par grands objectifs, de l'évolution des crédits de la recherche au cours des quatre dernières années, M. Curien a rappelé que les moyens d'engagement de son budget, hors recherche industrielle, étaient passés de 35,6 milliards en 1988 à 45 milliards en 1992, soit une progression d'ensemble de 26,3 %. Le programme spatial en fut le premier bénéficiaire (+ 56,7 %), principalement au titre du développement du lanceur Ariane 5, des nouveaux programmes ERS-2 (satellite d'observation de la Terre) et DRTM (télécommunications entre infrastructure orbitale et sol) et de la phase préparatoire aux programmes européens Hermès et Columbus.

Dans le même temps, l'ensemble des recherches de base, la recherche universitaire et les grands équipements scientifiques ont enregistré une augmentation budgétaire de 27,3 %. Les recherches relatives à la santé (+ 35,8 %) et à l'agriculture (+ 31,3 %) ont fait l'objet d'une croissance prioritaire, au détriment des technologies industrielles (+ 5,1 %) et de l'énergie (+ 8,7 %).

CATHERINE VINCENT

## MÉDECINE

Dans l'attente de l'examen du texte par le Parlement

## Une majorité de conseillers ordinaires se prononcent contre le projet de réforme de l'ordre des médecins

L'assemblée générale de l'ordre des médecins qui s'est tenue le 21 septembre à Paris a pris position contre le projet de réforme de l'institution ordinaire qui doit être examiné lors de la session parlementaire d'automne.

On ne réforme pas sans mal ni difficultés une institution cinquantenaire qui fut longtemps dirigée par quelques-uns des membres les plus conservateurs de la profession médicale. Telle est l'évidence à laquelle sont confrontés depuis plusieurs mois déjà ceux qui, à la tête du conseil national de l'ordre des médecins, souhaitent faire évoluer l'institution ordinaire afin que celle-ci ne soit plus, comme ce fut trop longtemps le cas, critiquée, ignorée ou méprisée par une majorité de praticiens. Dernière pièce versée à ce dossier : les conclusions de l'assemblée générale de l'ordre tenue le 21 septembre qui viennent d'être rendues publiques.

A la suite de l'opposition déclarée de quelques-uns de leurs confrères parmi les plus réactionnaires, les docteurs Louis René et Bernard Glorion, respectivement président et vice-président du conseil national de l'ordre des médecins, avaient décidé en juin dernier la constitution d'un « groupe de travail ». Ce groupe, dont les membres ont été élus, devait chercher à prendre le pouls de l'institution ordinaire au vu du rapport rédigé par le docteur Jean Terquem (le Monde du 11 janvier) et de la note d'orientation rédigée sur le même thème par M. Bruno Durieux, ministre délégué à la santé. Après avoir entendu un nombre important de représentants de la profession, le groupe relevait que le problème de la limitation des mandats ordinaires posait le plus de problèmes. « L'amertume ressentie par certains conseillers à la simple idée d'une limitation du

temps ou du nombre de leurs mandats tient plus de la passion avec laquelle ils ont accompli leur tâche que d'un désir innovant de s'ouvrir à un siège ou à une responsabilité », lisait-on dans son rapport.

## Une question du docteur Savy

Ce point de vue devait pourtant être battu en brèche lors de l'assemblée générale tenue le 21 septembre dernier au siège du conseil de l'ordre. Cette assemblée, qui réunissait notamment l'ensemble des présidents et des secrétaires généraux des conseils départementaux et régionaux, avait notamment repoussé par 194 voix contre 62, la limitation prévue de la durée des mandats.

Mais cette même assemblée eut à répondre de manière plus inattendue à une question du docteur Bernard C. Savy, ancien député (apparenté RPR) de la Nièvre, président de l'Union nationale pour l'avenir de la médecine

(UNAM) et bien connu dans la profession médicale pour ses positions extrêmes : « Considérez-vous préférable de refuser le texte actuel de réforme ordinaire du gouvernement ? (1) » Une nette majorité devait alors — non sans paradoxe, au vu des travaux précédents — répondre par l'affirmative. Compte tenu du poids consultatif important de l'assemblée générale, les responsables du conseil national de l'ordre des médecins bésiteront sans doute dans les semaines qui viennent à établir de nouvelles relations officielles avec leur autorité ministérielle de tutelle. Pour autant, on assure auprès de ces mêmes instances ordinaires que la réforme de cette institution sera, quoi qu'il adienne, examinée par le Parlement lors de la prochaine session d'automne.

JEAN-YVES NAU

(1) Il s'agit là de la note d'orientation proposée par le cabinet du ministre délégué à la santé en avril dernier (le Monde du 22 juin).

## ARCHÉOLOGIE

Découvert en Autriche

## L'énigmatique homme des glaces

Le corps desséché d'un homme, trouvé la semaine dernière à environ 3 000 mètres d'altitude sur la glacier autrichien du Similaun (tout près de la frontière italienne), plonge les spécialistes dans la perplexité. D'après un premier examen des objets trouvés avec le corps (une hache, des silex à faire du feu, notamment), l'homme aurait pu vivre à l'âge du bronze, c'est-à-dire il y a quelque quatre mille ans. Si cette hypothèse est confirmée, ce serait la première fois que le corps d'un homme de cette époque est découvert en si bon état de conservation et avec des vêtements. L'homme portait, entre autres, des chaussures de cuir bourrées de paille pour isoler ses pieds du froid.

La réapparition du corps congelé dans un glacier se produit de temps à autre. Dans le plupart des cas, il s'agit de cadavres qui ont été engloutis et conservés dans la glace, et qui sont descendus en quelques décennies jusqu'à la langue terminale du glacier. Dans la cas de « l'homme de Similaun », il s'agit, soit d'une calotte glaciaire qui, de par sa situation et sa forme, ne bouge pas beaucoup, soit d'un lobe de glace morte isolé depuis longtemps de son glacier d'origine, coincé dans un creux de la topographie et donc pratiquement immobile. Quoi qu'il en soit, la chaleur des quatre derniers étés explique que la glace superficielle se fonde au point de déloger le corps.

Dans la banlieue de Rome

## La basilique du pape Marc aurait été mise au jour

Morie-Claude Decamps a été nommée correspondante du Monde à Rome en remplacement de Patrice Claude. Nous publions ci-dessous son premier article.

## ROME

de notre correspondante

L'endroit, un lieu dit dans la banlieue de Rome, situé entre la via Appia Antica et la via Ardeatina, près des catacombes de Saint-Calixte, s'appelle « Quo Vadis ? ». C'est là que, dit-on, saint Pierre, décidé à quitter la ville parce que déçu par les persécutions contre les chrétiens, aurait vu le Christ lui demander « Où vas-tu ? » (« Quo vadis ? ») et aurait rebroussé chemin, allant ainsi vers son martyre.

La zone, mille fois ratissée par les archéologues, semblait ne plus offrir de surprises. Pourtant, au début du mois, en soignant, pour le compte des Pères salesiens tout proches, des plantes médicinales maigrissées par la sécheresse, Tarcisio Gazzola a remarqué que l'herbe, plus rare par endroits, dessinait d'étranges courbes sur le sol. Sans s'en douter, il venait de faire une découverte archéologique de première importance. Celle d'une basilique paléochrétienne de l'époque de l'empereur Constantin.

Après quelques moments de surprise et d'incertitude, le 10 septembre, le géomètre appelé sur les lieux levait les derniers doute : à 1,20 mètre sous terre, suivant exactement le tracé dessiné sur la surface herbeuse, il relevait le plan d'une basilique de forme particulièrement rare, dite « à déambulatoire » ou en forme de cirque romain. L'édifice, dont les murs ont 90 centimètres d'épaisseur, est long de 66 mètres et large de 27. Il a la particularité de posséder des nef latérales qui tournent autour de l'abside.

Il n'existait, pour le moment, que cinq basiliques de ce type recensées

aux abords de la ville, dont la basilique Saint-Sébastien sur la via Appia, Saint-Marcellin et Saint-Pierre sur la Labicana ou encore, plus connue, Sainte-Agathe sur la Nomentana. Toutes datent de l'époque de Constantin et, semble-t-il, étaient « complètes » avec des catacombes.

La fonction de la basilique était essentiellement d'offrir un espace à la liturgie eucharistique liée aux cérémonies funéraires ainsi qu'au culte des martyrs auxquels elle est très souvent dédiée et dont elle jouxte les tombes.

Les basiliques à déambulatoire sont toutes datées entre 313 et 337, soit durant le règne de Constantin. Trois d'entre elles seraient même dues à son initiative personnelle ou à celle des membres de la famille impériale. Encore fallait-il identifier les ruines de « Quo Vadis ? ». Ce serait chose faite, d'après Vincenzo Ficchi Nicolai, l'inspecteur de la commission pontificale d'archéologie sacrée qui a mené l'enquête et l'a d'ailleurs racontée par le menu sur une pleine page de l'« Osservatore Romano » de la semaine dernière.

Il s'agirait ainsi, explique M. Nicolai, de la basilique du pape Marc, que ce dernier fit construire en 336 avant d'y être enterré. Là encore, selon certains textes antiques certifiés, l'empereur Constantin aurait fait une donation pour la construction de l'édifice. Celui-ci devait rester en service jusque vers le Haut Moyen Âge. On perd ensuite sa trace.

Reste à confirmer ces hypothèses. Dans les prochains mois, la commission pontificale d'archéologie sacrée va entreprendre des fouilles destinées à prouver l'existence de la nécropole souterraine adjacente, dont on suppose la présence, et à montrer qu'il s'agit bien, enfin, de la fameuse basilique du pape Marc.

MARIE-CLAUDE DECAMPS

Une « banque de sperme » non autorisée

## Le préfet des Bouches-du-Rhône ordonne la cessation d'activité de Nature et Fertilité

Après avoir constaté, mardi 24 septembre, au cours d'un contrôle effectué par des médecins de la direction départementale des affaires sanitaires et sociales des Bouches-du-Rhône, que l'association marseillaise Nature et Fertilité se livrait à une activité de banque de sperme sans en avoir l'autorisation administrative, le préfet du département, M. Claude Bussière, a demandé la cessation immédiate de ses activités.

Dans un communiqué rendu public mardi 24 septembre, le directeur général de la santé, le professeur Jean-François Girard, indiquait que le cas particulier de l'association Nature et Fertilité était connu de l'administration. « Cette association, précise-t-il, n'a pas reçu l'agrément d'exercer des activités biologiques de procréation médicalement assistée et n'a pas sollicité l'autorisation administrative prévue par l'article 757 du Code de la santé publique. (...) Son directeur technique ne peut plus se prévaloir de l'agrément régulièrement obtenu en 1990 lorsqu'il exerçait dans un laboratoire d'analyses médicales localisé à la même adresse que pour les activités de procréation médicalement assistée exercées dans ce laboratoire ».

Le docteur Jean-Pierre Desfrin et les autres responsables de Nature et Fertilité risquent, en vertu de l'article L. 761-17 du Code de la santé publique, une peine de deux mois à un an de prison, ainsi qu'une amende de 2 000 à 40 000 F.

Les suites de la polémique concernant la découverte du virus

## M. Curien envisage une modification de l'accord franco-américain sur le sida

Un membre du gouvernement, en l'occurrence M. Hubert Curien, ministre de la recherche et de la technologie, s'envisage publiquement pour la première fois, mardi 24 septembre, la nécessité d'une renégociation de l'accord franco-américain sur le sida (le Monde du 20 septembre). M. Curien, en effet, déclare qu'« une part de vérité nouvelle vient d'être mise au jour [NDLR : par les déclarations d'un des adjoints du professeur Robert Gallo, le docteur Mikulas Popovic]. Notre sentiment est que, ce nouveau constat des faits est bien différent des faits connus au moment de la signature de l'accord franco-américain, nous devons, sans doute, tout naturellement, envisager une révision de cet accord ». M. Curien ajoute : « Il est évident que les meilleurs scientifiques aient à faire face à des questions de cette nature. Ce sont des mesures que personne ne souhaite voir se répéter si peu que ce soit ».

M. Mikulas Popovic, qui était en 1984 chef virologue dans le laboratoire du professeur Gallo, a déclaré aux enquêteurs du National Institute of Health (NIH) avoir été contraint de modifier, à la demande de son patron, le texte initial de l'article annonçant la découverte du « virus américain » du sida (le Monde du 18 septembre). Le professeur Gallo lui aurait demandé à cette occasion de ne pas faire référence au virus du sida envoyé quelques mois plus tôt au NIH par le professeur Luc Montagnier (Institut Pasteur de Paris).

LE LIVRE DU JOUR

MARABOUT

200 QUESTIONS A MON AVOCAT

مكتبة من الأصل



حکذا من الامم

Le Monde

SECTION 5

# ARTS • SPECTACLES

## Fontevraud, patrimoine et musique

« Pourquoi installer des Disneylands en France alors que nous avons des monuments historiques ? », demandait naguère un homme politique. « Le patrimoine, c'est notre pétrole », affirmait-il encore. Jack Lang célébrait, le temps d'un colloque à la Sorbonne, le mariage de la culture et de l'économie. Les élus locaux ont retenu ce discours. Cela nous a valu quelques projets intéressants. Le Conseil général du Gard envisageait de transformer les abords de son célèbre Pont en centre « gallo-romain », avec villas « d'époque ». Celui du Lot-et-Cher voulait édifier lui aussi son centre — mais consacré à la Renaissance — aux portes de Chambord. La municipalité du Mont Saint-Michel — 70 habitants, 70 commerçants — se bat pour faire couler aux pieds du Mont un flot de bitume histoire d'atténuer la fatigue des visiteurs qui pourraient ainsi garer leurs véhicules sous les remparts.

Ces projets sont restés dans les cartons mais ne demandent qu'à ressortir sous une autre forme. Si la culture est en passe de devenir une composante de l'économie, le tourisme en est depuis longtemps un chapitre et les monuments historiques, pour trop de collectivités territoriales, ne sont toujours que les faire-valoir de l'hôtellerie.

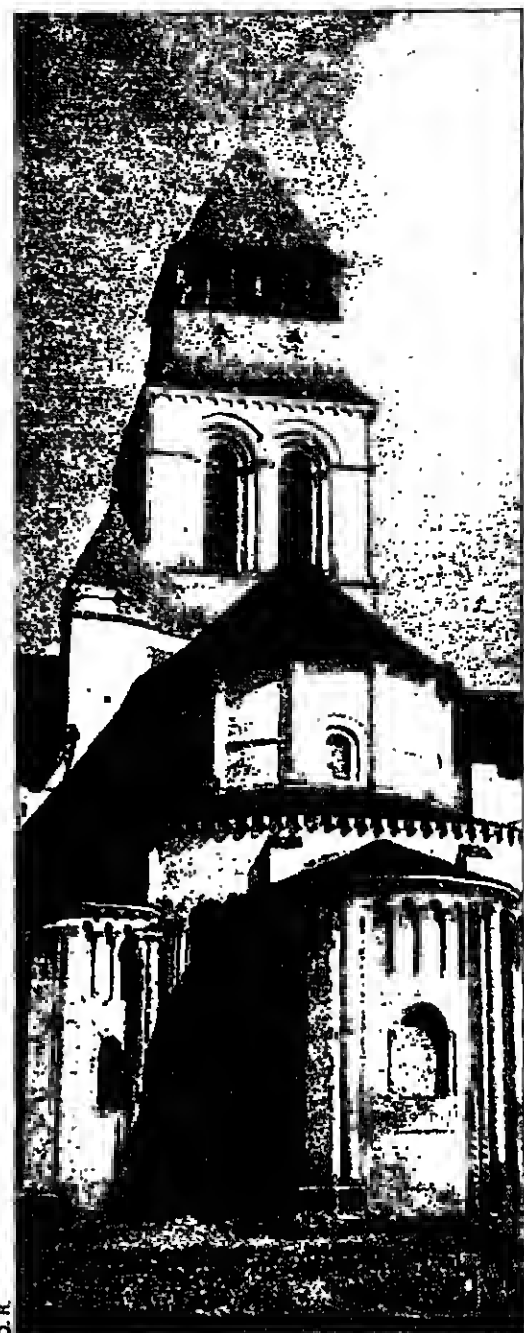
Pourtant, c'est vrai, la restauration et l'entretien de notre patrimoine ne peuvent être entrepris sans contreparties. Il faut trouver une affectation aux bâtiments rénovés souvent à grand frais, une adéquation entre la forme, l'histoire, l'esprit du lieu et une activité qui ne peut être quelconque. A Fontevraud, dans le Maine-et-Loire, après quelques tâtonnements, la solution semble trouvée. La vieille abbaye se prête magnifiquement à une promenade à travers huit siècles d'architecture.

Les classes du patrimoine font déjà ici de fréquents séjours. La multiplicité de ses salles, maintenant équipées, la présence d'un hôtel dans ses murs, permettent la tenue de colloques et de séminaires. Fin novembre, les « Entretiens du patrimoine » s'y dérouleront. L'an prochain, le prince de Galles devrait y organiser des rencontres autour de l'architecture. Enfin, une programmation ambitieuse doit transformer l'abbaye en centre musical ouvert toute l'année. L'étonnante variété de ses volumes et de ses espaces autorise des concerts de toutes sortes, de la polyphonie médiévale aux expériences les plus contemporaines.

Le ministre de la culture va d'ailleurs tenter ici une expérience qui pourrait être exemplaire. Dans quelques semaines, Jack Lang doit signer une convention avec le Centre culturel de l'Ouest, une association de droit privé financée par la région des Pays-de-Loire. Au terme de celle-ci, l'Etat continuera d'assurer la restauration des bâtiments et confiera la gestion de l'abbaye à l'association. A elle de trouver les moyens de redonner vie aux convents.

Mais il ne s'agit pas, ici comme ailleurs, d'adapter le patrimoine culturel de notre pays aux besoins des touristes et aux stratégies hôtelières, de répondre aux défis de Disneyland en remplaçant Mickey par Astérix. Le nouveau destin de l'abbaye de Fontevraud sera particulièrement suivi. Cette expérience, qui mêle financements publics et gestion privée sur fond de décentralisation appliquée à un monument historique, est peut-être la réponse attendue par les responsables du Patrimoine.

E. de R.



## Un passé plein d'avenir

L'abbaye de Fontevraud fut fondée dans les premières années du douzième siècle par Robert d'Arbrissel. Elle s'agrandit au fil des siècles. Prison de 1894 à 1963, elle est aujourd'hui en cours de restauration. Mais l'affectation de ces énormes bâtiments est un problème. L'Etat va signer une convention au terme de laquelle sa gestion sera confiée à une association privée. Une première en France.

PARFOIS, l'excessive richesse patrimoniale d'une région n'est pas loin de ressembler à une malédiction. Restaurer les vieilles pierres passe encore, mais il faut ensuite les entretenir et leur donner une affectation, souvent hasardeuse, génératrice de gouffres financiers. Cette menace planait sur l'abbaye de Fontevraud, cité monastique fondée par Robert d'Arbrissel vers 1100, située en Maine-et-Loire, à proximité de Saumur. Alors que ses « sœurs » de Clitoux et Chigny n'ont presque totalement disparu sous la pioche des démolisseurs, que Chateaux est toujours occupée par une prison qui a dévoré ses murs, Fontevraud est à ce jour le plus grand ensemble conventuel français encore debout : une enceinte de 14 hectares, 3 hectares de toitures, près de 100 000 mètres carrés de planchers.

La première mission de l'Etat français, propriétaire des lieux, est donc de préserver, mais surtout de restaurer, cette suite de bâtiments qui ont classiquement souffert des soubresauts de la Révolution et de leur transformation, dès le premier Empire, en centrale pénitentiaire — ce qui leur évita d'être transformés en carrière de pierres. Restauration longue et coûteuse : depuis 1963, date du retour de l'abbaye à la vie civile, celle-ci est en chantier. Tous les ans, depuis 1984, le ministère de la culture lui affecte 8 millions de francs,

budget complété par 2 millions versés par les collectivités territoriales (essentiellement la région des Pays de la Loire). A ce rythme, Fontevraud devrait être entièrement rénovée d'ici vingt-cinq ou trente ans.

Déjà, de larges parties sont ouvertes au public : l'église abbatiale, chef-d'œuvre de l'architecture romane avec les gigantesques souverains Plantagenêt, plusieurs cloîtres et dortoirs, la salle capitulaire, le chauffoir et la monumentale cuisine. Par ailleurs, les fouilles archéologiques vont bon train. Elles ont permis la découverte, sous le cloître Saint-Lazare, d'un retable dont il ne manque qu'un tiers et de fragments importants d'un Jugement dernier de style roman.

La Caisse nationale des monuments historiques a la charge de gérer ce patrimoine aujourd'hui visité, chaque année, par cent quarante mille personnes. La simple promenade à travers des salles vides — si belles soient-elles — lui a semblé insuffisante. Aussi le Centre culturel de l'Ouest, association de droit privé dont le président est Olivier Guichard, président du conseil régional, s'y est-il installé, avec l'ambition d'animer ces pierres. Ses parrains en sont les trois régions avoisinantes (Pays de la Loire, Centre, Poitou-Charentes), le département de Maine-et-Loire et les communes de Saumur et de Fontevraud.

Aujourd'hui, un contrat est sur le point d'être signé entre le ministère de la culture et l'association. Une première en France. Le premier va déléguer à la seconde la gestion des bâtiments, la responsabilité de l'accueil des visiteurs, l'animation et la promotion de l'ensemble de l'abbaye. L'équipement (mobiliers, chauffage, fluides, etc.) — de l'ordre de 3 millions de francs par an — est pris en charge par la région. L'Etat continuera d'assurer la rénovation, la conservation et la sécurité de l'abbaye.

L'association a trois buts. Le premier est d'initier le public à l'architecture, ce qui est relativement aisé puisque la construction des bâtiments s'étale du onzième au dix-neuvième siècle inclus. Les élèves des classes du patrimoine peuvent être logés sur place pour de courts séjours. Le deuxième est d'accueillir les chercheurs : la diversité des espaces autorise toutes les configurations de séminaires et de colloques, de quelques dizaines de

personnes à plusieurs centaines. Et, pour abriter les congressistes, le cloître Saint-Lazare, entièrement rénové, a été converti en hôtel — cinquante-deux chambres soigneusement meublées, un restaurant, des salons et une salle d'exposition. Cet hôtel, affermé à la Société de tourisme internationale, est désormais ouvert au commun des touristes (STI).

Faire de Fontevraud un centre musical est la dernière ambition de l'association. Fort des qualités acoustiques variées offertes par les différentes salles de l'abbaye, René Martin, responsable des festivals de La Roque-d'Anthéron et de la Grange de Meslay, a accepté de prendre en charge sa programmation musicale (lire l'entretien avec René Martin page 19).

Ces transformations à vue n'ont pas manqué de soulever quelques problèmes entre les mille deux cents habitants de Fontevraud et les responsables de l'abbaye. Certains résidents sont encore traumatisés par la fermeture de la prison, qui a fait perdre deux cents emplois au bourg. Beaucoup de Fontevrauds désignent encore l'abbaye sous le nom de « la Centrale ». Elle les faisait vivre alors que les nouvelles activités du centre n'ont guère de retombées directes sur leur ville, une vingtaine d'emplois tout au plus. Lorsqu'il a été question de réhabiliter le vaste jardin, jadis à la française, séparé de l'abbaye par la largeur d'une rue encaissée, le maire, Dominique Dauge, a mis son veto au projet de passerelle qui devait relier l'abbaye à ses anciennes dépendances. Il craignait que le circuit d'entrée ne soit modifié à la faveur de cette liaison et que les touristes n'évitent ainsi le centre-ville, donc les commerces. La création d'une hôtellerie au sein du cloître Saint-Lazare fit aussi grincer quelques dents. Aujourd'hui, la position du maire a évolué, comme celle de ses administrés. « Notre commune n'est pas agricole, estime-t-il, l'industrie y est inexistante, nous abritons encore une petite garnison, un régiment de chasseurs et un régiment de chars de combat, le 307<sup>e</sup>, celui du général de Gaulle, mais ce n'est pas suffisant. Nous devons résolument nous tourner vers le tourisme. L'abbaye est devenue un atout essentiel pour le développement de notre communauté. »

EMMANUEL DE ROUX  
[Lire nos articles pages 18 et 19.]

### ARTS 20 et 21

« Rembrandt » à Berlin  
« Pop Art » à Londres

### DISQUES 27

Joan Sutherland,  
la voix du siècle

### DANSE 28

Octobre en Normandie,  
festival régionaliste,  
chorégraphique et musical

Lire pages 22 à 26 la sélection  
des rendez-vous de la semaine

LOUVRE  
Auditorium

## Premières à Paris

Cycle de concerts le mercredi à 20 h 30

Automne 1991

2 octobre

Thomas Hampson, baryton  
Graham Johnson, piano

9 octobre

Peter Jablonski, piano

21 novembre

Melvyn Tan, pianoforte

27 novembre

Elizabeth Laurence, mezzo-  
soprano  
Quatuor Cherubini

réservation : (1) 40 20 52 29  
information : 36 15 Louvre



## QUESTIONS AUTOUR D'UNE RESTAURATION

## Le cloître ou la cellule

Fontevraud est en chantier. Un chantier qui dure depuis huit siècles. Ici tous les styles s'affrontent, se chevauchent, du roman le plus pur au néoclassicisme du dix-neuvième siècle. Un casse-tête pour les architectes des Monuments historiques chargés de suivre la restauration de l'abbaye.

EN 1101, Robert d'Arbrissel, prêtre remuant, érudite intermittent, prêcheur contestataire, encombré d'une troupe bigarrée de disciples que la hiérarchie ecclésiastique trouve peu recommandable, se fixe à Fontevraud, un vallon désert à la limite de l'Anjou et du Poitou. Quinze ans plus tard, avant de mourir, il place sa communauté sous l'autorité d'une abbesse. Jusqu'à sa dissolution, l'ordre mixte qu'il a fondé sera ainsi soumis à une femme. Les premiers bâtiments, élevés au douzième siècle, strictement séparés les uns des autres, reflètent la division de l'ordre. Chacun a son cloître : le Grand Moutier pour les hommes, la Madeleine pour les « femmes repenties », Saint-Jean-de-l'Habit pour les hommes, Saint-Lazare pour les lépreux. En 1119, le pape Calixte II consacre l'église abbatiale. Les Plantagenêts, dynastie angevine qui contrôlera bientôt l'Angleterre et tout l'ouest de la France, combloient l'abbaye de faveurs. Une soixantaine de prières se rattachent à Fontevraud, qui compte cinq cents moniales et une centaine d'hommes. Henri II et sa femme, Aliénor d'Aquitaine, seront enterrés dans l'abbatiale. Leur fils Richard Cœur de Lion également.

Après la crise de la guerre de Cent Ans, l'ordre est réformé par Marie de Bretagne (1457-1477). Ce qui entraîne des modifications architecturales nombreuses. Embellissements et campagnes de construction se succèdent aux seizième et dix-septième siècles. Sous la houlette d'abbeses issues bien souvent de la famille de Bourbon, l'abbaye connaît une période particulièrement faste. Au début du dix-huitième siècle, l'arrivée des filles de Louis XV est l'occasion d'ultimes travaux. La Révolution fait disparaître le cloître des hommes et démantèle en partie la Madeleine. Mais l'administration pénitentiaire, à partir de 1804, entreprend des travaux importants pour transformer l'abbaye en prison (lire l'encadré ci-dessous). Vers 1840, Mérimée fait classer l'abbatiale et la cuisine. Celles-ci sont rénovées dans les premières années du vingtième siècle alors que la centrale fonctionne encore. Pendant huit siècles, on a donc, pratiquement sans relâche, construit, transformé et aménagé l'abbaye de Fontevraud.

Quand, en 1963, le ministre de la justice transfère sa propriété à celui de la culture, des questions se posent : que va-t-on restaurer et comment ? Les bâtiments doivent-ils retrouver leur état d'origine, mais dans ce cas, lequel privilégier ? Une certitude pour les monuments historiques, à cette époque : le souvenir de la prison doit disparaître. Effectivement, les bâtiments parasites sont presque tous mis à bas. Le quartier cellulaire en particulier, avec ses étroites cours en éventail. Les lourdes portes des cellules sont détruites, les graffiti laissés par des générations de détenus sont effacés. Seules subsistent la banale caserne qui masque l'abbatiale, l'impressionnante

porte ornée de pointes de diamant et ses deux pavillons, construits par Charles Normand dans les premières années du dix-neuvième siècle – bel exemple de l'architecture néoclassique, – une aile du cloître Saint-Lazare et quelques appartements imbriqués au cloître de la Madeleine.

Certains regrettent aujourd'hui cette hâte. La prison fut un moment important de l'histoire de l'abbaye, il importait que des traces en soient conservées. On a récupéré ici ou là, dans des décharges, de rares éléments mobiliers de cette période. Quelques cellules disciplinaires sont encore en place. C'est tout. Pierre Prunet, l'architecte des Monuments historiques qui suit les travaux, avoue d'ailleurs sa répugnance à perpétuer des éléments de l'ère pénitentiaire. Le grand cloître, par exemple, est surmonté d'une galerie couverte, percée de fenêtres en demi-lune, construite pour les besoins de la prison. Elle devra disparaître. « Cette structure alourdit considérablement le cloître et, de plus, occasionne des désordres architecturaux au bâtiment tout entier », affirme Pierre Prunet, suivi par la majorité de la commission des monuments historiques. Bruno Foucard, qui avec Alain Erlande-Brandenburg, Georges Duby et Léon Pressouyre fait partie du comité scientifique de Fontevraud, le déplore. En revanche, l'architecte veut respecter scrupuleusement les différentes étapes de la construction. Tâche parfois difficile quand les époques se chevauchent. Le chauffoir du Grand Moutier a retrouvé son état du seizième siècle, mais dans la porte romane conservée une « fenêtre » permet de voir les trois niveaux successifs occupés par la salle depuis sa construction au douzième siècle.

D'autres incriminent une restauration trop poussée, proche de la « reconstitution ». Les pierres trop abîmées sont effectivement changées : « Nous n'avons pas d'autres solutions que de remplacer les pierres décomposées. Nous utilisons le même tuffeau, un matériau très tendre et donc fragile, pour les parties visibles. Mais une pierre de Charente plus dure pour ce qui n'est pas visible », explique Pierre Prunet. Les archéologues, enfin, accompagnent le chantier de restauration. En explorant les sous-sols de l'abbatiale, ils ont découvert des traces d'églises plus anciennes, des gisants en marbre – celui de Raymond VII de Toulouse ? – ailleurs, des réseaux complexes de canalisations, des éléments lapidaires sculptés, une grande quantité d'ossements et des vestiges innombrables de la vie quotidienne de la communauté. Leur ambition était de laisser une partie de ces fouilles ouvertes. Ce qui est difficilement compatible avec la vie du Centre culturel de l'Ouest.

Les archéologues se sont donc repliés sur la Madeleine, où ils entreposent leurs matériaux avec l'espoir de faire ici un musée archéologique. Mais, dans l'abbatiale, une crypte permettra aux visiteurs de parcourir le dédale des fouilles restées ouvertes. Le sol de l'église sera rétabli. Les quatre gisants Plantagenêt, dont la présentation avait fait l'objet d'une intense polémique, retrouveront alors leur place originelle. Pour le plus grand bonheur des Britanniques, choqués par le traitement que la France réservait à leurs anciens souverains.

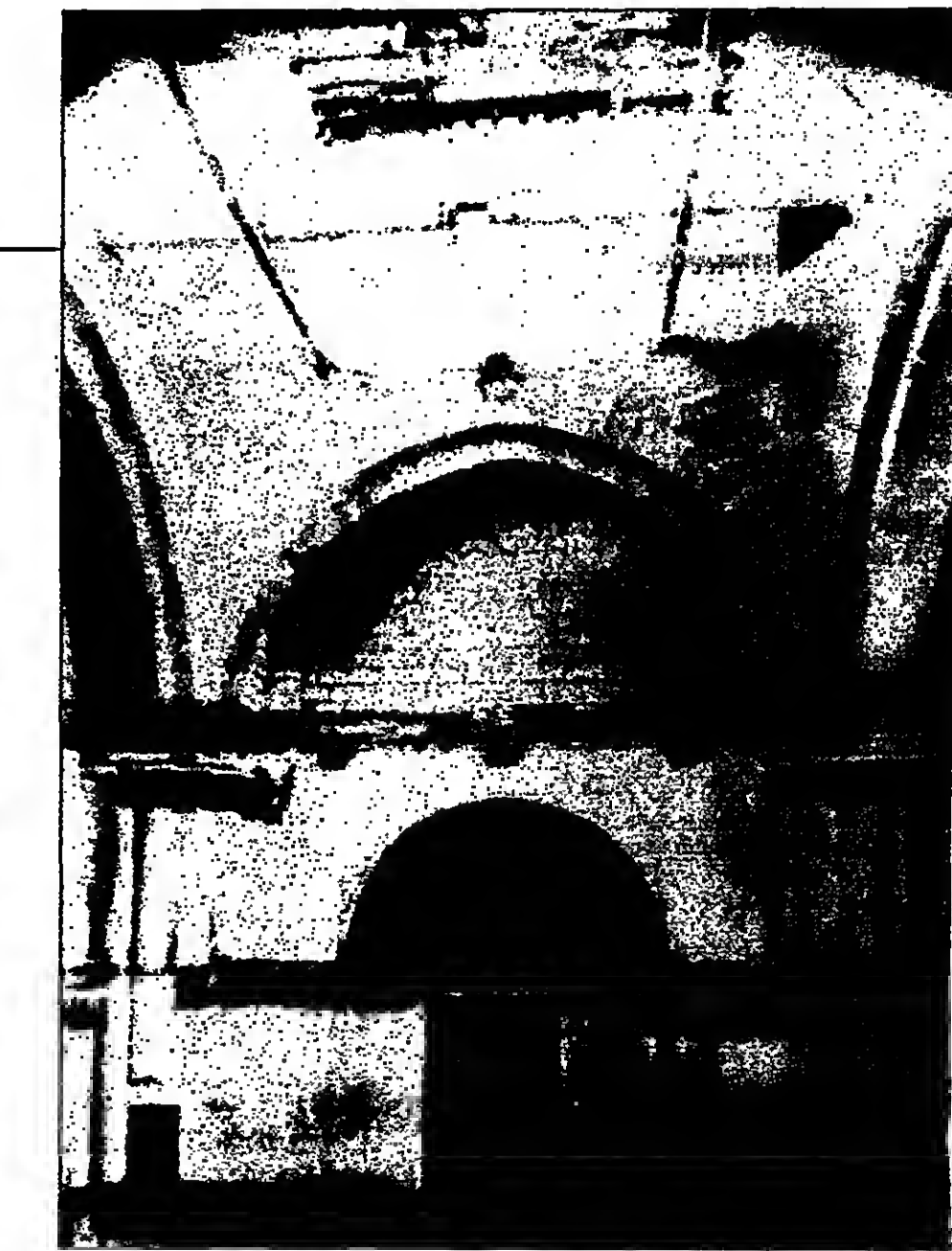
E. de R.

## Derrière

« **D**E toutes les centrales de France, Fontevraud est la plus troublante. C'est celle qui m'a donné la plus forte impression de détresse et de désolation, et je sais que les détenus qui ont connu d'autres prisons ont éprouvé, à l'entendre nommer même, une émotion, une souffrance, comparables aux miennes. Je ne chercherai pas à démêler l'essence de sa puissance sur nous : qu'elle la tienne de son passé, de ses abbeses filles de France, de son aspect, de ses murs, de son terre, du passage de ses bagnards partant pour Cayenne, des détenus plus méchants qu'ailleurs, de son nom, il n'importe (...). » Jean Genet ouvre par ces lignes son *Miracle de la rose*, roman dédié à la figure mythique d'un condamné à mort – Harceur – qui vit là ses derniers jours.

Roman, car il semble bien que l'auteur qui a connu bien des geôles au cours de son existence n'ait jamais été interné à Fontevraud. Albert Dichy et Pascal Fouché, qui ont épluché sa biographie et consulté les archives de l'administration pénitentiaire, n'ont trouvé aucune trace d'un passage de l'écrivain dans la centrale du Val-de-Loire (1). En revanche, on sait qu'il passa une bonne partie de sa jeunesse à Matray, colonie pénitentiaire située à quelques kilomètres de là. Et la centrale toute proche était, selon Genet, « le sanctuaire vers quoi montaient les rêves de notre enfance ». Cette fascination adolescente explique sans doute l'hammame rendu plus tard à l'abbaye carcérale.

C'est en 1804 que cette affectation fut trouvée à Fontevraud. Le couvent était vide depuis l'expulsion des nonnes en 1792. Les bâtiments, trop vastes, n'étaient pas trouvés d'acquéreur. Déjà un cloître, celui de Saint-Jean-de-l'Habit, avait été rasé. Les habitants du bourg réclamaient au gouvernement central l'installation dans ces murs d'un hospice pour les nécessiteux. On décida d'y loger une prison. Celle-ci se peupla lentement. En 1814, elle accueillait 469 détenus – hommes, femmes et enfants. Dix ans plus tard, elle faisait le plein. Sa population



La nef de l'abbatiale fut divisée pendant tout le vingtième siècle pour loger les détenus

carcérale oscillera de mille cinq cents et mille huit cents personnes jusqu'au début de la III<sup>e</sup> République. Les femmes quitteront la centrale en 1850.

A cette époque, 75 % des détenus sont des délinquants – surtout d'origine rurale – condamnés pour des petits délits. La durée moyenne de la détention est de trois ans environ. Faute de place, on y entasse les bâtiments. La nef de l'abbatiale est divisée en trois niveaux pour loger dortoirs et ateliers. Des appartements poussent un peu partout. Un mur d'enceinte est élevé, sommé de miradors. Une aile est ajoutée au cloître Saint-Lazare. Celui de la Madeleine est profondément remanié. Une caserne est édifiée

en face de la cour d'entrée, un quartier cellulaire pousse dans la dos du Grand moutier.

La discipline est sévère. Les détenus travaillent en silence, douze heures de rang, dans les ateliers (filature, tissage). La nourriture est plus que médiocre, la mortalité élevée. Après 1890, le nombre des détenus baisse sensiblement pour se fixer autour de huit cents, leur condition s'améliore. Cependant les « cages à poules », cellules individuelles assez proches des « fillettes » de Louis XI, servent toujours à enfermer les « fortes têtes ». Certaines sont encore visibles. « La centrale vivait comme une cathédrale un minuit de Noël », écrit Jean Genet dont les sources sont quand même sûres. Nous continuons la tra-

## les barreaux

dition des moines s'activant la nuit, en silence. Nous appartenions au Moyen Âge.

Plus loin, il note la routine quotidienne : « Lever à six heures. Un gâfe ouvrait la porte, nous allions chercher dans le couloir dallé de pierre les fringues posées la veille avant d'aller se coucher. On s'habillait. Cinq minutes au lavabo. Au réfectoire, on buvait un bouillon, et on partait pour l'atelier. Travail jusqu'à midi. On revenait au réfectoire jusqu'à une heure et demie. A l'atelier encore. A six heures, à la soupe. A sept heures, au dortoir (...). Le dimanche, nous restions aux ateliers, inactifs, à lire quelques fois la nomenclature des abbeses nommées par décret royal, qui régnaient sur Fontevraud. Et pour aller au réfectoire à midi, nous traversions des cours d'une tristesse infinie, tristes par le fait déjà de l'abandon qui voue à la mort des façades d'une Renaissance admirable ».

Le séjour du narrateur se déroule pendant l'Occupation. On peut le dater à quelques notations : les détenus confectionnent des filets de camouflage pour l'armée allemande. A cette époque, quelques dizaines de « politiques » – des résistants rafles dans la région – sont internés dans l'abbaye. Ils bénéficient d'un régime spécial et un brassard les distingue des droits communs. Auguste Blanqui, embaillé dans ces murs sous la monarchie de Juillet, avait eu droit lui aussi à un régime particulier. Après la Libération, quelques collaborateurs coururent à leur tour les cellules de Fontevraud. Le plus illustre d'entre eux fut Charles Maurras, fondateur de l'Action française, qui y resta de 1945 à 1952.

En 1963, la centrale fut fermée. L'administration pénitentiaire maintint quelques années une vingtaine de détenus dans l'ancien cloître de la Madeleine. Ils furent en partie chargés du démantèlement de la prison. Le cauchemar des « matons » se réalisait soudain sous leurs yeux : des prisonniers arrachaient les grilles des fenêtres, faisaient sauter les murs d'enceintes et les cloisons des cellules.

E. de R.

(1) Jean Genet, *essai de chronologie (1910-1944)*, Bibliothèque de littérature française contemporaine.

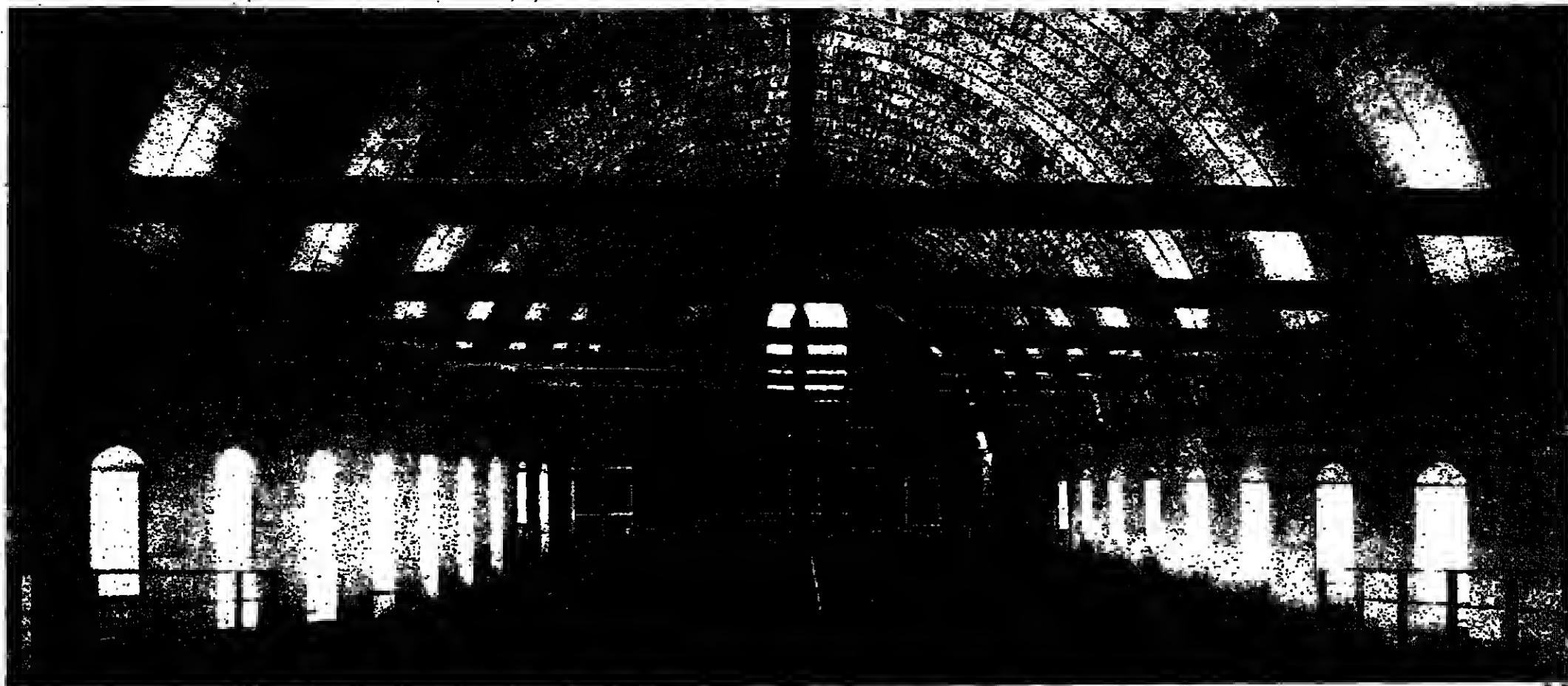
مكتبة الأصل



PATRIMOINE

LA PREMIÈRE SAISON MUSICALE DE FONTEVRAUD

# La pierre qui chante



Le haut-dortoir, aujourd'hui transformé en salle de concerts et de séminaires

Organiser des concerts est un métier que certains font mieux que d'autres. En dix ans, le CREA de Nantes peut s'enorgueillir d'avoir contribué à désenclaver la vie musicale en province. René Martin, son directeur, prend en charge la programmation musicale de Fontevraud, à la demande du Centre culturel de l'Ouest.

**R**ENÉ Martin avait vingt-cinq ans lorsqu'il a organisé son premier concert, à Nantes. C'était en 1976. Son invité ? Le pianiste Wilhelm Kempff. Voilà qui oblige à l'excellence pour le reste de vos jours. Depuis, il a lancé un prestigieux festival de piano, à La Roche-d'Anthéron, invité les plus grandes pointures de la musique à Nantes, organisé des tournées prétendument impossibles qui furent des triomphes publics (*Via Crucis* de Liszt, par la Chapelle royale et Philippe Herreweghe dans des villages de l'arrière-pays nantais : il fallait oser), inventé les défilés week-ends musicaux de La Baule, baigné de musique dans un grand hôtel pour un prix défiant toute concurrence (*le Monde* du 27 mai 1986), repris en main la programmation du Festival de la grange de Meslay à la demande du pianiste Sviatoslav Richter qui lui a, en passant, confié l'exclusivité de l'organisation de ses récitals en France.

Les responsables du Centre culturel de l'Ouest lui demandaient depuis quelque temps d'organiser une saison musicale à Fontevraud. Pas un festival, mais une vraie saison qui se déroulerait tout au long de l'année et ferait rayonner l'un des monuments français les plus

méconnus, bien que situé dans l'une des régions de France les plus visitées (le château d'Azay-le-Rideau est à un jet de pierre).

L'an dernier, Martin a discrètement lancé des ballons d'essais en organisant quelques concerts ; il a fait venir un acousticien et des musiciens pour évaluer la faisabilité du projet. Le public est venu, et l'acoustique de certaines salles s'est révélée si bonne que les interprètes-cobayes ont aussitôt demandé à enregistrer à Fontevraud. Ainsi Gérard Lesne et Il Seminario Musicale, l'Ensemble Organum de Marcel Pérès, les pianistes Philippe Cassard et Henri Barda ont déjà mis des disques en boîte pour Harmonia Mundi et Harmonic Records ; le violoncelliste Luis Claret, les pianistes Alain Planès et Nelson Freire s'apprêtent à le faire, pour Harmonia Mundi et Lyria ; Elisabeth Leonskaia plaide cette idée au près de Teldec, en Allemagne ; Erato est déjà convaincu. D'autres éditeurs sont sur les rangs et viendront, dès l'année prochaine, produire des disques et des vidéo-disques à Fontevraud.

« Si j'ai accepté de mettre sur pied une programmation à Fontevraud, dit René Martin, c'est parce que cette abbaye chargée d'histoire offre une multitude de lieux pour donner des concerts, organiser des séminaires musicaux, mettre sur pied un centre de chant grégorien et bien d'autres choses qui restent à imaginer. Dès que sa restauration sera achevée, l'abbatiale pourra accueillir plus de deux mille auditeurs pour la reconstitution de grands mystères du Moyen Âge. D'autres salles, en revanche, sont de dimensions si humbles qu'elles sont idéales pour donner des récitals de clavecin, ou de luth, devant quatre-vingts, voire trente personnes, ou des récitals de piano pour quatre cents auditeurs. Tout est possible. Et même de donner des concerts en plein air ! A Fontevraud, il est une cour fermée par de hautes façades qui offre des conditions acoustiques exceptionnelles. Pourquoi ne pas y monter Richard Cœur de Lion de Haendel lorsque l'abbaye fêtera l'un de ses

protecteurs qui est enterré ici ? Des lieux si divers qu'ils vont nous permettre de balayer tout le répertoire, du Moyen Âge à la musique contemporaine. Imaginez ce que pourrait donner un concert de musique électroacoustique dans le grand cloître, dont les galeries pourraient être sonorisées ? Il ne nous manque qu'un orgue pour boucler la boucle. Je ne veux pas me laisser enfermer dans le répertoire pour piano ou la musique de chambre, ou ne donner que de la musique religieuse européenne, parce que Fontevraud est le plus grand ensemble monastique de l'Occident chrétien. Les moniales ont fait représenter Racine, ici, ne l'oublions pas. Il n'est pas dans mes intentions de refaire ce que je fais ailleurs. Cela n'aurait aucun intérêt. Comme il n'y a aucun intérêt à pérenniser des séries de concerts, des festivals qui s'essouffent faute d'idées aptes à en renouveler la programmation. Une programmation qui n'est d'ailleurs viable que si elle prend en compte l'esprit du lieu qu'elle doit investir, que si elle s'inspire, que si elle se renouvelle constamment. Les respon-

sables du Centre culturel de l'Ouest, M. Olivier Guichard, son président, M. Jean-Claude Grohsens, son vice-président, et M. Jean-Paul Chastus, son directeur, qui vit ici à Fontevraud, ont parfaitement saisi le sens de cette démarche : offrir le meilleur au public, dans les lieux les plus adaptés, pour les prix les plus bas possibles. »

La renaissance de Fontevraud est en marche. A ceux qui s'étonneraient que le Centre culturel de l'Ouest ait fait appel au Centre de réalisation et d'études artistiques (CREA) de René Martin, à un organisateur extérieur donc, pour mettre sur pied une saison musicale (*lire les programmes ci-dessous*), il faut opposer l'avis des artistes. A les en croire, si davantage d'organismes travaillaient de la même façon que René Martin, notre paysage musical changerait radicalement. Tout ça ne ruinerait ni l'Etat ni les collectivités locales, serions-nous tenté d'ajouter : le budget de la saison de Fontevraud ne dépasse pas 800 000 francs, pour vingt-sept manifestations.

ALAIN LOMPECH

## Rendez-vous

Offices des moniales dans les abbayes au Moyen-Âge

**Samedi 28 septembre** : salle capitulaire, 18 heures, la graduelle d'Alsace de Brétagne, témoin de la réforme de la notation musicale du trécentième siècle, conférence par Marcel Pérès, directeur de l'Ensemble Organum ; 19 heures : inauguration de l'exposition Beauté et Vérité unique, toiles et dessins de Mère Geneviève, moniale bénédictine ; église abbatiale, 20 h 45 : procession dans le cloître du grand moulin et office du graduel de Fontevraud pour voix de femmes, par l'Ensemble Organum. **Dimanche 29** : chapelle Saint-Lazare, 11 heures, office du codex de l'abbaye bénédictine espagnole de Las Huelgas pour voix de femmes, par l'ensemble Discantus, Brigitte Lesne (direction) ; 18 heures, textes d'Hildegarde von Bingen extraits des *Yaux intérieurs*, par Claudine Hunault, comédienne ; 17 heures, extraits de la *Symphonie de l'harmonie céleste* et de l'*Ordo Virtutum*, d'Hildegarde von Bingen, par l'Ensemble Sequentes, Barbara Thornton (direction).

L'Orient et le sacré

**Samedi 8 novembre** : cuisines de l'abbaye, 18 heures découverte de la musique traditionnelle kurde (conférence-dialogue) ; haut dortoir, 21 heures, Shahab Bahi Khan et son ensemble (musique sacrée kurde) et Nusrat Fateh Ali Khan et son ensemble (musique qawwali des soufis du Pakistan). **Dimanche 10** : haut dortoir, 11 heures, Shahab Bahi Khan et son ensemble ; 17 heures, Nusrat Fateh Ali Khan et son ensemble.

Regards sur la Nativité

**Dimanche 8 décembre** : grand réfectoire, 21 heures, Jean-Sébastien Bach, *Oratorio de Noël*, par l'Orchestre de chambre de Poméranie, l'Orchestre de l'Académie musicale de Varsovie, Włodzisław Szymanski. **Dimanche 9 janvier 1992** : haut dortoir, 16 heures, Olivier Messiaen, *Vingt regards sur l'Enfant Jésus*, par Pierre-Laurent Aimard.

L'Influence de Byzance

**Samedi 9 février** : grand réfectoire, 21 heures, liturgie du mont Athos, par le Chœur byzantin de Grèce, Lycourgos Angelopoulos (direction). **Dimanche 9 février** : grand réfectoire, 17 heures, chants religieux et rituels des

fermes d'Ukraine, traditions des Carpates orientales, du sud et de Volhynie, par les ensembles de Medelka, de Tishki, le Trio vocal de Stepanka et les Solistes de Volin et de Vidrich ; grand réfectoire, 21 heures, musique sacrée orthodoxe russe, par le Chœur orthodoxe des moines du monastère de Zagorsk, N. V. Matfiei (direction).

La Semaine sainte à Fontevraud

**Mardi 15 avril** : grand réfectoire, 21 heures, Coupe-rin, *Trois Leçons de ténèbres pour le mercredi saint*, par Jill Feldman et Isabelle Poulard (soprano), Philippe Pierlot (viola de gambe), et Davitt Moroney (orgue). **Jeu 16 avril** : grand réfectoire, 21 heures, Charpentier, *Trois Leçons de ténèbres pour le jeudi saint*, par Gérard Lesne (alto) et l'ensemble Il Seminario Musicale. **Vendredi 17 avril** : grand réfectoire, 21 heures, Haydn, *Les Sept Dernières Paroles du Christ*, par le Quatuor Mosakowsky. **Samedi 18 avril** : grand réfectoire, 21 heures, *Répons et Lamentations sur le samedi saint*, par l'Ensemble Jacques Moderne, Jean-Pierre Ouyard (direction).


Piano

**Samedi 12 octobre 1991** : haut dortoir, 21 heures, Bach, Brahms, Tchaïkovski et Moussorgski, par Radu Lupu. **Samedi 23 novembre** : haut dortoir, 21 heures, Mozart, Beethoven, Prokofiev, Chopin, par Nelson Freire. **Samedi 11 juillet 1992** : haut dortoir, 21 heures, Chopin et Debussy, par Ivan Moravec.

Musique de chambre

**Vendredi 13 mars 1992** : haut dortoir, 21 heures, Brahms, par Gérard Caussé et le Trio Schubert de Vienne. **Samedi 6, dimanche 7 et lundi 8 juin** : haut dortoir, 20 heures, 11 heures, 20 heures et 14 heures, musique de chambre de Brahms par Dmitry Sitkovetsky et Boris Gelfink (violin), Ron Ephrat (alto), Truls Mork et Leo Winland (violoncelle), Pierre Moragues (cor), Alain Planès et Michel Delbento (piano).

\* Centre culturel de l'Ouest, abbaye royale de Fontevraud, 49590 Fontevraud-l'Abbaye. Tél. : 41-53-73-52, 809 et 1009. Entrée libre aux conférences, à l'exposition et à la lecture des textes d'Hildegarde von Bingen.



# GISELLE

Les Etoiles, les Premiers Danseurs  
et le Ballet de l'Opéra de Paris  
Orchestre National de l'Opéra de Paris  
Direction David Coleman

1, 3, 4, 5 (m et s), 6 (m) octobre

Location (14 jours à l'avance) 47 42 53 71 et aux caisses de  
l'Opéra de Paris Garnier. Prix des places : de 30 F. à 350 F.  
Tarif spécial le 5 octobre à 14h30 : de 25 F. à 245 F.



« REMBRANDT, LE MAÎTRE ET SON ATELIER » A BERLIN

## L'œuvre et ses chantiers

Que reste-t-il de Rembrandt aujourd'hui ? On peut, après tout, se le demander, quand l'œuvre du maître hollandais se voit d'année en année amputée d'un très grand nombre de tableaux, dont certains étaient jusqu'à une date très récente considérés parmi les plus beaux signes de son génie : par exemple *l'Homme au casque d'or*, désormais en quête d'auteur. L'exposition « Rembrandt, le maître et son atelier », qui commence à Berlin et ira à Amsterdam puis à Londres, essaie de répondre scientifiquement à la question.

BERLIN

de notre envoyée spéciale

DEPUIS une dizaine d'années, très régulièrement, en fait à l'occasion de la publication du corpus des peintures de Rembrandt par un groupe d'experts internationaux, on apprend que des tableaux célèbres du maître hollandais, conservés dans des collections non moins célèbres, ne sont pas de lui. Ainsi de *l'Homme au casque d'or* de la Gemäldegalerie de Berlin-Dahlem, du *David et Saül* et du *Repos pendant la fuite en Égypte*, tous deux au Mauritshuis de La Haye, ou du *Cavalier polonais* de la Frick Collection à New-York. A vrai dire, aucun musée n'est épargné, ni le Rijksmuseum d'Amsterdam, ni le « Met », ni la National Gallery de Londres, ni le Louvre.

En fait, de l'implacable travail mené depuis vingt ans par le Rembrandt Research Project, qui publie le Corpus, il ressort pour le moment qu'environ quatre cents peintures sont à coup sûr de la main de Rembrandt, alors qu'à la fin des années 60 l'historien d'art Horst Gerson en dénombrait six cents et qu'au début du siècle on en répertoriait un bon millier. Et le couperet n'a pas fini de tomber : le corpus est en effet établi seulement jusqu'à la date de 1662, alors que Rembrandt a été actif jusqu'à sa mort, en 1669. D'ici à l'an 2000, quelque cent autres tableaux risquent de lui être retirés. Et des centaines de dessins.

Parallèle purge, rassurons-nous, ne veut pas dire que les Rembrandt désattribués sont des produits de fausseté. Elle est apparue nécessaire en raison de l'amalgame qui a été fait entre les œuvres de Rembrandt et celles de ses élèves, en particulier à la fin du siècle dernier, où un regain d'intérêt pour le maître, du clair-obscur et la constitution de collections ont incité les « connaisseurs » qui n'auraient les caves et les greniers d'Europe à reconnaître sa patte à vue de nez. En nublant que la grande figure singulière dont ils recherchaient les œuvres avait un atelier très productif, et que dans cet atelier il pouvait y avoir des élèves peut-être moins doués que le maître mais capables, à l'occasion, de faire aussi bien que lui en imitant sa manière. En oubliant donc les conditions de la production artistique à Amsterdam au XVII<sup>e</sup> siècle, où copier, reprendre les modèles fournis par le patron était une façon d'apprendre le métier ; où, on le sait, il est arrivé à Rembrandt de signer et vendre sous son nom, à son profit, des œuvres réalisées par ses élèves. De là la nécessité de revoir aussi le corpus de l'œuvre des

élèves, assistants et compagnons d'atelier. Aujourd'hui, l'histoire de l'art ne se satisfait plus d'approximations. Et même si, en fin de compte, bien des attributions tiennent du flair et de la subjectivité, on minimise la marge d'erreur en s'appuyant sur un appareil scientifique, des recherches, une documentation. Il arrive même qu'un confronte les points de vue. On n'opère pas autrement au sein du Rembrandt Research Project, qui bénéficie de techniques d'investigation ultra-sophistiquées et coûteuses. Comme l'autoradiographie à activation par neutrons, qui fait apparaître les différentes phases de la réalisation d'une peinture. Elle a été utilisée au « Met » et à Berlin, mais ne saurait se répandre largement : elle nécessite un passage de l'œuvre pendant de longs mois dans un réacteur nucléaire adapté.

La science au service de l'œuvre présumé de Rembrandt a permis de reconnaître une part du matériel utilisé dans l'atelier (supports, pigments), d'en cerner les pratiques. Elle renseigne aussi sur la façon de travailler de Rembrandt : sans esquisse préparatoire, abordant le tableau par une ébauche monochrome, puis répartissant sommairement les zones claires et les zones foncées, ce qui confirme que la lumière jouait un rôle primordial dans la définition de la composition. Ce n'est donc pas sans arguments qu'on a procédé au jeu de désattribution.

Si ces remises en cause ont provoqué et provoquent toujours stupeur et consternation dans les rangs des amateurs, si des pseudo-érigés et experts du maître hollandais continuent de crier au scandale, les historiens de l'art et les conservateurs tendent de plus en plus à les prendre au sérieux. A preuve l'exposition « Rembrandt, le maître et son atelier », organisée conjointement par la Gemäldegalerie de Berlin-Dahlem (où d'ailleurs est conservé *l'Homme au casque d'or*), le Rijksmuseum d'Amsterdam et la National Gallery de Londres. Cette exposition cantonne la démarche du Rembrandt Research Project : dans une première partie, elle ne réunit que des tableaux de Rembrandt donnés comme authentiques dans le corpus ; dans une deuxième partie, elle en présente qui lui ont été récemment enlevés, placés chacun entre deux autres réalisés à coup sûr par un élève, assistant ou épigone de Rembrandt. Si polémiques et débats il devrait y avoir autour de l'exposition, ce serait probablement plus sur ces propositions de réattribution.

Autant le dire, l'exposition n'a pas été conçue à l'intention du grand public. Mais Rembrandt oblige : le grand public viendra, il y vient déjà. Dès le premier jour, on faisait la queue dans l'île aux Musées, à la porte de l'Alte Museum fraîchement rénové. Et on risque d'être plus que troublé de la lecture décapée (dans tous les sens du terme : décapé les *Syndics de la guilde des drapiers*, pour la circonstance) de Rembrandt qui est proposée. Une cinquantaine de tableaux, à peu près un par an de 1626 à 1669, choisis de façon à montrer la diversité des sujets abordés et toute la gamme des talents du peintre, nous promettent de la « manière fine » des débuts à Leyde, à la « manière brute » des derniers portraits. Ils nous invitent à reconnaître, dans la multiplicité des styles, ce qui en fait l'unité : cette texture souple, non homogène, grumeleuse, si profondément auscultée par les experts (lire dans le catalogue l'article d'Ernst Van de Wetering : « La technique au service de l'illusion », qui a permis de séparer le bon grain de l'ivraie. Les tableaux sont protégés par des verres, qui ne sont pas des verres antireflets. Et l'on risque d'y perdre son Rembrandt, à le voir conjugué à tous les temps, donné comme un champion de l'éclectisme. Ce dont on peut aussi se réjouir, estimant que la vision romantico-symbo-



listo-impressionniste, avec cuivres luisant dans la pénombre d'humides intérieurs à la Victor Hugo, a décidément fait son temps.

Rembrandt est mort, vive Rembrandt ! Le Rembrandt capable de nous surprendre par sa discipline de l'indiscipliné, sa maîtrise des matières autant que des lumières, ses blancs et ses noirs inversés, ses cols amidonnés qui n'ont rien de superflu, ses turbans et ses chaires, ses yeux et ses notables, ses saints et ses femmes, son baroque et son réalisme. Se promener chez lui aujourd'hui, c'est visiter toute l'humanité, que sous les costumes, qui ne sont pas toujours d'époque, datent parfois du siècle précédent, ou bien nous entraînent vers l'Orient. Un Orient qui commence et s'arrête à Venise, du côté de chez le vieux Tiben. On ne voit pas Rembrandt aujourd'hui sans ses bagages. Le génie solitaire, l'inspire, l'illumine conjuguant les références, comme les métaux et les tissus. Regardait autour de lui, connaissait la vie et la peinture des autres, puisant, par exemple, des modèles de composition chez Lastman l'italianisant, qui lui avait appris à peindre.

L'exposition ne simplifie rien, elle est elliptique, et dense. Et Rembrandt plus que jamais y apparaît comme un grand moderne, dont la trajectoire capricieuse, avec retour et avancées et manières différentes presque simultanées, y compris dans les dernières années, ne cesse d'étonner. Comme s'il fallait absolument que le peintre dise la chose et son contraire. Comme le turban serré du *Noble Oriental* (1632, Metropolitan Museum), finement travaillé en pleine lumière, et son vaste manteau, inconsistant, sombre, brossé large. En matière d'invention des matières et de leur équilibre dans la lumière, le peintre s'y entend. On peut s'amuser à les répertorier, ces matières. C'est une piste d'approche possible. Il y en a d'autres, au choix. L'œuvre est ouverte, en chantier.

On peut par exemple suivre la piste des portraits aux chairs ridées qui sont d'abord associées aux fibres des tissus et du papier. Elle commencerait par un grand morceau de bravoure : *le Chevalier* (1627, Berlin), une œuvre de jeunesse dans la manière fine alors connue à Rembrandt et à Lievens, le compagnon d'atelier à Leyde. Le vieil homme à lunettes, assis, une main sur la bougie, est submergé de paperasses dont l'envolée est l'occasion de montrer un savoir-faire d'une incomparable précision. Cette piste finirait sur les autoportraits des années 1660 (vers 1665, Kewwood ; 1669, La Haye), traités larges : le souci de différencier les tissus a disparu, les grands traits vigoureux du pinceau gorgé de pâte structurant le visage un peu boursoufflé, hurlant de présence. Dès 1634, le *Portrait de la vieille femme de quatre-vingt-trois ans* (Londres), tout cerné du blanc de la coiffe et de la fraise, préparait la mutation.

Une autre piste pourrait être celle de la peinture d'histoire, des sujets bibliques ou mythologiques. Elle est plus compliquée à suivre, qui en appelle aux jeux des références : Rubens peut-être dans *l'Erection de la croix* (vers

1633, Munich) ; l'Italie ou les escavagesques d'Utrecht dans *la Sainte Famille* (1634, Munich), ronde comme un tonde ou un miroir soviétique ; Lastman dans *le Sacrifice d'Abraham*, sa composition en oblique, sa théâtralité presque baroque (1635, Saint-Petersbourg) ; l'Italie encore, Véronèse et Tintoret dans *le Festin de Balazar* (vers 1635, Londres), où Rembrandt exploite la veine des émotions violentes, par le geste du roi qui fait tout basculer plus que par les grimaces d'effroi. On croiserait aussi l'étonnant *Enlèvement de Ganymède* (1635, Dresde), où le bébé criard qui se débat dans les griffes de l'aigle, très réalistement, fait pipi.

Piste évidente : celle des portraits de commande, stricts, austères, dans les années 1630. En buste, en pied, en noir et blanc, et souvent en pendant pour satisfaire les époux. Qui débouchent sur le portrait collectif, ou corporatiste, des drapiers atabiles, chapautés, sans complaisance dentellière, ni psychologique. Bonne piste : la femme. De *Saskia en Flore* (1635, Londres), charmelle et épanouie comme un Rubens dans ses atours brodées, à *la Femme devant la porte ouverte* (1656-1657, Berlin), probablement Hendrickje Stoffels, la dernière compagne du peintre, qui pour un peu ferait penser à quelque courtisane de Courbet, on mesure les plus grands écarts de langage que Rembrandt s'est autorisés. Ce chemin-là, intime, passe par une *Suzanne* plus surprise par le peintre que par les vieillards et par l'avenante *Jane Fennel au lit* (vers 1645, Edinburgh), dans une lumière crue, un coude appuyé sur l'oreiller, l'autre bras soulevant le rideau rouge ; la *Béthsabée pensive* du Louvre (1654), un nu monumental ; et le réjouissant petit tableau de la *Femme se baignant dans une rivière* (1654, Londres), qui chemise retroussée jusqu'aux hanches, jubile, et nous fait jubiler de constater que cette chemise retroussée est traitée à l'emporte-pièce, avec tant de désinvolture qu'on n'y voit pas de différence avec un coup de pinceau d'aujourd'hui.

Les œuvres de l'exposition sont remarquables, bien que d'inégale importance et pas nécessairement connues. On voudrait les citer toutes, sans oublier *le Porte-Drapeau* (1636, Paris), qui pose fièrement, ni le jeune *Titus à son pupitre* (1646, Rotterdam), qui rêve. Ni le *Peintre dans son atelier*, vers 1629. Un autoportrait à distance, dont le sujet est la peinture : le tableau sur le chevalet est au centre, on ne le voit pas, mais il est éclairé par une lumière en oblique qui vient de la gauche. On peut supposer aussi que cette lumière émane du tableau, et éblouit le jeune peintre, tout petit. Une leçon ? A méditer.

GENEVIEVE BREERET

\* « Rembrandt, le maître et son atelier ». Avec le soutien d'American Express, Alte Museum, Berlin, jusqu'au 10 novembre. Rijksmuseum, Amsterdam, du 4 décembre au 1<sup>er</sup> mars 1992. National Gallery, Londres, du 26 mars au 24 mai. Catalogue en français à paraître en octobre, éditions Flammarion.



Ci-dessus : *Saint Jérôme au tronc d'arbre*, eau-forte et pointe sèche. Ci-contre : *Etudes de trois têtes de femme (Saskia)*, eau-forte et pointe sèche.

Parallèlement à l'exposition des peintures, et dans le même esprit, Berlin et Amsterdam présentent une sélection de dessins et de gravures. Tandis que Londres fera le point sur l'œuvre dessinée (British Museum, du 26 mars au 4 août 1992).

هكذا من الأصل



« POP ART » A LONDRES

# Leçon d'ironie à Burlington House

Révolution à la Royal Academy de Londres : en racontant l'histoire du pop art, une exposition monumentale rend justice aux peintres britanniques des années 50 et 60. Ils en valent la peine.

LONDRES

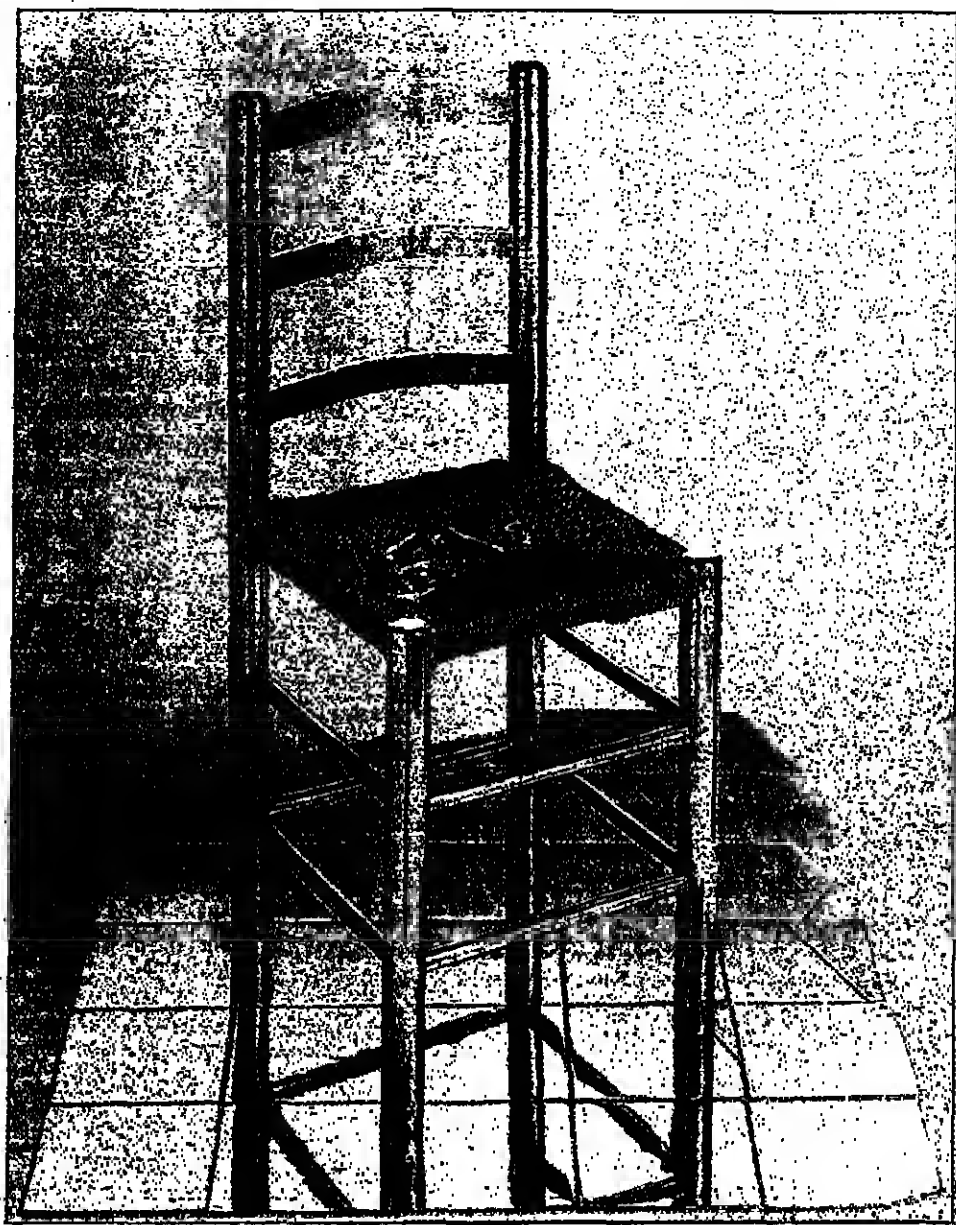
de notre envoyé spécial

A NEW-YORK, l'an dernier, une exposition pédagogiquement dénommée « High and Low » prétendait décrire les rapports entre objets de consommation et mouvements artistiques au vingtième siècle. Elle était proprement disposée et parfaitement conventionnelle. A Paris, l'an dernier, une autre exposition, rivale de la précédente, s'efforçait d'analyser les relations entre Art et pub. Elle était aussi conventionnelle, quoique plus mal accouchée. Toutes deux, naturellement, traitaient en abondance du pop art et énuméraient les mêmes artistes, tous américains. Il y avait là, placés sous l'autorité posthume d'Andy Warhol, MM. Rauschenberg, Johns, Wesselmann, Lichtenstein. Nulle surprise là-dedans, encore moins de nouveauté.

A Londres, dans les salles délicieusement ornées de marbres et de moulures de la Royal Academy, le propos est plus simplement historique, comme l'annonce le titre, « Pop Art » tout court. Simplicité d'apparence, cependant. Car « Pop Art » suscite plus d'étonnement et remédie à plus d'ignorances qu'« High and Low » et « Art et pub » réunis. A cela une raison de méthode : l'exposition compose une galerie d'artistes et d'œuvres infiniment variés et cosmopolites où les New-Yorkais consacrés depuis un quart de siècle côtoient leurs contemporains californiens et européens. A ceci encore, une raison plus sentimentale : il ne déplait sans doute pas à la Royal Academy de rendre hommage à ces négligés de l'histoire contemporaine que sont les peintres anglais.

MM. Rauschenberg et Johns sont donc honorés dès la première salle ainsi que l'exige la réalité des faits et des dates. Les assemblages dégingnés et maculés de couleur du premier font face aux drapés et aux cartes des États-Unis du second, encaustiques, luisantes, appliquées - un peu moines à vrai dire. Lichtenstein, Wesselmann, Oldenburg, Rosenquist, Segal et Warhol, le meilleur de tous, reçoivent également leur part d'honneur. Ils sont représentés par des pièces de qualité, la plupart peu montrées en Europe, mises en scène avec un beau souci du spectacle.

Mais ils ne font pas toute l'exposition, parce que la même réalité historique exige aussi que Jim Dine ait sa part de salle, et que les Britanniques en occupent deux. Ces ressuscités ont nom Richard Hamilton, Peter Blake, Peter Phillips, Richard Smith, Clive Barker ou Joe Tilson. Ils sont nés à Birmingham, du Kent, du Devonshire ou de Londres. Et leurs œuvres, exécutées dès la fin des années 50, tableaux avec calendres de Chrysler, bandes dessinées collées, collections de débris variés et photomontages burlesques, convainquent par leur qualité et leur intelligence.



Ci-dessus, Clive Barker : *Van Gogh's Chair* (La Chaise de Van Gogh), 1966. Ci-dessous, à gauche, Allen Jones : *Bare Me* (Dénudés-moi), 1972. A droite, David Hockney : *Domestic Scene, Broadchalke Wilts*, 1963. (Scène d'intérieur).

Ils y démontrent une dextérité et une science de la dérision si précises que, par comparaison, Lichtenstein paraît rudimentaire. *On the Balcony* (sur le balcon) de Peter Blake témoigne de ce savoir-moquer avec élégance. Le fond est vert orné d'une fausse moulure, hérité des natures mortes post-cubistes de Picasso. Sur ce vert billard, Blake a peint quatre figures, deux jeunes gens blonds et deux styletées à cheveux noirs. Elle, vilaine petite hydrocéphale, ose fumer en public. Un badge annonce sur sa poitrine : « I love Elvis ». Mais un autre badge figure le drapeau britannique. Tout le reste du tableau est jonché dans un désordre très calculé de photographies de la famille royale, de publicités de magazines et de pastiches d'œuvres illustres, le *Balcon* de Manet à gauche, le *Carré noir* de Malevitch au centre. Comme vue synthétique d'une époque éclectique où les œuvres et références se réduisent à des signes élimés et des slogans, *On the Balcony* tient du chef-d'œuvre.

Dans un genre différent, plus violent, plus agressivement moderne, Peter Phillips rivalise avec Wesselmann. Des bandes obliques d'orange et d'écarlate rangées en chevrons imitent la signalétique urbaine. Au-dessus, des pin-up dans des étoiles bleues se contorsionnent avec obstination pour sembler langoureuses. Colin Self n'est pas mal non plus. Sa femme de profil à chignon aro-en-ciel absorbant un sandwich, perchée sur un tabouret chromé, mérite de demeurer comme l'un des archétypes du pop. Quant à son *Bombardier nucléaire* de 1963 et à la *Chaise de Van Gogh* de Clive Barker, ils annoncent avec vingt-cinq ans d'avance les objets nickelés et argentés que Jeff Koons a depuis peu mis à la mode. Qu'en déduire ? Que le marché et la mode sont amnésiques. Koons n'est qu'un médiocre pasticheur profitant de l'ignorance, voilà tout.

Du reste, si le marché et la mode ne s'affolaient sans cesse et au hasard, ils placeraient très haut dans la hiérarchie des célébrités contemporaines celui qui apparaît comme le triomphateur de l'exposition, David Hockney, natif de Bradford et membre de la Royal Academy depuis cette année. En six œuvres, il montre la diversité de son talent. Quand il parodie Dubuffet, il se fait plus incisif et comique que son modèle. Quand il peint deux amateurs discutant de sculpture sur un canapé aux motifs floraux, il prend place parmi les très bons portraitistes du vingtième siècle - qui n'en compte pas beaucoup. Quand il tourne en dérision l'exotisme et le primitivisme, fétiches du modernisme officiel, il touche à l'essentiel de son époque, et c'est sans pesanteur ni prétention, dans une composition azéquo-hollywoodienne traitée à la manière d'un Matisse et dénommée délicieusement *Montagnes Rocheuses et Indiens fatigués*. Une chaise métallique à garniture bleu électrique y fait équilibre à un sigle de pierre fausement précolombien. Voilà le meilleur du pop, celui qui ne cède pas à la fascination de l'objet manufacturé, celui qui ne se satisfait pas de reproduire son apparence méticuleusement ou, plus brutalement, de l'introduire tel quel au musée, mais celui, infini-

ment plus pervers et meurtrier, qui met en images les mythes du moment afin de leur faire avouer leur vacuité. « Pop Art » est une exposition très réussie précisément parce qu'elle suggère de procéder à une telle distinction. La juxtaposition des Américains et des Anglais rend éclatante cette différence, différence de style et de conception à la fois. Un Oldenburg, un Wesselmann métamorphosent en bas-reliefs et en sculptures très propres et neutres une serviette de bain et un tube de dentifrice. Sûre ? Sans doute, mais fondée seulement sur l'hypertrophie et le trompe-l'œil, sans grand souci de construction ni de finesse. Sans grand art de la composition en somme.

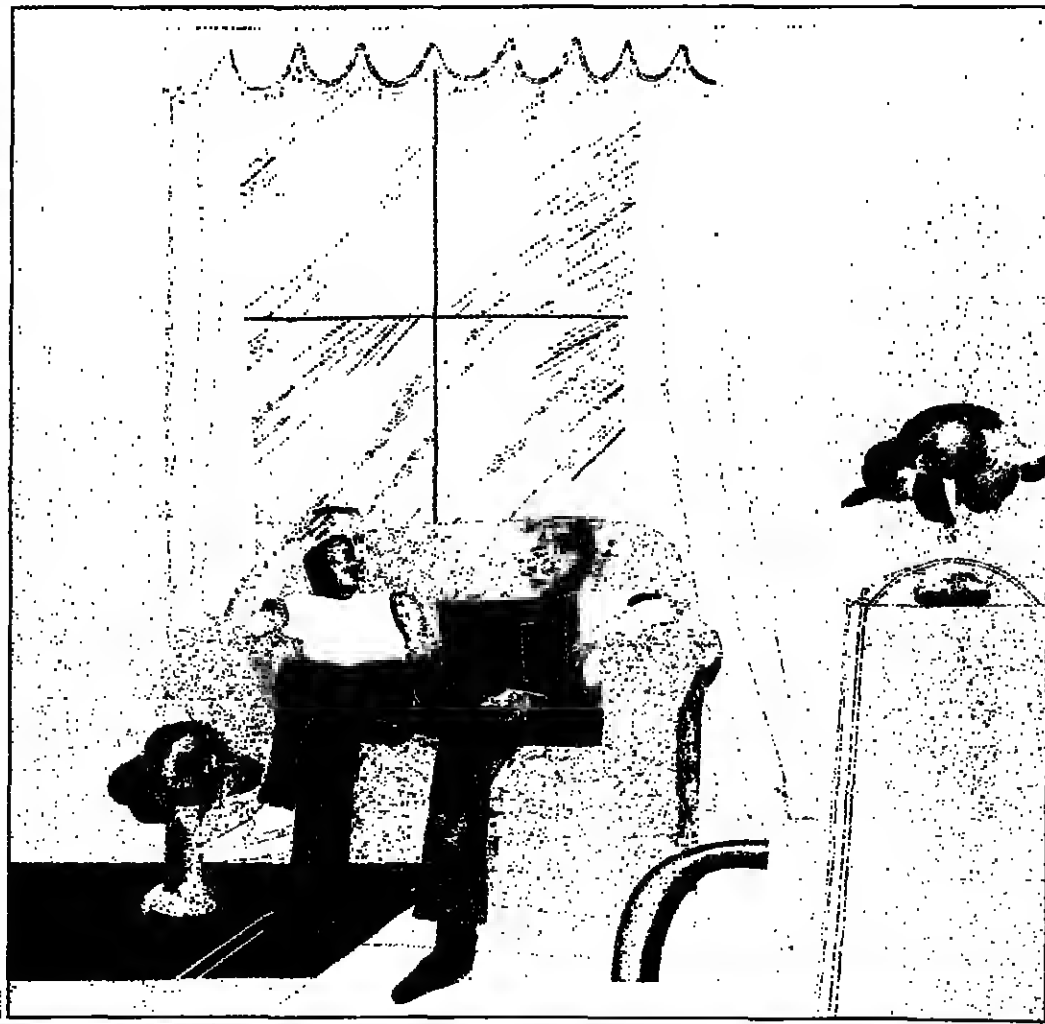
Hockney, à l'inverse, compose. Il élabore un système de références et d'allusions de telle sorte qu'elles s'annulent et qu'un effet de vide s'obtient par le trop-plein. Loin de s'en tenir à l'illustration démesurée de la consommation, il s'en prend à ce mixte d'un peu n'importe quoi dans n'importe quel ordre - le plus obscur de préférence - que l'on dénomme de nos jours « culture ». Il pénètre plus avant dans la mécanique de la société du spectacle, en bon héritier de la tradition satirique anglaise. Hockney procède tout à la fois d'Hogarth, dont il a la méchanceté et la désinvolture, et d'Oscar Wilde, provocant et dandy autant que lui. Aussi ne voit-on guère que Warhol, autre cynique, autre dandy, pour avoir mené l'analyse aussi loin à New-York. Les autres, tous les autres, si illustres soient-ils, ne sont à côté d'eux que d'aimables décorateurs.

Pertinente, instructive autant que séduisante, l'exposition a néanmoins une faiblesse. Les deux salles consacrées à l'Europe continentale, nouveaux réalistes français d'une part, pop allemand de l'autre, ne se recommandent ni par la qualité des pièces ni par la justesse des choix. Le César et les Arman sont médiocres, le Tinguely minuscule, le Spoerri sans inspiration. On aurait préféré voir à leur place des Raysses plus nombreux, car, de l'équipe rassemblée et entraînée par Pierre Restany, Martial Raysses est le seul véritablement inventif et puissant, le seul à pouvoir se tenir à hauteur d'un David Hockney. Autre lacune, inexplicable et inexcusable : il n'y a à Londres aucune des grandes compositions exécutées par Hervé Télémaque autour de 1960. De retour de New-York, les comme ses contemporains des gesticulations de l'expressionnisme abstrait promu peinture officielle, il réussit alors des assemblages de signes dans lesquels les « enzymes gloutons » des paquets de lessive dévoraient le « dripping » pollockien et le « zip » vertical à la New-man. Le constat était incontestable, l'expression féroce et très adroitement syncope.

Ainsi complétée, l'exposition aurait été exemplaire. Telle qu'elle se voit à Londres, avant de se montrer à Cologne et à Madrid - mais pas à Paris bien évidemment... -, elle n'en demeure pas moins l'une des plus brillantes qui aient été consacrées à l'évolution récente des beaux-arts. Leçon d'histoire justement balancée, leçon d'ironie très efficace, elle aiguise l'œil et l'esprit.

PHILIPPE DAGEN

« Pop Art », Royal Academy of Arts, Burlington House, Piccadilly, Londres. Tél. : 1-439-74-38. Jusqu'au 15 décembre. A Cologne, Museum Ludwig, du 23 janvier au 19 avril 1992. A Madrid, Centro de Arte Reina Sofia, du 16 juin au 14 septembre 1992.





## CINEMA

## Tous les films nouveaux

## Ay Carmela !

de Carlos Saura, avec Carmen Maura, Andrea Pajares, Gabino Diego, Maurizio di Raza. Espagnol (1 h 48). Sur fond de guerre civile espagnole, une comédie amère consacrée à la place des gens de spectacle dans les périodes troubles. Et Carmen Maura, bien loin d'Almodovar.

VO : Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Latina, 4 (42-78-47-86) ; Espace Saint-Michel, 5 (43-25-59-47) ; Gaumont Ambassade, 6 (43-59-19-08) ; La Bastille, 11 (43-07-48-00) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40).

## Backdraft

de Ron Howard, avec Kurt Russell, William Baldwin, Scott Glenn, Jennifer Jason Leigh, Donald Sutherland, Robert De Niro. Américain (2 h 18). Fils de pompier (héroïque), pompier eux-mêmes (toujours aussi héroïque), deux frères ennemis vont se retrouver dans un grand embrasement de sentiments et une débauche de flammes, d'explosions et de manœuvres policières.

VO : Forum Horizon, handicapsés, THX, dolby, 1 (45-08-57-87) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; 14 Juillet Odéon, 3 (43-25-59-47) ; Bretagne, 4 (42-22-57-97) ; Gaumont Ambassade, 6 (43-59-19-08) ; George V, THX, dolby, 8 (45-82-41-46) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; VF : Rex, 2 (42-36-83-93) ; Paramount Opéra, 3 (47-42-60-33) ; U.G.C. Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Fauvette 13, 13 (47-07-55-88) ; Gaumont Opéra, 14 (43-27-84-50) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, 15 (45-22-42-27) ; Pathé Wexler, 18 (45-22-42-27) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-96).

## Bartou Fink

de Joel et Ethan Coen, avec John Turturro, John Goodman, Judy Davis, Michael Lerner, John Mahoney. Américain (1 h 56).

Lorsque l'angoisse de la page blanche saisit un jeune scénariste, il glisse peu à peu des bizarreries d'Hollywood à un coqueluche baroque. L'invention visuelle des frères Coen leur a rapporté une moisson de récompenses au dernier Festival de Cannes, dont la Palme d'Or.

VO : Forum Horizon, handicapsés, dolby, 1 (45-08-57-87) ; Pathé Impérial, handicapsés, dolby, 2 (47-42-72-52) ; Ciné Beaubourg, handicapsés, dolby, 3 (42-71-28-12) ; U.G.C. Champs-Élysées, handicapsés, dolby, 8 (45-82-41-46) ; Max Liner Panorama, THX, dolby, 9 (48-24-88-88) ; La Bastille, handicapsés, dolby, 11 (43-07-48-00) ; Esaurial, dolby, 13 (47-07-55-88) ; Mistral, dolby, 14 (45-39-52-43) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; U.G.C. Maillet, 17 (40-88-00-18) ; VF : U.G.C. Montparnasse, dolby, 6 (45-74-94-84) ; U.G.C. Opéra, dolby, 9 (45-74-94-84) ; Les Nations, 12 (43-43-01-59) ; Les Nations, 12 (43-43-01-59).

52-36) ; U.G.C. Danton, dolby, 6 (42-25-10-30) ; U.G.C. Champs-Élysées, handicapsés, dolby, 8 (45-82-41-46) ; Max Liner Panorama, THX, dolby, 9 (48-24-88-88) ; La Bastille, handicapsés, dolby, 11 (43-07-48-00) ; Esaurial, dolby, 13 (47-07-55-88) ; Mistral, dolby, 14 (45-39-52-43) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; U.G.C. Maillet, 17 (40-88-00-18) ; VF : U.G.C. Montparnasse, dolby, 6 (45-74-94-84) ; U.G.C. Opéra, dolby, 9 (45-74-94-84) ; Les Nations, 12 (43-43-01-59) ; Les Nations, 12 (43-43-01-59).

## La Mort d'un maître de thé

de Kai Kumai, avec Eiji Okuda, Toshio Mifune, Kinoshita Yozsaya. Japonais (1 h 47).

A travers la vie et le suicide d'un grand maître de la cérémonie du thé, Kumai compose une représentation des rites traditionnels japonais et de leurs significations.

VO : Espace Saint-Michel, 5 (43-25-59-47).

## Troubles

de Wolfgang Petersen, avec Tom Berenger, Bob Hoskins, Greti Scapchi, Joanne Whalley-Kilmer. Américain (1 h 38).

Mystères et pot au noir chez les yuppie californiens, c'est une sombre histoire d'arnésie truffée de fausses pistes, de créatures lascives et d'accidents spectaculaires.

VO : Espace Saint-Michel, 5 (43-25-59-47).

VO : Gaumont Les Halles, dolby, 1 (40-28-12-12) ; Ciné Beaubourg, handicapsés, 3 (42-71-28-12) ; 14 Juillet Odéon, 3 (43-25-59-47) ; Gaumont Ambassade, 6 (43-59-19-08) ; U.G.C. Biarritz, dolby, 8 (45-82-41-46) ; 14 Juillet Bastille, dolby, 11 (43-57-84-50) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; VF : Rex, 2 (42-36-83-93) ; U.G.C. Montparnasse, 6 (45-74-94-84) ; Paramount Opéra, handicapsés, dolby, 9 (47-42-60-33) ; U.G.C. Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; U.G.C. Gobelins, handicapsés, dolby, 13 (45-82-41-46) ; Gaumont Opéra, 14 (43-27-84-50) ; Gaumont Convention, 15 (45-22-42-27) ; Pathé Wexler, 18 (45-22-42-27) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-96).

## Urga

de Nikita Mikhalkov, avec Badema, Bayaertu, Vladimir Gostukhin, Babouchka, Larissa Kuznetsova. Franco-soviétique (2 h).

Gombo le pasteur mongol abandonne sa jeune épouse et s'en va à la ville acheter des préservatifs. De cette mince anecdote, Mikhalkov tire un très beau poème visuel, rempli de citations d'œuvres humoristiques et de morceaux de bravoure oniriques ou sentimentaux, récompensé par un Lion d'or au récent Festival de Venise.

VO : Gaumont Les Halles, dolby, 1 (40-28-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Pathé Hauteville, 3 (43-25-59-47) ; Gaumont Ambassade, 6 (43-59-19-08) ; U.G.C. Biarritz, dolby, 8 (45-82-41-46) ; 14 Juillet Bastille, handicapsés, 11 (43-57-84-50) ; Gaumont Opéra, 14 (43-27-84-50) ; Gaumont Convention, 15 (45-22-42-27) ; Pathé Wexler, 18 (45-22-42-27) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-96).

VO : Gaumont Les Halles, dolby, 1 (40-28-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Pathé Hauteville, 3 (43-25-59-47) ; Gaumont Ambassade, 6 (43-59-19-08) ; U.G.C. Biarritz, dolby, 8 (45-82-41-46) ; 14 Juillet Bastille, handicapsés, 11 (43-57-84-50) ; Gaumont Opéra, 14 (43-27-84-50) ; Gaumont Convention, 15 (45-22-42-27) ; Pathé Wexler, 18 (45-22-42-27) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-96).

## Le Voleur d'enfants

de Christian de Chalonge, avec Marcello Mastroianni, Angela Molina, Michel Piccoli, Nada Strancar. Franco-italo-espagnol (1 h 50).

Adaptée de Supervielle, l'histoire (qui permet les retrouvailles de Mastroianni et Piccoli) d'un riche exilé argentin qui se console de ne pas pouvoir avoir d'enfants en volant ceux des autres. Tout le monde s'en trouve fort bien, jusqu'au jour où un ami lui vend sa fille de seize ans.



Seymour Cassel et Gena Rowlands dans « Minnie and Moskowitz »

Forum Horizon, handicapsés, 1 (45-08-57-87) ; Pathé Hauteville, 3 (43-25-59-47) ; La Pagode, 7 (47-08-12-18) ; George V, 8 (45-82-41-46) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-35-30-40) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-42-27).

## Les Yeux d'un ange

de Robert Harmon, avec John Travolta, Ellie Reeb, Tito Larriva, Jeffrey de Munn. Américain (1 h 37).

Contre les manigances d'un vilain oncle truand, le triangle de choc composé d'un chômeur sympathique, de sa fille et d'un doberman alimente cette « comédie dramatique » sur les nouveaux pauvres, qui sont aussi nouvelle chair à pâté des scénaristes hollywoodiens.

VO : Forum Orient Express, handicapsés, 1 (42-33-42-28) ; U.G.C. Rotonde, 6 (45-74-94-84) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-35-30-40) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-42-27) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-96).

VO : Forum Orient Express, handicapsés, 1 (42-33-42-28) ; U.G.C. Rotonde, 6 (45-74-94-84) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-35-30-40) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-42-27) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-96).

## Sélection Paris

## La Belle Noiseuse

de Jacques Rivette, avec Michel Piccoli, Jene Birkin, Emmanuelle Béart, Marianne Denicourt, David Burrows, Gilles Arbons. Français (4 h).

Amour, désir, trahisons, vengeances.

c'est aussi un mélo qui se joue dans le va-et-vient de personnages qui chacun a sa part de mystère et de séduction, autour du lieu central, l'atelier du peintre. Là dans le silence et le vacarme de la naissance d'une œuvre, c'est une cérémonie magique qui se déroule. Et c'est palpant comme un thuille, bouleversant comme une tragédie, et rigolo aussi.

Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Le Saint-Germain-des-Près, Salle G. de Beaugrenelle, 6 (42-22-87-23) ; Les Trois Salzes, 8 (45-82-41-46) ; Gaumont Parnasse, handicapsés, 14 (43-35-30-40).

## Les Branches de l'arbre

de Satyajit Ray, avec Ajit Banerjee, Haradhan Banerjee, Soumitra Chatterjee, Deepankar De. Franco-indien (2 h 10).

Entre les quatre fils réunis au chevet du vieux sage à l'agonie, Satyajit Ray déroule les méandres de la fidélité et de la trahison, de la probité et de la corruption, avec toute l'élégance d'un cinéma minimal et souverain.

VO : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-25-59-47).

## Homicide

de David Mamet, avec Jo Montagna, William H. Macy, Nastajia Woodfield, Ving Rhames. Américain (1 h 40).

Dans les fausses pistes de deux enquêtes qui s'enchangent, ce n'est pas un coupable ou deux que trouvera l'inspecteur Gold, mais le défilé paranoïaque de tous, individus et communautés qui ne cessent de s'ignorer que pour se déchirer dans un Chicago (une Amérique) en ébullition. Un cauchemar déguisé en polar.

VO : George V, 8 (45-82-41-46).

## J'entends plus la guitare

de Philippe Garrel, avec Benoît Régent, Johanna Ter Steegen, Yann Collette, Mireille Perrier, Brigitte Sy, Anouk Grinberg. Française (1 h 38).

C'était un amour parfait, comme l'accord du même nom, en harmonie avec une époque. Comment l'amour s'effiloche et se casse, comment certains en meurent et d'autres retrouvent la vie.

Forum Orient Express, handicapsés, 1 (42-33-42-28) ; Saint-André-des-Arts II, 8 (43-26-90-25) ; Élysées Lincoln, 8 (43-60-38-14) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20).

## Life is Sweet

de Mike Leigh, avec Allison Steadman, Jim Broadbent, Claire Skinner, Jane Horrocks. Britannique (1 h 42).

Portrait de famille avec chômage, bonne humeur, trop grande sagesse de la fille aînée et trop violente révolte de la cadette, idées loufoques du père et force obstinée de maman, c'est drôle et comique comme savent l'être les Anglais.

VO : Europa Parthéon (ex-Reffet Parthéon), handicapsés, 5 (43-54-15-04) ; La Bastille, 11 (43-07-48-00).

## Nuit et Jour

de Chantal Akerman, avec Golline Londez, Thomas Langmann. Franco-belgo-suisse (1 h 30).

Petite musique de nuit et de jour sur trois temps et pour trois instruments, les parfaits acteurs de cette fable joueuse et rigoureuse sur le beau moment fugitif où la pureté a paru dire de ce monde.

Ciné Beaubourg, handicapsés, 3 (42-71-28-12) ; Les Trois Salzes, 8 (45-82-41-46) ; Les Trois Salzes, 8 (45-82-41-46) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20).

## Rage in Harlem

de Bill Duke, avec Forest Whitaker, Gregory Hines, Robin Givens, Badja Djola, Zakes Mda, Danny Glover. Américain (1 h 45).

Très librement, et même désinvoltement, inspiré de la Reine des pommes de Chester Himes, une comédie carnavalesque et furieuse dans un Harlem en carton-pâte offre à un innocent blanc (interprété avec jubilation par Forest

## Reprises

## Autant en emporte le vent

de Victor Fleming, George Cukor, Sam Wood, avec Vivien Leigh, Clark Gable, Leslie Howard, Olivia de Havilland. Américain, 1939, copie neuve (3 h 40). C'est l'histoire de... et demain est un autre jour.

VO : Action Rive Gauche, dolby, 5 (43-28-44-40).

## Minnie and Moskowitz

de John Cassavetes, avec Gena Rowlands, Seymour Cassel, Val Avery, Tim Carey, Katherine Cassavetes, John Cassavetes. Américain, 1971 (1 h 55).

Lorsque l'orbite d'un pauvre new-yorkais croise celle d'une femme seule californienne dans le vide sidéral de Los Angeles, la caméra chirurgicale et tendre de Cassavetes est là pour observer les étincelles, les attractions et les répulsions, la fusion. C'est une merveille, et en plus il y a Gena Rowlands !

VO : Action Christian, 6 (43-29-11-30).

## La Vérité

d'Henri-Georges Clouzot, avec Brigitte Bardot, Sami Frey, Marie-Josée Nat, Charles Vanel, Paul Meurisse, Louis Seigner. Française, 1960, noir et blanc (2 h 04).

Une distribution haut de gamme au sein de laquelle Bardot gagne ses galons de tragédienne, et la mise en scène ultraprécise de Clouzot - dont ce n'est pas le film le plus personnel - ont valu un oscar à ce dossier de société en forme de chronique judiciaire, largement inspirée par de véritables ténus du barreau de l'époque.

Reflet Médias Logos, salle Louis-Jouvet, 5 (43-54-42-34).

## Festival

## Wagner à Marseille

A côté d'enregistrements filmés d'opéras (*Le Vaisseau fantôme*, *Tannhäuser*, *Les Maîtres chanteurs*), la rétrospective Wagneriana présente le (oujours nécessaire) *Ludwig, le Crépuscule des dieux* de Vincent et le beaucoup moins indispensable *Richard et Cosima*. Mais aussi trois récitals inspirés de *Parsifal* (un film mort de 1904, une transposition « moderne » avec Ludmila Tcherina en 1953, et l'œuvre-fleuve de Syberberg) et une biographie de Wagner réalisée en 1913 par Carl Frolich. Elle rend également un très subtil hommage à l'innocence du compositeur sur le cinéma, avec des films comme *Nosferatu le vampire* (la version d'Herzog), *Un chien andalou* et *Citizen Kane*.

Du 25 septembre au 3 octobre sur cinéma. Brestois, Tél. : 1-91-26-93-50.

La sélection « Cinéma » a été établie par Jean-Michel Frodon.

## Box-office Paris

Y a-t-il un film pour sauver le box-office ? Pas un titre n'attire les 75 000 entrées parisiennes, et le total de la semaine accuse un nouveau déficit par rapport à la période correspondante de l'année dernière. Et il faut pas moins de 44 salles à Y a-t-il un film pour sauver le président ? pour prendre la tête du classement, avec 71 000 spectateurs.

Une place qu'aucune des nouveautés de la semaine ne risquerait de lui disputer. Si la Vieillesse qui marchait dans la mer garde pied avec un peu plus de 50 000 compagnons de plage, le Choix d'aimer ne tente guère plus de 40 000 sentimentaux, et le Tannhäuser de Venus n'attire que quelques 35 000 mélomanes européens. Dans ses deux salles, le Roi des roses reste bien essouffé.

avec un millier d'amateurs de fleurs vénérables.

Mais le plus mauvais score relatif est encore celui de *Mississippi Masala* : moins de 10 000 gourmands de cocktails indiens y ont goûté devant douze écrans. Un score inférieur à celui de la Belle Noiseuse en troisième semaine, avec seulement quatre salles et deux ou trois séances quotidiennes. Et ce n'est pas *Atlantis* et ses 11 000 plongeurs qui va faire remonter le niveau. La liste est d'ailleurs tristement longue des échecs qui ont marqué cette rentrée : scores catastrophiques pour la Vie, l'amour, les vaches (qui a fait un triomphe aux USA), ou l'embroute dans le sac (où est passée la gloire de Stallone ?). Dans la soirée, *Homicide, Simple Mortel*... Et même la Bande à Picasso est tombé sur un bas.

**MORITURI**  
OU LES MARINS DANS L'ARENE  
TEXTE ET MISE EN SCENE GENEVIEVE DE KERMABON  
LOCATION/RENSEIGNEMENTS 47 27 81 15

SALLE GEMIER  
DU 25 SEPTEMBRE AU 2 NOVEMBRE 1991  
THEATRE NATIONAL DE CHAILLOT

**PATHE MARIIGNAN CONCORDE - GEORGE V - PATHE-FRANCAIS**  
**LES 7 PARNASSIENS - PATHE MONT-PARNASSE - PATHE HAUTEFEUILLE**  
**FORUM HORIZON - LES NATIONS - FAUVETTE - PATHE CLICHY - LA PAGODE**  
**BELLE-ÉPINE-THIAIS - CYRANO VERSAILLES - 4 TEMPS-LA DÉFENSE**

Mon papa qui m'a volé, il s'appelle Biguau...  
Notre papa qui m'a volé, son métier est voleur d'enfants...  
Moi, il m'a volé dans un cirque...  
Et moi, il m'a volé devant une gendarmerie...  
Ça c'était drôlement fort !

**Le VOLEUR d'ENFANTS**  
SERGIO GOBBI présente  
MARCELLO MASTROIANNI - ANGELA MOLINA - MICHEL PICCOLI  
dans un film de CHRISTIAN DE CHALONGE

هكذا من الأصل



سكزا من الامل

ECONOMIE

DE LA SEMAINE

THEATRE

Spectacles nouveaux

Le Grand Cahier

d'Agota Kristof, mise en scène de Jeanne Champagne, avec Zaira Bonafina, Françoise Bette, Philippe Blanc, Manuel Blanc, Gilles David, Pascal Docoland, Anne Levy, Thibault de Montalembert et John Wright. Une histoire de deux enfants pris dans la tourmente de la guerre. L'histoire de leur résistance, et la Hongrie entre 1939 et 1945.

Mortu! ou les Marins dans l'arène

de Geneviève de Kermabon, mise en scène de l'auteur, avec Marie-Louise Cabrol, Cyril Casseze, Sandrine Dumes, Jade Duvaret, Philippe Gaillard, Valérie Garçon, Marc-Michel Georges, Jean-Claude Grenier, Marie-Hélène, Virginie Lavalée, Olivier Lefevre, Christophe Le Meunier, Carole Locantore, Peco Portero, Michel Sliemani et Michel Smolagoff. Un port, des marins, des entraînements, des souvenirs de mer, de tempête et de mort. Après son formidable *Freud*, Gisele de Kermabon raconte comment un homme peut devenir un assassin. Un monstre.

POUR SALLES VOIR PROGRAMMES

JOHN TRAVOLTA  
LES YEUX D'UN ANGE  
un film de ROBERT HARMON

CINE BEAUBOURG-LES HALLES - 3 BALZAC - 3 LUXEMBOURG - LES 7 PARNASSIENS

libération  
Un film réjouissant dont il est urgent de colporter la bonne nouvelle, un film heureux sur le bonheur.  
En sortant de la projection, contaminé par la belle santé du film, on avait envie d'embrasser ses pires ennemis.  
GERARD LEFORT

Oncle Vanja

d'Anton Tchekhov, mise en scène de Pierre Debauche, avec Marianne Baulier, Daniel Benoin, Françoise Bertin, Paul Charlaire, Jean-Claude Drouot, Carole Got et Odette Simonnet. La petite musique de Tchekhov sera sans doute bien servie par des comédiens romés au verbe du dramaturge russe.

Pleins Feux

de Didier Kaminka, mise en scène d'Eric Choumou, avec Line Ranaud, Véronique Jannot, Patrick Reynal, Nicola Jamet, Sheila O'Connor, Pierre Maguelon, en alternance Jeremy Kaminka, Jean-Baptiste Parnes et Pierre Frejak. Une vedette du sommet de sa gloire se fait dépasser par une jeunesse. On pense à Eve, de Mankiewicz. Mis en scène façon boulevard.

Le Grand Cahier

d'Agota Kristof, mise en scène de Jeanne Champagne, avec Zaira Bonafina, Françoise Bette, Philippe Blanc, Manuel Blanc, Gilles David, Pascal Docoland, Anne Levy, Thibault de Montalembert et John Wright. Une histoire de deux enfants pris dans la tourmente de la guerre. L'histoire de leur résistance, et la Hongrie entre 1939 et 1945.

Sélection Paris

L'Annonce faite à Marie

de Paul Claudel, mise en scène de Philippe Adrien, avec Jean-Pierre Bégot, Béatrice Delavau, Alain Maat, Jacques Gombin, Hugues Goggin, Hélène Laplante et Anne Maréchal. Répétition d'un spectacle salué unanimement la saison passée par la critique et le public. Retour en forme du metteur en scène fantasque Philippe Adrien et réunion d'acteurs exigeants pour cette mise en scène de l'un des textes importants de Claudel.

Buffo

de Howard Buten, avec Howard Buten. Nouvelle version du spectacle bricolage-clovesque d'un auteur-acteur perdu dans ses rêves et canchémars d'enfant. De la poésie.

DU 26 SEPTEMBRE AU 26 OCTOBRE  
DANS LE CADRE DU FESTIVAL D'AUTOMNE  
de Agota KRISTOF  
mise en scène de Jeanne Champagne  
Le grand cahier

Le Monde  
CHANTAL AKERMAN  
orchestre une ode désenchantée à l'amour parfait. Le film porte encore haut les couleurs du cinéma. Les interprètes sont tous formidables, THOMAS LANGMANN et FRANÇOIS NEGRET déjà repérés, une vraie révélation pour GUILAINE LONDEZ.  
JEAN-MICHEL FRODON

Cinzano et l'Anniversaire de Smirnova

de Ljudmila Petrouchevitch, mise en scène de Stéphane Maldag, avec Yves Beneyton, François Gamard, Jérôme La Paulmier, Françoise Nicolas, Françoise Rigal et Pauline Taron. Un auteur russe, novelliste d'importance, dont le théâtre fut longtemps bridé par la censure communiste avant d'être révélé par Efremov au Théâtre d'Art de Moscou au milieu des années 70. La mise en scène est signée par le directeur du très bon Théâtre La Bruyère qui, dans le secteur privé, a choisi la qualité et le créateur contemporain. Une distribution solide et cohérente.

Cuisine et Dépendance

de Jean-Pierre Bacri et Agnès Jaoui, mise en scène de Stéphane Maldag, avec Zizou, Jean-Pierre Bacri, Jean-Pierre Darroussin, Agnès Jaoui et Sam Karmann. On connaît bien Jean-Pierre Bacri, acteur, second rôle solide, amical, tendre aussi. On connaît moins Bacri auteur qui signe pourtant la sixième partie de son livre de recettes pour les rapports amoureux. Un spectacle où l'on retrouve Zizou au sein d'un quintette d'acteurs réjouissants.

Ecrit sur l'eau

de Niels Arastrop et écriture d'Éric-Emmanuel Schmitt, mise en scène de Niels Arastrop, avec Niels Arastrop, Passia Diop, Eva Ionasson, John Arnold, Karim Troussi, Tomoko Yokozaki et Béatrice Becker. En compagnie d'une poignée de jeunes acteurs interprétant pour la plupart, Niels Arastrop en pleine forme interprète et met en scène ce court conte philosophique écrit par un nouveau venu sur les planches. Un spectacle qui ne ressemble à aucun autre et qui marque l'intrusion sur une scène privée d'un genre qui ne lui est pas familier, le "world theatre", comme on dit le monde. Avec la musique de Jean-Jacques Lemière (les *Aurides* d'Ariane Mnouchkine) et la chorégraphie de Karine Saporta. Une découverte surprenante.

Les Enfants Tanner

de Robert Walser, mise en scène de Joël Jouanneau, avec Philippe Demario, Marie-Françoise, Virginie Michaud, Michel Reekine, Christian Ruché, Yvette Thévoz et David Warlo. Sous le label du Festival d'automne, ce succès de l'édition 90 justement repris, Intelligence de l'adaptation signée Joël

Joanneau et Jean Lounay d'un texte grave et poétique de Robert Walser, finesse d'une mise en scène lumineuse et fouillée, justesse d'une interprétation servie par des acteurs impeccables.

T.S., 26, place Jean-Jaurès, 93000 Montreuil. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 48-59-53-53. 70 F et 90 F.

L'Enté

de Romain Weingarten, mise en scène de Gilles Bourdet, avec Lolo Houéde, Daniel Langlet, Isabelle Nazin et Dominique Piron. Reprise d'une œuvre créée en 1966 et resucitée l'an passé par Gilles Bourdet, ex-directeur de la Salamandre de Lille où lui a succédé le bouillonnant Mesguich. Dans ce spectacle en liberté, réinventant, deux enfants et deux chais jouent et s'affrontent pour une comédie du sentiment amoureux.

La Fausse Suivante ou le Fourbe puni

de Marivaux, mise en scène de Jacques Lassalle, avec Geneviève Casala, Alain Pralon, Gérard Grunstein, Richard Fontana, Michel Mayotte, Jean-François Rami, Jean-Baptiste Malatrin, Christophe Lidon et Béatrice Demachy.

Pour sa première mise en scène en habits d'administrateur général de la Comédie-Française, Jacques Lassalle offre une vision cynique et soignée de *La Fausse Suivante*, avec des comédiens impeccables dans ce jeu cruel de masques. Un mariage de haute volée. Comédie-Française, place du Théâtre-Français, 1<sup>er</sup>. Les mercredi, samedi et dimanche à 20 h 30. Tél. : 40-15-00-15. De 45 F à 195 F.

Je suis

de Valère Novarina, mise en scène de l'auteur, avec André Marcon, Laurence Mayor, Aude Brière, Rosalinde Wiseman, Michel Baudinat, Daniel Znyk, Emmanuelle Toully-Strom-Wessier, Claire Farjot-Lagrange et Marie Saint-Loubert. Valère Novarina est l'un de nos écrivains les plus hardis, dans la forme principalement, comme dans le fond. Faisant feu de toute littérature, toute émotion, tout fait divers ou fait

majeur, il conçoit méticuleusement des œuvres puis des spectacles résultant différents. Une « troupe » constante l'y aide, emmenée par Laurence Mayor, rejointe aujourd'hui par un jeune espoir des planches, Aude Brière, et par le serviteur inspiré de ses monologues, André Marcon.

Théâtre de la Bastille, 78, rue de la Roquette, 11<sup>e</sup>. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 43-57-42-14. 70 F et 90 F.

Légèrement sanglant

de Jean-Michel Rabeux, mise en scène de l'auteur, avec Claude Degliame, Manuela Gourary, Jacques Mezzeran et Emmanuelle Turpin. Une comédie libérale, selon son auteur et metteur en scène, qui lui a inspiré un précédent travail sur *La Fausse Suivante*, de Marivaux. Rabeux veut s'amuser de sa langue en pulvérisant la convention. En tête de distribution, une actrice singulière et toujours controversée, en raison d'une présence et d'une voix sans équivalent, Claude Degliame.

Théâtre de la Bastille, 78, rue de la Roquette, 11<sup>e</sup>. Du mardi au samedi à 19 h 30. Tél. : 43-57-42-14. 70 F et 90 F.

Mot de passe

de Jean-Paul Cailis, avec Jean-Paul Cailis, Henri Ogier et Philippe Lacombe. La nouvelle production de l'un des spécialistes européens du théâtre visuel sans paroles, donne un spectacle extrêmement expressif tant les corps, les décors et les sons sont ordinairement soignés et beaux.

Dix-Huit Théâtre, 16, rue Georges-Agutta, 18<sup>e</sup>. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 42-28-47-47. 70 F et 100 F.

Pierre Palmade

Venu à la scène par Sylvie Joly, Pierre Palmade a connu ses premiers succès grâce à Muriel Robin pour qui il collectionne des textes à sa mesure et un passage remarqué au Palais des glaces. Le voici seul sur la scène de la consécration. Olympia, 28, bd des Capucines, 9<sup>e</sup>. Du mercredi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 47-42-25-49. De 140 F à 180 F. Dernière représentation le 29 septembre.

Putzi

de Francis Huster, mise en scène de

l'auteur, avec Francis Huster, Alexandra Marcouff, Christiane Reali, Didier Brune, Mickael Cohen, Bruno Gallo et Maurice Levy.

Francis Huster n'a jamais été effrayé par les grands ouvrages du répertoire non plus que par les grands personnages auxquels il s'identifie souvent sans complexe. En compagnie de l'Orchestre national de Lille, il s'attaque ces jours-ci à la vie de Gustav Mahler en trois mouvements, allegro, scherzo et adagietto...

Antoine - Simone-Barreau, 14, bd de Strasbourg, 10<sup>e</sup>. Du mardi au samedi à 20 h 45, le dimanche à 18 heures. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 42-08-76-58. De 80 F à 260 F.

Richard II

de William Shakespeare, mise en scène d'Yves Gasc, avec Laurent Terzieff, Michel Etcheverry, Isabelle Thomas, Pascale de Boysson, Marianna Levandovskii, C. Bateaux, L. Bateau, V. de Boudier, O. Brunhes, B. Cassard, M. Chaigneau, M. Chalmieu, X. Florent, J. Goussier, G. Guaderna, R. Harmanier, F.-X. Hoffmann et P. Lauthbach.

Emmenée par l'une des éminences les plus élégantes et les plus passionnées du théâtre hexagonal, Laurent Terzieff, cette visite chez Shakespeare par la biais de l'une de ses œuvres de jeunesse, quelquefois maladroite, mais de ces maladroites qui ont fait son génie.

Atelier, 1, place Charles-Dullin, 18<sup>e</sup>. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 46-08-49-24. De 120 F à 240 F.

La Ronde, Père Ubu

d'Arthur Schnitzler, mise en scène de Borislov Tachirnov, avec les comédiens du théâtre « Derrière le canal de Sophia ».

Suite de la quinzaine bulgare organisée par le Centre Georges-Pompidou avec le Théâtre derrière le canal. Cette troupe frondeuse, insolente appartenant à la nouvelle génération du théâtre bulgare et présente, deux pièces grinçantes, comme par hasard : *La Ronde* et *Père Ubu*, en bulgare. Mais il ne faut pas se décourager pour autant : les comédiens - musiciens à leurs heures - sont suffisamment cyniques et épatants pour faire le spectacle.

Centre Georges-Pompidou, rue Rambuteau, 2<sup>e</sup>. Du mercredi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 18 heures. Tél. : 42-98-12-27. 85 F.

Cinéma-Mémoire  
FILMS RETROUVÉS, FILMS RESTAURÉS  
1er FESTIVAL INTERNATIONAL  
4-11 OCTOBRE 1991  
11 LIEUX - 150 FILMS  
OPERA DE PARIS BASTILLE vendredi 4 Octobre 1991  
PLAYTIME Jacques TATI  
THEATRE NATIONAL DE LA COLLINE samedi 5 Octobre 1991  
LUCKY STAR Frank BORZAGE  
THEATRE DES CHAMPS ELYSEES dimanche 6 Octobre 1991  
RAPSDIA SATANICA Nino OXILIA  
UN CHIEN ANDALOU Luis BUNUEL  
Musique écrite et dirigée par Maurice KAGEL  
OPERA PARIS GARNIER lundi 7 Octobre 1991  
SALAMBO Pierre MARODON  
VIDEOTHEQUE DE PARIS mardi 8 Octobre 1991  
A PROPOS DE NICE Jean VIGO  
ZERO DE CONDUITE Jean VIGO  
PALAIS DE TOKYO mardi 8 Octobre 1991  
MAUDITE SOIT LA GUERRE Alfred MACHIN  
THE TOLL OF THE SEA Chester M. FRANKLIN  
THEATRE DES CHAMPS ELYSEES mercredi 9 Octobre 1991  
"UNE SOIREE AU GAUMONT PALACE"  
THEATRE NATIONAL DE LA COLLINE jeudi 10 Octobre 1991  
MICHEL STROGOFF Viatcheslav TOURJANSKY  
LE GRAND REX vendredi 11 Octobre 1991  
WINGS William WELLMAN  
MEET ME IN ST LOUIS Vincent MINNELLI  
MUSEE D'ORSAY MUSEE DU LOUVRE  
PLACES de 20F à 100F  
PROGRAMME - RENSEIGNEMENTS - RESERVATIONS  
40 70 00 71  
PALAIS DE TOKYO - 13, avenue du Président Wilson 75116 PARIS



## La Tragédie du roi Christophe

d'Alain Césaire, mise en scène d'Idrissia Ouedraogo, avec Catherine Samie, Alala Pralon, Dominique Rozan, Roland Bertin, Marcel Bouzomet, Jean-François Férmi, Louis Abesic, Nathalie Nerval, Jean-Philippe Puymerlin, Thierry Hancisse, Michel Favory, Jean-Pierre Michéa, Isabelle Gardien, Olivier Dautrey, Toto Bissainthe et Marianne Marchais.

Quand le Français s'ouvre à un pan de l'histoire de la francophonie et du théâtre contemporain, il le fête par une mise en scène simple, lente, cérémonieuse d'un cinéaste africain parmi les plus considérables, Idrissia Ouedraogo.

Comédie-Française, place du Théâtre-Français, 1<sup>er</sup>. Les mardi et jeudi à 20 h 30, les mercredi et samedi à 14 heures. Tél. : 40-15-00-18. De 45 F à 195 F.

## Valérie Lemerrier

Retour en scène de la découverte la plus récente et la plus fascinante du one-woman-show à la française avec un spectacle qui lui a valu le molière de sa catégorie la saison dernière.

Palais-Royal, 38, rue Montpensier, 1<sup>er</sup>. Du lundi au samedi à 20 h 30. Tél. : 42-87-59-81. Durée : 1 h 30. De 30 F à 210 F.

## Volière Dromesko

Quand l'homme veut voler et crée des machines insensées et fantasques, mais si dérivées, si vaines. Le monde enchanté d'un cirque qui n'en est pas un. Un spectacle créé il y a longtemps déjà à Lausanne, chez Marbais Langhaff, et qui n'en finit pas de séduire, ce n'est que justice, un public nombreux.

Parc de La Villette (sous chapiteau transudé), 211, av. Jean-Jaurès, 19<sup>e</sup>. Du mardi au samedi à 20 h 30. Tél. : 40-03-39-03. 120 F et 140 F.

## Volpone

de Jules Romains, mise en scène de Robert Fortine, avec Guy Tréjan, Francis Perrin, Rachid Akbal, Cécile Bois, Olivier Codron, Albert Delpey, Jacques Giraud, Jacques Harin, Marcel Khalid, Jacques Lalonde, Jacques Le Carpentier, Lucien Pesent, Moggi Renoir, Gérard Curbillon et Remon de Hema.

Cela fait longtemps que Jules Romains n'avait pas connu pareil hommage. Une production de qualité pour cette œuvre majeure où l'on retrouve avec bonheur l'excellent Guy Tréjan.

Porte-Saint-Martin, 16, bd Saint-Martin, 19<sup>e</sup>. Du mardi au samedi à 20 h 30. Mardi, mercredi à 18 h 30, dimanche à 15 heures. Tél. : 42-08-00-32. De 95 F à 240 F.

## Régions

### Limoges

Drôles de zèbres Festival International

avec des artistes d'Algérie, de la communauté française de Belgique, du Congo, d'Haïti, de Côte-d'Ivoire, de France, du Guinée, du Mali, de Mauritanie, de Martinique, de la Réunion, du Niger, du Québec, du Togo et du Zaïre.

Ils viennent de partout, d'Algérie, de Belgique, du Congo au d'Haïti, de Côte-d'Ivoire, du Mali ou de la Martinique, pour ce festival très porté sur le

loulou, mais où l'on oublie pas de réfléchir sur le théâtre francophone au cours de tables rondes, de colloques et d'expositions.

Château des francophones de Limoges, Jardin d'Orsay, 87000 Limoges. Tél. : 55-32-32-66. 85 F et 100 F.

### Strasbourg

#### L'Exercice de la bataille

d'Anne Torras, mise en scène de l'auteur, avec Philippe Crubézy, Jérôme Kircher, Grégoire Ostermann, Mohamed Rouabhi et les musiciens d'Arc Nova.

En 1588, la plus grande armée du monde, l'Invincible Armada, quitte l'Espagne pour aller envahir la perle d'Albion et détruire Elisabeth pour rétablir le catholicisme. A chacun des combattants est promis le paradis. Réflexion sur des fous de dieu.

Le Mollon, 13, place André-Mauvois, 67000 Strasbourg. Les lundi et mardi à 20 h 30. Tél. : 88-27-81-81. 80 F et 100 F.

### Brest

#### La Maison du géomètre

de Wladyslaw Zorko, mise en scène de l'auteur, avec Damien Bauvet et Antonella Amantea.

Le nouveau spectacle d'un jeune homme qui, lors de sa création précédente, avait séduit par son talent pour la construction d'images sombres et envahissantes. La solitude, le silence, l'errance sont les ingrédients de ce poète résolument contemporain, suite de Bob Wilson de la rock culture radicale.

Le Quartz, 2-4, av. Clemenceau, 29000 Brest. Du mercredi au vendredi à 20 h 30. Tél. : 59-44-10-10. 75 F et 100 F.

### Charleville-Mézières

#### Neuvième Festival mondial des théâtres de marionnettes

L'Avignon de la marionnette, en clair le festival de cet art en plein boom le plus important au monde. Pour son trentième anniversaire, cette manifestation attend plus de 75 000 spectateurs qui pourront voir les dernières créations de cent onze compagnies venues de trente-sept pays. Un rendez-vous exceptionnel et passionnant.

Festival mondial des théâtres de marionnettes, 08000 Charleville-Mézières. Les mercredi, jeudi, vendredi, samedi et dimanche à 10 heures. Tél. : 24-59-04-04. De 60 F à 120 F.

### Reims

#### Rosel

de Harald Mueller, mise en scène de Christian Schiewert, avec Agathe Alexia.

Le nouveau et talentueux directeur de la Comédie de Reims reprend un spectacle sombrissime interprété par l'indiscutable Agathe Alexia. Malgré la difficulté de son sujet, dant on ne déviellera rien, un moment de théâtre rare, à faire peur.

Comédie de Reims, 3, chausée Bocquaine, 51000 Reims. Du mercredi au samedi à 20 h 30. Tél. : 26-40-45-45. 50 F.

Dernière représentation le 28 septembre.

### Montpellier

#### Sik-Sik, le maître de magie et le Haut-de-forme

d'Eduardo de Filippo, mise en scène de Jacques Nichet, avec Jean-Claude Frissang, Chantal Joblon, Robert Lucibello, Louis Mérimo, Isabelle Candellier, François Inarmalène, Dominique Perret, Chantal Neuwirth, Eric Auvant et Jean-Paul Roussillon.

De la location au squat au travers de vingt-deux pièces en un acte écrites par un auteur napolitain plus qu'italien, briseur de ménage vaudevillesque et grinçant.

Théâtre des Treize-Vents, opéra municipal, bd Victor-Hugo, 34000 Montpellier. Le mardi à 20 h 30. Tél. : 87-52-72-91. De 95 F à 98 F.

## DANSE

### Lucinda Childs Dance Company

#### Rhythm Plus

#### Dance

Suite de l'offensive américaine sur Paris, dans le cadre du Festival d'automne : la belle Lucinda propose une création, *Rhythm*, sur des pages de Ligeti et de Luc Ferrari jouées en scène par la clavicembaliste Elisabeth Chajnicka, et une reprise de son célèbre *Dance*, conçu en collaboration avec Phil Glass pour la musique et Sol LeWitt pour le film/décor, qui crée de fascinants rapports entre la danse et ses images.

Théâtre de la Ville, jusqu'au 28 septembre, 20 h 30. Tél. : 42-74-22-77. 80 F et 130 F.

### Compagnie De Hexe/ Mathilde Monnier

#### Face Nord

La dernière pièce de Monnier, créée cet été au Festival de Châteauneuf. Huit danseurs dans une jungle de roseaux, métaphore de la vie où il faut sans cesse frayer son chemin.

Théâtre de la Ville, du 1<sup>er</sup> au 5 octobre, 20 h 30. Tél. : 42-74-22-77. 80 F et 130 F.

La sélection « Théâtre » est établie par Olivier Schmitt « Danse » par Sylvie de Nussac.

## MUSIQUE

### Paris

#### Mercredi 25 septembre

##### Mozart

##### Idoménée

Inga Nielsen, Carol Vanasse, Nuccio Focile, Sylvia McVair (soprano), Thomas Moser, Keith Lewis, Donald Kessch, Marcus Haddock (ténors), Orchestre et chœurs de l'Opéra de Paris, Myung-Whun Chung (direction), Jean-Pierre Miquel (mise en scène).

Le drame du roi de Crète, contraint par un fustecement à sacrifier son fils, ne nagera-t-il pas quelque peu sur la scène de la Bastille ? Après la *Filte* de Robert Wilson, les opéras de Mozart se succèdent sans se ressembler : gageons que Jean-Pierre Miquel, directeur du Conservatoire d'art dramatique, et donc, quoi qu'il en soit, représentant d'une certaine tradition, ne se lancera pas dans des costumes à la Thierry Mugler et des réclatés électrofinés. Mais comme il s'agit de sa première mise en scène d'opéra, comment savoir ?

Opéra de la Bastille, 19 h 30 (+ le 28). Tél. : 44-73-13-00. De 50 F à 560 F.

#### Jeudi 26

##### Mozart

##### La Finta Gardinière, version de concert

Charlotte Margiono, Catherine Duboc, Randa Fleming (soprano), Laila Poulson (mezzo-soprano), Bruno Lazaretti, Karl Smet (ténors), Michèle Perini (baryton), Orchestre de Paris, Symeon Bychkov (direction).

Groupement hommage et anniversaire, l'Orchestre de Paris salue par le même concert, redonné trois fois, la mémoire de son fondateur Charles Munch et celle du petit Mozart. Pas si petit que cela : le Salzbourgeois avait dix-huit

ans lorsqu'il composa cette farce au livret embrouillé mais à la musique ambitieuse et délicate. Cette *Finta Gardinière* avait révélé Symeon Bychkov au Festival d'Aix.

Salle Pleyel (les 25 et 28, 18 h 30 : le 29, 19 heures). Tél. : 45-53-07-86. De 70 F à 270 F.

##### Mozart

##### Cassation KV 99 Diverdimento KV 136 Symphonie n° 29

##### Haendel

##### Airs pour alto

##### Vivaldi

##### Mozart

James Bowman (faute-contre), Academy of Saint Martin in the Fields, Kenneth Sillito (direction).

Ne parlons plus de Bowman comme d'un vétéran, même s'il fut avec Alfred Deller fondateur d'une école d'interprétation qui réhabilita les hautes-contre et tout un répertoire, dans la foulée. Le colosse anglais n'était-il pas le plus jeune des Obores, est-il, dans le *Song d'une nuit d'été* à Aix ?

Eglise Saint-Etienne-du-Mont, 20 h 30. Location FIAC, 100 F.

#### Vendredi 27

##### Mozart

##### Messe KV 427

##### Mendelssohn

##### Pastorale

Christiane Issa, Roly Verabica (soprano), Christoph Prégardien (ténor), Peter Kooy (basse), La Chapelle royale, Collegium Vocale de Gand, Orchestre des Champs-Élysées, Philippe Harnweghe (direction).

Encore Mozart, mais la messe K. 427, la dernière, inachevée, datée de 1783. Et Mendelssohn, dont Herreweghe, élargissant ses horizons baroques, s'est fait une spécialité, enregistrant déjà des *Pastorales* (Harmonia Mundi), mais pas ce *Wie der Hirsch schreit*, ce qui ne saurait tarder.

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30. Tél. : 47-20-36-37. De 40 F à 280 F.

##### Berg

##### Lulu

Patricia Wesi (soprano), Brigitte Fassbaender (mezzo-soprano), Wolfgang Schöns (baryton), Graham Clark (ténor), Orchestre national de France, Jeffrey Tate (direction), Adolf Dresen (mise en scène).

Une passionnée discographie complétée du dernier opéra de Berg est parue en septembre dans la revue *Opéra*

international. L'enregistrement de Boulez n'arrive pas en tête, mais presque. Et c'est dans la descendance boultzienne directe que se situe le spectacle donné six fois cet automne au Châtelet : Jeffrey Tate, qui dirige pour l'occasion l'Orchestre national, était l'assistant du patron de l'IRCAM quand ce dernier fit découvrir aux Parisiens la version de *Lulu* achevée par Friedrich Cebra, achèvement qui avait à l'époque provoqué une vive polémique. Les esprits sont, depuis, apaisés puisque Tate a déjà annoncé, sans faire hurler personne, qu'il effectuerait des coupes et quelques « omissions » dans la version Cebra. Malgré son bryet finalement assez proche d'un roman-fantastique ou d'un drame à sensation, *Lulu* reste une œuvre étonnante « choquante ». Quatre conférences de Dominique Jameux (les 1<sup>er</sup>, 3, 7 et 8 octobre) faciliteront l'acclimation.

Châtelet. Théâtre musical de Paris, 19 h 30 (+ le 30). Tél. : 40-28-28-40. De 150 F à 440 F.

### Donizetti

#### La Favorite

Katherine Ciesinski, Constance Fae (mezzo-soprano), Justin Lavender, Noël Valsco, Guy Fischer (ténors), Jason Howard, Monty Kerton (baryton), Jeffrey Wells, William Powers (baryton-basses), Lydia Mayo (soprano), Chœurs de l'Opéra comique, Orchestre des Concerts Colonne, Arturo Tamayo, David Robertson (direction), Pierre-Jean San Bernolome (mise en scène).

Remonté à sa langue originale, le français, repris pour la première fois à Paris depuis 73 ans, cette *Favorite* vaut presque autant par ce qu'on en fait que par elle-même et la double distribution réunie à l'Opéra fait peu à peu oublier certaines insuffisances. Les chœurs gagneraient à être plus ensemble et la direction d'Arturo Tamayo borne ses exigences au vite fait bien fait.

Opéra-Comique. Salle Favart (le 27, 19 h 30 ; le 29, 17 heures). Tél. : 42-86-88-83. De 40 F à 120 F.

#### Samedi 28

##### Mozart

##### Diverdimento KV 439 Sérénade KV 361

Orchestre du XVIII<sup>e</sup> siècle, Frans Brüggen (direction).

Le bicentenaire de Mozart nous aura tout de même réservé de grandes joies : le week-end vaillants du Centre de musique baroque agnère (*Le Monde* du 17 septembre) et, presque coup sur coup, trois grands concerts

**COMMUNE**

**saison 91.92**

15 octobre - 27 octobre  
**La Nuit de l'iguane**  
Tennessee Williams  
Brigitte Jacques  
avec la Comédie-Française

20 novembre - 15 décembre  
**Des Siècles de paix**  
Olivier Perrier

21 janvier - 25 février  
**La Place royale**  
Cornelle  
Brigitte Jacques

5 février - 28 février  
**Entretiens avec**  
**Pierre Cornelle**  
Brigitte Jacques

10 mars - 12 avril  
**La Mort de Pompée**  
Cornelle  
Brigitte Jacques

7 avril - 26 avril  
**Le Régiment**  
**de Sambre et Meuse**  
Eric Vigner

23 avril - 30 avril  
**Modeste proposition**  
**concernant les enfants**  
**des classes pauvres**  
Jonathan Swift  
David Gabison  
Emmanuelle Stochi

**48 34 67 67**

Envoi gratuit du programme sur demande

**abonnez-vous**

**TJS**

THEATRE DES JEUNES SPECTATEURS  
CENTRE DRAMATIQUE NATIONAL  
11, rue de la Harpe - 75004 PARIS

**SAISON 91-92**

**Abonnez Vous!**

**LES ENFANTS JANNER**  
Festival d'automne  
Théâtre de la Ville  
du 21 au 24 octobre

**MONSIEUR LEON**  
L'Amour, la mort, la vie  
du 25 au 28 octobre

**VOLTIGE CREATION TJS**  
TJS - Centre Dramatique National  
Monsieur  
du 29 novembre au 1<sup>er</sup> décembre

**LA GRANDE MAISON**  
L'Amour, la mort, la vie  
du 2 au 5 novembre

**BIABOYA ALORS ?**  
La plus terrible histoire du monde  
le 10 au 12 novembre

**WAGON-LIT**  
TJS - Centre Dramatique National  
Strasbourg  
du 13 au 16 novembre

**CARAMEL BLUES**  
Théâtre des Jeunes Spectateurs  
du 17 au 20 novembre

**LA LOCANDIERA**  
Nouvelles Théâtre de la Ville  
Centre Dramatique National  
du 21 au 24 novembre

**LA LEGENDE DE SIEGFRIED**  
Hélène - Centre Dramatique National  
Strasbourg  
du 25 au 28 novembre

**LA POTION MAGIQUE**  
**DE GEORGES BOUILLON**  
TJS - Centre Dramatique National  
Lyon  
du 29 novembre au 1<sup>er</sup> décembre

**HISTOIRE**  
**D'UN PETIT MONSIEUR**  
TJS - Centre Dramatique National  
Lyon  
du 2 au 5 décembre

ABONNEMENT JEUNE PUBLIC  
ABONNEMENT ADULTE  
REMBOURSEMENT

**TEL. 48 59 93 93**

21, place Jean-Paul Sartre - 75004 PARIS  
Monsieur - Madame de Montparnasse

**DU 28 SEPT. AU 13 OCT.**

**LE**

**DECAMERON**

**DES**

**FEMMES**

"époustouflant de virtuosité :  
en 10 aux larmes!"  
TELERAMA

"rarement spectacle aura procuré  
un tel plaisir : une merveille!"  
BIBA

"jubilaire et plein d'humour,  
des comédiennes épatantes."  
7 A PARIS

"spectacle tendre et très drôle  
qui cogne les cœurs."  
LE MONDE

**T.B.B. FR**

**46 03 60 44**

**THEATRE**

**DE LA**

**DANSE**

**Regine Chéninot**  
St Georges  
Grande Halle L. Villette  
du 21 au 31 janvier

**Stéphanie Aubin**  
Orphée, metteur en scène...  
Centre Georges Pompidou  
du 26 au 30 mars

**Odile Dubé et**  
**Daniel Larmieu**  
Créations pour le Ballet de  
l'Opéra de Paris  
Opéra Paris-Gaîté  
15 mai

**3 spectacles 200 F**  
Avec une invitation au  
spectacle de  
Michel Kelenenis  
C'est un vaudeville!

**Théâtre contemporain**  
**de la danse**

**42 74 44 22**

**GAUMONT OPÉRA 14 h 15 - 19 h 45**  
**GAUMONT PARNASSE 14 h 15 - 19 h 45**  
**3 BALZAC Grande salle 14 h 30 - 20 h**  
**SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS 11 h - 15 h 30 - 20 h**

Grand Prix du Festival de Cannes 1991

Michel Piccoli • Jane Birkin • Emmanuelle Béart

**La Belle Noiseuse**

Mise en scène Jacques Rivette

avec Marianne Denicourt • David Burstein • Gilles Aron • ...  
et la main du peintre Bernard Dimeuf

Scénario de Pascal Pontecch • Christine Lamoignon et Jacques Rivette

**14 58 81 38 67**

هكذا من الأصل



هكذا من الازل

## DE LA SEMAINE

par Brügger et les siens : Ah Koiter dans le concert pour cor, Eric Hoprich dans le concert pour clarinette.

Opéra de Paris. Palais Garnier (le 28, 17 heures et 20 h 30 ; le 29, 11 h 30 et 17 heures). Tél. : 47-42-53-71. De 30 F à 250 F.

Le 28 à 20 h 30 (Concerto pour clarinette KV 622, Air de concert pour soprano, Symphonie n° 35). Le 29 à 11 h 30 (Concerto pour flûte KV 313, Concerto pour cor KV 447). Le 29 à 17 h (Voyage scénique du compositeur KV 338, Messe de couronnement KV 317).

### Dimanche 29

#### Ravel

La Valse, poème chorégraphique pour deux pianos

#### Mozart

Sonata pour deux pianos KV 448

#### Rachmaninov

Œuvres pour piano à quatre mains, 2<sup>e</sup> suite, op. 17

Brigitte Engerer,

Pascal Rogé,

Bruno Rigault,

Georges Flandre,

Jean-Claude Pennec,

Michel Laporte,

Jacques Tardieu (piano).

Faméole de pianistes par deux, sur un

deux claviers, pour un théâtre dansant

réjouissant, dont la première valse est

signée Ravel.

Châtelet. Théâtre musical de Paris.

17 heures. Tél. : 40-28-28-40. 50 F.

### Lundi 30

#### Rossini

L'École de solo, ouverture

#### Haendel

Gloria Cesare, extrait

#### Mozart

Alexis D'Amboise

#### Verdi

Œuvres

#### Masse

Mémoires

Monsieur Caballe (soprano),

Orchestre Colonne,

Bernard de Billy (direction).

Un récital avec orchestre de la grande

espagnole, comment omettre de le

conseiller ? Quête à envoyer nos

lecteurs se baser à des guides attachant

complet.

Salle Pleyel, 20 h 30. Tél. : 45-63-89-73.

De 50 F à 340 F.

### Mardi 1<sup>er</sup> octobre

#### Mendelssohn

Romances sans paroles pour piano,

intégrale

Viktor Postnikov (piano).

Pianiste russe qu'on a appris à appré-

cier à sa juste (et immense) valeur, à la

façon d'un certain « dégel » russe,

Postnikov vient d'enregistrer deux

sonates de Chostakovitch (l'une pour

violin, l'autre pour alto) avec Shlomo

Mintz. La firme Erato attend d'elle,

dans les années à venir, des intégrales

de Janáček et de Glazounov. On ne l'attendait

pas dans les Romances sans paroles,

mais c'était une erreur : son enregistre-

ment pour Melodya paraît en France

sous l'étiquette Vogue. Révélation

nécessaire d'une œuvre fort longue (2

CD) et un peu ingrate ?

Salle Gaveau, 20 h 30. Tél. : 49-53-

05-07. De 110 F à 200 F.

### Holliger

Scardaneli-Zylus, pour flûte, petit

orchestre, bande et chorale mixte

Aurélien Niquet (flûte),

London Voices,

Ensemble Modern,

Terry Edwards,

Holger Holliger (direction).

Début de la grande rétrospective Hol-

liger du Festival d'Automne. Inspiré du

compositeur suisse par les poèmes

qu'Holliger composa à la fin de sa

carrière, mais dans sa « folie », sous

le pseudonyme de Scardaneli, un cycle

des saisons sur des harmonies glaciées.

Un monument, ne serait-ce que par ses

proportions (150 minutes) pour décou-

vrir la face cachée - la composition -

d'un artiste surtout connu comme

hautboïste, et quel !

Opéra-Comique. Salle Favart, 20 h 30.

Tél. : 42-88-88-83. De 50 F à 140 F.



The Psychedelic Furs à l'Elysée-Montmartre

## Jazz

### Junior Cook

Rythmique de luxe (Olivier Hutman, Ricardo Del Fra, Sangoma Everet). C'est le premier signe de piste, le second, c'est le lieu, la Villa. Au programme, le ténor de Pensacola, Florio, né en 1934, Junior Cook. Il ne vient pas si souvent à Paris. Tour à tour pupitre de Horace Silver, Dizzy Gillespie et Blue Mitchell (grand quintet), on le retrouve à la Berkley School on aux côtés de Bill Hardman. Le saxophone tel qu'on l'aime : pas de premier plan, pas généraliste non plus, dans cette position d'entre-deux qui manque forcément le grand public et qui n'échappe jamais aux musiciens.

De 25 au 28, La Villa, 22 heures. Tél. : 43-26-60-00.

### Trio René Urtreger

Eric Lelann

Le trompettiste le plus accompli de l'heure, Le Lann, entièrement dédié à la musique, tenacement rivé à l'idée du jazz qu'il modifie toujours, et l'un des ses découvreurs, Urtreger, en trio. Beaux esprits s'abstiennent. Le Montana est un vrai club de jazz, mal fréquenté, égaré, tunnelisé, seigneur comme une chapelle : l'équivalent des grands cafés littéraires d'autrefois. Pour la perfection du bonheur, le pianiste n'a pas très bon caractère.

Les 27 et 28, La Montagne, 22 h 30. Tél. : 45-48-83-08.

## Rock

### Woodentops

Les Woodentops, groupe minimaliste qui parvient aux intégrités rock de se laisser aller à leurs penchants pour le miniguit et le ciseau sans avoir à acheter de disques des Carpenters, se sont reformés. Etait-ce bien la peine ? Réponse à l'Elysée-Montmartre.

Le 27, Elysée-Montmartre, 19 h 30. 120 F.

### Psychedelic Furs

Groupe romantique sombre apparu dans le sillage du punk, les pelages psychédéliques viennent de resurgir à la surprise générale, et aussi à la grande joie de ceux qui aiment les guitares tournoyantes, les chansons complexes et les ambiances d'apocalypse individuelle, toutes choses plutôt au goût du jour.

Le 28, Elysée-Montmartre, 19 h 30. 100 F.

### A Night of Interference

Des DJ qui sont aussi des musiciens vont essayer de transformer l'Espace Ornano en boue de cristal musicale, au moment où l'on entendra le futur. Avec Keith LeBlanc, de Tackhead, Tim Simonon, de Bomb The Bass, DJ Spike et Ultra Marine, pour jeter des passerelles entre genres (rap, house, ragga-muffin...), déstructurer, manipuler, créer.

Le 28, Espace Ornano, 19 h 30.

### Whitney Houston

Après avoir annulé les concerts prévus au printemps pour cause de guerre du Golfe, même si celle-ci était finie depuis plusieurs semaines, Whitney Houston, qui a sûrement envoyé des équipes de déminage en éclaircie, arrive enfin à Paris. Elle est belle, sa voix fait des merveilles, et il le faut bien étant donné l'insignifiance constante de son matériel. Si la qualité entraine dans les critères du Livre Guinness des records, Whitney Houston pourrait viser un titre dans la catégorie « glâches ».

Le 1<sup>er</sup> octobre, Palais omnisports du Paris-Bercy, 20 h 30. Location Fnac, 180 F.

## Régions

### Mulhouse

#### Klaus Huber

Passion profane

Suzanne Otto (mezzo-soprano),

Théophile Meyer (ténor),

Karl Widmer (baryton),

Arturo Tamayo (direction).

Le Musée du chemin de fer de Mulhouse est régulièrement annexé par le festival Musor pour y installer de grandes « machines », locomotives d'un foisonnant programme. Cette Passion profane, oratorio s'inspirant de poèmes écrits dans des prisons, aux quatre coins du monde, caractérise l'inspiration, généralement spirituelle et humaniste, d'un compositeur suisse mal connu en France. Elle ne nécessite pas moins de trois chefs d'orchestre. Elle sera donnée en première française après sa création, en 1981, par le Festival de Hollande.

Le 28, Musée du chemin de fer, 21 heures.

### Strasbourg

#### Dillon

Sortilèges

James Dillon,

Armand Angster (clarinette),

Jean-Paul Celis (cornemuse),

Gay Fitch,

Emmanuel Séjourné (percussions),

Claire Gantimome (flûte),

Francis Kuller (soprano),

Bernard Wambach (piano),

Ensemble Accroche-Note.

Portrait en trois premières françaises et une création d'un compositeur écossais de quarante-quatre ans, celui que les festivals d'avant-garde s'arrachent désormais. Visiblement marqué par la culture rock et ses origines celtiques, autodidacte certes, mais savant, philosophe à ses heures, penseur pour le moins impénétrable, Dillon compose une musique libre et forte, dont la complexité formelle n'écartera ni la liberté de ton ni la violence quasi hooligannienne.

Le 26, Conservatoire, 20 h 30. Tél. : 88-75-58-88. 80 F.

### Radulescu

De Emerge Ultimate Silence, pour 34 voix

d'enfants

Amy

Missa cum jubilo pour quatre voix,

chœur d'enfants, chœur mixte et

orchestre

Nicola Monastier (soprano),

Katherine Chesnel (mezzo),

Jules Ben (ténor),

René Schärer (basse),

Orchestre philharmonique de Strasbourg,

Chœur de l'Orchestre national de Lyon,

BBC Singers,

Melina de Coker,

Melina de Coker,

Gilbert Amy (direction).

Amy, Radulescu : un rapprochement

que l'on n'attendait pas. Le second est

roumain, viscéralement antisémite,

alchimiste du son et de la spatialisa-

tion. Disciple de Pierre Boulez et son

successeur à la direction du Domaine

musical, Gilbert Amy dirige le Conserva-

toire supérieur de Lyon. Mais l'im-

mense messe de Gilbert Amy n'a rien à

envier sur le terrain de l'utopie aux

34 voix d'enfants réunies par Radu-

lescu dont le titre s'appelle D.E.U.S. (De

Emerge Ultimate Silence).

Le 29, Espace Saint-Paul, 17 heures. Tél. : 88-75-19-58. 80 F.

Le 27 septembre, Arques (près de Bordeaux), en plein air, 22 h 30, 45 F. Le 28, Toulouse, La Bâle, 21 heures, 80 F. Le 2 octobre, Rouen, Eco 7, 20 heures, 80 F.

### Simple Minds

Fin de tournée pour Simple Minds qui ont tout l'été proposé la version « humaine » de leur rock à grand spectacle. Sans avoir vraiment tourné le dos au pompiérisme, Jim Kerr et ses consorts laissent mieux paraître aujourd'hui leurs qualités (sincérité, sens architectural) que par le passé.

Le 26 septembre, Amneville-les-Thermes (banlieue de Metz), salle Gelaxie, 20 h 30.

### Paris

Festival American Roots

Deuxième édition de ce festival à dominante country. Avec d'abord (et surtout) Emmylou Harris, grande voix du genre, rénovatrice en son temps (à la fin des années 70). Mais aussi Joe Raposo, guitariste-choriste, les Sundogs, qui donnent une version rock du zydeco faite pour danser, et les Dusters. Ce trio de blues gras relève d'un genre un peu particulier : comme les Kentucky Headhunters, ils pratiquent une musique classiquement rock à l'usage des fans de country qui ont besoin de se défouler. Avec eux, une gloire montante de la « country alternative » (celle qui cherche son inspiration ailleurs que dans les soap operas), Susan Marshall.

Joe Raposo, le 28 septembre au New Morning à 21 heures. Emmylou Harris, le 30 septembre au Bataclan, à 20 heures et 22 h 30. Les Sundogs, le 1<sup>er</sup> octobre à 21 heures, au New Morning. Les Dusters et Susan Marshall, le 2 octobre au New Morning à 21 heures. Location Fnac, Megastore.

## Chanson

### Groupe TSF

TSF : du swing, de la drôlerie, du chic parisien garanti. Deux garçons et deux filles à qui le jazz vocal ne fait pas peur, ni l'humour évaporé, et qui ont soigné la mise en scène, les costumes, les lumières d'un spectacle parfois un peu long, mais où la musique, la chanson, règnent comme des labels de qualité.

Les 26 et 27, Boulogne-Billancourt, T.B.S., 20 h 30. Tél. : 46-03-80-44.

### Claude Nongaro

Superbe Nongaro qui n'en finit pas de tourner dans l'hexagone avec son ami le pianiste Maurice Vander, pour parcourir la chanson française, la sienne, avec son regard de jazzman amoureux, ses mots enfilés comme des perles, ses envies d'ici et d'ailleurs, son swing baladeur, et sa parfaite maîtrise du métier de chanteur.

Le 27, Noly-le-Grand, Espace Michel-Simon, 21 heures. Tél. : 49-31-02-02. 150 F.

### Jane Birkin

Jane Birkin reprend son spectacle du Césion de Paris, hommage subtil et délicat au compagnon disparu, sentiments à fleur de peau, jeux d'ombres et de lumière sur fond d'adolescence rêveuse. Le style Birkin est inimitable, la voix, le sourire, l'inspiration, le charme. Et Gainsbourg, toujours.

Le 27, Rueil-Malmaison. Théâtre André-Malraux, 20 h 45. Tél. : 47-32-24-42. Location Fnac, Virgin. De 150 F à 180 F.

### Gilbert Bécaud

Le retour de Gilbert Bécaud, avant, dit-il, le retrait définitif de la scène de celui qui l'année si longtemps. Le compositeur et interprète de dizaines de chansons françaises parmi les plus célèbres du monde réitère sa performance d'il y a trois ans, avec deux soirées alternées, l'une bleue, l'autre rouge, avec deux répertoires distincts, pour satisfaire la demande du public qui veut toujours entendre sa « préférée », mais ça n'est jamais la même.

Le 1<sup>er</sup> octobre, Olympia, 20 h 30. Tél. : 47-42-25-49. De 140 F à 240 F.

## Musiques du monde

### Aux confins de l'Asie

Marionnettes sur eau du Vietnam, ensemble de bambous de Bali, musique et danse de Java, chants mystiques du Bangladesh, ombres dansées du Cameroun, théâtre traditionnel de Sri Lanka : le cycle « Aux confins de l'Asie » mis en place par la Maison des cultures du monde de Paris avec l'Association française d'action artistique (AFAA), met l'eau à la bouche et éveille la curiosité. Jusqu'au 10 novembre, danseurs, musiciens, chanteurs vont donner la mesure des formes culturelles enracinées dans cette Asie somme toute mal connue dans sa profondeur. Présents à Paris, à la Maison des cultures du monde (Jong Bal, du 27 au 30 septembre. Musiques et danses du pays Sunda de Java, du 1<sup>er</sup> au 3 octobre), au Cirque d'hiver (Marionnettes sur eau du Vietnam, du 1<sup>er</sup> au 13), les spectacles tourneront également à Marseille (Maison de l'étranger). Premier volet, les Jéges de Bali, ces ensembles de bambous (xylophone, tambours, flûte, cymbales et violon) qui accompagnent les danseurs.

Le 27 septembre au 10 novembre. Rens. : Maison des cultures du monde. Tél. : (1) 40-44-72-30.

### La sélection

« Classique » a été établie par Anne Rey et Gérard Candé. « Jazz » : Francis Marmande. « Rock » : Thomas Sotinel. « Musiques du monde » : et « Chanson » : Véronique Mortalogue.

théâtre de la bastille

DU 17 SEPT AU 13 OCT A 21H  
DIM 17 H - RELÂCHE LUNDI

JE SUIS  
de Valère NOVARINA  
avec  
Aude BRIANT  
Roséliane GOLDSTEIN  
Laurence MAYOR  
Michel BAUDINAT  
André MARCON  
Daniel ZNYK

DU 24 SEPT AU 20 OCT A 19H30  
DIM 15H30 - RELÂCHE LUNDI

LEGEREMENT  
SANGlant  
de Jean-Michel RABEUX  
avec  
Claude DEGLIAME  
Manuela GOURARY  
Jacques MAZERAN  
Emmanuelle TERTIPIIS

43 57 42 14  
76, RUE DE LA ROQUETTE 75011 PARIS

MUSIQUE DU 11 AU 20 OCTOBRE

Lambert Wilson chante

LOCATION : 49 80 18 88  
FNAC, VIRGIN MEGASTORE

CINZANO et L'ANNIVERSAIRE DE SMIRNOVA

de Ljudmila Pétrovitchskaja

WISSEN SCHAFFEN  
STEPHAN WELDEGG  
JUSQU'AU 10 NOVEMBRE

théâtre 15 45 08 02 22  
MUSÉE D'ART MODERNE

théâtre 15 45 08 02 22  
MUSÉE D'ART MODERNE

Nouveau département du théâtre contemporain de la danse, le centre d'information et d'orientation du danseur s'adresse à tous les danseurs professionnels, sans distinction de disciplines artistiques.

les services proposés s'organisent autour de trois axes principaux :

les droits sociaux  
la formation  
la reconversion

Renseignements  
42 74 58 61

Belle Noisette

du 4 au 27 octobre

FABLES LA FONTAINE

mise en scène Laurence Février

LES GEMEAUX / SCEAUX

(1) 46 61 36 67



## ARTS

## Nouvelles expositions

## Munch et la France

L'artiste norvégien y est confronté à Monet, Caillebotte, Bernard, Gauguin, Lautrec, Derain... Pour nous montrer un Munch méconnu, qui fit de nombreux séjours à Paris entre 1885 et 1908 et y prit connaissance des principaux courants artistiques. A l'occasion de cette exposition, qui est organisée en collaboration avec le Musée Munch d'Oslo, Orsay propose un cycle norvégien : concerts et films.

Musée d'Orsay, 1, rue de Solferino, Paris 7<sup>e</sup>. Tél. : 40-49-48-14. Mercredi, vendredi, samedi, mardi de 10 heures à 18 heures, jeudi de 10 heures à 21 heures, dimanche de 9 heures à 18 heures. Fermé le lundi. Du 28 septembre au 5 janvier 1992. 30 F.

## Portrait de l'artiste (1600-1890)

Une occasion de découvrir des tableaux de petits maîtres hollandais, italiens, français, autour d'un thème fort intéressant : celui des autoportraits et des intérieurs d'ateliers. L'exposition réunit aussi un ensemble de photographies des années 1830-1890, montrant nos pères et quelques autres dans leur atelier.

Galerie Haboldt & Co, 137, rue du Faubourg-Saint-Honoré, Paris 8<sup>e</sup>. Tél. : 42-89-84-63. Tous les jours, sauf dimanche, de 10 heures à 13 heures et de 14 heures à 18 heures, samedi de 10 heures à 17 heures. Du 25 septembre au 9 novembre.

## Paris

## Guillaume Apollinaire

Des gravures, des dessins, des livres et des documents à la fois : en fait l'exposition de la bibliothèque de Guillaume Apollinaire, miraculeusement conservée jusqu'à aujourd'hui, et rachetée par la Ville de Paris en 1990.

Bibliothèque historique de la Ville de Paris, hôtel de Lamignon, 24, rue Pavée, Paris 4<sup>e</sup>. Tél. : 42-74-44-44. Tous les jours, sauf dimanche, et jours fériés de 10 heures à 18 heures. Jusqu'au 6 octobre. 15 F.

## En bateau

Des années 1840 à nos jours, un voyage photographique en deux cent une images prises dans toutes sortes de bateaux : barques, péniches, paquebots ou porte-avions, fixées à bord ou sur la côte par Le Gray, Stieglitz, Brassai.

René-Jacques, Manuel Esclusa ou Jorge Ribalta.

Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson, Paris 16<sup>e</sup>. Tél. : 47-23-36-53. Tous les jours, sauf mardi, de 9 h 45 à 17 heures. Jusqu'au 4 novembre.

## Kilims d'Anatolie

On peut ne pas être amateur de tapis, mais... Ceux-ci sont anciens, tissés serrés, avec soin, et riches en motifs et couleurs. Ils viennent d'une importante collection américaine (la collection Coy Jones au Musée des beaux-arts de San Francisco), qui se promène en Europe pour la première fois.

Institut du monde arabe, 1, rue des Fossés-Saint-Bernard, Paris 5<sup>e</sup>. Tél. : 40-51-38-36. Tous les jours, sauf lundi, de 13 heures à 20 heures. Jusqu'au 23 novembre. 20 F.

## El Lissitzky

L'œuvre d'un combattant, qui fut une figure majeure de l'avant-garde en Union soviétique dans les années 20. Au temps du constructivisme, quand les plasticiens cherchaient à faire rimer art et utopie, peinture et société, abstraction et langage universel.

Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, av. du Président-Wilson, Paris 16<sup>e</sup>. Tél. : 47-23-36-27. Tous les jours, sauf lundi et jours fériés, de 10 heures à 17 h 30, mercredi jusqu'à 20 h 30. Jusqu'au 30 octobre. 30 F.

## Livres du connétable, bibliothèque d'Anne de Montmorency

Le Musée de la Renaissance d'Ecrouen se lance dans les expositions temporaires. En réunissant des ouvrages ayant appartenu au connétable de Montmorency. Des raretés présentées dans le décor restitué depuis quelques années de la riche bibliothèque du château.

Musée national de la Renaissance, château d'Ecrouen, Ecrouen, 95440. Tél. : 39-90-04-04. Tous les jours, sauf mardi, de 9 h 45 à 12 h 30 et de 14 heures à 17 h 15. Jusqu'au 16 décembre.

## Picasso, jeunesse et genèse

Que Picasso eût le don et très tôt la maîtrise du dessin, on le savait depuis longtemps. Pouvoir le vérifier encore n'est pas désagréable pour autant. Surtout quand on nous promet plus de cent feuilles en tous genres (déjà !), dont certaines n'ont encore jamais été exposées au public.

Musée Picasso, hôtel Salé, 5, rue de Thorigny, Paris 3<sup>e</sup>. Tél. : 42-71-25-21. Tous les jours, sauf mardi, de 9 h 15 à 17 h 15, mercredi jusqu'à 22 heures. Jusqu'au 25 novembre. 33 F.

## Sophie Calle

L'attrait et la peur de l'inconnu, le désir de l'autre, l'attente de la rencontre, et la perte, mais aussi la séduction et la transgression, inspirent les jeux rituels, capés et vécus comme un piège par cette artiste désormais bien connue aux Etats-Unis, qui exprime sa vie comme une aventure secrète et tout à fait singulière.

Sophie Calle, rétrospective - Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson, Paris XVI<sup>e</sup>. Tél. : 47-23-61-27. Jusqu'au 13 octobre.

## Patrick Faigenbaum et Günther Forg

Vampirisés dans leur palais par un archéologue de l'imagerie, les descendants des grands familles italiennes amorcent une plongée vertigineuse dans l'au-delà. Fixant les liens qui unissent les êtres à leur milieu, ces vues énigmatiques, plus rêvées que réelles, s'opposent à la froideur objective des portraits de l'Allemand Günther Forg.

Patrick Faigenbaum et Günther Forg - Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson, Paris XVI<sup>e</sup>. Tél. : 47-23-61-27. Jusqu'au 13 octobre.

## Galleries

## Tony Cragg

Poussé, semble-t-il, par un goût inventé pour les matériaux les plus divers, pauvres comme la terre ou riches comme le marbre, le sculpteur anglais Tony Cragg bouge et se renouvelle tout le temps, depuis dix ans. C'est appréciable, même si parfois on trouve moins bonne tournure à ses œuvres.

Galerie Crouzet-Robelin Sama, 40, rue Quincampoix, Paris 4<sup>e</sup>. Tél. : 42-77-38-87. Tous les jours, sauf dimanche et lundi, de 11 heures à 13 heures et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 12 octobre.

## 1981-1991

La galerie de France fête son ouverture, il y a dix ans, au 32, rue de la Verrerie, avec ses artistes et quelques autres, anciens et nouveaux. Par exemple Dubuffet, Degottet, Tinguely, Ailland, Pincemin, Bouillon, Rebecca Horn. Les œuvres ont été triées sur le volet et l'accrochage est assez subtil pour que, justement, on ne pense pas à un accrochage.

Galerie de France, 32, rue de la Verrerie, Paris 4<sup>e</sup>. Tél. : 42-74-38-00. Tous les jours, sauf dimanche et lundi, de 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 19 octobre.

## Gottfried Honegger

Du cercle et de l'angle droit, du tableau-relief et du monochrome : le Suisse Gottfried Honegger (né en 1917) est resté, contre vents et marées, un prologue mystique de l'abstraction géométrique pure et dure. Aujourd'hui on lui en sait gré.

Galerie Gilbert Brownstone et Cie, 9, rue Saint-Gilles, Paris 5<sup>e</sup>. Tél. : 42-78-43-21. Tous les jours, sauf dimanche et lundi, de 11 heures à 13 heures et de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 14 octobre.

## Anselm Kiefer

Un artiste allemand d'aujourd'hui, qui a le don tout à la fois de fasciner et d'écœurer à remuer sa terre, sa mémoire, son histoire patricienne, en grand, en sombre, en fabricant d'immenses tableaux chargés de matières brûlées, oxydées, et des livres aux feuilles de plomb. Qu'on n'oublie pas.

Galerie Yves Lambert, 108, rue Villard-du-Temple, Paris 3<sup>e</sup>. Tél. : 42-71-08-33. Tous les jours, sauf dimanche et lundi, de 10 heures à 13 heures et de 14 h 30 à 19 heures. Jusqu'au 29 octobre.

## Marcelle Loubchansky

Peintre tchiste salué dans les années 50 par André Breton et Charles Estienne, Marcelle Loubchansky est morte à Paris en 1983, injustement oubliée.

Galerie Carole Brinsaud, 25, rue de Penhièvre, Paris 8<sup>e</sup>. Tél. : 42-56-40-90. Tous les jours, sauf dimanche, de 10 heures à 13 heures, samedi de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 26 octobre.

## Gerhard Richter

Peindre encore et toujours, en peignant toutes sortes d'images de la peinture : paysages, nus, portraits, brossages gestuels, monochromes... En maître du genre ou de la discipline picturale. L'exposition propose une série récente de grandes toiles abstraites de l'artiste allemand.

Galerie Durand-Dessert, 28, rue de Lappe, Paris 11<sup>e</sup>. Tél. : 48-06-92-23. Tous les jours, sauf dimanche et lundi, de 11 heures à 13 heures et de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 12 octobre.

## Jacques Villon

Une quarantaine de peintures de 1940 à 1960. Des paysages graphiques, équilibrés, aux couleurs claires, inspirés par les séjours en Gascogne ou en Normandie. Quelques portraits aussi, dont un petit autoportrait brossé comme un miroir des dernières années.

Galerie Louis-Carré, 10, av. de Messine, Paris 8<sup>e</sup>. Tél. : 45-82-57-07. Tous les jours, sauf dimanche, de 10 heures à 12 h 30 et de 14 heures à 18 h 30. Jusqu'au 2 novembre.

## Régions

## Angers

## Jacoda Buic

Depuis plusieurs années, la ville qui abrite la *Tenture de l'Apocalypse* a trouvé le bon fil en exposant largement des artistes contemporains s'exprimant à travers des formes tissées. Par exemple la Yougoslave Jacoda Buic qui, à partir des années 60, a largement contribué au renouvellement du langage de la tapisserie.

Musée Jean Lupat et de la tapisserie contemporaine, 4, boulevard Arago, 49100. Tél. : 41-87-41-06. Tous les jours, sauf lundi, de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 3 novembre.

## Chartres

## Proust et les peintres

Du Greco à Jacques-Emile Blanche, en passant par Peter de Hooch et Watteau, une centaine de peintures, des dessins et de nombreux documents tentent de reconstituer le musée intérieur de l'écrivain. Une entreprise délicate, car si l'œuvre de Proust est imprégnée de culture picturale, les références précises manquent souvent.

Musée des beaux-arts de Chartres, 28, cloître Notre-Dame, 28000. Tél. : 37-36-41-39. Tous les jours, sauf mardi, de 10 heures à 18 heures. Jusqu'au 30 novembre.

## Colmar

## Martin Schongauer

C'est l'année du cinquième centenaire de la mort du « Beau Martin », un grand maître, dont on situe généralement l'art à égale distance de celui des Flamands et des Allemands. Et le Musée de Colmar, sa ville natale, en profite pour exposer ses gravures et ses dessins. Une bonne et juste initiative.

Musée d'Unterlinden, 68000. Tél. : 89-41-89-23. Tous les jours de 9 heures à 18 heures jusqu'au 31 octobre. Du 1<sup>er</sup> novembre au 1<sup>er</sup> décembre du 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures.

**MAISON**  
Centre Culturel de Strasbourg

**L'Exercice de la Bataille**  
de André Malraux

magasin de livres, André Malraux, rétrospective, François Mauriac, Maurice Maeterlinck, Eugène Ionesco, Marcel Schwob, Maurice Maeterlinck, Luc de la Haye, Louis Aragon, Pierre Gascar, Michel Leiris, Georges Courteline, Marcel Schwob, du 30 septembre au 4 octobre, 14 h 30 h 20 h 30

24 septembre - 26 octobre

**Judd**  
Sculptures

**Galerie Lelong**  
15, rue de Téhéran, Paris 8<sup>e</sup>

24 septembre - 26 octobre

**Judd**  
Sculptures

**Galerie Lelong**  
15, rue de Téhéran, Paris 8<sup>e</sup>

24 septembre - 26 octobre

**Thursz**  
Peintures

**Galerie Lelong**  
15, rue de Téhéran, Paris 8<sup>e</sup>

17 septembre - 28 octobre

**Exposition internationale de la Biennale de la Photographie**

Hôtel des arts  
Fondation nationale des arts 11 rue Bezyer 75005 Paris  
Téléphone 1-42 56 71 71

**DU 20 AU 29 SEPTEMBRE 1991**

**FOIRE NATIONALE A LA BROCANTE**

**ILE DE CHATOU**

**PRES DE PARIS, ACCES DIRECT R.E.R. CHATOU**

**TOUS LES JOURS DE 10 H A 18 H**

ORGANISEE PAR LE SYNDICAT NATIONAL DU COMMERCE DE L'ANTIQUITE ET DE L'OCCASION.

**TEL : 47 70 88 78**

17 heures, sauf mardi. Visite sur R.V. au 88-41-02-29. Jusqu'au 1<sup>er</sup> décembre. 45 F.

## Dijon

## Henri Matisse

Le Musée Matisse de Nice, en pleine rénovation, est fermé jusqu'en 1992. Pourquoi, dans ce temps de travaux, ne pas faire profiter de sa belle collection, particulièrement riche en dessins ? 180 feuilles de toutes les époques, sont en effet conservées à Cimex. Dijon en présente un choix, mais aussi des peintures et des gouaches découpées.

Musée des beaux-arts, place de la Salente-Chapelle, 21100. Tél. : 80-74-62-70. Tous les jours, sauf mardi, de 10 heures à 18 heures, dimanche de 10 heures à 12 h 30 et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 6 octobre.

## Lyon

## L'Amour de l'art, Première Biennale d'art contemporain

L'objectif de cette Première Biennale de l'art contemporain, à Lyon, est de mieux faire connaître la création d'aujourd'hui en France. Pour ce faire, ses organisateurs, Thierry Raspail et Thierry Prat, ont vu large, généreusement, et choisi de présenter dans la salle Tony-Garnier, au Musée d'art contemporain et à l'ELAC, soixante-neuf expositions particulières d'artistes jeunes et vieux, connus et inconnus. Eclectique, la prestation ne manque pas de vitalité.

Halle Tony Garnier, 20, place Antonin-Perrin, 69007. Tous les jours de 12 heures à 19 heures, les mardi et vendredi jusqu'à 22 heures. Jusqu'au 13 octobre. 30 F.

## Moriaki

## Pierre Restany

Une vie dans l'art depuis quarante ans. Agitée. Des voyages, des coups de cœur, du discours. Beaucoup de curiosité, de prises de positions raisonnables, amusées. Et pas mal d'emprise un peu partout à travers le monde. Faut-il rappeler que Pierre Restany, ce routier

non routinier, est l'inventeur du nouveau réalisme ?

Musée des Jacobins, place des Jacobins, 29600. Tél. : 98-88-68-88. Tous les jours, sauf mardi, de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 10 novembre.

## Nancy

## Le cubisme à Prague

A partir de 1910, les artistes tchèques se rapprochent des solutions cubistes proposées par les « Parisiens ». A la même époque, l'historien d'art pragois Vincenc Kramar entreprend de rassembler une collection d'art moderne français. « La flamme énorme du cubisme » bouleverse l'art qui se manifeste en Europe centrale. Organisée grâce à des prêts des collections nationales tchèques et des musées français, l'exposition tchèque permet de confronter des œuvres de Gris, Picasso, Braque, Derain et Gleizes à celles de Benes, Capek, Filla, Prochazka ou Gut-freund.

Musée des beaux-arts, place Stanislas, 54000. Tél. : 83-37-65-01. Tous les jours, sauf mardi, de 10 h 30 à 18 heures, lundi de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 1<sup>er</sup> décembre.

## Poitiers

## James Turrell

Un Américain qui, depuis vingt ans, à travers ce qu'il appelle des « environnements sensoriels », dans lesquels on entre à tâtons, cherche à mettre la lumière à portée de main. Rien n'est donné d'emblée, il faut s'accommoder. Ou, comme à Poitiers, se mettre en milieu, et plonger dans une piscine. Qui sait, pour gagner le ciel.

Comptoir moderne, 185, faubourg de Pont-Neuf, 86000. Tél. : 49-48-08-08. Tous les jours, sauf dimanche et lundi de 12 heures à 20 heures. Jusqu'au 28 octobre.

La sélection « Arts » a été réalisée par Geneviève Breuerette. Sélection « Photo » : Patrick Rogier.

**AVANT PROGRAMME**

**TDN**  
THEATRE  
D'ARTS  
D'ARTS  
D'ARTS

**91-92**

**CDN NICE COTE D'AZUR**

**KALYI JAG**  
Musique des « Biganes » Hongrois

**LE SOUPER**  
Jean-Claude Brisville/Jean-Pierre Miquel

**LA NUIT VENITENNE**  
Musée/Léonidas Strapatsakis

**GAUDEAMUS**  
Sergueï Kalédine/Lev Doudine

**APERGHIS**

**ROBERTO ZUCCO**  
Bernard-Marie Koltès/Bruno Boëglin

**LE GRAND BAIN**  
Thierry Vincent

**BOUJENAH/ELLE ET MOI**

**LE TEMPS ET LA CHAMBRE**  
Bohio Strauss/Patrice Chéreau

**MYSTIFICATION**  
Didier/Jacques Weber

**LA CONTREBASSE**  
Patrick Süskind/Philippe Perran

**VOLTAIRE/ROUSSEAU**  
Jean-François Préverd

**BALLET FRANKFURT/WILLIAM FORSYTHE**

**LA PASSION SELON G. H.**  
Clarice Lispector/Alain Neddam

**RECITS D'UN JEUNE MEDECIN**  
Mikhail Boulgakov/Etienne Pommerehne

**L'ECOLE DES FEMMES**  
Molère/Jean-Luc Boute

**ARTHUR H.**

**QUATRE HEURES A CHATILA**  
Jean Genet/Alain Milanti

**MARILYN MONTREUIL**  
Jérôme Savary/John Bumeu/Diane Tell

**LA CARESSE**  
Philippe Faure

**LYON OPERA BALLET/ANGELIN PRELJOCAJ**  
Romeo et Juliette

**CENTRE DRAMATIQUE NATIONAL NICE COTE D'AZUR**  
Direction Jacques Weber / 93 13 90 90

مكتبة من الأصل



# DE LA SEMAINE

## DISQUES

### Classique

#### Schumann

Les deux trios avec piano  
Jean Hubert (piano), Henri Marcell (violin),  
Paul Tortelier (violoncelle).  
Paul Tortelier est mort le 18 décembre  
dernier. L'écoute de cet hommage  
qu'Erato lui dédie aujourd'hui - réédition  
d'un enregistrement de 1960 - se  
fait forcément de tristesse et de nostalgie.  
D'enthousiasme sans partage  
aussi, et les sentiments n'y sont pour  
rien cette fois. Il régit en l'âme de ces  
deux trios un climat de complicité  
joyeuse, de pure et simple camaraderie  
qui fait oublier, aussitôt passées, les  
très légères fluctuations d'intonation du  
violoncelle.  
Splendeur absolue des deux mouve-  
ments lents, si différents, mais égale-  
ment angoissés et angoissants : Schu-  
mann et ses ruptures de style et de ton,  
unifiées par l'engagement d'interprètes  
tout à leur « conversation ».  
1 CD Erato 2282-45726-2.

A. R.

#### Mozart

Concerto pour piano et orchestre n° 27.  
Concerto pour clarinette et orchestre.  
Jean-Claude Penver (piano), Michel Leduc  
(clarinette), Orchestre de chambre  
d'Alvergne, Jean-Jacques Kantorow  
(direction).  
Les deux derniers concertos de Mozart  
réunis sur un même disque : l'idée est  
séduisante et n'avait, semble-t-il,  
jamais été mise en pratique. Séduisante  
et justifiée : la même mélancolie, les  
mêmes couleurs lumineuses éclatent  
dans ces deux œuvres si proches. Séduisante  
et justifiée, car les interprètes les jouent  
ainsi, sans hausser le ton, avec des  
phrases tournées vers l'intérieur, des  
sonorités presque éteintes parfois.  
Jean-Claude Penver d'attaque pas le  
finale du *Vingt-Septième* Concerto avec  
cet entrain un peu naïf qui mettrait  
tant de ses confrères. Michel Leduc  
préfère un son « pur » au vibrato très  
« Dame aux camélias » que tant de cla-  
rinetistes cultivent pour faire expres-  
sion.  
A part une ou deux interventions  
hasardeuses des cornistes, l'Orchestre  
de chambre d'Alvergne épate par la  
parfaite tenue de son quatuor à cordes.  
Il n'y a rien d'émouvant à cela. Le violon-  
iste Jean-Jacques Kantorow en est le  
directeur artistique et Alexandre Brus-  
ilowky le premier violon.

1 CD Lyrica CD 107. Distribué par Wotro Music.

#### Berlioz

Symphonie fantastique.  
Ouverture du Carnaval romain  
et des Francs-Juifs.  
Orchestre symphonique de Baltimore, David  
Zinman (direction).  
Voilà le disque-type que l'on n'écoute  
ni même pas, si l'on n'était prévenu

de la révolution menée par Zinman à  
Baltimore, aux États-Unis. Révolution  
dont France-Musique s'est fait l'écho, il  
y a deux ou trois ans, tout au long d'un  
« Matin des musiciens » consacré, par  
Jean-Pierre Darras et Christian Zacharias,  
aux temps chez Mozart et Beethoven.  
Révolution dont les solistes  
invités là-bas portent la bonne parole  
de loin en loin.  
L'Orchestre de Baltimore serait devenu  
l'un des meilleurs orchestres d'outre-  
Atlantique. En plus d'une perfection  
technique typique des formations *made in USA*, il témoignerait de cette culture  
du son, de cette musicalité que l'on ne  
reconnait qu'aux orchestres européens  
(beaucoup de chefs d'orchestre affir-  
ment cela sans pouvoir l'expliquer de  
façon rationnelle. Peut-être n'est-ce  
qu'une vue de l'esprit).  
Intrigué, donc, on écoute ce CD.  
D'abord parce que les prises de son de  
l'enregistrement de 1960 - se  
font forcément de tristesse et de nostalgie.  
D'enthousiasme sans partage  
aussi, et les sentiments n'y sont pour  
rien cette fois. Il régit en l'âme de ces  
deux trios un climat de complicité  
joyeuse, de pure et simple camaraderie  
qui fait oublier, aussitôt passées, les  
très légères fluctuations d'intonation du  
violoncelle.  
Splendeur absolue des deux mouve-  
ments lents, si différents, mais égale-  
ment angoissés et angoissants : Schu-  
mann et ses ruptures de style et de ton,  
unifiées par l'engagement d'interprètes  
tout à leur « conversation ».  
1 CD Erato 2282-45726-2.

A. L.

### Rock

#### Guns n' Roses

Use Your Illusion I /  
Use Your Illusion II  
Voilà : deux heures et demie d'écoute.  
La production de Guns n' Roses ces  
deux dernières années, livrée en deux  
albums, qui sortent simultanément  
mais sont vendus séparément. La car-  
rière météorique du groupe a pour  
l'instant plus ou moins épargné la  
France. Mais, aux États-Unis, Guns  
n' Roses a développé autour de sa musi-  
que et de son image une mythologie  
synchrétique qui unit la sensualité des  
Rolling Stones, le gigantisme de Led  
Zepplin, les tendances suicidaires des  
Stooges, aux chiffres de vente des  
Eagles. Appelé *for Destruction*, le pre-  
mier album du groupe, s'est vendu à  
14 millions d'exemplaires.  
Les deux tomes de *Use Your Illusion*  
donnent à entendre tout ce qui fait la  
grandeur du groupe : son appropriation  
dans complexe de l'histoire du hard  
rock, son respect total pour ses tra-  
ditions et ses rituels. Et tout ce qui fait  
ses faiblesses : la confusion entre com-  
plaisance et expérimentation (surtout  
sur le volume II, qui tient plus du mar-  
ché aux puces que de l'album  
conscient), la provocation imitée (les  
couilles produites à leurs débuts sur  
*Get in the Ring*, le sexisme de *Back  
Off Black*) et un penchant pompi-  
er (*November Rain*). Reste que le  
volume I est certainement le meilleur  
disque de hard rock sorti depuis long-  
temps et que le volume II n'est pas  
exempt de moments brillants.

Geffen/Uni Salsito GED 24420 et GED  
24415. Distribué par BMG.

#### Texas

Mother's Heaven  
Le deuxième album fatidique après le  
succès instantané de *Southern*, début  
tournaient d'un groupe d'États-Unis qui  
auraient voulu naître entre Mississippi  
et Rio Grande. *Mother's Heaven* va



Paul Tortelier enregistrant Schumann en 1960.

résolument de l'avant, trouvant au pas-  
sage quelques récentes inédites - pas  
forcément réussies - comme le gospel-  
house de *Why Believe in You*. Les  
musiciens de Glasgow tournent résolu-  
ment le dos aux tentations du rock FM  
qui glissent en partie leur premier  
disque.  
Mais *Mother's Heaven* est un disque  
bizarrement fichtu, extrêmement mono-  
tue dans sa première partie, qui  
enchaine les temps moyens et lents  
sans trop varier la couleur instrumentale.  
Et surtout Sharteen Spiteri et  
Johnny McKelone ne sont pas encore  
les grands auteurs dont Texas aurait  
besoin pour laisser définitivement sa  
marque. Tout espoir n'est pas perdu :  
*Mother's Heaven* montre avant tout  
que le groupe a d'autres ambitions que  
de vendre beaucoup de disques.

Mercury-Phonogram 848 578-2.

#### Tin Machine

The Machine II  
C'est une histoire d'identité soignée  
qui cristallise sous les prétextes les plus  
inattendus, au dire de Philip K. Dick,  
David Bowie, rock star de première  
magnitude, allait bientôt s'éteindre, à  
court de nouvelles inspirations. Il s'est  
accroché à trois jumeaux (enfin, plus  
jeunes que lui) musiciens et a formé un  
groupe de rock violent, décidé à faire  
croire que lui, David Bowie, n'en était  
qu'un. Le premier disque de  
Tin Machine II est l'objet de surannes  
cristallines, mais, après tout, c'était le cas  
des disques de Bowie depuis plusieurs  
années.  
Voici *Tin Machine II*, un persistance  
dans l'écrit à l'écriture en rose can-  
pagne. Les frères Sales (basse et bat-  
terie), Reeves Gabe (guitare) font tou-  
jours autant de bruit, avec la même  
virtuosité froide et féroce. Mais  
David Bowie ne fait plus tout à fait  
semblant de surgir des pages d'un club  
punk du Bovey. Il a retrouvé un peu  
de sa mémoire et avec elle un peu de  
ses talents d'écriture. *You Belong to  
Rock'n'roll*. *Baby Universal*, renvoie à  
des époques lointaines, où Bowie  
énumrait sans peine, charmait sans  
effort. Mais chez Tin Machine cette  
facilité semble feinte. Le dilettantisme  
général de David Bowie est tombé, vic-  
time des années, et l'un dirait que  
toutes les transfusions musicales n'y  
pourraient rien.  
London/Victoria 828 272-2.

ment assumée, le rock américain com-  
mercial même. Le tout est passé à la mou-  
linette de l'imagination de Black Francis,  
musicien et auteur irrationnel, allergique à  
la cohérence. Il peut débiter une blague à  
Gustave Eiffel ou verser dans le non-sens  
absolu. Black Francis prétend que sans lui  
les Pixies ne seraient rien, mais la récip-  
roque est sans doute vraie.

La froppe sauvage de David Lovering, le  
ronronnement métronomique de la basse  
de Kim Deal et surtout les guitares de  
Joey Santiago à chaque fois qu'on évoque  
le jeu de Santiago, on est obligé de tirer  
ses comparaisons du vocabulaire de la  
coutellerie : affûté, tranchant, lame de  
rasoir, etc.), maintiennent le chant et les  
textes de Black Francis dans le domaine  
de l'intelligible sans jamais le banaliser.

4AD 30872. Distribué par Virgin.

Th. S.

### Musiques du monde

#### I Muvrini

##### A Voce Rivolta

Au printemps dernier, le groupe le plus  
populaire de Corse profitait d'un pas-  
sage au Théâtre de la Ville de Paris  
pour enregistrer un album aux studios  
Davout. *A Voce Rivolta* (A tue-tête)  
représentent les idées qui  
sous-tendent la musique, parfois  
émphatique, des Muvrini (les mou-  
lons) : l'âme corse, le *Tempête de clair  
saut et de lumière bleue*. J'ai l'âme  
corse aux couleurs de rochers, harcelés  
par les vents et les vagues promises, les  
montagnards enracinés à la terre, la  
liberté, l'espoir...

Gian Franco Bernardini, auteur-com-  
positeur et chanteur de grand talent,  
père du groupe avec son frère Alain,  
modèle le style des Muvrini au gré des  
influences croisées de la Corse  
moderne : charme à l'italienne et voix  
de velours (*Di*, chanson d'amour mili-  
tante), exotisme paysan nourri par  
polyphonies insulaires (*Paghjella*,  
avec des comparses venus de l'école de  
polyphonie du village natal des frères  
Bernardini), charmes aux accents ten-  
dus (*Tu m'as campé*, ode à l'espoir  
et à la gloire de Tiansanmen, sur fond  
d'accordéon dansant). Synthés et arran-  
gements sont parfois limités, dignes  
d'un semblant de rock méditerranéen.  
en équilibre instable sur les cimes dan-  
santes de la variété populaire. Mais la  
guitare acoustique, l'accordéon sont là  
pour compenser l'effet-masse.

I Muvrini, après leur départ de la mai-  
son de disques corse Ricurdu, il y a  
quatre ans, s'étaient courageusement  
autoproducts, en jouant sur les prêts  
baucariers et le soutien du public. Les  
ventes sur l'île et sur le continent s'en  
portèrent d'autant mieux. Aux détours  
des couloirs de Davout, ils ont rencon-  
tré les chevaliers de la world-music du  
label Island, dont ils ont rejoint l'écle-  
rie. L'album sera ainsi bientôt com-  
mercialisé sous le label-frère Mangu, avec  
un lancement international à la clé. En  
attendant d'autres mélanges.

1 CD PNO IMDC 10.

V. Mo.

### Chanson

#### Atlantique

##### Trampolino

Vingt-quatre ans, fille d'une styliste de  
mode célèbre, Atlantique - c'est, paraît-  
il, son vrai nom - s'est essayée aux 45 tours à  
succès (*Je n'aime personne*, *Poussée par le  
vent*), avant d'envisager la sortie d'un  
album, un vrai. Voici donc *Trampolino*,  
drôle d'objet sympathique. Atlantique a  
écrit ses classiques - Jane Birkin pour le  
feeling (*Il n'y a que du bon amour*), France  
Gall pour l'acidité (*Au paradis*) - et ses  
modernes, - Louise Féron pour la voix  
haute et le style « nouveau rock suave »,  
Elisabeth Anais pour la malice décidée  
(*Dans ton monde*). Pas franco-française  
pour un sou, Atlantique s'est aussi embar-  
quée pour les mélodies du folk irlandais  
(*Un chemin*, A. W. O. L., avec violons,  
guimbarde et chœurs, dont Carl Freder-  
ick), les cassures de la voix du blues amé-  
ricain, avec *childe-guitars* à l'appui  
(*A. C. Bon Blues*, en anglais, *Strip-tease de  
garçon*, en français).

Philippe Bourgois signe les textes et la pro-  
duction de l'album, avec Slim Pezin qui a  
écrit les musiques, certaines prometteuses,  
un se profile une Atlantique qui serait elle-  
même, dégingolée mais sage, électrique  
mais réservée, nourrissant des rêves de  
femme en se faisant des promesses d'ado-  
lescente. Un personnage à base de fragilité  
à fleur d'inconscience (*J'ai peur d'un bel-  
ser comme d'un coup de rampe*). Je le  
fais, de jeux d'enfant solitaire (*Les  
lignes qui courent dans ma tête*, c'est mon  
trésor, dans ma cachette, des fois ça brille,  
des fois c'est rien...), de gracieuse amant  
(*J'attends la vie, je suis si petite que je  
compte en secondes. Es-tu que j'irai au  
paradis, Es-tu que j'irai au paradis?*).

1 CD Philips 510 019. Distribué par Phonogram.

V. Mo.

UNE ÉDITION JOAN SUTHERLAND CHEZ DECCA

## La voix du siècle

LES lyricomanes français ne l'appellent que « le  
Divin », tant il est vrai que le chant de Joan  
Sutherland est l'antidote échappé aux contin-  
gences matérielles. Tant il est vrai que le soprano a  
tenu à confier le meilleur de son art au disque - rien  
que le meilleur. Tant il est vrai qu'idée par son mari, le  
chef d'orchestre Richard Bonynge, elle a mis en prati-  
que le meilleur de ce que la musicologie peut enseigner  
à une chanteuse, choisissant ses éditions avec soin,  
poussant le luxe (et le risque) jusqu'à rendre hom-  
mage à telle ou telle légendaire artiste du siècle passé  
dont les innovations, les cadences avaient été soigneu-  
sement notées.

A la vérité, Joan Sutherland est l'une des rares chan-  
teuses dont les idées sur le chant ont été à la hauteur  
de ses possibilités vocales. Son apport à la renaiss-  
ance du bel canto est peut-être plus important que ne  
le fut celui de Maria Callas. La chanteuse grecque ne fit  
que suivre un instinct musical exceptionnel, quand le  
soprano britannique retrouva de façon raisonnée les  
secrets d'un art du chant mis à mal par la véronique et  
l'enflure vocale caractéristiques d'un style wagnérien  
qui courut son apogée dans les décennies 30, 40 et  
50. Des défauts, la voix de Joan Sutherland n'en man-  
que pas (son point le plus faible : une articulation

lourde dans toutes les langues), mais ils sont contreba-  
lancés par une technique parfaite qui permet à la chan-  
teuse de plier une voix égale du grave à l'aigu, aux  
exigences des rôles qu'elle aborde.

Decca réédite trois disques compacts qui témoi-  
gnent de cet art du chant quasi unique au siècle.  
Enregistrés entre 1961 et 1982, c'est à peine s'ils  
exposent l'évolution d'une voix sur laquelle les années  
eurent peu de prise (au studio tout au moins : Suther-  
land a fait ses adieux à la scène en octobre 90, à  
Sydney, dans les *Huguenots* de Meyerbeer, après qua-  
rante ans de carrière). Mais Dame Joan était tout de  
même plus à l'aise psychologiquement dans certains  
rôles. L'égérie, la douceur, la virtuosité allée lui conve-  
naient mieux que le noirceur (même si ses « scènes de  
la folie » sont stupéfiantes).

#### ALAIN LOMPECH

\* 3 CD Decca 421 881-2 (*The Age of Bel Canto*, avec  
Marilyn Horne, extraits d'opéras de Puccini, Verdi,  
Donizetti, Rossini, Bellini, Donizetti);  
421 883-2 (*Tribute to Jenny Lind*, extraits d'opéras  
de Bellini, Donizetti, Mozart, Meyerbeer, Verdi, Rossini);  
421 882-2 (*Command Performance*, extraits d'opéras de  
Weber, Massenet, Meyerbeer, Leucavalli, Verdi,  
Rossini).

CORIDA ET CLAUDE MARTINEZ PRÉSENTENT

# Gipsy Kings

AU ZENITH

30 SEPTEMBRE

CAMI<sup>1</sup> et 2 OCTOBRE

20 h 30

Neuville album "ESTE MUNDO" disponible en CD/cassette/1P • COLUMBIA

LOCATION CLEMENTINE • FNAC • VIRGIN • 36 15 CHÉRIE FM

## VOTRE TABLE CE SOIR

• Ambiance musicale • Orchestre - P.M.R. • prix moyen des repas - J. H. : ouvert jusqu'à 2 heures.

### DINERS

<b>L'ALSACE AUX HALLES</b> 16, rue Coquillière, 1 <sup>er</sup> 42-36-74-34 <b>TY COZ</b> 33, rue Saint-Georges, 9 <sup>e</sup> 48-78-42-93/34-61 <b>AU PETIT RICHELIEU</b> 47-70-68-68/70-66-50 23, rue Le Peletier, 9 <sup>e</sup> F. dim. soir, 0 h à 1 h 15 <b>LES CHANTS DU PIANO</b> 42-62-02-14 10, rue Lambert, 1 <sup>er</sup> F. dim. soir, lundi midi.	<b>DE NUIT COMME DE JOUR</b> : Chateaux, poissons, foie gras, fruits de mer toute l'année. Pour vos repas d'affaires, en famille, idées particulières au 1 <sup>er</sup> étage. <b>ARRIVAGE JOURNALIER DE POISSONS FRAIS, CRUSTACÉS, PLATEAU DE FRUITS DE MER, CARTE 300 F.</b> Le soir « Menu de la mer » 150 F TTC. <b>MENU GOURMAND à 180 F.</b> Vin compris et sa carte traditionnelle. Breuvant bon d'histoire et de fruits de mer. Salons particuliers, dans un cadre de 1880, Parking Direct. <b>Michel DÉRIBANE, COUPE D'OR DU BON GOÛT FRANÇAIS</b> , vous invite à décou- vrir sa nouvelle carte d'automne.
--	---

### RIVE GAUCHE

NOS ANCIENS LES GAULOIS 46-33-46-01 à 66-13  
39, rue Saint-Louis-en-l'Île, 4<sup>e</sup> Clémence  
**LE MAHARAJAH** 43-54-26-07  
Facilité à commander : moins 30 %  
**YUGARAJ** (Salle climatisée) 43-26-44-91  
14, rue Dauphine, 6<sup>e</sup> F. lundi  
**RESTAURANT THOUXIEUX** 47-05-49-75  
79, rue Saint-Dominique, 7<sup>e</sup>

Unique au monde. Cadre fin 17<sup>e</sup>. Ambiance exceptionnelle. Menu 6 plats : 175 F  
tout compris. Vin à discrétion. Tous les soirs. Dimanche midi et soir.  
**L'INDE SUCCULENTE** au 72, bd St-Germain, 5<sup>e</sup>. M<sup>re</sup> Masbati. T.L.J. NON-STOP  
de 12 h à 23 h 30, ven., sam., accès jusqu'à 1 h. CADRE LUXUEUX. Env. 160 F. Climatise.  
**SPÉCIALITÉS INDIENNES.** « De tous les Indes, celui-ci est de très loin le meilleur  
et le plus authentique. » Christian Millau (Club-Millau).

Spécialité de caviar et de saumon au caviar et de saumon. Service jusqu'à 23 h 30.  
TOUS LES JOURS. Dim. soir continu de 12 h à 23 h 30. SALONS CLIMATISÉS.

Théâtre contemporain de la danse

Thierry Saint  
Eros dédioré  
Centre Georges Pompidou  
du 13 au 21 octobre

Christian Bourgaud  
L'opéra lyrique  
Théâtre de la Boule  
du 18 au 23 décembre

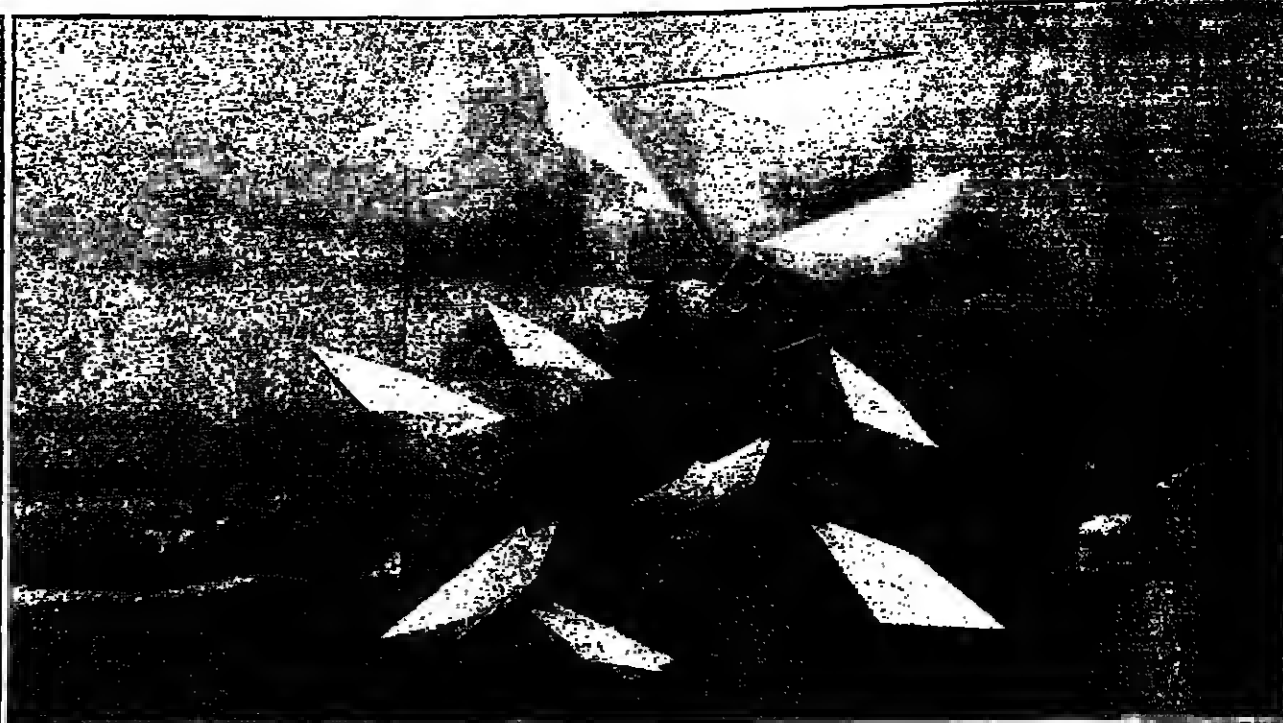
Martine Martigue  
Lola Montes  
Centre Georges Pompidou  
du 3 au 5 avril

3 spectacles 200 F  
Avec une invitation au  
spectacle de  
Michel Kelménis  
C'est un vaudeville !

Théâtre contemporain de la danse  
42 74 44 22



## FESTIVAL



QUENTIN BERTOUX

Eloge du vent, de l'eau  
d'un art de vivre où le spectacle  
ne serait pas coupé de la vie.  
Banquets festifs dédiés à la chasse,  
au baroque et à la création :  
l'esprit du Nord souffle sur Octobre en Normandie.  
La chorégraphe Laura de Nercy  
de la compagnie Roc in Lichen  
aura besoin de tout l'équilibre acquis  
à danser à la verticale  
pour ne pas céder au vertige.  
Les Normands ont décidé de montrer qui ils sont,  
loin des clichés et des archétypes.  
Quand on a inventé le calvados et le camembert,  
on ne peut pas être tout à fait comme tout le monde :  
rendez-vous pour vérifier de visu  
à Rouen, à Dieppe et au Havre.

OCTOBRE EN NORMANDIE, RENDEZ-VOUS CHORÉGRAPHIQUE ET MUSICAL

## Danser grand large

Octobre en Normandie aura-t-il le même succès qu'Avril au Portugal ou que Paris in the springtime ? Il aura fallu quatre ans à Laurent Langlois, directeur du Festival d'été de Seine-Maritime, qui change aujourd'hui d'appellation et d'orientation, pour convaincre ses tutelles que l'idée même de festival, de soleil, de far niente et de consommation de spectacles, constituait un contresens avec ce qu'il appelle « l'identité normande ». Rouen n'est pas Avignon. Ni Dieppe ni Le Havre, les deux autres villes qui accueillent ce riche rendez-vous de la danse et de la musique.

**J**E ne me présente pas avec une pomme sur la tête et un pot de crème à la main pour discuter du bien-fondé de ma démarche, dit Laurent Langlois, jeune directeur d'Octobre en Normandie. Être normand est une réalité historique, géographique. La fierté des Ecossais pour leur pays saute aux yeux quand on assiste au Festival d'Edimbourg. Nous, on nous a trop répété que Rouen et la Normandie étaient le pot de chambre de la France pour arborer notre fierté d'une manière trop voyante, mais elle existe. Parler d'identité culturelle normande n'a rien à voir avec le folklore.

Existe-t-il vraiment une identité régionale qui ne soit pas autre chose qu'une accumulation d'images passées, de clichés pour syndicat d'initiative ? Une des réponses pourrait être Flaubert. Mais on sent rapidement qu'il a eu le tort d'écrire *Madame Bovary*, véritable préjudice moral pour la Normandie. Il n'y a que les enfants du pays pour savoir trahir avec autant de justesse. Alors, on recule prudemment pour tomber d'accord avec Eugène Boudin, né à Honfleur : « Boudin n'aurait pas pu peindre ses tableaux à Arles. Le tremblé de la lumière est bien celui de nos côtes. Ses nuages possèdent la densité de ceux que l'on voit au-dessus du Havre, et ses plages ont des galets, pas du sable fin. On ne se sent

pas normand dans les éclairages d'été, mais dans la brume, la pluie fine, face aux défilantes d'une tempête, harnaché de bottes et d'un ciré. »

Selon Laurent Langlois, la réalité normande s'exprime dans son histoire et dans sa situation géographique. Robert le Diable, Guillaume le Conquérant, la victoire de Hastings du 14 octobre 1066, les Vikings qu'on appelait les Normands, les gens du Nord. Des héros, bons pour l'image de marque, qui autorisent à parler de « normandité ». « Je souhaite qu'Octobre en Normandie devienne une vitrine de la création en Europe du Nord, en évitant les programmations que l'on retrouve à l'identité de Madrid à Oslo. »

Pour donner à sa manifestation un fût à nul autre pareil, Laurent Langlois a eu l'idée d'associer la cuisine aux spectacles sous forme de banquets, mis en scène et en images par les artistes eux-mêmes. Il a passé commande à l'Orchestre de Göteborg, qui vient pour la première fois en France, d'un banquet où le baron sera roi. Karine Saporta prépare un « banquet baroque » dont le décor sera signé Jean Bauer. « Quand on connaît le rapport que Karine Saporta entretient avec la nourriture, le résultat risque d'être intéressant. Elle ne mange presque jamais, mais quand elle le fait, elle dévore. » A la compagnie Roc in Lichen a été confié le soin de mettre au point un « banquet de chasse ». Quelques informations ont filtré : il y aurait des chiens de meute et une projection d'images d'Alain Fleischer envoyées directement sur les spectateurs qui auront été au préalable équipés de miroirs qui réfléchiront sur les murs un travail intitulé *La Femme au miroir*. La compagnie Graud Magasin mène un hymne à la crème fleurette. On dégustera leurs recettes inventées pour l'occasion à la cantine du Collège Fontenelle, autre écrivain né à Rouen en 1657. Edouard Lock, chorégraphe caennais rock, hésite entre une potée Maria Chapdelaine ou un tagine à la dieppoise, après tout il est né au Maroc.

« J'ai eu envie d'un rendez-vous qui fasse la part belle aux odeurs, aux goûts. Renouer avec l'idée festive et en finir avec le traditionnel spectacle de 20 h 30. Ménager des possibilités de nouvelles rencontres du public avec les créateurs. Les banquets sont mis en spectacle, ils sont la continuation du travail des artistes invités. Je désire aussi présenter les créateurs différemment. Par exemple, nous avons coproduit la *Princesse de Milan*, de Karine Saporta : nous le présentons avec l'Orchestre de Basse-Normandie, car cette pièce a été conçue dans un rapport particulier avec la musique vivante. Par ailleurs,

Karine Saporta est une personnalité ouverte sur le monde : nous présentons ses photos à la FNAC, nous montrons Prospero's Book de Greenaway qui engendrent la chorégraphie.

« Octobre en Normandie se veut l'expression d'un climat, d'une sensibilité. Sa thématique se situe autour des relations de la musique et de la danse. Et qu'on se le dise : seule la création du vingtième siècle nous intéresse. »

Laurent Langlois et son équipe sont persuadés que les « étrangers » sont les mieux placés pour parler de la Normandie. Ainsi ont-ils passé trois commandes : des chroniques normandes à la compagnie Graud Magasin, « jamais plus longues que quinze minutes car François Hiffier et Pascale Martin ont l'art de savoir faire court et percutant, alors pourquoi leur demander le sempiternel spectacle d'une heure ? » Figures imposées : la chaîne qui do pompiers même au fruit, au cidre, au calvados, celle qui de la vache va au beurre, à la crème, au pont-lève-que et au camembert ; sans oublier la chaîne climatique : celle des gros nuages poussés par le vent d'ouest, du crachin, du vert gras du bocage, des jours où la brume ne se lève pas... Rendez-vous est pris notamment pour une « Chronique de brume », à six heures trente, à l'Abbaye de Boscherville. Avis aux amateurs car, dit-on là : « Brouillard du matin n'atteint pas le pèlerin. » Une deuxième commande a été proposée au photographe Quentin Bertoux autour du mot « octobre », et une troisième au plasticien flamand Gorick Lindermans pour une installation intitulée : *Le Nord, l'Europe et le monde*.

On est presque étonné qu'Hervé Robbe et Kenneth Kvarnström (Finlandais, établi en Suède) arrivent avec une simple chorégraphie. Quasiement les mains dans les poches ! Quand on lui demande si la création de Roc in Lichen, les *Honneurs du pied*, en collaboration avec Alain Fleischer, est un spectacle érotique, Laurent Langlois frémisse à cette idée : « Qui ne lui a pas traversé la tête un seul instant ! ». Apprenez donc au lecteur, qui ne chasse pas à courre toutes les fins de semaine, que « les honneurs du pied » est un rituel de la vénérie : quand la chasse est terminée, les pieds de l'animal tué sont coupés, noués et offerts à l'hôte. La compagnie Roc in Lichen s'est inspirée pour ce travail de la série photographique *Happy Days*, d'Alain Fleischer, variation avec femme nue et objets, en hommage aux grands hommes. La chorégraphie sera-t-elle une version post-normande des *Chasses du Comte Zoroff* ?

« Je ne suis pas entièrement satisfait de la pro-

grammation danse, car j'ai prospecté en vain en Allemagne. Cette année, les chorégraphes d'Octobre en Normandie sont ceux avec lesquels nous travaillons depuis que j'ai pris la direction de la programmation du Festival d'été en 1983, avec Jean-François Lemarchand, qui a quitté l'équipe en 1989. Pour 1992, nous avons de vastes projets avec la compagnie de l'Esquisse qui est installée au Havre. Cette manifestation est conçue pour les Normands. En choisissant le mois d'octobre, nous voulons attirer les jeunes qui, en juin, sont en période d'examen. »

« Ce retour vers une réflexion sur le fond me paraît actuellement inévitable. Nous l'avons menée en petit comité : avec Daniel Maillard, plasticien qui travaille à Rouen, avec Roland Schaer, directeur du service culturel du Musée d'Orsay, et avec François Bergot, conservateur du Musée des beaux-arts de Rouen, actuellement rénové dans des tons de gris-bleuté par André Putman. Tous les trois m'ont aidé à métamorphoser le Festival d'été en Octobre en Normandie... Je suis un visuel plus qu'un intellectuel, je suis aussi un terrien. Je viens de la campagne, à l'est de Rouen. Le bruit des galoches, les galets gris qui volent à Velette par jour de vent, ces sons et ces images me touchent. Je me nourris de poisson, j'adore faire la cuisine et je mets de la crème dans tout !... Je voudrais que la force et la rudesse de la nature de cette terre normande soient palpables dans nos choix. Et réussir si c'est possible une sorte de lecture contemporaine de notre identité. »

Que tous ceux qui ont des idées toutes faites sur les Normands, donc erronées, méditent cette phrase de Stendhal : « Les esprits sont précoces en Normandie » (Lamiel). Ce choix régionaliste préfigure probablement les manifestations culturelles à venir. Avec près de 10 millions de budget, il serait dommage qu'Octobre en Normandie ne soit pas à la hauteur d'ambitions qui sont grandes.

DOMINIQUE FRÉTARD

\* Octobre en Normandie, du 1<sup>er</sup> au 31 octobre. Chorégraphes invités : Karine Saporta, Edouard Lock, Laura de Nercy et Bruno Diziën, Hervé Robbe, Kenneth Kvarnström, Stéphane Petronio et Michael Clark. Orchestres invités : Philharmonie de Munich, Berliner Sinfonie Orchester, Orchestre national de France et Orchestre symphonique de Göteborg. Quatuors invités : Issay, Quadro, Keller, Artis et Arditi.

\* Renseignements : à Rouen, tél. : 35-70-04-07. A Dieppe, tél. : 35-82-04-43. Au Havre, tél. : 35-21-41-21.

مكتبة من الأصل



حکومتی اہل

ÉCONOMIE

ÉCONOMIE

SECTION C

Le Monde

31. Les comptes de la Poste se dégradent  
32. La carte d'identité remplacée la feuille de soins

38. Marchés financiers  
39. Bourses de Paris

BILLET

Mine ouverture de M. Mermaz

«...poker avec... au pot... fonctionnaire... le débat sur le... politique agricole... PAC qui vient de... Bruxelles. L'import... Mermaz... de l'agriculture... découvrir trop tôt... le décalage entre l'attente... l'opinion... cinq jours de la... grande manifestation du... 29 septembre, et le train-train... la négociation... bruxelloise est saisissant. Alors que les dépenses de soutien... prises en charge par la CEE... ne cessent de croître, sans que les exploitants en tirent... autant d'avantage, la nécessité d'une réforme n'est plus... contestée. Le ministre rappelle... qu'il s'agit non seulement de mieux maîtriser la production, et d'enrayer une crise sociale, mais aussi de ne pas entraver le développement d'une agriculture compétitive. L'or vert de l'exportation... M. Mermaz s'est montré sceptique sur la possibilité de reconquérir, grâce à une baisse des prix de 35 % (largement compensée par des aides directes), 7 à 8 millions de tonnes du marché des céréales communautaires, au détriment des produits de substitution des céréales importés à bas prix des États-Unis et du tiers-monde. Autre clin d'œil aux éleveurs en colère : Paris ne peut accepter l'aménagement du soutien aux producteurs de viande proposé par Bruxelles. Car en France, sous prétexte de favoriser l'élevage en prairies par opposition à l'élevage intensif, cela exclurait du bénéfice des primes européennes 23 % des vaches allaitantes et 40 % des bovins, et par là même de larges parties du Massif Central. Le ministre assortit son discours d'une proposition technique d'application immédiate : afin de limiter l'accident, incitions, dit-il, les éleveurs à produire à nouveau des veaux de boucherie (trois à quatre mois) plutôt que des taureaux (quinze à dix-huit mois) en leur proposant la poudre de lait des stocks publics à des prix préférentiels. Le commissaire Ray Mac Sharry paraît favorable. Bruxelles, sans renier l'économie générale de son projet, est prêt à y apporter les retouches nécessaires. La concertation avec les régions s'instaura, apparemment fructueuse et concertée. La négociation du GATT paraît bien lointaine... Le débat sur la réforme de la PAC sera-t-il bien parti ?

PHILIPPE LEMAITRE

«...Thomson abandonne un plan de suppression d'emplois à Toulouse. Selon l'intersyndicale CGT-CFDT-FO, la direction générale de Thomson a révisé son plan de suppression de 243 emplois qui était prévu pour 1991 au Centre électronique de Toulouse (CET). Toutefois, elle précise, une réduction d'effectifs interviendra en 1992, sur la base de départs volontaires, pour revenir de 750 à 650 salariés. La pérennité du site est garantie, grâce au transfert de certaines activités en provenance de l'unité de Colombes (Haute-de-Seine). A l'origine, le plan, établi sur trois ans, comportait le licenciement « sec » de 94 personnes.

«...Thomson abandonne un plan de suppression d'emplois à Toulouse. Selon l'intersyndicale CGT-CFDT-FO, la direction générale de Thomson a révisé son plan de suppression de 243 emplois qui était prévu pour 1991 au Centre électronique de Toulouse (CET). Toutefois, elle précise, une réduction d'effectifs interviendra en 1992, sur la base de départs volontaires, pour revenir de 750 à 650 salariés. La pérennité du site est garantie, grâce au transfert de certaines activités en provenance de l'unité de Colombes (Haute-de-Seine). A l'origine, le plan, établi sur trois ans, comportait le licenciement « sec » de 94 personnes.

Le Monde  
PUBLICITÉ  
FINANCIÈRE  
Renseignements :  
46-62-72-67

Aux Entretiens Condorcet

M<sup>me</sup> Aubry appelle le secteur de la formation professionnelle à se mobiliser

En venant inaugurer les Entretiens Condorcet, à la Cité des sciences de la Villette jusqu'au 27 septembre, M<sup>me</sup> Martine Aubry, ministre du travail, avait deux objectifs : faire le bilan « extrêmement positif » de vingt années de formation professionnelle, au moment où un projet de loi de réforme va être présenté au Parlement, fixer les « enjeux pour demain » devant le milieu de la formation professionnelle et expliquer sans tarder ses conceptions.

Dans son discours, prononcé en présence de M. Jacques Guyard, secrétaire d'Etat chargé de l'enseignement technique, de M<sup>me</sup> Véronique Neiertz, secrétaire d'Etat aux droits de la femme, et surtout de M<sup>me</sup> André Laignel, secrétaire d'Etat chargé de l'aménagement du territoire, inventeur de ces rencontres annuelles et son précurseur sur ce dossier, M<sup>me</sup> Aubry ne mâche pas ses mots et, une seule

fois, évoqua le crédit-formation individualisé (CFI). La formation doit, a-t-elle rappelé, permettre à tous les jeunes et aux demandeurs d'emploi d'acquiescer une qualification et de « détenir les compétences et les savoirs de base » pour pouvoir évoluer. Il faut analyser les besoins et connaître les aptitudes, « l'un des défis majeurs » étant celui de « la qualification des quelques 2 millions d'adultes qui n'ont aucune qualification reconnue ». L'effort doit aussi porter sur l'insertion des jeunes sans qualification, alors que 120 000 sortent chaque année sans diplôme du système scolaire.

Ensuite, et selon une orientation qui lui est chère, la formation doit, selon M<sup>me</sup> Aubry, accompagner et anticiper l'évolution des compétences dans l'entreprise. Il faut faire bouger « les organisations du travail et les salariés en même temps », a-t-elle répété, en

soulignant que l'accord interprofessionnel et la future loi s'orientent dans ce sens, « immédiatement mais tout de même ». Dans un dernier volet, elle a adressé critiques et appels à la mobilisation des professionnels de la formation, qui, avec 90 milliards de francs de dépenses, est devenue « un secteur économique à part entière ». Il est temps de structurer l'offre, d'opérer des fusions et des regroupements au sein des 17 000 organismes. « Vous devez valoriser ce que vous faites et « développer votre capacité à exporter », a insisté M<sup>me</sup> Aubry, qui, résumant « une politique de qualité », a reproché aussi le manque de professionnalisme de certains et le peu d'efficacité d'un système lourd et complexe. Mais elle a avoué également que l'Etat avait sa part de responsabilité.

A. L.

Au conseil des ministres

L'Etat définit son plan d'amélioration de l'apprentissage

M. Lionel Jospin, ministre de l'éducation nationale, et M<sup>me</sup> Martine Aubry, ministre du travail, devaient présenter au conseil des ministres, le 25 septembre, une communication consacrée à un plan en faveur de l'apprentissage. D'ici à cinq ans, le nombre d'apprentis en formation et de jeunes accueillis par les dispositifs de formation en alternance (contrats de qualification et contrats d'adaptation, notamment) devrait doubler, augmentant de quatre cent mille pendant cette période.

Dans l'immédiat, l'Etat consacrera 200 millions de francs supplémentaires à l'amélioration de la filière de l'apprentissage et vingt mille places nouvelles seront créées. Dans le projet de budget 1992, on prévoit de dépenser 23 millions de francs pour développer, à la suite du rapport Doremont, la formation des ingénieurs par la voie de l'apprentissage.

A. L.

Le débat sur l'immigration et le travail clandestin

En quête d'efficacité

Suite de la première page  
Il s'agit, d'une part, de l'obligation faite à l'employeur de délivrer à tout salarié un document attestant de son embauche dans des conditions régulières. En toute occasion, la personne interrogée devra présenter ce document, alors que, jusqu'à présent, un employeur pouvait prétendre qu'il n'avait pas eu le temps d'insérer son salarié sur le registre du personnel ou, encore, que celui-ci se trouvait momentanément entre les mains du comptable. Ainsi, espère-t-on, la fraude sera plus aisément démontable.

La deuxième mesure porte sur l'aggravation des peines encourues. Désormais, les employeurs de travailleurs clandestins pourront se voir confisquer, en plus des produits directs de l'infraction, ce qui est déjà prévu dans la loi, les produits indirects, c'est-à-dire « les biens acquis grâce aux revenus de l'infraction ». Ils risqueront l'interdiction d'exercer leur profession pour une durée de cinq ans et, s'ils sont étrangers et condamnés, d'être interdits de séjour sur le territoire français pendant dix ans, à moins de rentrer dans les catégories qui ne sont pas expulsables.

Les grands patrons européens réclament « une politique commune » pour la main-d'œuvre étrangère

Dans leur rapport intitulé « Remodeler l'Europe », les quelque cinquante grands patrons regroupés dans la Table ronde des industriels européens, parmi lesquels les présidents de Philips, Siemens, Société générale de Belgique, Fiat, Volvo ou Lyonnaise des eaux-Dumez, consacrent plusieurs passages au problème de l'immigration, réclament « une politique commune ». « L'Europe occidentale exerce une force d'attraction grandissante pour les candidats à l'immigration en raison de l'image positive que donne la perspective du marché unique, écrit-il. Outre cet aspect spécifique, la disparition du rideau de fer, les pressions démographiques des pays d'Afrique et la recherche d'un supplément de main d'œuvre par une économie en expansion (notamment par nos propres régions) font redoubler un afflux massif et constant de citoyens en provenance de pays voisins. » Des voix se sont élevées pour réclamer une politique européenne commune visant à endiguer ou au moins à réguler ce flux. « A court terme, indiquent-ils, l'immigration est le seul moyen de résoudre le problème des immigrés déjà établis en Europe occidentale et, à plus long terme, la politique d'immigration de l'Europe doit s'efforcer de traiter le problème à la source. »

La stratégie qu'ils proposent tient en quatre objectifs :  
- créer des conditions socio-économiques qui incitent les candidats à l'immigration à rester chez eux ;  
- assurer aux produits des pays d'origine le libre accès des marchés européens ;  
- créer en Europe occidentale des emplois qui ne nécessitent pas d'immigration permanente ;  
- élaborer une politique européenne commune d'immigration légale, instaurant un quota annuel d'entrées fixe ou variable.

Opération de contrôle dans deux foyers de la Sonacotra

Une opération de contrôle, effectuée mardi 24 septembre par quatre cents policiers et douze huissiers de justice dans deux foyers de la Sonacotra des Yvelines, à La Verrière et à Blancourt, a permis le recensement de 361 locataires clandestins, soit un taux de surpopulation de plus de 50 %. A 5 h 30, des cars de CRS avaient pris position à la sortie des deux foyers, de 388 chambres à La Verrière et de 270 à Blancourt.

Une ordonnance de la première vice-présidente du tribunal de grande instance de Versailles, M<sup>me</sup> de Givry, en date du 28 juin dernier, leur donnait mission de contrôler, à la demande de la Sonacotra, le nombre et l'identité des occupants : 1 021 personnes, alors que ces foyers ne disposent que de 658 chambres individuelles pour travailleurs célibataires ; 129 d'entre elles étaient en famille, dont de nombreux enfants et des bébés logés dans de mauvaises conditions d'hygiène. Pour 117 autres, la clandestinité était double : clandestinité dans le foyer et clandestinité sur le territoire français.

« Ces gens-là ont été placés en garde à vue dans l'attente d'une procédure de rétention, puis de reconduite à la frontière », a précisé le préfet des Yvelines,

L'aménagement de la « double peine »

Depuis plus d'un an, les animateurs du comité contre la « double peine » (1) promènent leur colère de colloques en conférences de presse. Ils ont dit, souvent crié : malgré leur enracinement en France, des centaines d'étrangers sont éloignés chaque année du territoire français. Certains ont été éloignés en France, d'autres y travaillent depuis des années, le plus souvent laissés derrière eux une famille. Cependant, malgré ces attitudes, la loi ne les protège pas de certaines interdictions du territoire. « Pour la même peine, un étranger est plus sévèrement condamné qu'un Français, explique l'un des responsables de ce comité fondé en 1990. En plus de la peine de prison, il reçoit une deuxième peine : il doit quitter le pays où se trouvent son histoire, son travail et sa famille. Ces éloignements nous vécus comme de véritables banissements. »

Les lacunes des textes sur les stupéfiants  
Il existe pourtant, en France, des étrangers dits « protégés » : ceux qui résident en France depuis au plus l'âge de dix ans, ceux qui y résident « habituellement » depuis plus de quinze ans ou « régulièrement » depuis plus de dix ans, ceux qui sont mariés depuis au moins six mois à une Française, ou les parents d'enfants français résidents en France. Recensés à l'article 25 de l'or-

donnance de 1945 sur les étrangers, ils ne peuvent faire l'objet d'un arrêté d'expulsion ou d'une reconduite à la frontière. Les textes présentent toutefois une lacune : en matière de stupéfiants, qu'il s'agisse de trafic ou d'usage, aucun étranger n'est plus « protégé ». Les tribunaux peuvent donc prononcer dans ce cas des interdictions du territoire temporaires ou définitives. Des étrangers vivants en France depuis des années, des parents d'enfants français, des jeunes élevés en France depuis leur plus jeune âge, sont ainsi renvoyés vers leur pays d'origine chaque année. « La plupart reviennent en France pour revoir leur famille... comme clandestins, note-t-on au comité. Comment leur demander alors de s'intégrer ? »

Le gouvernement a décidé au mois de juillet de mettre fin à cette situation (le Monde du 12 juillet). Le texte présenté mercredi 25 septembre au conseil des ministres est clair : il sera désormais impossible, en matière de stupéfiants, de prononcer des interdictions du territoire pour les étrangers dits « protégés » (2). Dans ce domaine, le gouvernement se contente d'anticiper l'entrée en vigueur du nouveau code pénal : le livre II, qui a été adopté par les deux Assemblées, prévoit déjà de telles dispositions. Les animateurs du comité contre la « double peine », qui ont été reçus à deux reprises par le

Cinq propositions des élus de la région Ile-de-France

Le conseil régional d'Ile-de-France a formulé cinq propositions pour rénover le système d'apprentissage, à la veille du conseil des ministres du mercredi 25 septembre consacré à ce thème. Le président du conseil régional, M. Pierre-Charles Krieg (RPR), et M. Christian Cambon, vice-président (UDF) chargé de la formation professionnelle et de l'emploi, se sont étonnés, lundi 23 septembre devant la presse, que le gouvernement « ait omis » d'associer les régions à sa réflexion, alors qu'elles ont compétence en ce domaine où certaines ont beaucoup innové et investi. Ainsi, le conseil d'Ile-de-France aura-t-il consacré 2 milliards de francs, de 1989 à 1993, à ce qu'il considère comme l'une de ses priorités.

Actuellement, la moitié des offres d'emplois proposées par les PME dans la région ne trouvent pas preneurs. Pourtant, près de 100 000 jeunes, dont 65 000 n'ont aucune qualification, y sont sans travail. Or, 88 % des jeunes Franciliens qui sortent d'apprentissage obtiennent un emploi qualifié. Pour rendre plus efficace le dispositif de formation en alternance, le conseil régional d'Ile-de-France a fait cinq propositions :

• L'Etat devrait commencer par transférer aux régions les sommes qu'il consacre aux stages réservés aux jeunes et à la rénovation de l'apprentissage (10 milliards de francs),  
• Pour que les filières d'apprentissage soient proposées plus systématiquement et clairement aux jeunes concernés, l'Etat devrait renoncer au monopole de l'orientation et accepter que les partenaires sociaux, les chambres de métiers et de commerce ainsi que les régions lui soient associés.  
• Les régions, plus proches de la vie économique, devraient pouvoir octroyer diplômes et homologations.  
• L'agrément du « maître d'apprentissage unique » devrait être étendu à l'entreprise entière.  
• Les rémunérations doivent être harmonisées, car il est « aberrant » que le jeune en formation par un contrat de qualification (sans diplôme à la clé) touche plus d'argent qu'un stagiaire en contrat d'apprentissage. Cette situation « pénalise une formation de qualité et un diplôme national reconnu ».

Ch. V.

ANNE CHEMIN

(1) Comité national contre la double peine, 14, rue de Valenciennes, 75013 Paris. Tél. : 45-33-41-95.  
(2) Le texte présenté au conseil des ministres reprend les catégories évoquées à l'article 25 à l'exception des étrangers titulaires d'une carte d'accueil du travail ou de prestations de maladies professionnelles servies par un organisme français dont le taux d'incapacité est égal ou supérieur à 30 %.



## ÉCONOMIE

ÉTRANGER

A la réunion de l'OPEP

## L'Arabie saoudite refuse toute discipline pour sa production de pétrole

« Allez-vous demander un quota de 8,5 millions de barils par jour ? » - « Ce n'est pas un quota mais un niveau de production. » - « Ce niveau est-il formellement approuvé par les autres ministres de l'OPEP ? » - « Personne n'a émis d'avis sur ce que produit l'Arabie saoudite... » Alors que tout le monde attendait une réunion rapide et relativement tranquille des treize principaux exportateurs de pétrole, la « petite phrase » du ministre saoudien du pétrole, M. Hisham Naser, lancée devant la presse quelques heures avant l'ouverture de la séance officielle, mardi 24 septembre à Genève, a plongé l'ensemble des participants dans une perplexité navrée.

GENÈVE

de notre envoyée spéciale

C'est un avertissement sérieux que le royaume saoudien a ainsi lancé d'entrée de jeu à ses partenaires. Car refuser tout quota et toute discipline de production revient de fait à nier l'existence même de l'organisation, dont la principale raison d'être, depuis bientôt dix ans, consiste à maîtriser collectivement le rythme d'extraction pétrolière afin de soutenir les prix. La plupart se refusent toutefois d'envisager le pire. C'est une position de négociation, assurent les observateurs, non l'annonce d'une rupture radicale.

Tactiquement, la position saoudienne se justifie parfaitement : sachant que la demande adressée à l'OPEP ne devrait guère dépasser, selon les experts, 24 millions de barils/jour au quatrième trimestre, sachant aussi que le Koweït et l'Irak pourraient ensemble extraire jusqu'à

1,2 million de barils/jour, la part laissée aux onze autres membres au cours des prochains mois serait nettement moins élevée que leur production actuelle - 21,8 millions de barils/jour environ au lieu de 23,6. Si elle se conforme aux usages du cartel, l'Arabie saoudite devrait donc logiquement accepter de réduire sa production (aux environs de 8 millions de barils/jour, contre 8,4 millions actuellement) pour faire place à l'Irak et au Koweït.

Mais, ce faisant, le royaume s'engageait dans un processus dangereux. Car si le « sacrifice » ainsi consenti est mineur en cette période de forte demande, il risque de devenir de plus en plus lourd au début de l'an prochain, lorsque la consommation saisonnière chutera tandis que l'Irak et le Koweït retrouveront peu à peu des niveaux d'extraction normaux. A terme, d'ici à un ou deux ans, le royaume risquerait donc de voir sa part ramenée progressivement au niveau d'avant la guerre du Golfe, soit environ 5,5 millions de barils/jour. C'est manifestement ce qu'il refuse.

L'Arabie saoudite prône donc une augmentation, même théorique, du plafond global de production, destinée à faire place à l'Irak et au Koweït sans sacrifier de sa part, espérant ainsi établir un principe pour le futur et faire admettre que son niveau de production ne sera, en tout état de cause, pas affecté à l'avenir.

De là à refuser toute discipline, il y a un pas. La technique saoudienne avait, en tout cas, mercredi, réussi à déplacer la discussion. « Le débat sur le plafond est devenu un débat sur le niveau de production de l'Arabie saoudite », affirmait, dans la matinée, un délégué algérien tandis que les ministres, réunis à huis clos, essayaient de s'entendre sur une solution de compromis. La plupart s'attendaient, à la mi-journée, à un accord très rapide. Le marché pétrolier, lui, en tout état de cause, ne se souciait guère des débats de l'OPEP, plus préoccupé par la montée des tensions entre les États-Unis et l'Irak, qui continuait de pousser les cours à la hausse.

VÉRONIQUE MAURUS

Conséquence des scandales financiers

## Quatre maisons de titres japonaises sont sanctionnées

Les quatre grandes maisons de titres japonaises (Nomura, Nikko, Daiwa et Yamaichi), ayant dédommagé des clients pour leurs pertes boursières, viennent d'être sanctionnées. Elles sont écartées temporairement du marché de placement des emprunts d'État. « Pour le mois à venir, ces firmes vont se voir interdire le placement des obligations d'État japonaises », a annoncé, mardi 24 septembre, le ministre des finances, M. Yutaro Hashimoto, devant une commission parlementaire. Parallèlement, M. Hashimoto

a révélé que les quatre grandes maisons de courtage avaient indemnisé leurs meilleurs clients entre avril 1990 et mars 1991 pour un nouveau montant de 43,5 milliards de yens (1,8 milliard de francs).

Jusqu'ici, le montant et les bénéficiaires de ces pratiques boursières déloyales, dont la révélation est à l'origine des scandales financiers à répétition de l'été dans l'archipel, n'étaient connus que pour la période s'achevant en mars 1990 et pour 128 milliards de yens (5,7 milliards de francs).

## La BERD va aider le développement des secteurs privés polonais, tchécoslovaque et hongrois

LONDRES

correspondance

La Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) a annoncé, mardi 24 septembre, les trois premiers projets conçus par sa banque d'affaires au profit des secteurs privés polonais, tchécoslovaque et hongrois.

A la fois banque de développement et banque d'affaires, la nouvelle banque Est-Ouest, dirigée par M. Jacques Attali, s'était, jusqu'à présent, surtout préoccupée des opérations de sa section développement centrées sur la remise en état des grandes infrastructures (transport, énergie...). Or, selon les statuts, les 12 milliards de dollars de capital dont dispose la BERD doivent être consacrés, pour 60 %, à des projets du secteur privé. La BERD vise à instiller l'économie de marché dans les pays de l'Est pour consolider leur virage démocratique.

Cette tâche incombe à la Merchant Bank, la banque d'affaires de l'établissement de Leadenhall Street, qui a dévoilé mardi ses trois premiers projets.

En association avec la NMB Bank, Postbank Group (Pays-Bas), la BERD a créé une agence financière (Agency Line), dotée d'un capital de 100 millions de dollars, destinée à aider au financement des PME-PMI dans les pays de l'Est. La Pologne, où la NMB possède une joint venture avec la Banque Handlowy, devrait être le premier bénéficiaire de l'assistance de cette nouvelle agence. D'autre part, la BERD a investi 10 millions de dollars dans la société d'investissement tchécoslovaque, un fonds national destiné à soutenir les entreprises petites et moyennes non cotées en Bourse. La gestion de ce fonds sera assurée par la maison de courtage londonienne Robert Fleming. Enfin, l'European Bank a prêté dix millions de deutschemarks à une firme hongroise d'emballage récemment privatisée.

MARC ROCHE

Après la mort de l'armateur de Hongkong

## La Chine a rendu un hommage exceptionnel au milliardaire Yue Kong Pao

PÉKIN

de notre correspondant

Toute forteresse communiste qu'elle se veuille encore, la Chine a rendu un hommage exceptionnel à un de ses enfants milliardaires, le célèbre Sir Yue Kong Pao, détenteur d'une des plus grosses fortunes de la colonie britannique, décédé le 23 septembre à Hongkong à l'âge de soixante-trois ans (le Monde du 25 septembre).

M. Deng Xiaoping en personne et les plus hauts dirigeants actifs du régime de Pékin ont adressé des messages de condoléances à sa famille, mélangés en valeur à ses

contributions remarquables de Pao à la prospérité et à la stabilité de Hongkong sur le long terme et son « soutien enthousiaste à la modernisation de la Chine ». Y.K. Pao était originaire du port de Ningbo, ville située au sud de Shanghai qui se targue d'avoir donné à la Chine un nombre élevé de riches marchands, même si ceux-ci se sont exilés pour fuir le communisme, comme Y.K. Pao, qui, né d'une famille pauvre, avait gagné Hongkong en 1949 pour y fonder ce qui allait devenir une des plus grosses compagnies maritimes du monde.

La raison pour laquelle Pékin se montre si contrit de sa disparition

tient à ce que Y.K. Pao, qui entretenait des relations personnelles étroites avec M. Deng Xiaoping, avait activement contribué à l'ouverture économique de la Chine ainsi qu'à la mise en forme juridique du plan du patriarcat chinois pour réintégrer la colonie ultracapitaliste sous le giron du continent communiste, tout en lui garantissant sa survie commerciale et financière. Au moment où cette promesse suscite des doutes croissants dans la population hongkongaise, la mort de ce géant des affaires à la chinoise est une pierre de plus dans le jardin de M. Deng.

F. D.

## Partez en Amérique avec les meilleurs.

Tous les hommes d'affaires rêvent de voyager aux U.S.A. sans encombre. Avec American Airlines et American Express, vous êtes sur la bonne voie.

Un service reconnu dans le monde entier. Vous comprendrez pourquoi à bord de nos vols transatlantiques, notre service international Flagship a été primé. Repas et vins délicieux y sont servis par un personnel attentif et chaleureux. Si vous choisissez de voyager en Première Classe ou en Classe Affaires, vous bénéficiez de nombreux avantages réservés aux V.I.P. L'extrême confort de nos fauteuils recouverts de cuir et de laine d'agneau est un exemple parmi d'autres.

Un service international 24 h sur 24. Acceptée quasiment partout dans le monde, votre carte



American Express est une compagne inestimable lors de vos voyages. En cas de perte ou de vol, une assistance permanente vous permettra de la remplacer en toute urgence sur un simple coup de fil. Où que vous soyez dans le monde, il y aura toujours un bureau American Express tout proche.

Un réseau de correspondances inégalé. American Airlines assure 200 vols hebdomadaires au départ de l'Europe vers les États-Unis.

Mais qu'en est-il une fois arrivé aux U.S.A. ? Aucune autre compagnie aérienne ne dessert chaque jour autant de villes américaines. Grâce à un réseau de correspondances très important, American Airlines relie plus de 250 destinations en Amérique du Nord, au Canada, au Mexique, aux

Caraïbes, en Amérique Centrale, en Amérique du Sud et dans le Pacifique. Partout où va American Airlines, la carte American Express sera la bienvenue. Elle est reconnue dans les meilleurs restaurants, les plus grands hôtels et magasins sur tout le territoire américain.

American : le N° 1 du voyage. Lors de votre prochain voyage d'affaires, choisissez le bon numéro ! American Airlines et American Express.

American Airlines Cards

هكذا من الأصل



حکومتی اداروں

# ÉCONOMIE

## SERVICES

Après un bénéfice de plus de 1 milliard de francs en 1990

### Les comptes de la Poste se détériorent

Les comptes de la Poste se détériorent : alors que l'établissement avait enregistré 1,33 milliard de francs de bénéfices en 1990 (contre 1,58 en 1989 et 2,48 en 1988), il serait tout juste à l'équilibre en 1991. Et début d'année, on prévoyait un bénéfice de 55 millions de francs.

Selon les indications données au conseil d'administration, mardi 24 septembre, le résultat se situait entre plus et moins 100 millions de francs. La marge d'erreur s'explique notamment par les incertitudes sur la rémunération de la Caisse nationale d'épargne et des chèques postaux, tant que le contrat de plan avec l'Etat n'est pas signé.

Sur les huit premiers mois de l'année, le chiffre d'affaires du courrier a augmenté de 5 % par rapport à la même période de 1988 : un chiffre inférieur de 1,4 % aux prévisions en raison du ralentissement économique et du retard de la hausse du prix du timbre (espérée par la Poste au 1<sup>er</sup> juillet et obtenue à la mi-août).

Pour les services financiers, l'encours de l'ensemble des produits d'épargne (400 milliards de francs) a progressé de 1,2 % (5,8 milliards) : la baisse des livrets A et B (10 milliards) est compensée par la progression des Sicav (15 milliards).

L'assurance-maladie à l'heure de la monétique

### La carte à puce supplantera bientôt la feuille de soins

STRASBOURG  
de notre envoyé spécial

M. Jean-Louis Bianco, ministre des affaires sociales, a annoncé, mardi 24 septembre à Strasbourg, la création, « dans les tout prochains mois », d'un Groupement d'intérêt public (GIP) qui doit constituer un premier pas vers la généralisation, à partir de 1995, de l'utilisation des cartes à mémoire pour le remboursement des dépenses de santé.

M. Bianco, qui s'exprimait lors des « Journées de l'assurance-maladie » de la Caisse nationale d'assurance-maladie (CNAMTS), a indiqué que ce groupement associera l'Etat, la Mutualité française, les sociétés d'assurances, les professions de santé et les caisses nationales d'assurance-maladie. Il permettra de mettre au point une carte unique dont seront dotés les 200 000 médecins libéraux et pharmaciens. Courent 1992, les mêmes partenaires lanceront un autre groupement pour la création d'une carte à puce - baptisée Vitale - destinée, cette fois, aux assurés auxquels sera attribué un code confidentiel.

Déjà expérimentés, notamment à Boulogne-sur-Mer et à Saint-Na-

zaire, les instruments monétiques vont peu à peu supplanter les 800 millions de feuilles de soins traitées manuellement chaque année. Les membres des professions de santé équipés d'un terminal pourront saisir les données nécessaires puis les transférer aux réseaux informatiques des caisses de Sécurité sociale et des organismes de couverture complémentaire. Le remboursement de l'assuré comme la rémunération du praticien seront effectués immédiatement. La généralisation de ce système - qui devrait nécessiter un investissement total de 2,3 milliards de francs - débutera à partir de 1995 et s'étalera sur au moins cinq ans.

Dans un premier temps, la carte Vitale ne sera utilisée que pour les opérations de paiement mais, à terme, elle contiendra des informations de caractère médical. D'ores et déjà, le Conseil de l'Ordre des médecins a été associé au groupement d'intérêt public.

Selon les dirigeants de la CNAMTS, le développement de la monétique ne représente pas une menace pour l'emploi. Entre 1995 et l'an 2000, celle-ci verra disparaître près de 10 000 postes de travail (sur un total de 75 000 salariés actuellement) mais quelque 13 000 départs en retraite sont prévus pour la période correspondante. Cependant, la caisse nationale estime indispensable d'orienter une part importante de son personnel vers les « nouveaux métiers » centrés sur la maîtrise des dépenses et une meilleure gestion du système de soins.

Une politique de régulation de l'assurance-maladie qui reste néanmoins à inventer. « Le système produit du gaspillage. Nous devons réaliser un effort extraordinaire pour établir de nouvelles règles du jeu », a reconnu M. Bianco. S'il estime que les discussions en cours avec les professions médicales « avancent à une vitesse satisfaisante », le ministre a réaffirmé qu'il « ne se laissera pas mener en bateau » et que les accords devront avoir été signés avant la fin de l'année prochaine.

## INDUSTRIE

Montedison a cédé sa participation dans Ja/Mont

Le chimiste italien Montedison poursuit sa stratégie de recentrage. Le groupe phare de l'empire Ferruzzi a annoncé, lundi 23 septembre, qu'il avait cédé pour 527 millions de dollars, soit près de 5 milliards de francs, sa participation de 50 % dans Ja/Mont, une société commune créée en 1989 avec le géant américain James River. L'acquéreur est la société financière Cragotti and Partners, une structure installée au Luxembourg, qui dispose déjà d'intérêts dans le secteur du papier et qui n'est pas totalement étrangère au groupe Ferruzzi.

## CORRESPONDANCE

Precisions du Crédit lyonnais

A la suite de l'article que le Monde (daté mardi 25 septembre) a consacré au procès de Wilmington, qui oppose le Crédit lyonnais à M. Parretti au sujet de la direction de MGM-Patbé, M. François Gillet, directeur général adjoint du Crédit lyonnais, nous a fait part de deux observations :

« La première concerne Sealton. Le débour par Méla de fonds prêtés par Sealton à Patbé communication n'est pas dû à une erreur de montage - Sealton avait décidé de prêter à Patbé et non pas à Méla, ce qui était son droit - mais au fait que M. Parretti a néanmoins voulu compter ces fonds comme une souscription de Méla au capital de Patbé. Si, en avril, le Crédit lyonnais Bank Nederland a accepté de remanier une partie de sa dette au niveau de Méla, c'était parce qu'une solution de ce problème était l'une des conditions du sauvetage de MGM.

« Mon second commentaire porte sur la demande de remboursement de 113 millions de dollars de Factoring monté en 1990 par un groupe italien avec MGM. Si le principe de ce remboursement constitue bien, comme vous l'écrivez, une incertitude, en revanche, il n'est pas juste d'écrire que j'ai « reconnu » les faits devant le tribunal du Delaware, car la vérité est qu'ils nous avaient été cachés au moment de la signature de notre accord, ce dont nous avons fait grief à M. Parretti dès que nous en avons eu connaissance. »

## CONSUMMATION

Baisse de 4,6 % pour les produits manufacturés

La consommation des ménages en produits manufacturés a baissé de 4,6 % en août par rapport à juillet, annulant la progression sensible enregistrée en juin (+2,4 %) et en juillet (+2,6 %).

Sur un an (mai-août 1991 comparé à mai-août 1990), la consommation est restée exactement au même niveau. Mais si l'on compare le niveau moyen atteint en juillet-août 1991 au niveau moyen du premier semestre de cette année, la progression est de 1,4 %.

En juin et juillet, la progression des achats de biens durables et de textiles avait été forte avant de retomber. Les immatériels d'automobiles avaient atteint 175 000 en juillet (après correction des variations saisonnières), ce qui était supérieur aux mois précédents, avant de redescendre en août au niveau moyen du premier semestre (189 000).

## REPÈRES

### PÊCHE

Fin du conflit à Saint-Malo

Les trois chalutiers de la société de Saint-Pierre-et-Miquelon Interpêche (dominée par des capitaux espagnols) qui étaient bloqués à Saint-Malo depuis deux semaines ont pu reprendre la mer à la suite d'un accord conclu entre M. Fernand Laborgne, président de l'entreprise concurrente malouine Compapêche, et M. Jean Yves Le Drian, secrétaire d'Etat à la mer (nos derniers éditoriaux du 25 septembre).

Le gouvernement s'est engagé à soutenir financièrement Compapêche jusqu'à la fin de l'année, car l'entreprise ne dispose plus de quotas de morues au large de Saint-Pierre-et-Miquelon. L'affaire est en instance devant le Conseil d'Etat. Des aides pourraient aussi être attribuées pour favoriser des campagnes expérimentales de pêche dans des zones nouvelles. Une table ronde devait réunir le 26 septembre les représentants des deux entreprises (foristes) MM. Jean-Yves Le Drian et Louis Le Penec (DOM-TOM).

### CONJONCTURE

Les consommateurs américains n'ont pas confiance

L'indice de confiance établi chaque mois aux Etats-Unis - après enquête auprès de 5 000 ménages - par le principal organisme de recherche du patronat américain (le Conference Board) a baissé de 4,6 % en septembre après avoir déjà reculé de 2 % en août.

Les consommateurs américains sont moins optimistes sur la situation actuelle et sur l'évolution à venir, a indiqué le Conference Board qui a ajouté que ceux qui s'attendaient à un rebond de l'économie d'ici la fin de l'année seront probablement déçus. Les dépenses de consommation sont en effet le principal moteur de la croissance économique.

## EN BREF


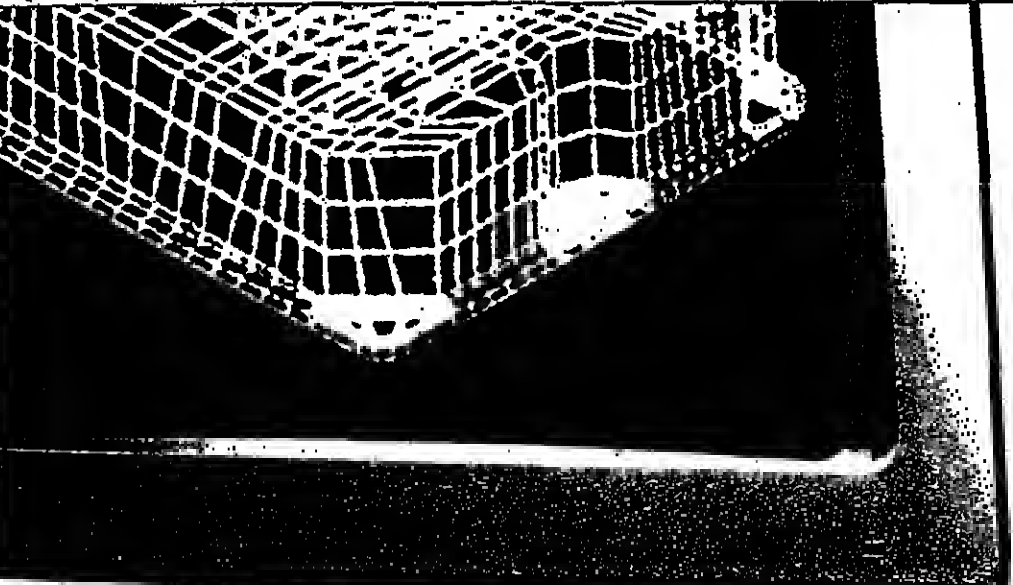
■ M. Bérégovoy et l'UEM. - Le danger d'une UEM (Union économique et monétaire) à deux vitesses « est aujourd'hui totalement écarté », a déclaré, mardi 24 septembre, M. Pierre Bérégovoy au cours de son point de presse hebdomadaire. Grâce au triple principe - pas de droit de veto, pas d'obligation, pas de discrimination - inscrit dans le traité qui pourrait être signé avant la fin de l'année, le ministre de l'économie et des finances estime que désormais aucun pays ne pourra être écarté a priori et que s'il n'est pas prêt à entrer dans l'UEM, il pourra bénéficier d'une période transitoire et de dérogations.

■ Agriculture : accord en vue entre CEE et Etats-Unis sur le corn gluten feed. - La CEE et les Etats-Unis sont sur le point de se mettre d'accord pour régler un différend vieux de plusieurs mois sur les exportations américaines de corn gluten feed (un dérivé du maïs pour l'alimentation du bétail) bloquées dans les ports européens, a annoncé le 24 septembre le commissaire européen, M. Ray Mac Sharry. Les ministres de l'agriculture des Douze se sont mis d'accord sur la teneur maximale en matières grasses et en amidon acceptée dans ce produit pour que celui-ci puisse entrer sans droits de douane dans le Marché commun.

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

**Le Monde**

DES LIVRES



MILAN. 23 AVRIL 1991.  
IBM EST ASSURÉ  
PAR UN PARTENAIRE À SA MESURE :  
GENERALI.

Dans plus de 100 pays, des dizaines de milliers d'entreprises ont choisi de placer leur gestion, leur savoir et leur développement sous le signe d'IBM, géant mondial de la technologie informatique. Et c'est sous le signe du Lion, l'enseigne du Groupe Generali, géant mondial de l'assurance, qu'IBM a choisi de s'assurer.

Tournés l'un comme l'autre vers le progrès et l'innovation, il était logique que GENERALI et IBM se rencontrent un jour.

**L'ASSUREUR SANS FRONTIÈRES.**  
En France: Concorde, Compagnie Continentale d'Assurances, l'Equité, Fédération Continentale, Generali France, Européenne de Protection Juridique, Lutèce, Europ Assistance.



# Le Monde des Carrières

REPRODUCTION INTERDITE

La Direction Informatique de SOCOTEC, leader du Contrôle Technique Construction (2.800 personnes dont 1.150 ingénieurs et cadres), recherche un

## Ingénieur de haut niveau

(X, Ponts, Mines, Centrale, Doctorat de Mathématiques...)  
intéressé par le développement de **CALCULS DE STRUCTURES** par la méthode des éléments finis.  
Des connaissances en informatique ainsi qu'en mécanique des milieux continus sont requises pour ce poste, directement lié aux théories et recherches récentes.  
Vous aurez à concevoir et à écrire de nouveaux logiciels de calcul, à définir des modules supplémentaires aux logiciels de calcul de structures déjà existants.

## Ingénieur génie civil

(INSA, ESTP...)  
de formation génie civil, débutant ou ayant une première expérience professionnelle de type bureau d'études. Nous vous confierons le calcul de structures complexes en B.A., B.P. et C.M. à l'aide de puissants logiciels.  
Ce poste, en liaison directe avec le terrain, nécessite des qualités personnelles de contact et de suivi du service.  
Sylvie LAGRAVE vous remercie de lui envoyer votre dossier sous référence 91.11 au 3, avenue du Centre - les Quadrants 78182 SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES.



SOCOTEC

## MARSEILLE

BANQUE REGIONALE

recherche

## DIRECTEUR D'AGENCE

Le candidat retenu sera chargé de la Direction de l'Agence et d'un bureau rattaché. Il sera directement responsable du développement (dépôts-crédits particuliers et professionnels), ainsi que de la gestion de l'Agence. Une expérience de la fonction est souhaitée.

Adressez votre C.V. avec photo et prétentions, sous référence 8045/M au Crédit Mutuel Méditerranéen - Direction des Relations Humaines 494, avenue du Prado 13008 MARSEILLE.

**Crédit Mutuel**



la Mairie de RUEIL MALMAISON

(67.000 habitants Banlieue Ouest - RER 15 min de Paris)  
Pour renforcer l'équipe de Direction actuellement composée d'un Secrétaire Général et d'un Secrétaire Général Adjoint recherche

## Secrétaire Général Adjoint

Chargé de la coordination et du développement des services Jeunesse et Sports, Enseignement, Action Sanitaire et Sociale, Emploi Formation et Développement Économique.

Homme d'écoute et de dialogue, vous prouverez un réel esprit d'équipe. Homme de gestion, vous saurez faire preuve d'efficacité et de pragmatisme dans vos décisions.

CADRE A, vous avez acquis au cours de vos expériences une bonne connaissance des secteurs mentionnés et une réelle pratique du Management.

Logement de fonction.

Pour ce poste, adressez votre candidature + CV + photo à : M. le Maire, Service du Personnel, 13, Bd Marmichon 92501 Rueil Malmaison cedex.

## LA VILLE D'AVIGNON

RECRUTE

## UN CADRE POUR LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DE LA VILLE

pour assurer la prospection, le marketing et les promotions économiques de la Ville dans un environnement défini.

### ATTRIBUTIONS :

- assurer la coordination entre les différents partenaires économiques locaux.
- Renforcer le réseau de relations avec les partenaires institutionnels.
- Prendre en charge les relations avec les cabinets d'immobilier de l'entreprise.
- Participer à la commercialisation des zones d'activité.
- Organiser la promotion et la communication économiques.
- Participer à la définition d'outils économiques et à leur élaboration.

Les demandes (lettre manuscrite + CV) devront être adressées, avant le 31 Octobre 1991, à  
Monsieur le Député-Maire  
Hôtel de Ville - 84000 AVIGNON.

## Directeur de l'Agriculture et de l'Espace Rural

Sud Ouest

Il aura pour mission de mettre en oeuvre les politiques départementales en matière d'agriculture, équipement rural, protection de l'eau et de l'environnement.

Ses larges responsabilités s'étendent aussi bien à l'animation, la coordination, la gestion d'équipes importantes, qu'aux relations extérieures et à la négociation avec syndicats professionnels, entreprises du secteur, chambre d'agriculture, ministère...

Ce poste nécessite une formation ingénieur (de préférence IGEF) : de bonnes connaissances du milieu professionnel et de ses rouages administratifs. Des qualités relationnelles et d'animateur sont indispensables pour s'imposer à l'ensemble de ses interlocuteurs et pour réussir dans ce poste important.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous référence 11/846 LM à notre conseil Françoise BARS!



CENTOR EMPLOI  
26, rue Henri Monnier  
75009 Paris

PARIS - LYON - MULHOUSE - STRASBOURG

Créer un Centre de Formation Européen

## Responsable administratif

Nous sommes une filiale particulièrement dynamique du 1<sup>er</sup> groupe mondial de santé.

Notre programme de développement nous amène à créer en France un centre européen de formation chirurgicale.

Outre la responsabilité de l'administration de notre centre, vous serez l'interlocuteur privilégié des chirurgiens que nous accueillons et les guideriez dans leurs sessions de formation.

Entouré d'une équipe de techniciens, vous veillerez à la bonne marche de notre établissement.

De formation supérieure, une première expérience d'administration et de management dans un univers médical vous a permis de valoriser vos qualités personnelles : goût de l'autonomie, sens relationnel et dynamisme.

Celles-ci alliées à votre maîtrise de l'anglais vous sont indispensables pour réussir à ce poste.

La polyvalence de cette mission, la variété de vos interventions vous permettront d'évoluer par la suite au sein de notre groupe.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, lettre, CV et photo à Claude Jacquemart - Curis Conseil 21, rue Vivienne 75002 Paris.

CURSUS CONSEIL



## La formation en alternance : Epanouir tous les talents

Telle est depuis de nombreuses années la vocation de cet organisme paritaire national, spécialisé dans la formation initiale destinée aux métiers du Bâtiment.  
Sa mission prioritaire : contrôler, assister, conseiller les établissements de formation, optimiser les méthodes et outils pédagogiques mis à leur disposition. Un programme ambitieux, à l'heure de la revalorisation de ces métiers !

## Conseiller Pédagogique

Expression française

Principalement dans le domaine de l'expression écrite et orale en français vous assurerez :

- le suivi, le conseil et la formation auprès des différents enseignants ;
- l'élaboration de projets de formation ;
- les études et la mise en oeuvre de programmes que vous aurez bâtis.

Votre profil : une solide formation universitaire (lettres) et une expérience d'au moins cinq ans de l'enseignement. Mais nos exigences porteront aussi sur vos aptitudes à communiquer, organiser, animer, former. Ce poste qui implique des déplacements, comporte une rémunération attractive et divers avantages.

Merci d'adresser votre dossier de candidature s/réf. 1088 M à notre Conseil ALGOE, 8 Parvis de Saint Maur, 94100 Saint Maur.

**ALGOE**  
MANAGEMENT

DESIGN

Nous souhaitons intégrer au sein de nos équipes de PARIS et de PROVINCE,

- JURISTES CONFIRMÉS EN DROIT DES SOCIÉTÉS
- FISCALISTES EXPÉRIMENTÉS

Dynamisme, efficacité, sens des contacts, constitueront des atouts indispensables.

Merci d'adresser lettre + C.V. + photo, prétentions et souhaits géographiques à : FIDAL - Mme LECLERCQ - 28 bis, rue de Villiers 92300 LEVALLOIS, qui étudiera votre dossier en toute discrétion.

KPMG

**FIDAL**  
FIDUCIAIRE JURIDIQUE ET FISCALE DE FRANCE

## CONSEILLER TECHNOLOGIQUE EN ENVIRONNEMENT

Le Centre régional d'Innovation et de Transfert de technologie (CRITT) en chimie d'Ile-de-France recrute

## CONSEILLER TECHNOLOGIQUE SPÉCIALISÉ EN ENVIRONNEMENT

Le conseiller aura pour mission de promouvoir l'environnement auprès des PMI franciliennes, notamment celles du traitement de surface. Après analyse de la situation de l'entreprise et des problèmes évoqués, il proposera des solutions : mise en relation avec des experts en environnement, évaluation environnementale, aides régionales en faveur de l'environnement, etc. Le conseiller participera également aux actions régionales concernant l'environnement à un niveau technique et/ou financier.

Le poste convient à un ingénieur ou équivalent possédant une formation en chimie et en environnement. Le candidat devra posséder une capacité d'analyse rapide et un goût des contacts avec des milieux très divers.

Le poste est à pourvoir immédiatement. La rémunération dépend de la qualification et d'une première expérience éventuelle.

Contact : CRITT CHIMIE ILE-DE-FRANCE  
11, rue Pierre-et-Marie-Curie  
75005 PARIS  
Tél. 43-25-40-26

## Lyon Consultant-Formateur

MANAGEMENT COMMUNICATION

Cabinet en Ressources Humaines, partenaire de grandes entreprises, nous intervenons dans les domaines du management, de la communication et de la qualité de service.

Notre fort développement nous conduit à renforcer notre équipe (12 personnes) et à rechercher un nouveau collaborateur.

A 30-35 ans, de formation supérieure (Sup de Co, Université, Ingénieur...), vous êtes un professionnel de la formation en entreprise passionné par l'animation.

Pour réussir devant un public de cadres, managers, techniciens ou ingénieurs, vous êtes autonome, créatif et capable de vous adapter à notre culture et à nos méthodes.

Nous sommes très exigeants sur la qualité de nos prestations et ambitieux pour notre avenir. Si vous l'êtes aussi, adressez-nous votre candidature avec CV, photo et prétentions, sous réf. JS516/MO.

SESAME CONSEIL, 26 rue Louis-Blanc, 69006 Lyon.



SESAME  
CONSEIL  
RESSOURCES HUMAINES

## BANQUE FILIALE - BANQUE NATIONALISÉE

recherche pour son

DÉPARTEMENT JURIDIQUE ET CONTENTIEUX

## RÉDACTEUR

avec spécialisation Droit Immobilier

Expérience nécessaire

Adressez CV, lettre manuscrite, photo et prétentions à : PHILIPPE RENOU  
15, rue de la Rochefoucauld, 75009 Paris

## GROUPE DE PRESSE

recherche

## UN FINANCIER ATTIRÉ PAR LE JOURNALISME

(réf. C415)

- Diplômé de l'enseignement supérieur.
- Ayant occupé des fonctions de chargé de clientèle entreprises ou d'analyste financier pendant au moins 2 ans.

Envoyer CV + lettre manuscrite à :

M<sup>me</sup> ARBUS, 12, villa Croix-Nivert - 75015 Paris

La Régie publicitaire du  
quotidien Le Monde et  
de ses publications  
périodiques recherche

**Le Monde**  
PUBLICITE

## 2 CHEFS DE PUBLICITE EMPLOI

Ils seront chargés, auprès d'une clientèle de DSI d'Entreprises, d'Agences de Communication spécialisées et de Cabinets de Recrutement, d'un rôle d'information et de VENTE, s'inscrivant dans la stratégie du Monde qui est d'être le lieu privilégié de la communication "Entreprises/Cadres et Cadres", ou ce qui concerne l'EMPLOI.

Ces postes seront à pourvoir au sein d'une équipe vivante et très professionnelle. Ils s'adressent à de jeunes DIPLOMÉS (Bac + 4 : formation COMMERCIALE et ECONOMIQUE) ayant une première expérience d'1 à 2 ans dans l'un des trois secteurs concernés, leur ayant permis d'être confrontés à l'univers de l'EMPLOI. Ils seront grands lecteurs de la Presse.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV et photo), sous la référence 6049, à l'attention de Madame Françoise Hugues, Le Monde Publicité SA, 15-17 rue du Colonel Pierre Azis, 75002 Paris Cedex 15.

R E T R O U V E Z C E S A N N O N C E S S U R 3 6 • 1 5 L M

مكتبة من الأصل

سكنا من الالوج

REPRODUCTION INTERDITE

## Le Monde des Carrières

### Consultants associés PARIS ET PROVINCE

**RECHERCHE DE CADRES** Le respect de l'homme, client, candidat ou collaborateur, inspire notre éthique; la taille humaine de nos équipes nous permet en France et à l'étranger de rester proches des attentes des entreprises et des aspirations des candidats. Nous n'acceptons que des missions avec un mandat exclusif. Et avec cette éthique nous faisons des profits. Si vous exercez déjà le métier de consultant en recherche de cadres selon les mêmes principes, écrivez-nous, nous parlerons du métier... et de l'avenir. Merci d'écrire sous la réf. 6025 M à Paul-Emile TAILLANDIER qui étudiera personnellement et en toute confidentialité votre candidature 11, rue Jean Mermoz - 75008 PARIS.



### PA CONSULTING GROUP Conseil en recrutement

C'est au sein du département **CONSEILS ET PROFESSIONNELS DU DROIT** que PA Consulting Group regroupe désormais les activités destinées aux conseils juridiques et fiscaux, aux avocats, aux notaires...

PA Consulting Group est le N°1 du recrutement en Europe et intervient par tous types d'approches.

Pour toutes informations, contactez  
Olaf PECH ou Jean-Philippe VERON.

PA Consulting Group - 3, rue des Gravières - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 40.88.79.79.



## Le Monde des Carrières Internationales

Société  
d'assistance  
technique  
internationale  
recherche  
pour  
assurer  
l'encadrement  
d'un important  
projet en  
INDONESIE

### INGENIEUR ELECTROTECHNIEN CONFIRME

Fait d'une solide expérience de l'encadrement dans le domaine des réseaux de production et de distribution électrique, tant en France qu'à l'international, vous prendrez la responsabilité de l'exploitation et de la maintenance d'un réseau régional de distribution électrique (lignes, systèmes de commutation, transformation et contrôle diesel). Vous encadrerez et formerez le personnel local d'exploitation. Pour cette mission prévue pour 3 ans, la connaissance de l'anglais est indispensable, l'allemand est souhaitable et la pratique de l'indonésien serait un atout supplémentaire. Merci d'adresser votre candidature à TFSI Bureau de liaison - 147, rue Yves le Coz 78008 VERSAILLES.

**Philippe SAMETT et son équipe**  
seront heureux de vous  
accueillir désormais dans  
leurs nouveaux locaux :

**Ressources  
& Développement**  
116, rue de La Tour - 75016 Paris  
Tél. : 40.72.86.10  
Fax : 40.72.85.88

### Jean-Marie REDING

NEW YORK University MBA,  
42 ans, a occupé des postes de direction  
dans différents groupes multinationaux avant  
d'exercer la profession de consultant en recrutement  
au sein de cabinets de premier plan.

Il rejoint comme 9ème associé  
EQUIPES ET ENTREPRISES



### EQUIPES ET ENTREPRISES

Conseils Internationaux  
en Recherche de Cadres et de Dirigeants

3, rue de la Bourse 75002 PARIS - Tél. : (1) 42 96 97 00  
Fax : (1) 42 96 12 77

Un des plus importants distributeurs d'allumettes en RFA  
recherche pour la France pour son département :

### « ARTICLES et ALUMETTES PUBLICITAIRES » AGENTS COMMERCIAUX

- Vous avez le goût du challenge et du contact
- Vous êtes autonome et organisé
- La pratique de l'allemand serait souhaitable, mais non indispensable.
- Nous offrons une commission attractive.

Merci d'adresser votre lettre de candidature à :

**KM ALLUMETTES INTERNATIONAL** — Karl Müller  
Postfach 70, D-6922 Meckenheim, Tél. : 1949-6226-1551.  
Fax : 1949-6226-6515. Telex : 466520 calm-d.

### SOCIÉTÉ DE CONSEIL INTERNATIONALE

Recherche pour missions ou séjours en URSS

### ECONOMISTES OU DIRIGEANTS D'ENTREPRISES

ayant la capacité de travailler et négocier en russe et  
anglais, expérience du commerce international  
et/ou joint-ventures, gestion d'entreprises.

Adresser candidature à  
Louis Berger Sarl, 71, rue Fondary, 75015 Paris

### Observatoire Régional de Santé d'Ile-de-France

recrute un

### Médecin de Santé Publique

Pour gérer une campagne de  
dépistage du cancer du sein dans le  
Val d'Oise.

Expérience indispensable dans la  
coordination d'enquêtes.

Poste temps plein basé à Cergy-  
Pontoise, contrat 7 mois  
renouvelable.

Adressez lettre manuscrite + C.V. +  
photo à : ORSIF - 21/23, rue Molière  
75015 PARIS

Renseignements :  
Tél. : 40 81 80 36

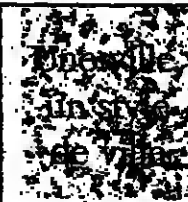
Société de Conseil, leader dans le marketing de l'immobilier  
et de l'aménagement recherche :

### Responsable de projet

Partageant le même goût pour un métier de réflexion et de  
concepts, aux prises avec les choix stratégiques majeurs des  
professionnels de l'habitat, de l'immobilier d'entreprise et de  
loisirs.

Chargé de concevoir et gérer des enquêtes quantitatives et qualitatives,  
pour évoluer rapidement vers des missions de conseil.  
Formation supérieure et première expérience réussie.  
Sens de l'initiative et esprit de synthèse indispensables.  
Envoyer C.V., lettre et photo à :

**grecom** 12, rue Harlequin - 75116 PARIS.



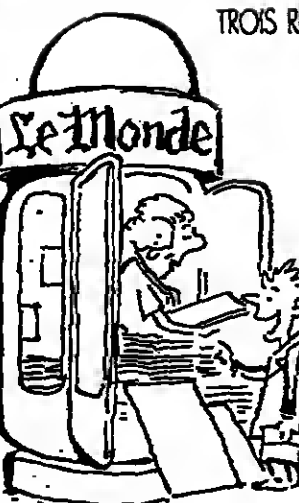
AULNAY SOUS BOIS (Seine St Denis) et ses 82 200  
habitants ouvrent pour une recherche permanente  
d'une qualité de vie. Nous recherchons d'urgence notre :

### DIRECTRICE DE CRECHE

Les enfants, votre passion, votre métier... nous vous  
proposons de prendre la direction de notre crèche de  
40 berceaux au sein d'une équipe jeune, dynamique et  
motivée. Vous êtes titulaire de diplôme d'Etat de  
Publicité et vous possédez une expérience de 5 ans  
minimum dans la fonction. Votre passion, votre écoute  
et votre poigne seront vos atouts essentiels pour réussir  
à ce poste. Une possibilité de logement vous est offerte.  
Nous vous remercions d'adresser votre candidature et  
CV à : Monsieur le Maire - DRH - BP 56 - 93602  
AULNAY SOUS BOIS CEDEX

### EMPLOI

Chaque lundi  
(dans Le Monde daté mardi)



TROIS RUBRIQUES D'OFFRES D'EMPLOI

Le Monde des Dirigeants

Le Monde International

Le Monde des Carrières

Européennes  
en Entreprise

Le Monde

**La société FRANCIEL et Madame FOUCHÉ**  
sont heureux de vous annoncer la « naissance »  
de leur Cabinet  
en Ressources Humaines



37, rue Godot-de-Mauray  
75009 PARIS

Tél. : 42-65-66-66 Fax : 42-65-70-44

### IMPORTANTE ORGANISATION HUMANAIRE

(Association reconnue d'utilité publique)  
orientée vers le soutien au développement des tiers-mondes  
recrute

### CHARGÉ DE MISSION AMÉRIQUE LATINE

**Missions et objectifs**  
Sous la responsabilité du chef de service Amérique latine, il met en  
œuvre les objectifs de développement définis par l'Association pour  
les pays dont il a la charge.

**Profil attendu**  
- connaissance et expérience des projets de développement dans le  
continent latino-américain ;  
- expérience dans la formulation et le suivi des projets de dévelop-  
pement ;  
- expérience de la vie associative ;  
- niveau de culture générale : bac + 3 ;  
- excellente pratique de l'espagnol ;  
- disponibilité pour des missions en Amérique latine.

**Intérêt de la fonction**  
- action et innovation dans un continent en changement ;  
- finalité et environnement riches.

**Conditions offertes**  
- initiatives, autonomie et responsabilités ;  
- rémunération en relation avec le milieu associatif et selon expé-  
rience (référence 180 KF).

Ecrire sous n° 8388 Le Monde Publicité  
15-17, rue du Col.-P.-Avia, 75002 Paris Cedex 15.

RE T R O U V E Z C E S A N N O N C E S S U R 3 6 0 1 5 L M



# Le Monde des Carrières

REPRODUCTION INTERDITE

## EXPERTISE COMPTABLE - CONSEIL

Le prestige, la formation et l'environnement international de Price Waterhouse (audit, expertise, conseil) pour construire l'avenir dans un cadre multidisciplinaire.

## Manager

Expert comptable diplômé, vous avez 6 à 10 ans d'expérience acquise en cabinet et/ou entreprise. Nous vous confierons l'animation d'une équipe, afin d'offrir à nos clients l'ensemble des services et prestations dans les domaines de la comptabilité et de la gestion, tels que "reporting" mensuel, consolidation, assistance de gestion auprès de PME/PMI, etc... Vos qualités relationnelles seront un atout pour le développement de la clientèle. Une bonne pratique de l'anglais est indispensable.

CPS France membre de  
Price Waterhouse

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV sous réf. 1109/H à  
Pierre LEMAHIEU - 14, rue Lincoln - 75008 PARIS.

Entreprise  
agro-alimentaire  
d'Alsace-Lorraine.  
(350 personnes,  
600 MF de C.A.)  
fortement orientée  
vers l'exportation,  
recherche son

## Secrétaire Général

Vous serez chargé de l'organisation, de la gestion administrative et financière et de l'informatique.

Pour ce poste à responsabilité, vous êtes issu d'une école supérieure de commerce et pouvez justifier d'une solide expérience en entreprise.

Merci d'envoyer dossier de candidature à CIBORG,  
6 place d'Estienne d'Orves,  
75009 Paris.

Notre Agence Départementale de Conseils et d'Etudes auprès des collectivités locales recherche un

## Responsable de Département Gestion et Aménagement

Il animer une équipe pluridisciplinaire de 6 consultants.  
Il assurera la promotion de son équipe auprès des collectivités locales.  
Il suivra la réalisation des actions sur le terrain.  
Vous avez une formation supérieure EAC + 4/5, Grandes Ecoles ou Universités.  
Vous connaissez parfaitement le fonctionnement des collectivités locales.  
Vous avez l'habitude de manager des équipes et des projets et de gérer un budget.

Envoyez votre candidature à notre Conseil :  
Mr PLAGNOL - Société COREFOR  
574, rue de Chambord  
73000 CHAMBERY  
Téléphone : 79.62.52.14.

## INGÉNIEUR - AM - ENSI - INSA...

PME performante - 100 p. - Le Mans, travaillant pour l'équipement automobile (transformation de matières plastiques) crée, dans le cadre de son développement un nouveau poste de

## Chef de Projet

Rattaché au Directeur Technique, il sera responsable de la gestion des projets "nouveaux produits", qu'il pilotera depuis la définition du besoin-clients jusqu'à l'optimisation en production, et ce, en liaison avec le Commercial qu'avec les Méthodes, la Production et la Qualité.

Ingénieur généraliste, à dominante mécanique ou matériaux, de 2 à 3 ans d'expérience industrielle, vous avez, si possible, déjà mené à bien un certain nombre d'actions globales et souhaitez pouvoir mettre en pratique votre créativité dans une structure en développement et à taille humaine.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et prétentions sous  
réf. 750 à J.M. LEGRAND - CPT - 3 Bd René Levesneur  
72000 Le Mans.

## Institut français de recherche scientifique pour le développement en coopération

### ORSTOM

Recrute par voie de concours (femmes et hommes), pour ses programmes scientifiques en France et à l'étranger (toutes régions) :

- 5 INGÉNIEURS DE RECHERCHE de 2<sup>e</sup> classe (BAC+5) ;
- 8 INGÉNIEURS D'ÉTUDES de 2<sup>e</sup> classe (BAC+3,4,5) ;
- 5 ASSISTANTS INGÉNIEURS (BAC+2) ;
- 10 TECHNICIENS DE LA RECHERCHE de 3<sup>e</sup> classe (BAC...) ;
- 3 ADJOINTS TECHNIQUES DE LA RECHERCHE de 2<sup>e</sup> classe (CAP, BEP, BEPC) ;
- 1 AGENT TECHNIQUE DE LA RECHERCHE de 2<sup>e</sup> niveau (qualification professionnelle) ;
- 1 CHARGÉ D'ADMINISTRATION DE LA RECHERCHE de 2<sup>e</sup> classe (expérience catégorie A de la fonction publique) ;
- 2 ATTACHÉS D'ADMINISTRATION DE LA RECHERCHE de 2<sup>e</sup> classe (BAC+3...) ;
- 6 SECRÉTAIRES D'ADMINISTRATION DE LA RECHERCHE de 3<sup>e</sup> classe (BAC...) ;
- 6 ADJOINTS ADMINISTRATIFS DE LA RECHERCHE de 2<sup>e</sup> classe (CAP, BEP, BEPC...).

Vous pouvez retirer vos dossiers de candidature ou obtenir toutes informations au Bureau des Concours de l'ORSTOM :  
213, rue La Fayette, 75010, PARIS. Tél. : 48-03-78-02.

La clôture des inscriptions est fixée au 22 octobre 1991 à 17 heures.

## ÉTABLISSEMENT PUBLIC BORDEAUX

recrute, dès que possible

## INGÉNIEUR D'ÉTUDES EN GÉNIE CLIMATIQUE ET ÉLECTRIQUE

- Niveau bac + 4 ayant une expérience professionnelle.
- Rémunération au 1<sup>er</sup> échelon : 7 400 F net par mois.
- Changement d'échelon après titularisation et progression assurée en fonction de l'ancienneté.

Possibilité de logement de fonction sur le campus de l'université à l'issue de l'année de stage.

Envoyer CV et références sous n° 8378  
MONDE PUBLICITÉ, 15/17, r. Col-Pierre-Avia 75002 Paris Cedex 15.

## PME AGROALIM. FILIALE US

cherche pour Evry (91)

## CHEF COMPTABLE/FINANCIER

Anglais exigé, expér. nécessaire  
Rémunération motivante

Envoyer CV + photo s/réf. 902 à FCCA,  
11, rue de Madrid, 75008 Paris

## LA PUISSANCE ET L'IMAGINATION

## HOBART

La référence mondiale  
- Qualité, Technologie, Gamme -  
pour l'équipement professionnel  
de grande cuisine et  
grande distribution.

## INGÉNIEUR LOGICIEL MICRO POUR UN PROJET EUROPEEN

Jeune ingénieur, vous allez développer et éditer une nouvelle génération de systèmes de pesage - emballage - étiquetage automatique destinée au secteur de la grande distribution.

C'est une équipe à constituer autour d'un projet européen dirigé par la France et vous permettant d'exploiter toutes vos compétences en PC, micro processeurs, langage C, bases de données et logiciels de communication.

Un bon départ dans un groupe mondial N° 1 en Europe.

Merci d'adresser votre dossier à :  
GIE HOBART - DRH  
BP 68 - 77312 MARNE LA VALLÉE  
Cedex 2.

## Chef de cabinet

Vous avez en charge le travail de cabinet classé d'un homme politique très impliqué dans la vie municipale d'une grande métropole, mais surtout vous avez la responsabilité du suivi d'un dossier spécifique important correspondant à un véritable enjeu politique qui implique : • une réflexion générale, • l'étude de dossiers et leur mise en application, • la communication et la promotion, • les contacts et la négociation avec les leaders politiques et fonctionnaires de la région. Vous êtes diplômé d'études supérieures (Sciences Po - DESS

de Communication...). Vous avez une expérience de Responsable de Communication Institutionnelle, Directeur de Cabinet, Conseiller Technique... Le poste implique : • un sens politique sûr, l'expérience de la communication, une bonne capacité relationnelle et diplomatique et le goût pour la formulation et l'écriture. Poste basé à Paris.

Merci d'envoyer votre candidature, sous réf. 1065/LM, à  
Bernard Krief Recrutement,  
BP 186-07, 75326 Paris  
Cedex 07.

## BERNARD KRIEF RECRUTEMENT

PARIS LILLE LYON SOPHIA-ANTIPOLIS  
Un département de Bernard Krief Consulting Group

## jeune

## JURISTE-FISCALISTE

Rattaché au directeur financier, vous serez intégré à une équipe pluridisciplinaire très professionnelle. Vous interviendrez principalement dans les domaines suivants : fiscalité, et droit des sociétés, droit des contrats. Vous coordonnerez l'intervention de nos conseils extérieurs.

Diplômé en droit des affaires et fiscalité (Maîtrise ou DESS), vous souhaitez valoriser une première expérience de quelques années acquises en entreprise ou en cabinet. La maîtrise de l'anglais serait un plus.

Poste à pourvoir à Paris.

Merci d'adresser votre candidature sous  
réf. 454 à MEDIA PA - 50/54, rue de Silly  
B2513 BOULOGNE BILLANCOURT CEDEX,  
qui transmettra.

## Débuter dans les Ressources Humaines

Paris - Notre Société (1400 pers.), filiale d'un Groupe industriel de renommée mondiale, occupe une place de tout premier plan dans le domaine des techniques de pointe, notamment dans les équipements de communication. Pour accompagner notre forte croissance, nous élargissons notre Direction des Ressources Humaines et recherchons un jeune cadre.

En étroite collaboration avec les directions opérationnelles, vous organiserez et participerez activement au recrutement de nos collaborateurs, principalement ingénieurs et cadres. Vous prendrez en charge l'ensemble de la formation (analyse des besoins, définition du plan et suivi du budget). Vous disposerez assez rapidement d'une large autonomie d'action. Jeune diplômé de l'enseignement supérieur (formation type Droit, Scs Po, ESC, CELSA), vous êtes motivé par cette fonction. Vous souhaitez vous impliquer dans la vie d'une entreprise dynamique qui seure vous confier des responsabilités variées et évolutives. Sens de l'organisation, jugement rigoureux, disponibilité et qualités relationnelles seront vos meilleurs atouts. Anglais souhaité. Merci d'adresser votre candidature sous réf. E269M à notre conseil OBERTHUR CONSULTANTS, 49 rue Saint Roch, 75001 PARIS.

Oberthur Consultants

## Communication en Ressources Humaines

Entrer chez Austin Knight France, c'est d'abord se pénétrer d'un état d'esprit pour apporter à nos clients les solutions multi-médias personnalisées pour le recrutement et la fidélisation de leurs collaborateurs. C'est aussi disposer des moyens matériels et humains pour se poser en réel partenaire des entreprises. C'est enfin bénéficier de l'expérience et de la solidité du leader mondial de la Communication de Ressources Humaines, Austin Knight Ltd.

## Chef de Pub / Développement

25-28 ans, votre expérience agencière ou support vous a permis d'acquies de solides bases commerciales à votre formation littéraire... ou linéaire... votre formation commerciale. Dynamique et ouvert, vous êtes en condition de vos brefs et la pertinence de vos recommandations. Vous êtes en charge une partie du développement de notre structure, vous serez également faire preuve de rigueur et d'un sens aigu du relationnel. Des qualités sont les vôtres? Vous les mettez à la pratique de l'anglais? Alors faites-le savoir en adressant votre candidature (lettre + CV) à Ramid Lamrani - Austin Knight France - 8, rue Magellan - 75001 Paris.

Austin  
Knight

Dans le cadre des activités de son service animation, la  
MAISON DE LA CULTURE DE LOIRE-ATLANTIQUE  
recrute un

## ASSISTANT DE DIRECTION

chargé de la coordination générale de ce service, avec responsabilité administrative et financière.

De formation supérieure, il aura acquis une expérience réussie dans le domaine de la communication (des connaissances et un intérêt dans le secteur radiophonique seraient un atout).

Merci de faire parvenir, avant le 30 septembre 1991, votre CV avec lettre manuscrite et prétentions à :

Monsieur le directeur de la MCL  
BP 25 - 44001 NANTES CEDEX 01

## SOCIÉTÉ ALLEMANDE

PARIS 15<sup>e</sup>

recherche une

## ASSISTANTE DE DIRECTION

de langue maternelle française, parfaitement bilingue allemand, pouvant justifier d'une réelle expérience d'au moins dix ans en secrétariat de direction.

La maîtrise de TTX Word 3 Windows serait souhaitée.

Merci d'adresser lettre manuscrite, photo et CV sous référence  
n° 8388.

LE MONDE PUBLICITÉ  
15/17, rue du Col-Pierre-Avia, 75002 Paris Cedex 15

R E T R O U V E Z C E S A N N O N C E S S U R 3 6 • 1 5 L M

مكتبة من الأصل

صكنا من الاجل

REPRODUCTION INTERDITE

## Le Monde des Carrières

• Le Monde • Jeudi 26 septembre 1991 35

Responsable de Département  
Gestion et  
Aménagement

Biens d'équipement industriel

### Responsable export

Prendre en charge la commercialisation d'équipements industriels de combustion très réputés, selon une démarche "sur mesure", sur les principaux marchés d'exportation (Moyen et Extrême-Orient, Amérique latine, ...).  
• analyse du marché • implantation de réseaux • élaboration d'offres technico-commerciales • négociation des contrats.  
C'est la mission que vous propose cette société performante (160 MF de CA dont 30 % à l'export, 190 personnes), filiale d'un important groupe industriel français (3,5 Mds de F de CA).  
Agé de 30 ans minimum, ingénieur de formation, vous justifiez d'une première expérience, acquise idéalement dans la vente d'équipements thermiques à l'export.  
La pratique courante de l'anglais est indispensable.  
Le poste est basé en proche banlieue parisienne et nécessite de nombreux déplacements.  
Merci d'adresser lettre manuscrite et CV, sous référence 541 C, à notre Conseil Alphonse à qui nous avons confié cette recherche.

3 rue de Vienne, 75008 Paris. Tél. (1) 42.94.21.34.

Chalon-sur-Saône en Bourgogne  
Agglomération de 100 000 habitants



### RECHERCHE L'ADJOINT(E) AU DIRECTEUR DE LA COMMUNICATION

Diplômé(e) de l'enseignement supérieur, vous avez au moins deux ans d'expérience de la communication dans le secteur public ou privé, un esprit créatif, dynamique et rigoureux, de solides qualités rédactionnelles. Une connaissance de la rédaction et de la mise en page d'un journal sera un atout supplémentaire.

**VOS MISSIONS :**  
• assurer le secrétariat de rédaction du journal municipal mensuel,  
• prendre en charge l'organisation d'événements de relations publiques,  
• participer à la politique de communication.

Merci d'adresser lettre, CV, photo et présentations à :  
Dominique PERREAU, Député-Maire de Chalon-sur-Saône  
R.P. 92 - 71321 CHALON SUR SAÔNE Cedex

### GROUPE les Echos

Notre groupe de presse (800 MF - 400 salariés) est bien connu.

### jeune A&M, Mines, ECP..., venez participer

au développement de notre imprimerie

Nous modernisons nos moyens de production à la Plaine-Saint-Denis en investissant 50 MF dans une unité de routage. Venez aux côtés du directeur de l'imprimerie piloter ce projet : vous rédigez les spécifications, négociez avec les fournisseurs, supervisez les travaux, mettez en route...

Si, en 2 ou 3 ans, vous avez acquis une bonne expérience des travaux neufs ou de la maintenance dans une industrie lourde (chimie, sidérurgie, ciment, papier...) et si vous entendez concilier technique et management,

écrivez à L. NEUMAN, consultant (réf. 5773LM)

"Carrières d'Ingénieurs"

ALEXANDRE TIC S.A.  
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS  
01 42 54 15 15 - 01 42 54 15 16  
LYON - GRENOBLE - TOULOUSE

SOCIÉTÉ DE CONSEIL EN MARKETING INTERNATIONAL

recherche

### CHARGÉ(E) D'ÉTUDES QUALITATIVES

pour terrains qualitatifs, analyses de documents, conseil.

PROFIL SOUHAITÉ :

- Niveau doctorat (ou équivalent) dans l'une des disciplines suivantes : anthropologie symbolique, sémiotique, sociolinguistique, ethno-méthodologie, sciences cognitives.
- Motivation pour l'étude et l'analyse du changement socioculturel.
- Deux à quatre ans d'expérience dans la recherche qualitative appliquée au marketing de grande consommation.
- Parfaitement trilingue (anglais plus une autre langue européenne, allemand de préférence).
- Poste à pourvoir à Levallois-Perret.

Nous souhaitons faire adresser les candidatures sous référence au journal et nous vous demandons de bien vouloir les renvoyer à l'adresse suivante :

RISC International France  
22, rue du Président-Wilson,  
92300 LEVALLOIS-PERRET.

LA VILLE DE MONTREUIL-SOUS-BOIS

(Seine-Saint-Denis)

100 000 habitants

recrute pour son service Enseignement :

### 1 CHARGÉ (E) D'ÉTUDES

Qui aura pour mission :

- la mise en place d'un observatoire des nouvelles filières de l'enseignement ;
- de mener une étude prospective sur la carte scolaire ;
- de conduire une réflexion sur les rythmes scolaires ;
- l'aménagement des équipements scolaires.

De formation BAC + 3 minimum, votre intérêt pour l'enseignement vous permettra d'être force de proposition et de mener à bien réflexion et action avec l'ensemble de vos partenaires (services municipaux, corps enseignant, parents d'élèves).

Adresser candidature, CV à Monsieur le Député-Maire,  
Mairie de Montreuil, 93105 Montreuil Cedex.

ORGANISME PROFESSIONNEL, recherche son

### SECRETAIRE GENERAL

- Pour la PROMOTION COMMERCIALE et la GESTION au sein d'une petite équipe dynamique, dans un SECTEUR PORTEUR.
- Homme-femme jeune, actif(ve), sens de la communication.
- FORMATION : gestion d'entreprise DESS, école supérieure de commerce, ingénieur + IAE ou équivalent. Anglais. Quelques années d'expérience souhaitables.

Envoyer CV (photo) et présentations à :  
Président de l'A.T.E.E., 47, av. Laplace - 94117 Arcueil Cedex.

CENTRE DE RECHERCHE

recrute pour son centre de Montpellier

### UN RESPONSABLE DE SON SERVICE DOCUMENTATION ET BIBLIOTHÈQUE CENTRALES

Diplôme en documentation et formation scientifique impératifs.  
Capacité d'organisation et d'animation pour encadrer équipe importante.  
Maîtrise de l'anglais indispensable.  
Expérience internationale souhaitée.

S'adresser à CIRAD/IST  
BP 5635 - 34032 MONTPELLIER CEDEX 1.

GRANDE ENTREPRISE NATIONALE

recherche  
pour renforcer l'équipe d'OPÉRATEURS SUR MARCHÉS  
de sa Direction Financière à Paris

### JEUNE DIPLOMÉ (E)

niveau BAC + 5  
débutant ou possédant expérience  
Anglais courant

Ecrire au Monde Publicité sous N° 8391  
15/17 rue du Colonel-Pierre-Avia, 75002 Paris Cedex 15.

VOUS ÊTES UN EXCELLENT

### LEADER D'ÉQUIPE

Vous êtes un homme ou une femme passionné d'animation.  
Vous avez la capacité de gérer et diriger un village de vacances.  
Vous êtes disponible géographiquement.  
Vous êtes très motivé.

Rencontrez-nous,  
nous sommes une société de tourisme en plein essor.  
Env. CV avec photo indispensable  
au MONDE PUBLICITÉ sous N° 8389  
15/17, rue Col.-Pierre-Avia, 75002 Paris Cedex 15.

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DES DEUX-SEVRES

ART DE TRANSMETTRE LE MESSAGE

Chargé(e) de communication de la CCI des Deux-Sèvres...

A vous de mettre en forme son message à l'attention de ses divers publics externes et internes, d'assurer la cohérence et la pertinence de son image, d'assurer son audience auprès de l'environnement économique. Diplômé(e) de l'enseignement supérieur (BAC + 4/5), votre culture générale fera la différence. Vous maîtrisez les relations publiques, l'expression écrite et montrez d'indéniables qualités d'animateur. L'idéal serait une expérience consultative dans les milieux de la communication...  
Merci d'adresser votre dossier complet (lettre manuscrite, C.V. et présentations) à Sophie Becquet-Lheriteau - BP 5 - 77002 La Rochelle Cedex.

SOPHIE BECQUET-LHERITEAU  
CONSEIL EN RECHERCHE ET SÉLECTION DU PERSONNEL

LE CIL AVENIR ENTREPRISE

Dans le cadre de son développement et de son expansion

### UN RESPONSABLE DE SERVICE

Mobilisé, diplômé de l'enseignement supérieur.  
Il possède une bonne maîtrise de l'anglais.  
Expérience souhaitée : gestion des ressources humaines ou sensibilisation à la mobilité du personnel en France et à l'étranger.  
Atouts : dynamisme, mobilité, autonomie, ainsi qu'un esprit d'équipe et un excellent sens relationnel.

Adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V. et photo) à :  
M. Philippe LEBLANC, 23, av. de Grande, 75015 Paris.

GRANDE ADMINISTRATION

(Paris)

recherche

### 2 RÉDACTEURS

de haut niveau  
pour études relatives aux finances locales et participation à la gestion d'importantes crédits budgétaires. Formation Bac + 4 droit public ou finances publiques ; spécialités de préférence collectivités locales. Goût pour analyse financière, utilisation informatique, rédaction. Adaptation au travail en équipe. Débutants acceptés.

Adresser lettre manuscrite + CV + photo sous N° 8390  
au Monde Publicité.  
15-17, rue du Colonel-Pierre-Avia, 75002 Paris Cedex 15.

Nous prions instamment nos  
annonceurs d'avoir l'obligeance de  
répondre à toutes les lettres qu'ils  
reçoivent et de restituer aux inté-  
ressés les documents qui leur ont été  
confiés.

CENTRE D'ÉTUDES DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE

recherche

### COLLABORATEUR (TRICE)

Pour activité d'ÉTUDES ET DE CONSEILS TECHNIQUES  
ET ÉCONOMIQUES FRANCE ET CEE.  
Formation scientifique (physico-chimie-thermique) de niveau : Bac + 2  
+ expérience professionnelle ou BAC + 5 débutant.  
Connaissances en micro-informatique souhaitées.  
Anglais obligatoire. Autres langues appréciées.

Envoyer lettre de candidature manuscrite + C.V. + présentations à :  
C.I.T.E.P.A. - 3, rue Henri-Henri, 75016 PARIS.

ÉDITIONS MASSON

recherchent

### ASSISTANT ÉDITEUR H/F

Pour assurer la mise au point des manuscrits scientifiques en liaison avec les auteurs.  
Formation scientifique supérieure, bonne maîtrise de la langue et aptitude à la relecture et à la correction.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo aux Éditions MASSON,  
120, bd Saint-Germain, 75280 PARIS CEDEX 06.

Vous vous informez  
du changement d'adresse  
de DOMINIQUE BARRÉ S.A.  
et vous invitez à noter la  
nouvelle composition de notre équipe

PDG : Henri MANCEAU  
Consultant : Dominique BARRÉ  
Psycho-grapho : Brigitte SEBERT

DOMINIQUE BARRÉ S.A.  
LE RODIN  
26 rue Louis-Blanc 69006 Lyon  
Tél : 78.24.00.73 Fax : 72.75.03.17

RE T R O U V E Z C E S A N N O N C E S S U R 3 6 • 1 5 L M

Document publié avec le support technique spécial de la Microrevue nationale

NOUS LES LIES, DE MAINS JOUVERNALES

17.000 ans d'expérience



1998, 1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019, 2020, 2021, 2022, 2023, 2024, 2025, 2026, 2027, 2028, 2029, 2030, 2031, 2032, 2033, 2034, 2035, 2036, 2037, 2038, 2039, 2040, 2041, 2042, 2043, 2044, 2045, 2046, 2047, 2048, 2049, 2050, 2051, 2052, 2053, 2054, 2055, 2056, 2057, 2058, 2059, 2060, 2061, 2062, 2063, 2064, 2065, 2066, 2067, 2068, 2069, 2070, 2071, 2072, 2073, 2074, 2075, 2076, 2077, 2078, 2079, 2080, 2081, 2082, 2083, 2084, 2085, 2086, 2087, 2088, 2089, 2090, 2091, 2092, 2093, 2094, 2095, 2096, 2097, 2098, 2099, 2100, 2101, 2102, 2103, 2104, 2105, 2106, 2107, 2108, 2109, 2110, 2111, 2112, 2113, 2114, 2115, 2116, 2117, 2118, 2119, 2120, 2121, 2122, 2123, 2124, 2125, 2126, 2127, 2128, 2129, 2130, 2131, 2132, 2133, 2134, 2135, 2136, 2137, 2138, 2139, 2140, 2141, 2142, 2143, 2144, 2145, 2146, 2147, 2148, 2149, 2150, 2151, 2152, 2153, 2154, 2155, 2156, 2157, 2158, 2159, 2160, 2161, 2162, 2163, 2164, 2165, 2166, 2167, 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173, 2174, 2175, 2176, 2177, 2178, 2179, 2180, 2181, 2182, 2183, 2184, 2185, 2186, 2187, 2188, 2189, 2190, 2191, 2192, 2193, 2194, 2195, 2196, 2197, 2198, 2199, 2200, 2201, 2202, 2203, 2204, 2205, 2206, 2207, 2208, 2209, 2210, 2211, 2212, 2213, 2214, 2215, 2216, 2217, 2218, 2219, 2220, 2221, 2222, 2223, 2224, 2225, 2226, 2227, 2228, 2229, 2230, 2231, 2232, 2233, 2234, 2235, 2236, 2237, 2238, 2239, 2240, 2241, 2242, 2243, 2244, 2245, 2246, 2247, 2248, 2249, 2250, 2251, 2252, 2253, 2254, 2255, 2256, 2257, 2258, 2259, 2260, 2261, 2262, 2263, 2264, 2265, 2266, 2267, 2268, 2269, 2270, 2271, 2272, 2273, 2274, 2275, 2276, 2277, 2278, 2279, 2280, 2281, 2282, 2283, 2284, 2285, 2286, 2287, 2288, 2289, 2290, 2291, 2292, 2293, 2294, 2295, 2296, 2297, 2298, 2299, 2300, 2301, 2302, 2303, 2304, 2305, 2306, 2307, 2308, 2309, 2310, 2311, 2312, 2313, 2314, 2315, 2316, 2317, 2318, 2319, 2320, 2321, 2322, 2323, 2324, 2325, 2326, 2327, 2328, 2329, 2330, 2331, 2332, 2333, 2334, 2335, 2336, 2337, 2338, 2339, 2340, 2341, 2342, 2343, 2344, 2345, 2346, 2347, 2348, 2349, 2350, 2351, 2352, 2353, 2354, 2355, 2356, 2357, 2358, 2359, 2360, 2361, 2362, 2363, 2364, 2365, 2366, 2367, 2368, 2369, 2370, 2371, 2372, 2373, 2374, 2375, 2376, 2377, 2378, 2379, 2380, 2381, 2382, 2383, 2384, 2385, 2386, 2387, 2388, 2389, 2390, 2391, 2392, 2393, 2394, 2395, 2396, 2397, 2398, 2399, 2400, 2401, 2402, 2403, 2404, 2405, 2406, 2407, 2408, 2409, 2410, 2411, 2412, 2413, 2414, 2415, 2416, 2417, 2418, 2419, 2420, 2421, 2422, 2423, 2424, 2425, 2426, 2427, 2428, 2429, 2430, 2431, 2432, 2433, 2434, 2435, 2436, 2437, 2438, 2439, 2440, 2441, 2442, 2443, 2444, 2445, 2446, 2447, 2448, 2449, 2450, 2451, 2452, 2453, 2454, 2455, 2456, 2457, 2458, 2459, 2460, 2461, 2462, 2463, 2464, 2465, 2466, 2467, 2468, 2469, 2470, 2471, 2472, 2473, 2474, 2475, 2476, 2477, 2478, 2479, 2480, 2481, 2482, 2483, 2484, 2485, 2486, 2487, 2488, 2489, 2490, 2491, 2492, 2493, 2494, 2495, 2496, 2497, 2498, 2499, 2500, 2501, 2502, 2503, 2504, 2505, 2506, 2507, 2508, 2509, 2510, 2511, 2512, 2513, 2514, 2515, 2516, 2517, 2518, 2519, 2520, 2521, 2522, 2523, 2524, 2525, 2526, 2527, 2528, 2529, 2530, 2531, 2532, 2533, 2534, 2535, 2536, 2537, 2538, 2539, 2540, 2541, 2542, 2543, 2544, 2545, 2546, 2547, 2548, 2549, 2550, 2551, 2552, 2553, 2554, 2555, 2556, 2557, 2558, 2559, 2560, 2561, 2562, 2563, 2564, 2565, 2566, 2567, 2568, 2569, 2570, 2571, 2572, 2573, 2574, 2575, 2576, 2577, 2578, 2579, 2580, 2581, 2582, 2583, 2584, 2585, 2586, 2587, 2588, 2589, 2590, 2591, 2592, 2593, 2594, 2595, 2596, 2597, 2598, 2599, 2600, 2601, 2602, 2603, 2604, 2605, 2606, 2607, 2608, 2609, 2610, 2611, 2612, 2613, 2614, 2615, 2616, 2617, 2618, 2619, 2620, 2621, 2622, 2623, 2624, 2625, 2626, 2627, 2628, 2629, 2630, 2631, 2632, 2633, 2634, 2635, 2636, 2637, 2638, 2639, 2640, 2641, 2642, 2643, 2644, 2645, 2646, 2647, 2648, 2649, 2650, 2651, 2652, 2653, 2654, 2655, 2656, 2657, 2658, 2659, 2660, 2661, 2662, 2663, 2664, 2665, 2666, 2667, 2668, 2669, 2670, 2671, 2672, 2673, 2674, 2675, 2676, 2677, 2678, 2679, 26

هكذا من الاجل

## LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
<b>PARIS</b>			<b>78 - YVELINES</b>			<b>94 - VAL-DE-MARNE</b>		
<b>4<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>5 PIÈCES</b>			<b>3 PIÈCES</b>		
100 m², 4 <sup>e</sup> étage	18, rue Quincampoix SAGGEL - 47-42-44-44 Frais de commission	11 000 + 1 553 7 820	123 m², 1 <sup>er</sup> étage 2 parkings	19-21, rue Salvaire LOC INTER - 47-45-15-08 Frais de commission	12 528 + 1 100 9 290	69 m², 5 <sup>e</sup> étage	COURBEVOIE 42, terrasse de l'Isa AGIFRANCE - 49-03-43-27 Frais de commission	4 274 + 1 391 3 345
<b>5<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>6 PIÈCES</b>			<b>4 PIÈCES</b>		
49 m², 3 <sup>e</sup> étage parking	11, rue Tournafort GCI - 40-16-28-70	5 734 + 593	187 m², 1 <sup>er</sup> étage	113, avenue de Villiers LOC INTER - 47-45-14-85 Frais de commission	28 442 + 1 500 20 748	94 m², 1 <sup>er</sup> étage	COURBEVOIE 333, bd Saint-Denis CIGIMO - 48-00-89-89 Honoraires de location	5 200 + 570 4 734
<b>6<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>STUDIO</b>			<b>STUDIO</b>		
25 m², Rez-de-chaussée	3-5, rue Pasteur PRÉBAIL - 45-27-06-37 Frais de commission	4 290 + 542 4 483	28 m², 3 <sup>e</sup> étage	9, rue des Dardanelles GCI - 40-16-28-71	3 052 + 589	40 m², 1 <sup>er</sup> étage	NEUILLY 39, rue Parmentier AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	3 700 + 640 2 632
<b>8<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>4 PIÈCES</b>			<b>STUDIO</b>		
87 m², 5 <sup>e</sup> étage possibilité parking	12, rue Paul-Baudry SAGGEL - 47-42-44-44 Frais de commission	14 300 + 2 297 10 296	93 m², 4 <sup>e</sup> étage parking	LE PECO 50, av. du Général-Leclerc SAGGEL - 47-78-15-85 Frais de commission	8 000 + 1 376 4 320	29 m², 5 <sup>e</sup> étage terr. 19 m², park.	NEUILLY 22, bd du Général-Leclerc GCI - 40-16-28-68	4 027 + 470
<b>11<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>5 PIÈCES</b>			<b>4 PIÈCES</b>		
20 m², sur jardin	Home Plaza HOME PLAZZA - 40-08-40-00	5 500 + 825	102 m², 5 <sup>e</sup> étage parking	POISSY 7, avenue des Ursulines AGIFRANCE - 49-03-43-27 Frais de commission	4 498 + 1 274 3 518	90 m², 5 <sup>e</sup> étage terr. 54 m², park.	NEUILLY 20 bis, bd du Général-Leclerc GCI - 40-16-28-68	10 971 + 1 235
<b>14<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>2 PIÈCES</b>			<b>3 PIÈCES</b>		
103 m², sur jardin	Home Plaza HOME PLAZZA - 40-21-22-23	8 500 + 1 275	49 m², 2 <sup>e</sup> étage cave, parking	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE 42 bis, rue des Ursulines AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	4 419 + 676 2 931	62 m², 5 <sup>e</sup> étage possibilité parking	NEUILLY 223, av. du Général-de-Gaulle CIGIMO - 48-00-89-89 Honoraires de location	7 130 + 988 5 403
<b>16<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>MAISON</b>			<b>3 PIÈCES</b>		
88 m², 5 <sup>e</sup> étage balcon, cave, park.	80-84, rue de l'Abbé-Carton AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	9 900 + 891 6 333	134 m² garage	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE 20-22, rue Schnapper SAGGEL - 47-78-15-85 Frais de commission	10 657 + 7 601 1 209	87 m², 1 <sup>er</sup> étage	NEUILLY 5, rue du Général-Lanrezac CIGIMO - 48-00-89-89 Honoraires de location	7 830 + 1 600 5 907
<b>17<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>PAVILLON</b>			<b>4-5 PIÈCES</b>		
127 m², 4 <sup>e</sup> étage	67-69, avenue Victor-Hugo SAGGEL - 47-42-44-44 Frais de commission	18 400 + 1 987 13 248	5 PIÈCES	VERNEUIL 27, allée George-Sand AGIFRANCE - 49-03-43-27 Frais de commission	5 432 + 358 4 058	110 m², 7 <sup>e</sup> étage parking	SÈVRES 11, av. de la Division-Leclerc SAGGEL - 47-42-44-44 Frais de commission	8 250 + 1 638 5 940
<b>18<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>2 PIÈCES</b>			<b>4 PIÈCES</b>		
211 m², 3 <sup>e</sup> étage	22, rue Raymond DE VINCI - 40-76-01-73 Frais de commission	24 322 + 3 600 20 769	Immeuble neuf 47 m², rez-de-ch. parking	VERSAILLES 6, rue du Général-Pershing SAGGEL - 47-42-44-44 Frais de commission	4 500 + 632 3 240	Immeuble neuf 92 m², 5 <sup>e</sup> étage parking	SÈVRES 11, av. de la Division-Leclerc SAGGEL - 47-42-44-44 Frais de commission	7 350 + 1 384 5 292
<b>19<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>4-5 PIÈCES</b>			<b>3 PIÈCES</b>		
224 m², 5 <sup>e</sup> étage	22, rue Raymond DE VINCI - 40-76-01-73 Frais de commission	26 880 + 4 000 22 953	Immeuble neuf 108 m², 1 <sup>er</sup> étage parking	VERSAILLES 6, rue du Général-Pershing SAGGEL - 47-42-44-44 Frais de commission	9 200 + 1 435 8 824	71 m², 1 <sup>er</sup> étage parking	VANVES 107, rue Sadi-Carnot SAGGEL - 47-42-44-44 Frais de commission	5 680 + 877 4 090
<b>20<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>92 - HAUTS-DE-SEINE</b>			<b>3 PIÈCES</b>		
131 m², 5 <sup>e</sup> étage box	4, rue Frédéric-David SOLVEG - 40-67-06-99 Frais de commission	16 870 + 1 105 15 378	2 PIÈCES	BOULOGNE 81, rue Escudier PRÉBAIL - 45-27-06-37 Frais de commission	4 400 + 728 4 698	59 m² rez-de-chaussée	CRÉTIL «Le Sallier» GFC - 42-07-94-18 (heures de bureau)	4 174 charges comprises
<b>21<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>3 PIÈCES</b>			<b>4 PIÈCES</b>		
40 m², 2 <sup>e</sup> étage	120, avenue de Wagram PRÉBAIL - 45-27-06-37 Frais de commission	5 400 + 790 5 794	82 m², 1 <sup>er</sup> étage parking	BOULOGNE 197, rue Galvani LOC INTER - 47-45-16-09 Frais de commission	8 500 + 650 4 950	78 m², 1 <sup>er</sup> étage terrasses parking	LE KREMLIN-BICÊTRE 1-5, av. du Docteur-Lacroix LOC INTER - 47-45-14-65 Frais de commission	5 875 + 860 5 310
<b>22<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>STUDIO</b>			<b>4 PIÈCES</b>		
41 m², rez-de-ch. parking	33-37, rue Pasteur SOLVEG - 40-67-06-99 Frais de commission	4 800 + 526 3 850	54 m² rez-de-chaussée	BOULOGNE 81, rue Escudier PRÉBAIL - 45-27-06-37 Frais de commission	4 400 + 728 4 698	81 m², 3 <sup>e</sup> étage terrasses parking	LE KREMLIN-BICÊTRE 23-25, av. de Fontainebleau LOC INTER - 47-45-14-65 Frais de commission	8 871 + 620 5 289
<b>23<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>2 PIÈCES</b>			<b>4 PIÈCES</b>		
55 m², jardin 29 m² parking	COURBEVOIE 1, rue Pasteur PRÉBAIL - 45-27-06-37 Frais de commission	4 178 + 584 4 460	55 m², 1 <sup>er</sup> étage parking	BOULOGNE 33-37, rue Pasteur SOLVEG - 40-67-06-99 Frais de commission	7 200 + 550 5 800	87 m², 2 <sup>e</sup> étage parking	NOGENT-SUR-MARNE 68, rue François-Rolland SOLVEG - 40-67-06-99 Frais de commission	9 080 + 1 070 5 421
<b>24<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>5 PIÈCES</b>			<b>4 PIÈCES</b>		
55 m², rez-de-ch. parking	COURBEVOIE 1, rue Pasteur PRÉBAIL - 45-27-06-37 Frais de commission	4 178 + 584 4 460	55 m², 1 <sup>er</sup> étage parking	BOULOGNE 33-37, rue Pasteur SOLVEG - 40-67-06-99 Frais de commission	7 200 + 550 5 800	96 m², 5 <sup>e</sup> étage 2 balcons parking	SAINT-MANDÉ 2, avenue Joffre LOC INTER - 47-45-14-65 Frais de commission	9 772 + 886 7 326
<b>25<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>95 - VAL-D'OISE</b>			<b>PAVILLON</b>		
55 m², rez-de-ch. parking	COURBEVOIE 1, rue Pasteur PRÉBAIL - 45-27-06-37 Frais de commission	4 178 + 584 4 460	149 m², garage	CERGY 5, clos de Mandelieu AGIFRANCE - 49-03-43-27 Frais de commission	9 032 + 544 8 427	149 m², garage	CERGY 5, clos de Mandelieu AGIFRANCE - 49-03-43-27 Frais de commission	9 032 + 544 8 427
<b>26<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>5 PIÈCES</b>			<b>5 PIÈCES</b>		
93 m², rez-de-ch. parking	COURBEVOIE 1, rue Pasteur PRÉBAIL - 45-27-06-37 Frais de commission	4 178 + 584 4 460	93 m², rez-de-ch. parking	COURBEVOIE 1, rue Pasteur PRÉBAIL - 45-27-06-37 Frais de commission	4 178 + 584 4 460	93 m², rez-de-ch. parking	COURBEVOIE 1, rue Pasteur PRÉBAIL - 45-27-06-37 Frais de commission	4 178 + 584 4 460

**Le Monde**

CHAQUE MERCREDI  
numéro daté jeudi

VOS  
RENDEZ-VOUS

**IMMOBILIER**

LA SÉLECTION IMMOBILIÈRE  
LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS  
L'IMMOBILIER D'ENTREPRISE

Le Monde est le premier quotidien vendu à Paris. Il est lu par 1 600 000 Français dont 800 000 Parisiens. 642 000 d'entre eux appartiennent à des foyers « cadres supérieurs » dont 375 000, soit 58 %, habitent l'Île-de-France. (Source : CESP 1989.)

Pour tous renseignements  
Professionnels 46-62-73-43  
Particuliers 46-62-73-90 - 46-62-72-02

CETTE PAGE A ÉTÉ RÉALISÉE  
AVEC LA PARTICIPATION DE

**PHENIX**  
GROUPE DES  
ASSURANCES  
GÉNÉRALES  
DE FRANCE

**AGF**  
PLACEMENTS IMMOBILIERS  
HOMES PLAZZA

**AGIFRANCE**  
GROUPE  
CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

**GFC**

**GENERALI**

**GFC**

**SOLVEG**  
LOCATION, VENTE ET GESTION D'IMMOBILIER

**LOC INTER**  
Transactions Tél. 17 45 19 97

**PREBAIL**

**SAGGEL**  
VENDÔME  
GROUPE UAP

**CIGIMO**  
GROUPE GTF







## MARCHÉS FINANCIERS

## BOURSE DU 25 SEPTEMBRE

**Cours relevés à 13 h 49**

Règlement mensuel																							
COMPAGNIES		VALEURS		Cours précédent		Prévenir cours		Dernier cours		% + -		COMPAGNIES		VALEURS		Cours précédent		Prévenir cours		Dernier cours		% + -	
4381	C.N.E.S.	4000	800	4000	800	...	...	...	...	...	...	265	Electrolux	328	280	280	280	280	280	280	280	280	280
850	B.N.P.	4000	800	4000	800	...	...	...	...	...	...	265	Electrolux	328	280	280	280	280	280	280	280	280	280
1860	Clujes, T.T.	870	870	870	870	...	...	...	...	...	...	265	Electrolux	328	280	280	280	280	280	280	280	280	280
1860	Reun. Tab. T.T.	1410	1410	1410	1410	+0.71	+0.46	Compagnie des Epaves	240	242	+2.08	385	Lagard	374	374	372	-0.58	S.E.R.	1674	1680	1681	+	0.02
1070	Reun. Tab. T.T.	1030	1030	1030	1030	+0.71	+0.46	Compagnie des Epaves	240	242	+2.08	385	Lagard	374	374	372	-0.58	S.E.R.	1674	1680	1681	+	0.02
946	Reun. Tab. T.T.	885	885	885	885	+0.71	+0.46	Compagnie des Epaves	240	242	+2.08	385	Lagard	374	374	372	-0.58	S.E.R.	1674	1680	1681	+	0.02
885	At. Ligaria	626	626	626	626	+0.37	+1.10	Compagnie des Epaves	240	242	+2.08	385	Lagard	374	374	372	-0.58	S.E.R.	1674	1680	1681	+	0.02
805	Atlantic-Alabama	600	600	600	600	+0.37	+1.10	Compagnie des Epaves	240	242	+2.08	385	Lagard	374	374	372	-0.58	S.E.R.	1674	1680	1681	+	0.02
376	A.S.P.	1000	1000	1000	1000	+0.37	+1.10	Compagnie des Epaves	240	242	+2.08	385	Lagard	374	374	372	-0.58	S.E.R.	1674	1680	1681	+	0.02
2320	Agrop. Franc.	234	234	234	234	+0.04	+0.35	Compagnie des Epaves	240	242	+2.08	385	Lagard	374	374	372	-0.58	S.E.R.	1674	1680	1681	+	0.02
487	A.P. Sid. Canada	514	514	514	514	+0.38	+1.02	Compagnie des Epaves	240	242	+2.08	385	Lagard	374	374	372	-0.58	S.E.R.	1674	1680	1681	+	0.02
286	Am. Ind. M. M.	294.50	294.50	294.50	294.50	+0.04	+0.23	Compagnie des Epaves	240	242	+2.08	385	Lagard	374	374	372	-0.58	S.E.R.	1674	1680	1681	+	0.02
850	Am. Ind. M. M.	850	850	850	850	+0.04	+0.23	Compagnie des Epaves	240	242	+2.08	385	Lagard	374	374	372	-0.58	S.E.R.	1674	1680	1681	+	0.02
167	Belle	109.20	109.20	109.20	109.20	+0.04	+0.23	Compagnie des Epaves	240	242	+2.08	385	Lagard	374	374	372	-0.58	S.E.R.	1674	1680	1681	+	0.02
167	Belle	109.20	109.20	109.20	109.20	+0.04	+0.23	Compagnie des Epaves	240	242	+2.08	385	Lagard	374	374	372	-0.58	S.E.R.	1674	1680	1681	+	0.02
770	Bell Int. Invest.	771	770	770	770	+0.04	+0.23	Compagnie des Epaves	240	242	+2.08	385	Lagard	374	374	372	-0.58	S.E.R.	1674	1680	1681	+	0.02
825	Bell Int. Invest.	825	825	825	825	+0.04	+0.23	Compagnie des Epaves	240	242	+2.08	385	Lagard	374	374	372	-0.58	S.E.R.	1674	1680	1681	+	0.02
760	Bell Int. Invest.	760	760	760	760	+0.04	+0.23	Compagnie des Epaves	240	242	+2.08	385	Lagard	374	374	372	-0.58	S.E.R.	1674	1680	1681	+	0.02
825	Bell Int. Invest.	825	825	825	825	+0.04	+0.23	Compagnie des Epaves	240	242	+2.08	385	Lagard	374	374	372	-0.58	S.E.R.	1674	1680	1681	+	0.02
760	Bell Int. Invest.	760	760	760	760	+0.04	+0.23	Compagnie des Epaves	240	242	+2.08	385	Lagard	374	374	372	-0.58	S.E.R.	1674	1680	1681	+	0.02
825	Bell Int. Invest.	825	825	825	825	+0.04	+0.23	Compagnie des Epaves	240	242	+2.08	385	Lagard	374	374	372	-0.58	S.E.R.	1674	1680	1681	+	0.02
760	Bell Int. Invest.	760	760	760	760	+0.04	+0.23	Compagnie des Epaves	240	242	+2.08	385	Lagard	374	374	372	-0.58	S.E.R.	1674	1680	1681	+	0.02
825	Bell Int. Invest.	825	825	825	825	+0.04	+0.23	Compagnie des Epaves	240	242	+2.08	385	Lagard	374	374	372	-0.58	S.E.R.	1674	1680	1681	+	0.02
760	Bell Int. Invest.	760	760	760	760	+0.04	+0.23	Compagnie des Epaves	240	242	+2.08	385	Lagard	374	374	372	-0.58	S.E.R.	1674	1680	1681	+	0.02
825	Bell Int. Invest.	825	825	825	825	+0.04	+0.23	Compagnie des Epaves	240	242	+2.08	385	Lagard	374	374	372	-0.58	S.E.R.	1674	1680	1681	+	0.02
760	Bell Int. Invest.	760	760	760	760	+0.04	+0.23	Compagnie des Epaves	240	242	+2.08	385	Lagard	374	374	372	-0.58	S.E.R.	1674	1680	1681	+	0.02
825	Bell Int. Invest.	825	825	825	825	+0.04	+0.23	Compagnie des Epaves	240	242	+2.08	385	Lagard	374	374	372	-0.58	S.E.R.	1674	1680	1681	+	0.02
760	Bell Int. Invest.	760	760	760	760	+0.04	+0.23	Compagnie des Epaves	240	242	+2.08	385	Lagard	374	374	372	-0.58	S.E.R.	1674	1680	1681	+	0.02
825	Bell Int. Invest.	825	825	825	825	+0.04	+0.23	Compagnie des Epaves	240	242	+2.08	385	Lagard	374	374	372	-0.58	S.E.R.	1674	1680	1681	+	0.02
760	Bell Int. Invest.	760	760	760	760	+0.04	+0.23	Compagnie des Epaves	240	242	+2.08	385	Lagard	374	374	372	-0.58	S.E.R.	1674	1680	1681	+	0.02
825	Bell Int. Invest.	825	825	825	825	+0.04	+0.23	Compagnie des Epaves	240	242	+2.08	385	Lagard	374	374	372	-0.58	S.E.R.	1674	1680	1681	+	0.02
760	Bell Int. Invest.	760	760	760	760	+0.04	+0.23	Compagnie des Epaves	240	242	+2.08	385	Lagard	374	374	372	-0.58	S.E.R.	1674	1680	1681	+	0.02
825	Bell Int. Invest.	825	825	825	825	+0.04	+0.23	Compagnie des Epaves	240	242	+2.08	385	Lagard	374	374	372	-0.58	S.E.R.	1674	1680	1681	+	0.02
760	Bell Int. Invest.	760	760	760	760	+0.04	+0.23	Compagnie des Epaves	240	242	+2.08	385	Lagard	374	374	372	-0.58	S.E.R.	1674	1680	1681	+	0.02
825	Bell Int. Invest.	825	825	825	825	+0.04	+0.23	Compagnie des Epaves	240	242	+2.08	385	Lagard	374	374	372	-0.58	S.E.R.	1674	1680	1681	+	0.02
760	Bell Int. Invest.	760	760	760	760	+0.04	+0.23	Compagnie des Epaves	240	242	+2.08	385	Lagard	374	374	372	-0.58	S.E.R.	1674	1680	1681	+	0.02
825	Bell Int. Invest.	825	825	825	825	+0.04	+0.23	Compagnie des Epaves	240	242	+2.08	385	Lagard	374	374	372	-0.58	S.E.R.	1674	1680	1681	+	0.02
760	Bell Int. Invest.	760	760	760	760	+0.04	+0.23	Compagnie des Epaves	240	242	+2.08	385	Lagard	374	374	372	-0.58	S.E.R.	1674	1680	1681	+	0.02
825	Bell Int. Invest.	825	825	825	825	+0.04	+0.23	Compagnie des Epaves	240	242	+2.08	385	Lagard	374	374	372	-0.58	S.E.R.	1674	1680	1681	+	0.02
760	Bell Int. Invest.	760	760	760	760	+0.04	+0.23	Compagnie des Epaves	240	242	+2.08	385	Lagard	374	374	372	-0.58	S.E.R.	1674	1680	1681	+	0.02
825	Bell Int. Invest.	825	825	825	825	+0.04	+0.23	Compagnie des Epaves	240	242	+2.08	385	Lagard	374	374	372	-0.58	S.E.R.	1674	1680	1681	+	0.02
760	Bell Int. Invest.	760	760	760	760	+0.04	+0.23	Compagnie des Epaves	240	242	+2.08	385	Lagard	374	374	372	-0.58	S.E.R.	1674	1680	1681	+	0.02
825	Bell Int. Invest.	825	825	825	825	+0.04	+0.23	Compagnie des Epaves	240	242	+2.08	385	Lagard	374	374	372	-0.58	S.E.R.	1674	1680	1681	+	0.02
760	Bell Int. Invest.	760	760	760	760	+0.04	+0.23	Compagnie des Epaves	240	242	+2.08	385	Lagard	374	374	372	-0.58	S.E.R.	1674	1680	1681	+	0.02
825	Bell Int. Invest.	825	825	825	825	+0.04	+0.23	Compagnie des Epaves	240	242	+2.08	385	Lagard	374	374	372	-0.58	S.E.R.	1674	1680	1681	+	0.02
760	Bell Int. Invest.	760	760	760	760	+0.04	+0.23	Compagnie des Epaves	240	242	+2.08	385	Lagard	374	374	372	-0.58	S.E.R.	1674	1680	1681	+	0.02
825	Bell Int. Invest.	825	825	825	825	+0.04	+0.23	Compagnie des Epaves	240	242	+2.08	385	Lagard	374	374	372	-0.58	S.E.R.	1674	1680	1681	+	0.02
760	Bell Int. Invest.	760	760	760	760	+0.04	+0.23	Compagnie des Epaves	240	242	+2.08	385	Lagard	374	374	372	-0.58	S.E.R.	1674	1680	1681	+	0.02
825	Bell Int. Invest.	825	825	825	825	+0.04	+0.23	Compagnie des Epaves	240	242	+2.08	385	Lagard	374	374	372	-0.58	S.E.R.	1674	1680	1681	+	0.02
760	Bell Int. Invest.	760	760	760	760	+0.04	+0.23	Compagnie des Epaves	240	242	+2.08	385	Lagard	374	374	372	-0.58	S.E.R.	1674	1680	1681	+	0.02
825	Bell Int. Invest.	825	825	825	825	+0.04	+0.23	Compagnie des Epaves	240	242	+2.08	385	Lagard	374	374	372	-0.58	S.E.R.	1674	1680	1681	+	0.02
760	Bell Int. Invest.	760	760	760	760	+0.04	+0.23	Compagnie des Epaves	240	242	+2.08	385	Lagard	374	374	372	-0.58	S.E.R.	1674	1680	1681	+	0.02
825	Bell Int. Invest.	825	825	825	825	+0.04	+0.23	Compagnie des Epaves	240	242	+2.08	385	Lagard	374	374	372	-0.58	S.E.R.	1674	1680	1681	+	0.02
760	Bell Int. Invest.	760	760	760	760	+0.04	+0.23	Compagnie des Epaves	240	242	+2.08	385	Lagard	374	374	372	-0.58	S.E.R.	1674	1680	1681	+	0.02
825	Bell Int. Invest.	825	825	825	825	+0.04	+0.23	Compagnie des Epaves	240	242	+2.08	385	Lagard	374	374	372	-0.58	S.E.R.	1674	1680	1681	+	0.02
760	Bell Int. Invest.	760	760	760	760	+0.04	+0.23	Compagnie des Epaves	240	242	+2.08	385	Lagard	374	374	372	-0.58	S.E.R.	1674	1680	1681	+	0.02
825	Bell Int. Invest.	825	825	825	825	+0.04	+0.23	Compagnie des Epaves	240	242	+2.08	385	Lagard	374	374	372	-0.58	S.E.R.	1674	1680	1681	+	0.02
760	Bell Int. Invest.	760	760	760	760	+0.04	+0.23	Compagnie des Epaves	240	242	+2.08	385	Lagard	374	374	372	-0.58	S.E.R.	1674	1680	1681	+	0.02
825	Bell Int. Invest.	825	825	825	825	+0.04	+0.23	Compagnie des Epaves	240	242	+2.08	385	Lagard	374	374	372	-0.58	S.E.R.	1674	1680	1681	+	0.02
760	Bell Int. Invest.	760	760	760	760	+0.04	+0.23	Compagnie des Epaves	240	242	+2.08	385	Lagard	374	374	372</							

**COMPTANT**

**(sélection)**

[illegible]**SICAV**

**(sélection)**

**24/9**

VALEURS	Cours prix.	Dernier cours	VALEURS	Emission Frans InL.	Rachet net	VALEURS	Emission Frans InL.	Rachet net	VALEURS	Emission Frans InL.	Rachet net
<b>Etrangers:</b>											
A.G.	811	811	A.A.A.	1098 05	1033 22	Franklin	868 29	864 67	Panor Genl.	5 602 10	5 602 10
Am. Van Sten	380	...	Acropolis	220 74	217 48	Francia	1062 50	1062 50	Pol. Ohio	1068 95	1068 95
Am. Maritima	106	109	Adriatic	518 01	783 38	Francia	1062 50	1073 534	Poway Genl.	112 53	111 42
Am. Pacific	135 80	135 10	Amalg.	7632 28	7333 21	Francia	5082 55	5088 98	Pr. Ass. Ohio	27663 88	27663 88
Am. Pacific	135 80	135 10	Amalg.	7632 28	7333 21	Francia	5082 55	5088 98	Pr. Ass. Ohio	1106 82	1078 65
Am. Pacific	135 80	135 10	Amalg.	7632 28	7333 21	Francia	5082 55	5088 98	Pr. Ass. Ohio	131 90	128 50
Am. Pacific	135 80	135 10	Amalg.	7632 28	7333 21	Francia	5082 55	5088 98	Pr. Ass. Ohio	865 64	869 84
Am. Pacific	135 80	135 10	Amalg.	7632 28	7333 21	Francia	5082 55	5088 98	Pr. Ass. Ohio	161 47	168 08
Am. Pacific	135 80	135 10	Amalg.	7632 28	7333 21	Francia	5082 55	5088 98	Pr. Ass. Ohio	5336 56	5283 82
Am. Pacific	135 80	135 10	Amalg.	7632 28	7333 21	Francia	5082 55	5088 98	Pr. Ass. Ohio	1147 16	1130 21
Am. Pacific	135 80	135 10	Amalg.	7632 28	7333 21	Francia	5082 55	5088 98	Pr. Ass. Ohio	844 46	901 63
Am. Pacific	135 80	135 10	Amalg.	7632 28	7333 21	Francia	5082 55	5088 98	Pr. Ass. Ohio	1650 50	1650 50
Am. Pacific	135 80	135 10	Amalg.	7632 28	7333 21	Francia	5082 55	5088 98	Pr. Ass. Ohio	233 63	233 63
Am. Pacific	135 80	135 10	Amalg.	7632 28	7333 21	Francia	5082 55	5088 98	Pr. Ass. Ohio	765 21	730 51
Am. Pacific	135 80	135 10	Amalg.	7632 28	7333 21	Francia	5082 55	5088 98	Pr. Ass. Ohio	230 65	181 46
Am. Pacific	135 80	135 10	Amalg.	7632 28	7333 21	Francia	5082 55	5088 98	Pr. Ass. Ohio	598 34	581 58
Am. Pacific	135 80	135 10	Amalg.	7632 28	7333 21	Francia	5082 55	5088 98	Pr. Ass. Ohio	529 51	505 40
Am. Pacific	135 80	135 10	Amalg.	7632 28	7333 21	Francia	5082 55	5088 98	Pr. Ass. Ohio	1409 44	13983 47
Am. Pacific	135 80	135 10	Amalg.	7632 28	7333 21	Francia	5082 55	5088 98	Pr. Ass. Ohio	496 83	477 53
Am. Pacific	135 80	135 10	Amalg.	7632 28	7333 21	Francia	5082 55	5088 98	Pr. Ass. Ohio	1642 34	1642 34
Am. Pacific	135 80	135 10	Amalg.	7632 28	7333 21	Francia	5082 55	5088 98	Pr. Ass. Ohio	13176 96	12817 01
Am. Pacific	135 80	135 10	Amalg.	7632 28	7333 21	Francia	5082 55	5088 98	Pr. Ass. Ohio	1309 47	1309 47
Am. Pacific	135 80	135 10	Amalg.	7632 28	7333 21	Francia	5082 55	5088 98	Pr. Ass. Ohio	712 50	712 50
Am. Pacific	135 80	135 10	Amalg.	7632 28	7333 21	Francia	5082 55	5088 98	Pr. Ass. Ohio	1790 132	1710 70
Am. Pacific	135 80	135 10	Amalg.	7632 28	7333 21	Francia	5082 55	5088 98	Pr. Ass. Ohio	672 22	652 64
Am. Pacific	135 80	135 10	Amalg.	7632 28	7333 21	Francia	5082 55	5088 98	Pr. Ass. Ohio	1076 10	1065
Am. Pacific	135 80	135 10	Amalg.	7632 28	7333 21	Francia	5082 55	5088 98	Pr. Ass. Ohio	429 05	417 57
Am. Pacific	135 80	135 10	Amalg.	7632 28	7333 21	Francia	5082 55	5088 98	Pr. Ass. Ohio	1472 10	1406 71
Am. Pacific	135 80	135 10	Amalg.	7632 28	7333 21	Francia	5082 55	5088 98	Pr. Ass. Ohio	888 71	888 71
Am. Pacific	135 80	135 10	Amalg.	7632 28	7333 21	Francia	5082 55	5088 98	Pr. Ass. Ohio	418 78	407 58
Am. Pacific	135 80	135 10	Amalg.	7632 28	7333 21	Francia	5082 55	5088 98	Pr. Ass. Ohio	212 27	206 11
Am. Pacific	135 80	135 10	Amalg.	7632 28	7333 21	Francia	5082 55	5088 98	Pr. Ass. Ohio	430 48	430 48
Am. Pacific	135 80	135 10	Amalg.	7632 28	7333 21	Francia	5082 55	5088 98	Pr. Ass. Ohio	1224 28	1168 50
Am. Pacific	135 80	135 10	Amalg.	7632 28	7333 21	Francia	5082 55	5088 98	Pr. Ass. Ohio	1042 41	1021 97
Am. Pacific	135 80	135 10	Amalg.	7632 28	7333 21	Francia	5082 55	5088 98	Pr. Ass. Ohio	337 82	324 82
Am. Pacific	135 80	135 10	Amalg.	7632 28	7333 21	Francia	5082 55	5088 98	Pr. Ass. Ohio	108 96	108 96

### Cote des Changes

[illegible]

## Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 25/11
Or fin (à la barre).....	54600	55000
Or fin (en lingot).....	54800	55200
Napoleon (20f).....	372	376
France Fr (10 f).....	360	360
France Suisse (20 f).....	386	386
France Suisse (20 f).....	366	366
Souverain.....	475	475
France 20 francs.....	295	295
France 10 dollars.....	1030	1040
France 5 dollars.....	561 25	561 25
France 50 pesos.....	2430	2440
France 10 florins.....	387	390

Hoogovens	297	...
IN2	300	...
Isener	125	

Laqueux du Monde	257	50	238	0
Nichols	791			
Patronella RD	1410			
Particip. Pioneer	358			
Quadrant	240			
Reynolds NW	206			
St-Gilles-Embrasse	500			
Serra Meta	206			
S.E.P.R.	1110			
S.P.R. act. B.	353		383	
Télécinéma Elect.	3380			
Ulfers	380			
Watersun	1300		1250	

dyn	1217 97	1188 28	Optimist
Garr	5784 03	8523 11	Orator

	13485 39	13485 39	Onelator
no neg-	9895 63	9895 63	Parties
no (Semi)-	260 32	260 32	Parties
no Index	112 19	109 81	Parties
no Investors	343 31	334 94	Parties
no Obligations	472 14	467 47	Parties
no sic-	464 36	460 834	Parties
no Firm	119 80	107 37	Parties
no Regions	1229 34	1193 53	Parties
no Associations	30 29	32 26	Parties
no Dipl-	36 46	28 50	Parties
no Court	13396 42	13396 42	Parties
no other	237 01	234 10	Parties
no Energy	32 73	31 82	Parties

- o : o f f e r - : droit d'accession - d : deman-

34026 32	33035 26	Universita
1021 24	898 33	Univer

descente	6523 68	6286 05	Univers
descente	1406 43	1384 80	Univers-Océan
descente	19611 78	19456 13	Veduggio
descente	131 93	120 55	Vesuvius
descente	507 21	503 27	Vesuvius
descente	95 32	94 38	
descente	210 98	206 64	
descente	648 95	630 08	
descente	1341 86	1315 57	
descente	6793 38	6779 82	
descente	62882 45	62557 34	
descente	1007 95	985 19	
descente	11658 74	1131 45	
descente	131 16	127 65	

— : prix précédent — : marché continu

**LICITÉ**  
**NOIÈRE**

**FINANCIERE**  
Renseignements :  
**46-62-72-67**

c : coupon détaché - o : offert - d : droit détaché - d : demandé - e : prix précédent - m : marché connu

1. \_\_\_\_\_

--- les filles de Marie Mouton ---

## **17.6-10. AND'S EXPLOSION.**

\* **APPROVED BY THE BOARD OF DIRECTORS** ON **10/20/2015** AND **10/20/2016** AND **10/20/2017** AND **10/20/2018** AND **10/20/2019** AND **10/20/2020** AND **10/20/2021** AND **10/20/2022** AND **10/20/2023** AND **10/20/2024** AND **10/20/2025** AND **10/20/2026** AND **10/20/2027** AND **10/20/2028** AND **10/20/2029** AND **10/20/2030** AND **10/20/2031** AND **10/20/2032** AND **10/20/2033** AND **10/20/2034** AND **10/20/2035** AND **10/20/2036** AND **10/20/2037** AND **10/20/2038** AND **10/20/2039** AND **10/20/2040** AND **10/20/2041** AND **10/20/2042** AND **10/20/2043** AND **10/20/2044** AND **10/20/2045** AND **10/20/2046** AND **10/20/2047** AND **10/20/2048** AND **10/20/2049** AND **10/20/2050** AND **10/20/2051** AND **10/20/2052** AND **10/20/2053** AND **10/20/2054** AND **10/20/2055** AND **10/20/2056** AND **10/20/2057** AND **10/20/2058** AND **10/20/2059** AND **10/20/2060** AND **10/20/2061** AND **10/20/2062** AND **10/20/2063** AND **10/20/2064** AND **10/20/2065** AND **10/20/2066** AND **10/20/2067** AND **10/20/2068** AND **10/20/2069** AND **10/20/2070** AND **10/20/2071** AND **10/20/2072** AND **10/20/2073** AND **10/20/2074** AND **10/20/2075** AND **10/20/2076** AND **10/20/2077** AND **10/20/2078** AND **10/20/2079** AND **10/20/2080** AND **10/20/2081** AND **10/20/2082** AND **10/20/2083** AND **10/20/2084** AND **10/20/2085** AND **10/20/2086** AND **10/20/2087** AND **10/20/2088** AND **10/20/2089** AND **10/20/2090** AND **10/20/2091** AND **10/20/2092** AND **10/20/2093** AND **10/20/2094** AND **10/20/2095** AND **10/20/2096** AND **10/20/2097** AND **10/20/2098** AND **10/20/2099** AND **10/20/2100** AND **10/20/2101** AND **10/20/2102** AND **10/20/2103** AND **10/20/2104** AND **10/20/2105** AND **10/20/2106** AND **10/20/2107** AND **10/20/2108** AND **10/20/2109** AND **10/20/2110** AND **10/20/2111** AND **10/20/2112** AND **10/20/2113** AND **10/20/2114** AND **10/20/2115** AND **10/20/2116** AND **10/20/2117** AND **10/20/2118** AND **10/20/2119** AND **10/20/2120** AND **10/20/2121** AND **10/20/2122** AND **10/20/2123** AND **10/20/2124** AND **10/20/2125** AND **10/20/2126** AND **10/20/2127** AND **10/20/2128** AND **10/20/2129** AND **10/20/2130** AND **10/20/2131** AND **10/20/2132** AND **10/20/2133** AND **10/20/2134** AND **10/20/2135** AND **10/20/2136** AND **10/20/2137** AND **10/20/2138** AND **10/20/2139** AND **10/20/2140** AND **10/20/2141** AND **10/20/2142** AND **10/20/2143** AND **10/20/2144** AND **10/20/2145** AND **10/20/2146** AND **10/20/2147** AND **10/20/2148** AND **10/20/2149** AND **10/20/2150** AND **10/20/2151** AND **10/20/2152** AND **10/20/2153** AND **10/20/2154** AND **10/20/2155** AND **10/20/2156** AND **10/20/2157** AND **10/20/2158** AND **10/20/2159** AND **10/20/2160** AND **10/20/2161** AND **10/20/2162** AND **10/20/2163** AND **10/20/2164** AND **10/20/2165** AND **10/20/2166** AND **10/20/2167** AND **10/20/2168** AND **10/20/2169** AND **10/20/2170** AND **10/20/2171** AND **10/20/2172** AND **10/20/2173** AND **10/20/2174** AND **10/20/2175** AND **10/20/2176** AND **10/20/2177** AND **10/20/2178** AND **10/20/2179** AND **10/20/2180** AND **10/20/2181** AND **10/20/2182** AND **10/20/2183** AND **10/20/2184** AND **10/20/2185** AND **10/20/2186** AND **10/20/2187** AND **10/20/2188** AND **10/20/2189** AND **10/20/2190** AND **10/20/2191** AND **10/20/2192** AND **10/20/2193** AND **10/20/2194** AND **10/20/2195** AND **10/20/2196** AND **10/20/2197** AND **10/20/2198** AND **10/20/2199** AND **10/20/2200** AND **10/20/2201** AND **10/20/2202** AND **10/20/2203** AND **10/20/2204** AND **10/20/2205** AND **10/20/2206** AND **10/20/2207** AND **10/20/2208** AND **10/20/2209** AND **10/20/2210** AND **10/20/2211** AND **10/20/2212** AND **10/20/2213** AND **10/20/2214** AND **10/20/2215** AND **10/20/2216** AND **10/20/2217** AND **10/20/2218** AND **10/20/2219** AND **10/20/2220** AND **10/20/2221** AND **10/20/2222** AND **10/20/2223** AND **10/20/2224** AND **10/20/2225** AND **10/20/2226** AND **10/20/2227** AND **10/20/2228** AND **10/20/2229** AND **10/20/2230** AND **10/20/2231** AND **10/20/2232** AND **10/20/2233** AND **10/20/2234** AND **10/20/2235** AND **10/20/2236** AND **10/20/2237** AND **10/20/2238** AND **10/20/2239** AND **10/20/2240** AND **10/20/2241** AND **10/20/2242** AND **10/20/2243** AND **10/20/2244** AND **10/20/2245** AND **10/20/2246** AND **10/20/2247** AND **10/20/2248** AND **10/20/2249** AND **10/20/2250** AND **10/20/2251** AND **10/20/2252** AND **10/20/2253** AND **10/20/2254**



## CULTURE

## ARCHITECTURE

## Défense de la TGB

L'Association des amis de la Bibliothèque de France répond à la lettre ouverte qui mettait en cause sa conception

Après l'envoi d'une lettre ouverte au président de la République signée de cent personnalités culturelles et universitaires, qui critiquait à la fois la nature des choix architecturaux et techniques et la manière dont ils ont été effectués (le Monde du 25 septembre), l'Association des amis de la Bibliothèque de France contre-attaque.

Préside par M. Jacques Morizet, ambassadeur de France, l'association - qui compte au sein de son comité d'honneur Jean Auroux, Raymond Barre, Jacques Chaban-Delmas, Maurice Couvreur, Pierre Mauroy, Costa-Gavras, Michèle Cotta et Alain Delon - s'étonne de voir « méconnaître ou mésestimer le travail mené et les précautions prises par l'établissement public constructeur et ses tutelles » et affirme qu'il s'agit de problèmes déjà résolus.

L'association s'interroge : « Les éminents signataires du manifeste, historiens, romanciers ou hellénistes, en savent-ils plus sur le langage, la mécanique verticale ou la climatisation que les archi-

tectes, les ingénieurs et les techniciens choisis pour conduire le projet en raison de leur compétence, de leur expérience et de leur réussite sur d'autres chantiers en France et partout dans le monde ? »

En réponse aux critiques techniques concernant les tours, elle rétorque que « la mécanique verticale a fait ses preuves dans le transport automatisé », que la climatisation est dotée d'un système de secours qui « pallie immédiatement toute défaillance du système principal », et que son coût ne « dépassera pas 0,3 % du coût total de fonctionnement ».

« Depuis plus de deux ans, disent encore les défenseurs de la TGB, le travail mené par Dominique Perault et l'établissement public n'a cessé de démontrer le caractère fonctionnel d'un projet spectaculaire, beau, destiné à conserver et offrir dans les meilleures conditions le trésor intellectuel de la nation. Réduire un projet de cette nature à un conflit entre les mérites comparés du montage-charge et du tapis roulant est indigne des enjeux intellectuels, des ambitions sociales et des innovations techniques dont il est porteur. »

## MUSIQUES

## Deux disparitions

## L'éditeur Mica Salabert

On apprend la mort de Mica Salabert, grande figure de l'édition musicale française et mécène de nombreux compositeurs de son temps. Fondé à Paris, en 1886, par Édouard Salabert, reprise entre 1934 et 1949 par son fils Francis, la maison de la rue Chauchat avait édité de nombreuses œuvres (Phil-Phil, Ciboulette) et ce qui lui avait permis de graver les partitions des jeunes compositeurs de l'époque : Milhaud, Poulenc, Ibert, Enesco, Enrichi par le rachat de nombreux catalogues (celui de Rouart Lerolle avec l'œuvre d'Erk Satie, notamment) le fonds comptait après la guerre 350 opérettes, 600 partitions symphoniques et 80 000 chansons (celles de Trenet et certaines d'Edith Piaf, en particulier), sans oublier un très grand nombre de publications à

usage pédagogique (dont les éditions critiques Cortot) ; en 1946 Salabert ouvre une succursale à New-York.

Succédant à son mari, mort dans un accident d'avion en 1946, Mica Salabert va prendre les commandes entre 1946 et 1981, orienter les activités de la maison vers une aide aux compositeurs d'avant-garde (Xenakis, Maléc, Takemitsu, la nouvelle école roumaine, Luis de Pablo...) et vers un soutien éclairé aux festivals de Royan, de La Rochelle ou de Metz. Son départ de la rue Chauchat allait coïncider avec les premières grosses difficultés de « l'empire » Salabert, dont les éditions britanniques Virgin et italiennes Ricordi se partagent l'exploitation depuis l'an dernier, aux côtés des actionnaires majoritaires de la fondation Salabert.

## Le metteur en scène

## Jacques Karpo

Directeur de l'Opéra de Marseille depuis 1975, Jacques Karpo est mort dans la nuit du 23 au 24 septembre. Il aurait eu cinquante et un ans, le mois prochain. Né à Toulouse, formé au piano et au violoncelle à New-York, à la mise en scène à San Francisco (notamment aux côtés

de Jean-Pierre Ponnelle), il complétait sa carrière de directeur artistique à l'Opéra de Marseille par de nombreuses mises en scène en France et à l'étranger. On lui doit notamment la création scénique française du *Christophe Colomb* de Darius Milhaud.

## CINÉMA

## Lever de rideau

Il n'y a pas que des salles qui ferment, même au Quartier latin. Il y en a qui ouvrent, ou rouvrent. Le 2 octobre, ce sera le Saint-Michel, carbonisé par une poignée d'incendistes qui n'avaient pas vu le *Dernier Tango à Paris* de Scorsese. Avec la sollicitude des pouvoirs publics, il s'est offert un grand coup de neuf.

Mais dès le 25 septembre, c'est le Panthéon, rebaptisé Europe Panthéon qui, quatorze ans après son inauguration, a célébré sa rénovation. C'est là que le grand producteur Pierre Braunberger, qui en fut le propriétaire, « inventa » les projections en version originale. Avec son nouvel écran, sa nouvelle installation sonore, ses nouveaux fauteuils et sa nouvelle façade, la vieille salle a aussi modifié son nom, pour signifier qu'elle s'inscrit désormais consacrée uniquement aux films européens.

► Espace Saint-Michel, 7, place Saint-Michel (51), 43-25-59-47.  
► Europe Panthéon, 13, rue Victor Cousin (51), 43-54-15-04.

## JOURNAL OFFICIEL

Est publié au Journal officiel du mercredi 25 septembre.

## UN ARRÊTÉ

du 17 septembre 1991 relatif à l'introduction des langues régionales des pays mosellans et des langues régionales d'Alsace au baccalauréat professionnel.

## PARIS EN VISITES

« La maison de Nicolas Flamel (1407) et autres vieux logis parisiens », 10 h 30, métro Rambuteau, sortie rue du Grand-Saint-Lazare (Paris intra-muros).

« 13<sup>e</sup> arrondissement : la place d'Italie avec la mairie et le grand écran », 14 heures, devant la mairie, place d'Italie.

« Un palais des années 30 : le palais de Chaillot, son jardin et ses salons », 15 heures, devant la Musée de l'homme, place du Trocadéro (Monuments historiques).

« De Popincourt la rue des Lappes », 14 h 30, métro Saint-Ambroise (Paris intra-muros).

« L'Opéra Garnier », 11 heures, hall d'entrée (M.C. Lacroix).

« Hôtels du Marais spécialement ouverts. Passages, ruelles, jardins, platons et escaliers inconnus. L'itinéraire du Parisien curieux qui décou-

## Naissances

M. Georges TOUPEY et M<sup>me</sup>, née Jeanne Stempowska, ont la joie d'annoncer la naissance de leur deuxième petit-enfant,

Arsène, chez Frédéric et Catherine Boy, Moulin des Avendies, 60200 Clairoux.

le 17 septembre 1991.

Fiançailles

M. Daniel DRUON et M<sup>me</sup>, née Catherine L'Andeu de Marsac, sont heureux d'annoncer les fiançailles de leur fille

Cécile avec

Eric DELAVALLÉE, le 14 septembre 1991.

Décès

Tous les amis de Jean et Lucie ont la grande tristesse de faire part du décès de

Jean CATHALA, (Le Monde du 24 septembre.)

M<sup>me</sup> Lella Sénati-Geiger, El M. Jean A. Chénasse, ses parents,

M. Eric Geiger, Et M<sup>me</sup> Guyline Guidée-Chénasse, ses beaux-parents,

Le général et M<sup>me</sup> André Chénasse, M<sup>me</sup> Julia Pansard, ses grands-parents,

Valérie et Marc Geiger, Hadrien Flammang, ses demi-frères et sœur,

M. et M<sup>me</sup> Christian Bouthors et leurs enfants,

Ainsi que l'ensemble des familles Catholinescu, Guerrier, Lacoste, Pancrazi, Paturo, L'équipe des Films de l'ART-TV, L'équipe de MAP-TV (INA), Ses amis du lycée, de la musique, de la danse, du cirque et de la télévision,

ont l'immense douleur de faire part du décès, dans sa vingt-neuvième année, de

Laurie Emmanuelle CHÉRASSE, auteur, metteur en scène de théâtre.

La cérémonie religieuse sera célébrée, le vendredi 27 septembre 1991, à 10 h 30, en l'église Saint-Roch, 296, rue Saint-Honoré, Paris-1<sup>er</sup>, où l'on se réunira.

Elle sera suivie de l'inhumation dans la sépulture de famille au cimetière du Père-Lachaise.

Cet avis tient lieu de faire-part.

54, rue de Bassano, 75008 Paris.

M<sup>me</sup> René Derangère, son épouse,

M<sup>me</sup> Denise Bonnaudet, sa fille,

Ses petits-enfants, M<sup>me</sup> Germaine Redonnet, sa belle-sœur,

Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. René DERANGÈRE, survenu à Saligny, le 16 septembre 1991, à l'âge de quatre-vingts ans.

La cérémonie religieuse a été célébrée, le mercredi 18 septembre, à Saligny.

L'inhumation s'est faite dans le caveau de famille.

19, Grande-Rue, 89100 Saligny.

THÈSES

Tarif Étudiants

50 F la ligne H.T.

Né en 1902, Christian Moreux était le fils de René Moreux, qui fonda en 1919 l'hebdomadaire d'économie maritime le *Journal de la marine marchande* et en 1945 l'hebdomadaire

du Châtelet, devant la fontaine (Paris, Autrefois).

« Le château de la reine Blanche, l'hôtel de Julienne et l'hôtel Scipion Serdini », 16 heures, 17, rue des Gobelins (D. Bouchard).

« La Salpêtrière, de Manon Lescaut à Sigmund Freud », 15 heures, 47, boulevard de l'Hôpital (P.-Y. Gaslet).

« L'atelier d'un tailleur de cristal », 15 heures, 84, quai de Jemmapes. (Tourisme culturel).

17, avenue d'Éna, 20 heures : « Rainer-Marie Rilke et Maurice Maeterlinck », par C. David (Goethe Institut).

23, rue François-Miron, 19 h 30 : « L'œuvre de Onal Pons », par J. Moutet (Librairie Les100clics).

## CARNET DU Monde

## François FENAL

nous a quittés le 20 septembre 1991.

Ses nombreux amis et collègues s'associent à la douleur de Simone, sa femme, de ses enfants, de sa famille.

Chaleur humaine, imagination, générosité, suscitaient autour de lui affection et attachement.

Cadre d'entreprise, journaliste, consultant, François était connu et apprécié des milieux coopératifs et de la distribution.

Nous gardons de lui un souvenir plein de vie.

On nous prie d'annoncer le décès de

M<sup>me</sup> Simone FRIGERIO, née Lefèvre, critique d'art, chevalier des Arts et des Lettres,

survenue le 2 août 1991, à l'âge de quatre-vingt-six ans.

Selon sa volonté, les obsèques religieuses ont été célébrées dans la plus stricte intimité.

Grenoble. Toulouse. Paris.

Jean-Pierre Masin, François Lawrence, Jean-Jacques Lawrence, Et leurs familles,

font part du décès de

M<sup>me</sup> Yvonne LAWRENCE, née Masin,

survenue à l'âge de quatre-vingt-trois ans.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale le mardi 24 septembre 1991.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Le conseil d'administration du Cercle de recherches et d'action pédagogiques (CRAP, Cahiers pédagogiques),

Le Comité de rédaction des Cahiers pédagogiques, ont la tristesse de faire part du décès de

Raymond LECERF, professeur d'arts plastiques, illustrateur des Cahiers pédagogiques,

survenu à Lyon, le 19 septembre 1991.

A sa femme et à ses enfants, ils renouvellent l'expression de leur amitié.

CRAP, 5, Impasse Bon-Secours, 75011 Paris.

On nous prie d'annoncer le décès de

M. Christian MOREUX, ancien président du Journal de la marine marchande et de *Marchés tropicaux*, officier de la Légion d'honneur,

survenu le 21 septembre 1991, dans sa quatre-vingt-deuxième année, à Neuilly-sur-Seine.

De la part de M. Etienne Moreux, son frère et M<sup>me</sup>,

Des familles Moreux, Fabre, Bouy, Maury, Marque, Jacobacci et Glachant.

La cérémonie religieuse sera célébrée le samedi 28 septembre, à 10 heures, en l'église de Grimaud-Village (Var), suivie de l'inhumation dans le caveau familial.

Une messe sera dite à sa mémoire, en l'église Saint-Pierre de Neuilly-sur-Seine, 90, avenue du Roule, à Paris, le vendredi 4 octobre, à 15 heures.

277, rue Turcotte, 93000 Bordeaux.

PROBLÈME N° 5615

VERTICALEMENT

1. Bon quand chaque chose est à sa place. Vierge quand elle est au berceau. - 2. Note. Massif. Point de départ. - 3. Peut-être devenu très lourd quand on a beaucoup d'effets. - 4. Pousseur à la sortie. Bien rongé. - 5. Animaux dont on ne peut pas dire qu'on ne peut pas les sentir. Pronom. - 6. Utile quand on veut projeter quelque chose. Pas acquiescée. - 7. Civil, à la mairie. On lui prend son duvet. - 8. Une charge qui ne fatigue pas. Ve avec tout. - 9. Exécute. Accommodé pour que les reliefs deviennent plats.

Solution du problème n° 5614

HORIZONTALEMENT

1. Peuvent être frottées avec un savon. - 2. Susceptible de nous distraire. - 3. Grande bataille au dix-neuvième siècle. - 4. Crie. Un groupe d'éléments. - 5. Permet de déterminer la date des nouvelles lunes. - 6. Partie d'un instrument. Des parties sur le front. - 7. Est parfois en forme. Agit en homme. - 8. Rivière. Instruments du hasard. - 9. Permet d'aller au fond des choses. - 10. Comme parfois un propriétaire. Ne peut donc pas attendre. - 11. Qui peut ne céder qu'après plusieurs coups. Certains sont longs.

VERTICALEMENT

1. Parenthèse. - 2. Abîme. Allé. - 3. Lotus. G. - 4. M. Péon. - 5. M. Uva. - 6. Emotions. - 7. Ré. Isatis. - 8. Snob. - 9. Intérêts.

GUY BROUET

CONFÉRENCES

17, avenue d'Éna, 20 heures : « Rainer-Marie Rilke et Maurice Maeterlinck », par C. David (Goethe Institut).

23, rue François-Miron, 19 h 30 : « L'œuvre de Onal Pons », par J. Moutet (Librairie Les100clics).

d'économie africaine *Marchés tropicaux et méditerranéens*, ainsi que plusieurs revues mensuelles complémentaires. De 1947 jusqu'à son décès en 1957, René Moreux fut conseiller de l'Union française (MRP) et avait été élevé en 1955 à la dignité de grand officier de la Légion d'honneur.

Succédant à son père en 1957 comme président-directeur général des sociétés éditrices des revues qu'il avait lui-même contribué à développer notamment, Christian Moreux bénéficia d'une grande audience dans les milieux littéraires, jusqu'à son départ en retraite en 1984. Par ailleurs, il fut, pendant près de quinze ans, le maire de Boissac, dans les Yvelines, où son action sociale fut exemplaire.

Condolances

En souvenir du chef d'escadrons

Pierre BLANCHET,

mort au combat le 14 août 1944, dans les rangs de la 2<sup>e</sup> DB, au cours de la bataille de Normandie.

Le général d'armée Jean Simon et les Français libres s'associent à la douleur de la famille à l'occasion du décès de

Pierre BLANCHET, journaliste grand reporter,

tué en mission en Croatie.

Anniversaires

Pour le onzième anniversaire du décès du

général d'armée africaine

Martial VALIN, compagnon de la Libération,

ainsi que pour les

Aviateurs français libres,

une messe sera célébrée en la chapelle de l'Ecole militaire, Paris-7<sup>e</sup>, le vendredi 4 octobre 1991, à 18 heures.

France, l'Opel Astra 1600 rejoint les voitures de série les plus puissantes telles que BMW, Audi ou Mercedes, les fournissent, dotées toutefois de moteurs plus importants (8 et 12 cylindres) et d'un limiteur d'allure - on les en remercie - à 250 km/h.

De la même façon, Porsche a présenté sur son stand, à Francfort, sa version 968, une nouvelle venue dans la gamme, dont le compteur indique que l'aiguille peut aller flirter aux environs des 300 km/h. Pour autant, la vitesse maximale est donnée par le constructeur pour 252 km/h en sixième, car la boîte est fournie avec six rapports... par souci d'économie. En effet, une grande vitesse soutenue entraîne des consommations qui sont à la hauteur des prix demandés pour de tels engins.

Quoi qu'il en soit, on ne peut que constater combien, alors que tout annonce une limitation générale de la vitesse automobile en Europe, certaines marques continuent de considérer que la puissance d'une voiture est un gage de progrès.

C. L.

AUTOMOBILE

Voitures de vitesse

On avait beaucoup reproché à la Calibra d'Opel, lors de sa sortie il y a plus d'un an, d'avoir toutes les lignes d'une voiture de sport sans en posséder ni le cœur ni les entrailles.

La filiale allemande de la General Motors a quelque peu rectifié le tir en présentant la semaine dernière, à Francfort, une version particulièrement musclée de son coupé.

Outre la transmission sur les quatre roues, voici que nous arrivait, chose toute nouvelle dans cette firme d'outre-Rhin, la suralimentation. Il s'agit, en fait, du groupe-moteur déjà sur différents modèles de la marque - et notamment sur la plus rapide des Astra, la GSi - qui font en même temps leur apparition sur les marchés européens (le Monde du 10 septembre). Mais ici la turbine, dont le carter a été intégré au collecteur d'échappement donne une poussée d'un autre ordre au 4 cylindres à 16 soupapes. Il en découle une puissance à plein régime (1600 tours) de 204 chevaux, soit 54 chevaux de plus que sur l'Astra.

Avec une vitesse maximale fixée à 245 km/h, une allure depuis belle lurette interdite en

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5615

VERTICALEMENT

1. Bon quand chaque chose est à sa place. Vierge quand elle est au berceau. - 2. Note. Massif. Point de départ. - 3. Peut-être devenu très lourd quand on a beaucoup d'effets. - 4. Pousseur à la sortie. Bien rongé. - 5. Animaux dont on ne peut pas dire qu'on ne peut pas les sentir. Pronom. - 6. Utile quand on veut projeter quelque chose. Pas acquiescée. - 7. Civil, à la mairie. On lui prend son duvet. - 8. Une charge qui ne fatigue pas. Ve avec tout. - 9. Exécute. Accommodé pour que les reliefs deviennent plats.

Solution du problème n° 5614

HORIZONTALEMENT

1. Peuvent être frottées avec un savon. - 2. Susceptible de nous distraire. - 3. Grande bataille au dix-neuvième siècle. - 4. Crie. Un groupe d'éléments. - 5. Permet de déterminer la date des nouvelles lunes. - 6. Partie d'un instrument. Des parties sur le front. - 7. Est parfois en forme. Agit en homme. - 8. Rivière. Instruments du hasard. - 9. Permet d'aller au fond des choses. - 10. Comme parfois un propriétaire. Ne peut donc pas attendre. - 11. Qui peut ne céder qu'après plusieurs coups. Certains sont longs.

VERTICALEMENT

1. Parenthèse. - 2. Abîme. Allé. - 3. Lotus. G. - 4. M. Péon. - 5. M. Uva. - 6. Emotions. - 7. Ré. Isatis. - 8. Snob. - 9. Intérêts.

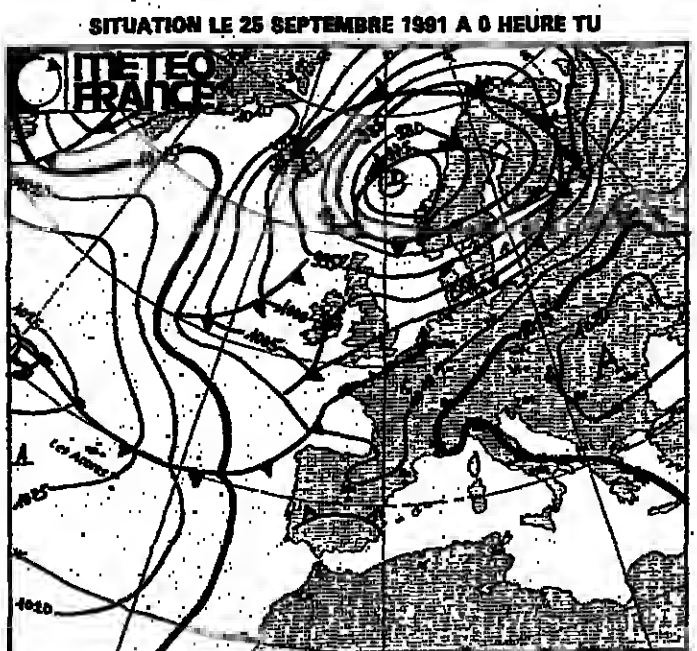
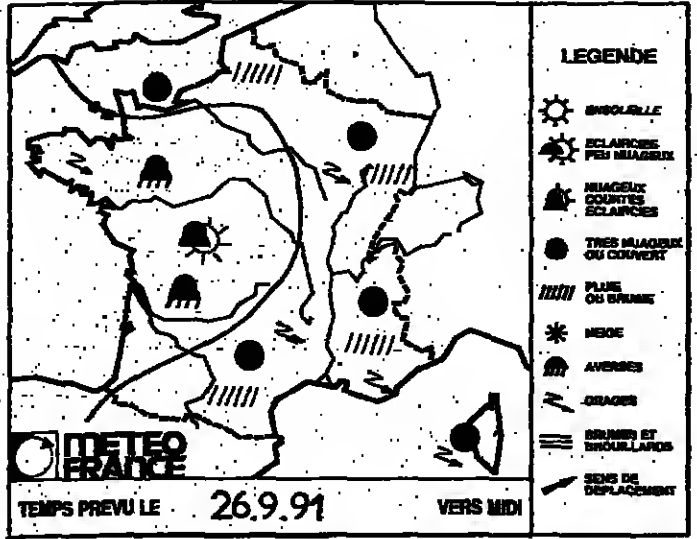
GUY BROUET

فكر من الأصل

هكذا من الوجل

# MÉTÉOROLOGIE

Prévisions pour le jeudi 26 septembre 1991  
Pluies fortes, orages, averses



Vendredi : pluie au Sud-Est et à l'Ouest. En Corse, la journée débute sous la pluie et les orages. Les précipitations cesseront l'après-midi et on verra le soleil.

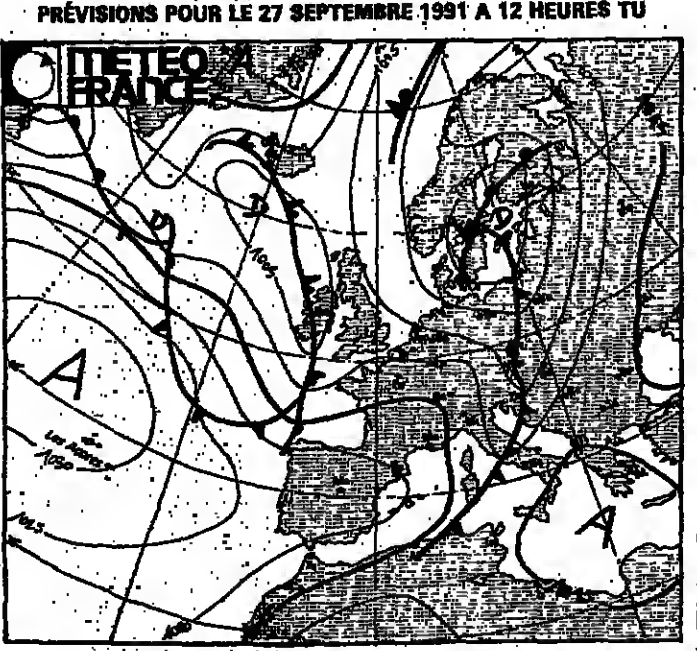
Dans le Sud et l'Est, les pluies seront fortes. Les Alpes, des pluies orageuses persisteront le matin. Le soleil se montrera l'après-midi.

En Bretagne, puis en Normandie et dans les pays de Loire, le vent du sud se renforcera, annonçant la pluie.

Les précipitations prendront un caractère orageux l'après-midi. En Bretagne, le soir, quelques coins de ciel bleu, mais aussi des averses. Partout ailleurs, cocktail de nuages et de courtes éclaircies. Attention aux fortes et fréquentes averses du matin.

Les températures seront comprises entre 7 degrés et 10 degrés sur les régions du nord-ouest, et de 10 degrés à 13 degrés le plus souvent, elles atteindront 16 degrés près de la Méditerranée.

Les températures maximales s'élèveront de 16 degrés sur la pointe de la Bretagne à 24 degrés près de la « grande bleue ».



TEMPÉRATURES maximales - minima et temps observé le 25-9-91											
Valeurs indiquées toutes entre le 24-9-1991 à 18 heures TU et le 25-9-1991 à 6 heures TU											
FRANCE				ÉTRANGER							
ALGER	25	18	D	TOLDOUSE	19	15	N	LOS ANGELES	29	19	D
BARCELONE	26	21	P	TUNIS	25	19	P	LUXEMBOURG	16	15	P
BORDAUX	25	19	C	PORT-SAÏD	29	24	D	MADRID	28	17	A
BRESCIA	20	15	P					MARSAKOTI	31	28	N
BREST	19	12	P					MEXICO	24	11	C
CAEN	22	16	P					MILAN	24	16	C
CHERBOURG	20	15	P					MONTREAL	17	7	C
CLEVES-PO	22	16	N					MOSCOW	14	7	N
DIJON	21	14	N					NAGASAKI	26	13	N
GRANVILLE	22	13	D					NEW-YORK	23	15	C
LELLE	20	15	P					OSLO	15	12	D
LIMOGES	21	16	P					PALMA-DE-MAJ	22	21	D
LIVON	22	17	D					PARIS	22	19	D
MARSEILLE	27	20	D					PARIS-CDG	22	19	D
NANCY	19	17	C					ROME	26	21	C
NANTES	20	17	P					SINGAPOUR	31	24	C
NICE	25	20	D					STOCKHOLM	18	13	D
PARIS-MONTS	20	16	C					SYDNEY	19	15	N
PAU	23	19	A					TOKYO	26	19	A
PERPIGNAN	21	18	C					TOKYO	26	19	A
RENNES	21	17	C					VARSOVIE	18	13	D
STRASBOURG	22	15	D					VIENNE	24	17	D
STRASBOURG	22	14	D					VIENNE	24	17	D

TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.  
(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

# RADIO-TÉLÉVISION

IMAGES

PIERRE GEORGES

## Mauvaise presse

La presse est mauvaise presse. La démocratie est en mauvaise santé. Presse et pouvoir sont dans un bateau, l'information tombe à l'eau. Il vaut mieux en rire qu'en désespérer. Bruno Masure, en connaisseur, avait un jour tiré un ouvrage d'humour. La télé rend fou, mais je me soigne. Cela s'est encore vérifié, mardi, sur Antenne 2. Pour suivre la projection de Broadcast News, excellent film sur les ragots de plateaux, Daniel Bissan proposait un débat sur les rapports tumultueux entre la presse et le pouvoir.

Un sujet grave, sérieux à tout le moins, et dont il n'aurait pas été superflu de parler sérieusement. Seulement voilà, dès qu'un micro est ouvert, une caméra braquée, un bloc-notes prêt, la tentation devient trop forte, l'envie trop pressante, le vulgérisme trop alléchant. Bernard Tapie et François d'Aubert, en dignes représentants de la nation, se sont offert un petit « round » tout en délicatesse. « Pauvre mec, vous êtes un triste mec », dira le député de Marseille et de gauche ou député de la Mayenne et de droite. « Vous faites de la démagogie à l'état pur, vous manipulez des enfants, c'est une honte, un scandale », avait dit le second au premier.

C'était, on en conviendra, fort intéressant et parfaitement de nature à réconcilier l'électeur avec la chose politique. Un participant, Jean-Claude Guillebaud, fit remarquer à M. d'Aubert, qu'il se place et à s'entendre ainsi traité de « pauvre mec », il aurait, lui, quitté le plateau. En effet, M. d'Aubert, ou M. Tapie d'ailleurs, auraient pu le faire. Mais, devant l'écran, l'idée s'est imposée, pure chimère, qu'il faudrait bien un jour que les journalistes eux-mêmes brisent la glace.

Car si la presse est malade — les sondages le disent, les tirages le prouvent, — elle l'est d'abord de n'être souvent plus que le tambour de cette mauvaise musique. Elle l'est de n'être que haut-parleur pour « petites phrases », relais pour plan médias, chaire pour le coup politique ou le coup tordu du jour, de la semaine ou du mois.

Que l'on comprenne bien. Il ne s'agit pas là d'exonérer les médias de leurs propres errements, de leurs propres errements, de cette tendance à la surinformation précipitée qui n'est jamais qu'une version boulimique et dangereuse de la sous-information. Les dérapages existent qui méritent réflexion et auppement ramédés. Mais quand un avocat de Carpentras, parlant de l'affaire, évoque « le couple maudit du pouvoir et de la presse », on enrage de penser qu'il puisse avoir raison...

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ► signalé dans le Monde radio-télévision ; ◻ Film à éviter ; ◻ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

## Mercredi 25 septembre

TF 1	CANAL PLUS	LA SEPT
20.50 Variétés : Sacrée soirée.	19.00 Sport : Football. Championnat d'Europe des nations : Islande-Espagne, en direct.	21.00 Documentaire : Sartre contre Sartre.
22.50 Magazine : En quête de vérité. L'affaire Delphine Bouley.	21.05 Cinéma : Le mort était au rendez-vous. ■ Film italien de Giulio Petroni (1967). Avec Lee Van Cleef, John Phillip Law, Anthony Dawson.	22.40 Cinéma : Crie Cuervos. ■■ Film franco-espagnol de Carlos Saura (1975).
0.00 Spécial sports : Football. Championnat d'Europe des nations : URSS-Hongrie, en direct de Moscou.	22.55 Flash d'informations	0.25 Court métrage : Le Drame du taureau.
1.40 Journal, Météo et Bourse.	23.05 Cinéma : Daddy nostalgie. ■ Film français de Bertrand Tavernier (1990). Avec Dirk Bogarde, Jane Birkin, Odette Laure.	FRANCE-CULTURE
A2	LA 5	20.30 Antipodes.
20.45 Téléfilm : Des cornichons au chocolat.	20.50 Histoires vraies : Nuits d'enfer. Une jeune fille sombre dans la prostitution.	21.30 Correspondances. Des nouvelles de la Belgique, du Canada et de la Suisse.
22.20 Magazine : Direct.	22.30 Débat : Quand les ados vous disent M...	22.00 Communauté des radios publiques de langue française. Au pays des quatre saisons : l'été (3).
23.30 1. 2. 3. Théâtre.	23.35 Série : Hitchcock présente.	22.40 Les Nuits magnétiques. Les noms en personne. 2. L'identité défigurée.
23.35 Magazine : Musiques au cœur de toutes les musiques.	0.05 Journal de la nuit.	0.05 Du jour au lendemain. Avec Jean-Pierre Ostende (La Neuve chronique).
0.40 Journal et Météo.	M 6	0.50 Musique : Coda. Texte de nuit.
FR 3	20.35 Téléfilm : Les vampires n'existent pas.	FRANCE-MUSIQUE
20.45 Magazine : La Marche du siècle. Vocation : chercheur. Invités : Hubert Curien, ministre de la recherche et de la technologie ; François Jourdey, directeur général du CNRS ; Étienne-Emile Baulieu, inventeur de la pilule abortive ; Bernard Chavassus, généticien à l'INRA ; Gérard Mégie, climatologue ; Anne-Marie Aleysse, chercheuse à l'IFREMER ; Michel Crozon, physicien des particules au CNRS.	22.20 Téléfilm : Le Procureur et l'Assassin. Double meurtre dans une villa californienne.	20.30 Concert (donné le 29 mai 1981 lors du Festival de Schwetzingen) : Requiem en si bémol majeur (extraît) de M. Haydn ; Les Sept Dernières Paroles du Christ en croix, pour solistes, chœur et orchestre, de J. Haydn, par le Bach Collegium de Stuttgart et le Geschington Kantorei de Stuttgart, dir. : Helmut Rilling.
22.20 Journal et Météo.	0.05 Magazine : Dazibao.	23.07 Poussières d'étoiles. Jazz club. En direct du Lido-Saint-Germain à Paris. La Quintessence de Michel Edelin, Rittito, avec Alain Jean-Marie, piano, François Michell, contrebasse, Simon Goubert, batterie.

## Jeudi 26 septembre

TF 1	CANAL PLUS	LA SEPT
16.15 Feuilleton : Riviera.	20.10 Divertissement : La Classe.	17.35 Série : Les Années coup de cœur.
15.40 Club Dorothée.	20.45 Cinéma : Un dimanche à la campagne. ■■ Film français de Bertrand Tavernier (1984). Avec Louis Ducreux, Sabine Azéma, Michel Aumont.	18.05 Série : Mission impossible.
17.25 Série : 21 Jump Street.	22.20 Journal et Météo.	19.00 Série : La Petite Maison dans la prairie.
18.15 Jeu : Une famille en or.	22.45 Téléfilm : Miracle en Alabama. Une enfant aveugle, sourde et muette reprise en main par une jeune femme obstinée.	19.54 Six minutes d'informations.
18.45 Feuilleton : Santa Barbara.	0.20 Musique : Carnet de notes.	20.00 Série : Cosby Show.
19.15 Jeu : La Roue de la fortune.	FRANCE-MUSIQUE	20.35 Cinéma : C'est pas moi, c'est lui. ■ Film français de Pierre Richard (1979).
19.45 Divertissement : Le Sébaste Show (et à D.O.).	13.35 Cinéma : Un été dans la nuit. ■ Film américain de Fred Schepisi (1988). Avec Meryl Streep, Sam Noll, Dale Reeves.	22.15 Série : Le Voyageur.
19.50 Téo-O-Téo, Journal, Tiercé, Loto sportif, Météo et Tapis vert.	15.30 Documentaire : Les Allumés...	22.40 Téléfilm : L'île aux serpents. Pour ceux que la vue des reptiles n'incommode pas.
20.50 Série : Navarro. Une dispute juridique de conséquences...	16.00 Cinéma : Daddy nostalgie. ■ Film français de Bertrand Tavernier (1990). Avec Dirk Bogarde, Jane Birkin, Odette Laure.	0.15 Six minutes d'informations.
22.25 Magazine : Ex libris. Invités : Sébastien Japrisot (Un long dimanche de fiançailles) ; Jean Dutoit (Forêts de femmes) ; Régine Deforges (Pierrot le fou) ; Arthur (Mon école busconnière) ; Entretien avec Katharine Hepburn (Ma vie, mes histoires de ma vie).	18.00 Canaille peluche. En clair jusqu'à 20.30	0.20 Magazine : Dazibao.
23.30 Magazine : Télévision.	18.30 Ça cartoon.	0.25 Boulevard des clips.
0.05 Journal.	18.50 La Top.	LA SEPT
A 2	19.20 Magazine : Nulle part ailleurs. Invité : Catherine Lara.	16.45 Documentaire : Salsa opus 1. New-York : le son.
15.40 Variétés : La Chance aux chansons. Hommage à Tino Rossi. Avec Anny Gault, Enrique.	20.30 Cinéma : L'Autrichienne. ■ Film français de Pierre Granier-Deferra (1990). Avec Uta Lempert, Patrick Chesnais, Daniel Mesguich.	17.45 Documentaire : Sea Coal.
16.10 Série : Drôles de dames.	22.00 Flash d'informations.	18.50 Flash d'informations (et à 20.00, fin des programmes).
17.00 Magazine : Gliss.	22.10 Cinéma : Cocoon, le retour. ■ Film américain de Daniel Faurie (1988) (v.o.).	19.10 Documentaire : L'Anthropographe. 2. La saison du brame.
18.10 Jeu : Des chiffres et des lettres.	0.05 Cinéma : Pilotes de charme. Film américain, classé X, de Michael Craig (1990). Avec Ashlyn Gere, Rayne, Mike Homer.	20.00 Documentaire : Histoire parallèle.
18.35 Magazine : Défendez-vous.	1.30 Super Model of the World.	21.00 Magazine : Avis de tempête.
18.50 Série : Mister T.	LA 5	22.55 Musique. Christian Zacharias joue Scarlatti à Séville.
19.15 Jeu : Question de charme.	16.20 Tiercé à Maisons-Laffitte.	FRANCE-CULTURE
19.45 Divertissement : La Caméra indiscrette.	16.50 Youpi ! L'école est finie.	20.30 Avignon 91. Pop Wuh, fragments du Livre des anciens Mayas choisis et traduits par Anny Ambert, à la chapelle Sainte-Claire.
20.00 Journal et Météo.	18.15 Série : Shérif, fais-moi peur.	21.30 Profils perdus. L'Ecole de Rochefort (2).
20.40 INC.	19.05 Série : Kojak.	22.40 Les Nuits magnétiques. Les noms en personne. 3. Après le nom.
20.45 Magazine : Envoyé spécial. Goué : le secret du bonheur, de Pavel Louguine.	20.40 Journal et Météo.	0.05 Du jour au lendemain. Avec Alain Bonfand (Le Malheur : Jan Vondra).
22.05 Cinéma : Faux témoins. ■ Film américain de Curtis Hanson (1987). Avec Steve Guttenberg, Elizabeth McGovern, Isabelle Huppert.	22.35 Variétés : Les Grands Amis.	0.50 Musique : Coda. Texte de nuit.
0.05 Magazine : Mieux et encore Bravo. Chérie Courtes... la saumache.	0.05 Magazine : C'est tout comm.	FRANCE-MUSIQUE
1.05 1. 2. 3. Théâtre.	0.25 Journal de la nuit.	20.30 Concert (en direct de l'église Notre-Dame-des-Blancs-Manteaux) : Prélude, fugue et postlude pour orgue en si mineur, de Beethoven ; Choral pour orgue BWV 727, Prélude et fugue pour orgue en si mineur BWV 544, Cantate BWV 188, de Bach, par Georges Guillard, orgue, Agnès Mellon, soprano, John Elwes, Philippe Cantor, ténor, l'ensemble vocal Camera Sancti-Louis, dir. : Georges Guillard et l'ensemble baroque de Limoges, dir. Christophe Colin.
1.10 Journal et Météo.	M6	23.07 Poussières d'étoiles. La Boîte de Pandore : le génie artisanal. Œuvres de Gossuado, Janacek, Machaut, Borodine, Wislizen, Ives, Huma, Castillon, Crae, Nietzsche, Wiesengrund, Adorno, Boito.
FR 3	15.40 Magazine : 6° Avenue. (et à 17.25, 18.00).	
14.30 Magazine : Carré vert. Piqué de Jean-Marie Hostie.	17.00 Jeu : Zygomusic.	
15.00 Traverses (rediff.).		
16.00 Magazine : Zapper n'est pas jouer.		
17.30 Jéf.		
18.15 Magazine : Une pêche d'enfer.		
18.30 Jeu : Questions pour un champion.		
19.00 De 19-20 de l'information. De 18.12 à 18.35, le journal de la région.		
20.00 Un livre, un jour. Nous les filles, de Marie Rouanet.		



La commission d'enquête sur le financement des partis

## Vive polémique entre le PS et le RPR

La troisième séance publique de la commission d'enquête parlementaire sur le financement des partis politiques a été suspendue, mardi 24 septembre, à la suite d'une polémique entre la gauche socialiste et certains députés de l'opposition, membres de cette commission. M. Jean-François Deniau (UDF) a fait savoir, le même jour, qu'il démissionnait de ses fonctions de président de la commission d'enquête, en raison d'un désaccord avec la majorité des membres sur l'interprétation des pouvoirs d'investigation de la commission.

Existe-t-il encore une limite à ce suicide collectif des parlementaires et de l'institution qu'ils sont censés représenter ? La question se pose depuis la première audition publique de la commission

d'enquête sur le financement des partis politiques et des campagnes électorales (le Monde des 19 et 20 septembre). Mardi 24 septembre, le vote semblait clair de saborder définitivement cette commission.

En fin de matinée, un communiqué du président du groupe socialiste, M. Jean Auroux, ouvre une première brèche. « Qui a peur de la commission d'enquête parlementaire sur le financement politique ? », demande indignement ce communiqué, accusant les députés de l'opposition de « jouer la carte de l'obstruction » en refusant toutes les propositions d'auditions qui leur sont faites. « Prompt à présenter les modalités de financement du PS, la droite souhaite que les citoyens continuent d'ignorer les siennes », affirme M. Auroux.

A 15 heures, deuxième alerte : dans les sous-sols du Palais Bourbon où se réunit la commission, le vice-président, M. Pierre Mazeaud (RPR), donne lecture aux membres présents de la lettre adressée par M. Jean-François Deniau (UDF) au président de l'Assemblée nationale, M. Laurent Fabius, dans laquelle il l'informe de sa démission de ses fonctions de président de la commission d'enquête parlementaire.

Le motif officiellement invoqué est un désaccord intervenu entre M. Deniau et la majorité des commissaires sur l'interprétation des pouvoirs d'investigation conférés par l'article 141 du règlement de l'Assemblée nationale aux commissions d'enquête. M. Deniau souhaitait une interprétation restrictive de cet article, afin de pouvoir évoquer des affaires actuellement sous procédure judiciaire. Lors de leur dernière réunion, à huis clos, la majorité des membres de la commission, toutes tendances politiques confondues, ont souhaité s'en tenir à une conception plus restrictive, en soulignant que les députés ne pouvaient s'ériger en juges.

## Incapacité chronique

Au-delà de cette divergence juridique, M. Deniau n'a sans doute pas oublié d'assumer plus longtemps la présidence d'une commission qui a déjà fait la preuve, en deux séances publiques, de son incapacité chronique à se saisir dignement et sereinement de la question du financement des partis et des campagnes.

L'opportunité du maintien de la représentation UDF ex aequo dans cette commission avait d'ailleurs été évoquée au cours du bureau politique du Parti républicain, jeudi dernier, et certains de ses membres s'étaient interrogés sur une éventuelle collusion entre le RPR et le PS pour saborder cette commission.

C'est bien cet effet entre les membres de ces deux groupes que se joue la partie. M. Robert Par-

draud (RPR), saisissant le prétexte du communiqué de M. Auroux, demande une suspension de séance. M. Mazeaud, totalement oublieux de l'impartialité et du calme qui conviennent à un président, s'enflamme à son tour et dénonce des déclarations qui, selon lui, « violent le secret des délibérations de la commission ».

Le ton monte entre les députés RPR et PS. Exigeant des excuses de M. Auroux devant le bureau de l'Assemblée nationale, M. Mazeaud lève la séance. Conséquence immédiate : pour la deuxième fois, l'audition de M. Dominique Perben, trésorier de la campagne de M. Jacques Chirac, est reportée.

Cette fois, il revient aux commissaires socialistes de s'indigner de ce « sabotage » et de lancer quelques menaces : « Si l'opposition continue ce jeu, nous révélerons la liste des personnes dont nous avons demandé les auditions et qui ont été refusées ». On murmure notamment les noms de quelques responsables d'entreprises

de travaux publics et de grandes surfaces commerciales... De son côté, M. Auroux se défend d'avoir voulu jouer la provocation avec son communiqué. Il a seulement souhaité « tonifier » les travaux de la commission, affirme-t-il.

Cerise sur le gâteau, M. Deniau donne dans la soirée le coup de grâce au radeau parlementaire en proposant la « suppression des privilèges judiciaires des députés et des ministres », qui devraient comparaître devant la cour d'assises ou le chambre correctionnelle, comme de simples citoyens.

De là à accablait la thèse, répandue par quelques-uns, qu'ils sont « tous pourris », il y a, bien sûr, un pas que l'ensemble des députés membres de la commission et son ex-président ne voudraient, pour rien au monde, être accusés d'avoir franchi.

PASCALE ROBERT-DIARD

Selon « le Canard enchaîné »

## Des élus CDS auraient touché des pots-de-vin sur les implantations de grandes surfaces

Dans son édition du mercredi 25 septembre, le Canard enchaîné affirme que le CDS a supervisé l'implantation des hypermarchés durant la période de cohabitation. « Quelques semaines avant de gagner les élections législatives de mars 1986, écrit ce hebdomadaire, les trois principaux partis qui allaient gouverner - le RPR, le Parti républicain et le CDS - avaient procédé à ce qu'un ancien trésorier de la formation chiro-quiennne a joliment nommé un « Val de pots-de-vin ». Il fut décidé que, pour les autorisations d'ouverture des grandes surfaces, ce serait désormais les centristes du CDS qui feraient la loi ».

Selon le Canard enchaîné, la responsabilité de cette tâche aurait particulièrement incombé à M. François Froment-Meurice, secrétaire national du CDS. L'hebdomadaire reproduit une lettre à l'en-tête du CDS, datée du 13 novembre 1986, adressée par M. François Froment-Meurice à M. Pierre Laour, sénateur centriste de Charente, un des représentants du CDS à la Commission nationale d'urbanisme commercial (CNUC), chargée de délivrer les autorisations de création de grandes surfaces.

Dans cette lettre, M. François Froment-Meurice fait part de ses souhaits des élus du parti pour l'implantation de grandes surfaces à

Reims, Cherbourg et Pau. Interrogé par les enquêteurs du Canard enchaîné, M. Froment-Meurice explique qu'il se bornerait à « recueillir pour chaque dossier les avis de nos élus pour s'assurer que la CNUC ne prenne pas de décisions contraires aux intérêts du CDS ». Il ne conteste pas le fait que « de l'argent ait pu être versé » mais affirme qu'il n'en a « jamais vu la couleur ».

« Quelques-uns se sont remplis les poches », ajoute M. François Froment-Meurice, mais la majorité des autres, qui ont touché ces pots-de-vin en espèces, les ont remis intégralement à leur parti, alors qu'ils auraient pu se servir au passage.

Dans un communiqué publié mardi 24 septembre, la direction du CDS estime que les documents cités par le Canard enchaîné « ne prouvent rien ». « Les faits évoqués, explique ce communiqué, concernent une époque où aucune loi n'assurait un financement légal aux partis politiques. C'est d'ailleurs pourquoi le CDS a milité ordinairement pour un financement clair des partis et pour une limitation des dépenses électorales. C'est ainsi qu'un des votes les plus importants du CDS en 1983 fut de faire voter la loi du 11 mars 1983 sur le financement des partis politiques, et est prêt à supporter tous les contrôles ».

Les Journées parlementaires du PS

## M. Mauroy invite les formations politiques à débattre d'une réforme du mode de scrutin

M. Pierre Mauroy, premier secrétaire du PS, a ouvert mercredi matin 25 septembre à Paris les Journées parlementaires de son parti. Après avoir appelé les parlementaires à « retrouver le langage de la mobilisation », il a affirmé :

« Nous ne pouvons être ceux qui en permanence portons la critique contre nous-mêmes (...). Le gouvernement d'Edith Cresson est en place. Il est notre gouvernement. Nous le soutenons, et j'ajoute que nous en sommes bien plus que solidaires : nous en sommes corresponsables ».

M. Mauroy a souhaité « de l'ambition, de l'audace, de l'innovation » dans le débat contre le chômage. Rappelant d'autre part les « violentes critiques » adressées

à la politique étrangère de M. Mitterrand, le premier secrétaire du PS a affirmé : « Le président de la République peut compter sur un soutien clair et entier du Parti socialiste ».

Enfin, M. Mauroy a évoqué une éventuelle réforme du mode de scrutin. « Je considère comme essentiel que ce problème soit posé et effectivement débattu, a-t-il dit. Je propose que l'ensemble des formations politiques représentées au Parlement soient en mesure de retrouver pour fixer en commun les grandes règles du jeu démocratique (...). J'en prends l'initiative en leur écrivant dès la clôture de ces journées parlementaires ».

INSEE

la référence au bout des pages...

LES PERSONNES AGEES

Qui sont ces 11 millions de personnes qui ont dépassé 60 ans ?

165 pages - Prix 72 F

En librairie et dans les Observatoires Economiques Régionaux de l'INSEE

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

## Passez la monnaie!

COMME tu y vas, Yves Charrat ! Ecrire un bouquin intitulé la République corrompue, a-t-on idée ! T'es jaloux, hein, c'est ça ? T'as fait de la tache alors que le père Nucci, ton ministre de l'époque, un pote à Fefa, se prélassait sous les lambris dorés de l'hôtel de Lassay. T'as palpé, t'as pas pu résister, t'as pas le seul, à la tentation, tu l'avoues. Et t'as pas fini de payer. Normal. Tout le monde peut pas sortir blanchi de la machine à laver le linge sale du Parlement. Merci la lessive Amnistie aux enzymes gloutons.

Tu vois, moi, je suis pas comme toi. J'étais revu en l'espace de temps dans le Canard que ces pauvres laissés-pour-compte de centristes s'en sont mis plein les poches eux aussi en autorisant ou pas l'ouverture de grandes surfaces en province, grâce à un « Yaka des dessous-de-table » conclu entre les partis de droite pendant la cohabitation.

Il nous l'avait pas dit, ça, ce cachotier de Leclerc, dimanche, à « l'heure de vérité ». Il s'est contenté de dénoncer le scandale sans dresser la liste, elle serait trop longue, de tous ceux, à

droite, à gauche et au milieu, qui remplissent leurs cadidies dans les hypermarchés privilégiés, par ici la monnaie, au détriment des autres. Carrefour ? D'accord. Auchan ? Pas d'accord. Ils auraient vraiment bien tort de pas abuser de la situation, nos élus.

Vous ne voudriez pas non plus que la commission d'enquête sur le financement des partis aille mettre son nez dans des pots-de-vin qui les ont tous arrosés. Ça serait d'un indécrot ! Non, c'est vrai, de quoi je me mêle ? Suffit d'arrêter la galerie en se refusant d'adhérer à un règlement aux petits oignons. Il interdit d'aller au fond des affaires faisant déjà l'objet de vagues poursuites judiciaires. C'est à ça que ça sert, les files intérieures genre Gaudin. A faire l'impasse sur l'Urbagros au Palais-Bourbon !

Pas tous, les Français ! Ne sont compris le coup. Au lieu de se précipiter aux urnes, les jours d'élection, pour permettre à leurs représentants de s'engager sur leur dos, ils font de la politique en s'inscrivant en masse au PA, le parti des Abstenionnistes. Il y a pas de raison que ce soient toujours les mêmes qui en profitent !

En visite en Grande-Bretagne

M<sup>me</sup> Cresson annonce des indemnités pour les agriculteurs britanniques

Le premier ministre français, M<sup>me</sup> Edith Cresson, a annoncé, mardi 24 septembre à Londres, que la France allait indemniser les agriculteurs britanniques dont les carcasses d'agneau à destination du marché français avaient été brûlées par des agriculteurs français la semaine dernière, à Cherbourg.

M<sup>me</sup> Cresson a déclaré après son entrevue avec le premier ministre britannique, M. John Major, que le gouvernement français n'avait pas cautionné ces attaques « choquantes ». Le premier ministre français a toutefois fait remarquer que les agriculteurs français avaient, eux aussi, des revendications qui ne pouvaient être sous-estimées.

M<sup>me</sup> Cresson et son homologue britannique ont également passé en revue, au cours d'un entretien de trois heures, les problèmes en suspens concernant l'union politique européenne, dont le traité devrait être signé en décembre à Maastricht (Pays-Bas). « C'est une erreur (...) de penser que nous sommes hostiles à tout pouvoir

pour le Parlement européen », a déclaré John Major, à l'issue de la rencontre. M<sup>me</sup> Cresson a ajouté que la France avait une position similaire. Londres et Paris sont opposés, en revanche, à une extension trop importante des pouvoirs du Parlement européen ; une idée farouchement défendue par l'Allemagne. Pour la petite histoire, le premier ministre français a été reçu par son homologue britannique, juste après l'acteur-shakespeare Sir Ian McKellen, un ardent défenseur de la cause homosexuelle. Cette nuit-là, « a confirmé les journaux pressenti », M<sup>me</sup> Cresson et son homologue britannique ont également allusion à d'anciennes déclarations de M<sup>me</sup> Cresson, selon lesquelles le quart des Britanniques mâles seraient homosexuels. - (AP, Reuters)

Pour déménager en 1995 à Roissy

## Air France vend son siège à la MGEN

C'est la MGEN (Mutuelle générale de l'éducation nationale), la première mutuelle de France par le nombre de cotisants, qui rachète, pour la somme de 1,6 milliard de francs, l'immeuble de la gare Montparnasse où se trouve le siège de la compagnie Air France. Les locaux représentent une superficie de 30 000 mètres carrés et hébergent 1 600 agents d'Air France, qui déménageront, en 1995, sur l'aéroport de Roissy-Charles-de-Gaulle.

Depuis son arrivée à la tête de la compagnie nationale, M. Bernard Allat a été persuadé de la nécessité de quitter cet emplacement, qui lui valait, comme il le résumait, « d'être le seul président d'une compagnie aérienne dont les bureaux surplombent des voies de chemin de fer ».

L'opération approuvée le 25 septembre par le conseil d'administration de la compagnie nationale, aura le mérite d'apporter des liquidités à Air France, qui en manque, et de symboliser son recentrage sur les activités aériennes.

Dès janvier 92 étudiez aux USA

Dans une grande université de Californie ou Florida. Pour un stage linguistique ou pour des études (BA, Master, MBA, Ph.D.). Année : 80 000 F env. Semestre : 35 000 F env. Cours, logement, repas inclus. University Studies in America French Office, 57, rue Charles-Lafitte, 92200 Neuilly (1) 47-48-99-19.

كندا من الأصل